Avec ce numéro, supplément « Initiatives »

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14191 — 5 F

MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Reprise des relations avec Téhéran et offre de pétrole au tiers-monde

M. Saddam Hussein multiplie les initiatives pour tenter de contourner l'embargo

Dans un nouveau message, diffusé lundi 10 septembre à Bagdad, M. Saddam Hussein a proposé de fournir gratuitement du pétrole aux pays du tiers-monde. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a estimé que cette offre montrait que M. Saddam Hussein « était désespéré » et qu'elle constituait « une tentative transparente pour détourner l'attention mondiale » de l'agression irakienne.

A la suite de la visite à Téhéran de M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères, l'Irak et l'Iran ont d'autre part décidé de rétablir leurs relations diplomatiques (page 6).

● **Les activités militaires.** – La Syrie, où est attendu, vendredi 14 septembre, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annoncé lundi l'envoi éventuel en Arabie saoudite de nouvelles troupes qui rejoindraient les 1 100 soldats syriens qui y sont déjà stationnés. Selon des sources militaires turques, l'Irak procéderait au redéploiement de quelque 100 000 soldats le long de ses frontières avec l'Arabie saoudite, la Syrie et la Turquie. Trois divisions auraient ainsi été retirées des régions frontalières avec l'Iran.

page 3

● **Les activités diplomatiques.** – Au lendemain du sommet Bush-Gorbatchev à Helsinki, M. James Baker a demandé à ses alliés de l'OTAN de fournir une aide logistique pour transporter des troupes et du matériel américains dans le Golfe. La Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal et la RFA, notamment, ont répondu favorablement à cette requête présentée lundi à Bruxelles lors de la réunion de l'OTAN. M. Roland Dumas a annoncé que la France allait autoriser l'affrètement de quatre navires.

M. Baker se faisait l'écho de la préoccupation des élus américains. Ces derniers, lors d'un débat houleux au Sénat, ont adopté une résolution menaçant les pays qui ne contribueraient pas suffisamment à l'effort international contre l'Irak d'une possible détérioration de leurs rapports avec les Etats-Unis. Un thème qui devait être évoqué, mardi, par le président Bush dans un message au Congrès.

page 3

● ***Les conséquences économiques.*** – Le coût de l'intervention militaire, l'emballement des prix du pétrole, l'augmentation du déficit budgétaire, accroissent l'inquiétude des milieux d'affaires américains pour lesquels la récession paraît aujourd'hui inévitable.

page 21 section C

● **L'embargo.** – A New-York, le comité des sanctions de l'ONU chargé de veiller à l'application de l'embargo, doit se prononcer sur l'octroi d'une aide humanitaire aux populations civiles d'Irak et du Koweït.

page 4

● **Les réactions en France.** – A Paris, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a justifié lundi sa prudence dans la crise, affirmant notamment que lorsqu'on a *« la responsabilité des vies humaines, on y regarde à deux fois ».*

page 3

Timide réconciliation

AU Proche-Orient aussi, le malheur des uns fait le bonheur des autres. La crise du Golfe aura au moins fait un heureux : l'Iran. La reculade spectaculaire du président Saddam Hussein octroyant à Téhéran le 15 août tout ce qu'il avait réclamé depuis dix ans fut pour les Iraniens une « divine surprise ». Traumatisés par le cessez-le-feu qui avait, en août 1988, pratiquement consacré leur défaite sur le terrain, voilà qu'ils devenaient les vainqueurs politiques de la guerre du Golfe.

Restait à payer le prix de cette offre de paix. A l'évidence, l'Irak attendait qu'en échange de son « cadeau » la République islamique accepte de violer le blocus imposé à Bagdad par la communauté internationale. Tel était apparemment l'objectif de la visite que le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, vient d'effectuer à Téhéran. Sans doute ce dernier a-t-il fait miroiter à ses hôtes la perspective d'une revanche à prendre, en commun, sur l'Occident.

MAIS c'était sous-estimer la politique de rapprochement avec les ex-Satans occidentaux, petits et grands, conduite avec obstination sous la houlette de M. Rafsandjani. Le président iranien a pour principal souci d'arracher son pays à l'ornière économique dans lequel il est tombé, tout autant à cause de la guerre que de la mise en œuvre d'une rhétorique faussement révolutionnaire. Résultat, la République islamique semble incapable de se libéraliser pour devenir un partenaire acceptable aux yeux des bailleurs de fonds occidentaux.

L'Iran de M. Rafsandjani ne pouvait donc aller jusqu'à nouer une alliance contre nature avec Bagdad, bien que l'Irak ait repris certains thèmes de la propagande anti-occidentale aujourd'hui tombée en désuétude chez ses voisins. Il s'est donc contenté, au terme de la visite de M. Tarek Aziz, d'annoncer une « normalisation » diplomatique.

L'IRAN est-il devenu pour autant un interlocuteur fiable ? Peut-il remplacer l'Irak comme partenaire privilégié des entreprises occidentales en mal de marchés dans la région ? Ces questions méritent d'être posées, ne serait-ce que pour éviter les erreurs commises naguère par l'Occident avec l'Irak. Aucune des conditions requises pour assurer la stabilité du régime de Téhéran n'est assurée, malgré la présence à sa tête d'un grand pragmatique.

Les luttes de pouvoir font toujours rage, rendant fragiles les orientations d'un gouvernement qui continue de réprimer sans pitié tous les mal-pensants. Les récentes « confessions télévisées » d'opposants libéraux, accusés d'être des agents américains, au moment même où l'Iran prétend s'ouvrir sur l'Occident, ne font que traduire l'étroitesse de la marge de manœuvre dont disposent, en partie du fait même de leurs propres querelles, les dirigeants de la République islamique.

M 0147 - 912 0 - 5,00 F

Les « casques bleus » africains en échec

La confusion s'accroît après la mort du président libérien

Le président libérien Samuel Doe, capturé et blessé dimanche 9 septembre à Monrovia par les rebelles de Prince Johnson, aurait « succombé à ses blessures », selon des informations recueillies par le département d'Etat. Les circonstances de ce décès restent confuses et posent le problème du rôle de la force ouest-africaine d'interposition, censée mettre un terme à la guerre civile qui ensanglante le Libéria depuis huit mois.



Lire l'article de CATHERINE SIMON page 8

L'Europe de l'Est désenchantée

Le communisme n'a pas tout broyé mais l'ampleur des reconstructions à accomplir est paralysante

A l'époque où il mettait un point d'honneur à faire rire toute assistance, Lech Walesa, qui n'a jamais douté de la fin du communisme, aimait à répéter cette métaphore pour préparer ses compatriotes aux drames du passage du socialisme au capitalisme : *« Il est plus facile de faire une soupe de poissons à partir d'un aquarium que de restituer un aquarium à partir d'une soupe de poissons. »*

On peut rapprocher ces considérations de l'anecdote, vieille comme le communisme, selon laquelle le socialisme est le plus court chemin du capitalisme au capitalisme. Timothy Garton Ash, observateur acéré et vieil habitué de « l'autre Europe », affine, lui, la touche gastronomique : l'état de *« soupe de poissons »*, dit-il (1), s'applique assez bien au chaos soviétique, mais la situation en Europe centrale et orientale après quatre décennies de communisme relève plutôt du goulash, car y surnagent *« de gros morceaux de société civile, comme des bouts de viande dans le goulash : des agriculteurs privés, des Eglises, des universités, de petits entrepreneurs ».* Le communisme n'aurait donc pas tout broyé. De prime abord, c'est vrai, l'extraordinaire facilité avec laquelle des populations privées des droits civiques les plus élémentaires pendant plusieurs générations retrouvaient tout naturellement l'usage des règles démocratiques, de la liberté et des urnes, fut réconfortante.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 7

(1) *The New York Review of Books*, 16 août 1990.

Un entretien avec le président du CSA

« Faire respecter la loi passe d'abord par la concertation » nous déclare M. Jacques Boutet

Rude rentrée pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). En quelques jours, le premier ministre le contourne pour adresser directement ses reproches aux chaînes ; le ministre de la culture lui reproche publiquement son inefficacité ; le PDG de TF 1 l'accuse d'abus de pouvoir. Face aux critiques comme aux dérapages des télévisions, le Conseil semble se satisfaire de réactions tardives ou purement défensives. Son président, M. Jacques Boutet, revient sur ces différentes polémiques et explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, la philosophie qui guide son action.

« L'information sur la crise du Golfe a suscité des polémiques. Pourquoi le CSA est-il intervenu si tard, laissant le champ libre à la classe politique ?

– Il faut se méfier des réactions à chaud. Le Conseil est une instance collégiale. Il était nécessaire qu'il prenne le temps de vérifier dans quelles conditions certains reportages avaient été recueillis et diffusés avant de se prononcer.

– Y a-t-il eu, de la part des chaînes, des dérapages justifiant un rappel à l'ordre déontologique ?

– La déontologie, c'est d'abord et surtout l'affaire des journalistes.

Propos recueillis par
PIERRE-ANGEL GAY
et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Lire la suite page 12 - section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 660 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Golfe

Nos vieux amis irakiens

par Roland Bareilles

AYANT vécu plus de trente-trois ans en Irak comme directeur d'entreprises françaises étroitement liées au développement de ce pays, je crois de mon devoir d'apporter le témoignage de mon expérience.

Sans doute est-il très regrettable que l'Irak ait décidé d'envahir le Koweït au lieu de poursuivre ses efforts pour obtenir satisfaction par des voies pacifiques. C'est pourquoi, depuis le début de la crise du Golfe nous nous sommes réjouis successivement de la majorité obtenue par le président Moubarak au sommet du Caire, puis de la majorité obtenue par George Bush au Conseil de sécurité et enfin du consensus français autour de François Mitterrand. Toutefois, dans cette affaire que tous désignent comme un problème intérieur arabe, il semble bien que tout le monde soit d'accord, sauf les Arabes. De fait, d'Alger à Amman, de *Beyrouth à Sanâa, le peuple* arabe dans sa grande majorité applaudit Saddam Hussein ou, à tout le moins, condamne l'intervention américaine. Et il ne s'agit pas de foules fanatisées ou illettrées. Nous avons le devoir de *nous interroger. Et de nous demander* si nous ne sommes pas en train d'allumer plus de brûlots que nous essayons d'en éteindre. Rappelons-nous les nombreux précédents qui devraient nous inciter à la prudence : depuis le partage pour le moins arbitraire de l'Empire ottoman jusqu'à la fâcheuse équipée de Suez, en passant par la création d'Israël avec des frontières irréalistes, nous avons allumé suffisamment de bombes à retardement qui n'en finissent pas de nous sauter à la figure.

Car enfin, de quoi s'agit-il, pour l'opinion arabe ? Certainement pas de restituer son trône et son trésor à l'émir du Koweït dont personne n'a cure. On n'est pas accoutumé dans la région à voir les puissances *occidentales mobiliser en hâte de* puissantes armadas pour faire respecter les résolutions des Nations unies. Il s'agit plutôt, pour les uns de préserver l'accès au pétrole saoudien au profit de sa clientèle traditionnelle, à savoir les compagnies pétrolières américaines. Pour d'autres, il s'agit plutôt de stopper et si possible de détruire cette puissance militaire irakienne qui *constitue la plus sérieuse menace* potentielle à ce jour pour Israël. Comment en serait-il autrement ? Comment persuader les Arabes que les Nations unies n'utilisent pas deux poids et deux mesures selon qu'il s'agit de restaurer l'or*dre international quand il est* bafoué par l'Irak et quand il est bafoué par Israël ?

Bien avant 1974

Roland Dumas, de retour de Moscou, s'est félicité de la position adoptée par l'Union soviétique qui a voté la résolution 665 des Nations unies, mais qui a déclaré *« n'avoir pas l'intention d'user de la force ni de participer à des opérations militaires, ni d'envoyer des navires dans le Golfe en raison de ses relations spéciales avec les pays arabes »*. Applaudissons donc Gorbatchev avec Roland Dumas, mais déplorons que notre diplomatie n'use pas de la même prudence. *N'avons-nous pas, nous* aussi, de bonnes relations à préserver avec les pays arabes ? Quand l'Union soviétique et les Etats-Unis se préoccupent légitimement de préserver leurs intérêts dans cette région du monde, les uns avec leur clientèle et les autres avec leur fournisseur de pétrole, pourquoi la France devrait-elle sacrifier les siens ?

Or, de tous les grands producteurs de pétrole, c'est l'Irak qui fut de tout temps le partenaire privilégié de la France. Contrairement à *ce qu'on a pu lire récemment*, les bonnes relations économiques franco-irakiennes ne datent pas de 1974 et ne se résument pas à nos fournitures d'armement pour la guerre Irak-Iran. Il faut se rappeler que c'est grâce au pétrole irakien que fut créée la première industrie pétrolière française dès les années 30. En retour, ce fut très largement grâce aux interventions françaises que la production irakienne a pu se développer considérablement au cours des années 50 et 60. Enfin, c'est l'Irak qui assuma l'essentiel de l'approvisionnement de la France en pétrole pendant les années 70 et particulièrement pen*dant les divers « chocs pétroliers »*, après avoir accordé à notre pays un régime privilégié à l'occasion des nationalisations de 1972 à 1976.

Notre pays occupait, à la veille de la guerre avec l'Iran, la troi*sième place des pays fournisseurs* de l'Irak hors fournitures militaires. Mieux encore, notre balance commerciale avec l'Irak présentait encore en 1982 un solde créditeur de 6,7 milliards de francs, notre deuxième plus fort solde créditeur tous pays confondus, et toujours hors fournitures militaires. Or il avait fallu trente ans d'efforts pour pénétrer et pour s'imposer sur ce marché, qui fut une chasse gardée strictement britannique jusqu'en 1950. Sait-on encore que l'Irak avait, dans la foulée, adopté l'enseignement du français dans le secondaire, fait exceptionnel dans un pays anglophone ? Notre commerce extérieur est-il si brillant et la position de notre langue dans le monde si solide que nous puissions sacrifier allègrement, en quelques semaines, les fruits de ces efforts ?

Il faudrait encore se rappeler que tôt ou tard nous aurons besoin de l'Irak et de son pétrole. Tous les experts le savent : si aujourd'hui il existe encore cinq ou six pays exportateurs de pétrole en mesure d'accroître plus ou moins leur production, ils ne seront plus que deux ou trois dans peu d'années, et l'Irak sera l'un de ceux-là. Depuis 1962, l'Irak a à peu près quadruplé ses réserves prouvées. De sorte que, de toute façon, l'Irak possédera tôt ou tard, avec ou sans le Koweït, cette position dominante qu'il gardera très longtemps et qu'il partagera avec l'Arabie saoudite. Les Américains le savent bien, qui s'emploient activement aujourd'hui à préserver leurs amis saoudiens, pendant que nous nous empressons, pour les aider, de sacrifier les nôtres.

► Roland Bareilles est conseiller du commerce extérieur.

TRAIT LIBRE



By KAL in The Economist (London). C&W Syndicate.

Diplômés

De l'argent pour la formation

par Philippe Clément

LA croissance soutenue de l'économie française depuis plusieurs années fait apparaître des goulets d'étranglement *inquiétants en matière d'emploi*. Les entreprises ne trouvent pas en nombre suffisant les personnes qualifiées aptes à affronter une concurrence internationale renforcée. Recruter un jeune ingénieur ou un diplômé de haut niveau d'une école de gestion est un problème quotidien que doivent résoudre les directeurs des ressources humaines d'un grand nombre d'entreprises françaises, grandes et petites.

La crise politique, financière et économique internationale qui se développe actuellement, loin de réduire ces tensions sur le marché du travail, va les accroître. Pour obtenir les gains de productivité nécessaires au maintien de leur *position concurrentielle, les entre*prises chercheront à embaucher en nombre croissant du personnel hautement qualifié et se détourneront progressivement de la main-d'œuvre insuffisamment formée. La guerre économique se gagne avec des *hommes et des femmes* performants.

Malgré de légitimes inquiétudes concernant la croissance future de l'économie française, l'investissement immatériel doit demeurer *une priorité nationale. Faute de la* confirmation solennelle d'un tel objectif, non seulement la pénurie de diplômés réellement adaptés aux besoins des entreprises perdurera, mais le ralentissement de l'expansion économique, conséquence de ces goulets d'étranglement, entrainera une augmentation substantielle du chômage. La survie à long terme de l'économie française se joue actuellement. Abandonner ou même reporter l'application de décisions d'investissement dans le domaine de la formation, c'est affaiblir dangereusement, pour plusieurs années, *les entreprises françaises*.

Lorsque le président de la République a annoncé au printemps dernier son objectif de doublement durant la dernière décennie du vingtième siècle du nombre d'ingénieurs annuellement diplômés en France, il exprimait une demande essentielle du monde économique. Les entreprises ont immédiatement apporté leur soutien à cette volonté présidentielle, car elle correspond à un besoin ressenti chaque jour lorsqu'elles sont confrontées au difficile problème du recrutement dont la qualité est une condition indispensable de l'accroissement de leur compétitivité. Comme pour les relations internationales, cet objectif doit transcender les clivages politiques et faire partie du consensus national.

S'adapter au marché de l'emploi

Former, plus qu'un slogan de campagne électorale, doit être un impérieux devoir. Mais former sans répondre à l'adaptation permanente des besoins évolutifs de l'économie serait une catastrophe nationale. Rien n'est plus désolant, en effet, qu'un jeune diplômé sans emploi faute d'une qualification adaptée aux exigences présentes du marché du travail. Que de tragédies personnelles, familiales, que de tensions sociales, que de gaspillages économiques et financiers évités si ce principe simple était admis par tous.

Les partenaires économiques ont compris cette impérieuse nécessité d'un lien étroit entre formation et emploi. Ils l'expriment par des opérations nombreuses dont le financement croît régulièrement. Les entreprises consacrent *déjà chaque année, en moyenne* nationale, 2,7 % du montant total de la masse salariale qu'elles distribuent à la formation de leurs collaborateurs. Dans certaines firmes, parmi les plus importantes, ce chiffre peut atteindre *10 %. Les chambres de commerce* et d'industrie ont démontré leur compétence et leur capacité de mobilisation pour dynamiser la croissance de notre économie. Dès maintenant, elles consacrent à des actions de formation plus du quart *de leurs ressources*.

Fortes de leur longue expérience, elles souhaitent développer leur effort. Encouragées par les entreprises qui leur apportent déjà un soutien financier direct, elles affichent cette priorité dans toute la France. Elles sont prêtes à réaliser rapidement de nouveaux projets dignes d'un objectif de cette importance.

Assurer un accroissement important du nombre des diplômés des écoles scientifiques et de gestion est réalisable ; des financements sont possibles, ils doivent être motivés dans leur intégralité sans entrave.

Affirmer une priorité en matière de formation et donner vie à cette *priorité par l'élaboration d'un* plan ambitieux au financement assuré, voilà un objectif national auquel les chambres de commerce et d'industrie souhaitent apporter leur contribution si les moyens réglementaires et financiers leur sont donnés comme elles l'ont demandé.

► Philippe Clément est président de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie.

Villes

Réhabilitons les logements anciens

par Jacques Badet

IL y a aujourd'hui deux millions de logements vacants dans l'ensemble du parc privé en France ; dans le même temps, on dénombre deux millions de mal-logés. De plus, 80 000 à 100 000 logements disparaissent chaque année du parc privé locatif par démolition ou changement d'usage.

Certes, ces chiffres sont-ils à nuancer : sur les deux millions de logements vacants une bonne moitié d'entre eux ne sont pas réutilisables, et leur localisation n'est pas forcément en adéquation avec la demande. Les deux millions de mal-logés vont des *400 000 sans-abri à ceux qui demandent* une ou deux pièces supplémentaires pour faire face à l'agrandissement de leur famille.

Il n'en reste pas moins vrai que nous devons nous interroger sur les moyens à mettre en œuvre pour *mobiliser et réutiliser les logements* vides qui pourraient être réintroduits sur le marché locatif. La réutilisation de ce parc, qui devra aller de pair avec la construction neuve, notamment de logements sociaux dont les besoins se font encore cruellement sentir dans certaines régions, aurait une triple fonction.

Une fonction sociale

La première est d'ordre économique. Les 2 milliards de francs de subvention distribués chaque année par l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) aux propriétaires-bailleurs génèrent directement quelque 6 milliards de francs de travaux et permettent la mise aux normes de plus de trente-cinq mille logements par an. Le rôle dynamisant de ces travaux de réhabilitation dans la revitalisation de certains centres-villes, voire de petites communes rurales, est évident aujourd'hui. Ces travaux, réalisés dans leur quasi-totalité par les petites entreprises – les artisans locaux, – ont un impact *important sur le nombre* d'emplois créés ou maintenus, d'où l'intérêt qu'il y a à se mobiliser sur le thème de la réhabilitation dans des bassins d'emploi où la qualité du logement peut être un facteur d'accueil pour des entreprises nouvelles.

La seconde fonction est sociale. Certains logements locatifs privés sont aujourd'hui délaissés par leur propriétaire faute de rentabilité et par les locataires faute de confort. Le propriétaire n'installe pas le confort et néglige l'entretien de ses logements, soit parce qu'il a lui-même de faibles ressources, soit parce qu'il ne croit pas à l'intérêt financier d'une telle opération, surtout s'il s'agit d'un immeuble dont il a hérité dans une ville qu'il n'habite pas lui-même. Et que dire du propriétaire occupant qui n'a pas les moyens de faire face au *maintien en état de son logement* ?

Il y a donc toute une fonction sociale de la réhabilitation qui s'applique aux propriétaires eux-mêmes ; bien entendu, ceux qui possèdent des immeubles bien situés et d'importants moyens financiers ne se sentent pas concernés ; le marché joue aujourd'hui en leur faveur et ils espèrent que cela continuera.

Mobiliser les propriétaires sur la nécessité de réhabiliter des logements locatifs anciens, d'abord ceux situés en centre-ville, pour leur redonner la fonction sociale qu'ils ont eue par le passé dans le développement des villes constitue le second volet du rôle social de la réhabilitation.

Accueillir au cœur des villes toutes les catégories de population : jeunes ménages, retraités, familles, nombreuses ou non, étudiants..., doit être le fondement de notre politique de l'habitat.

Ainsi, la construction de logements sociaux en centre-ville doit-elle aller de pair avec une mobilisation plus forte des logements privés anciens pour redonner aux villes, et notamment à leur centre, leur fonction sociale première dans une France qui continue à s'urbaniser. La mobilisation de ces logements laissés vacants ou devenus insalubres faute de motivation de leurs propriétaires sera un puissant facteur de rééquilibrage sociologique nécessaire à cette société.

Comment concilier cette dimension sociale et l'intérêt économique des opérations de réhabilitation ? D'abord faire prendre conscience aux propriétaires que l'addition des initiatives privées dans la réhabilitation du patrimoine entraîne sa revalorisation et que, tout compte fait, un tel placement peut être économiquement efficace pour chacun, sans obligatoirement passer par la transformation de logements en bureaux. Ensuite, si le propriétaire a quelques craintes quant aux conditions de location (s'il loue *par exemple à des étudiants qui n'oc*cuperont le logement que durant l'année scolaire, ou à des jeunes en voie d'insertion...), lui proposer des intermédiaires (des organismes spécialisés) qui pourront assumer avec lui la responsabilité de la gestion de l'offre locative. En ajoutant à cela les subventions majorées de l'ANAH, les incitations fiscales prévues par la loi Besson, on doit pouvoir motiver rapidement un certain nombre de propriétaires de logements anciens dégradés ou vacants.

La troisième fonction de la réhabilitation est d'ordre culturel. La majorité des villes de France disposent d'un patrimoine immobilier témoin de leur histoire. Il faut le conserver, tant pour son intérêt architectural que parce qu'il reste un facteur essentiel de cohésion sociale. Les habitants des quartiers périphériques des grandes villes ou des villes moyennes continuent à se sentir attirés par le centre-*ville et aspirent à y vivre*.

L'héritage culturel

Il faut sauvegarder cet héritage, sans que ce soit, bien sûr, au détri*ment de son occupation sociale. Cette* réappropriation des centres-villes a une dimension culturelle profonde. Nous serions coupables de la négliger.

En conclusion, retenons deux idées : il faut réhabiliter dans les esprits l'image de la réhabilitation des *logements anciens et faciliter leur* retour sur le marché locatif. Et il faut simplifier, adapter les procédures, si nous voulons leur donner une nouvelle efficacité sociale.

La réhabilitation du parc privé de logements anciens relève de la responsabilité des partenaires locaux autant que de celle de l'Etat. Celui-ci est l'incitateur et le garant d'une politique qui doit assurer l'égalité de tous les citoyens devant le logement. Mais en même temps, les entreprises, les associations d'usagers, les organismes spécialisés du logement, les collectivités territoriales sont concernés au premier chef. La conjonction des efforts de chacun y gagnera si s'opère la simplification, l'unification des aides au logement dans un cadre de responsabilités véritablement décentralisées.

► Jacques Badet est président de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : **André Fontaine**, directeur de la publication

Anciens directeurs : **Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)**

Directeur de la rédaction : **Daniel Vernet**

Administrateurs délégués : **Antoine Griset, Nelly Pierret**

Rédacteurs en chef : **Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé**

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

LA CRISE DU GOLFE

Après le sommet d'Helsinki

M. James Baker demande aux alliés de l'OTAN de contribuer au renforcement du dispositif militaire

Le président Bush devait prendre la parole mardi soir 11 septembre devant le Congrès, à la fois pour faire le point de la crise du Golfe et inciter les parlementaires à parvenir rapidement à un accord sur le budget américain. Cette procédure est exceptionnelle, la tradition voulant que le président des Etats-Unis ne s'adresse qu'une fois par an au Congrès, à la fin janvier, pour présenter son message annuel sur l'état de l'Union.

A la veille de ce discours, M. Bush s'est entretenu au téléphone lundi avec les chefs d'Etat ou de gouvernement de cinq pays : la France, l'Egypte, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Canada. A cette occasion, le président américain a « souligné le caractère historique du communiqué conjoint publié à l'issue de son entretien avec le président Gorbatchev » à Helsinki, a indiqué la Maison Blanche, ajoutant que tous les dirigeants contactés « ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis des efforts concertés contre l'Irak et se sont engagés à continuer de coopérer dans ce domaine ».

Jean de La Guérivière prend ses fonctions de correspondant à Bruxelles, en remplacement de José-Alain Fralon, rentré à la rédaction. Voici son premier article.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a demandé lundi 10 septembre aux alliés de l'OTAN de fournir une aide logistique pour envoyer des renforts dans le Golfe.

BRUXELLES

de notre correspondant

La Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal et la RFA ont répondu positivement à la requête de M. Baker et fourniront des moyens de transport supplémentaires.

Les Pays-Bas enverront des moyens de protection contre les armes chimiques ; la Belgique, la Norvège renforceront leur aide à l'évacuation des réfugiés ; le Danemark affectera deux navires au transport des soldats égyptiens et la Grèce mettra trois navires marchands à la disposition de « l'effort international ».

M. James Baker venait rendre compte du sommet d'Helsinki comme tout responsable de la diplomatie américaine se doit de le faire auprès des quinze alliés des Etats-Unis après des faits importants. Il venait aussi tester leurs réactions et peut-être réveiller leur ardeur.

« La crise déclenchée par l'Irak ne sera pas résolue par un pays isolément, a dit à la presse le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörmer. *Il y a le sentiment que les alliés pourraient faire plus. Les différents pays ont réagi chacun à sa façon. (...) Nous préférons tous une solution politique mais cela repose sur une mise en œuvre sans failles des résolutions de l'ONU. »*

Dans une déclaration liminaire aux journalistes, après plus de deux heures d'entretien avec ses homologues de l'alliance, M. Baker a souligné que *« l'occupation du Koweït par l'Irak est un test politique sur le fonctionnement du nouvel ordre mondial après la guerre froide »*. *« La façon dont nous autres – démocraties coalisées – répondrons à l'évènement sera une occasion de mesurer comment les institutions de la sécurité de l'Ouest – OTAN et l'UEO – peuvent s'adapter aux dangers d'aujourd'hui et aux menaces de demain. »*

Comme pour stimuler ses partenaires européens, M. Baker a indiqué que l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et les responsables en exil du Koweït allaient fournir cette année quelque 12 milliards de dollars, moitié sous forme d'assistance économique à ce qu'on appelle maintenant *« les pays de la ligne de front, tels l'Egypte et la Turquie »*, moitié sous forme d'aide à l'effort militaire américain, *« qui selon certaines sources coûterait 1 milliard de dollars par mois »*. Ces concours des riches Arabes concernés se feront partiellement en nature, notamment avec du pétrole.

Les alliés et notamment ceux de la CEE – dont M. Baker a aussi rencontré lundi à Bruxelles les responsables, dont M. Jacques Delors – sont invités à faire un effort qui ne serait pas seulement financier. M. Baker *« se féliciterait d'avoir des forces terrestres (des pays européens) même symboliques dans la région »*. Il pense qu'on pourrait *« coupler »* les forces françaises et britanniques avec celles de la Turquie et des Etats-Unis.

A *tout le moins*, les partenaires européens de l'OTAN sont priés de fournir des moyens de transports aériens et maritimes *« pour les besoins de la crise »*, c'est-à-dire transporter les réfugiés et acheminer des troupes égyptiennes en Arabie saoudite, ce qu'ont déjà promis de faire la Grèce et le Danemark.

Rencontre avec le président syrien

Pour dissiper le chant des sirènes irakiennes, M. Baker a insisté sur la nécessité d'aider les pays pauvres à surmonter des difficultés nées de la hausse du pétrole. Il a particulièrement mis l'accent sur les mérites et les besoins de la Turquie, membre de l'OTAN, et de l'Egypte, à laquelle la Belgique promet des céréales. Il a estimé enfin qu'une nouvelle aide économique était nécessaire à l'Europe de l'Est, afin que la crise ne complique pas davantage la gestation démocratique, une préoccupation qui a été aussi exprimée par M. Genscher au nom de l'Allemagne.

Le secrétaire d'Etat a enfin annoncé qu'il rencontrerait le président Assad, le 14 septembre en Syrie, ce qui fut pour les journalistes américains présents à Bruxelles l'événement du jour. Manifestement, les confrères américains mesurent combien l'opinion publique d'outre-Atlantique aura du mal à accepter ce dialogue avec un Etat impliqué dans le terrorisme aérien. Malgré *« les difficultés du passé »* et un *« contentieux »* toujours en cours, M. Baker ne veut cependant rien s'interdire qui puisse *« souligner l'isolement de l'Irak »*.

Pour sa part, M. Roland Dumas s'est félicité du rôle de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), que préside actuellement la France, dans la crise. Une nouvelle réunion de représentants de l'union devrait avoir lieu prochainement à bord du bateau français *Dupleix*, qui est dans la zone du conflit.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

La plupart des pays arabes saluent l'entente américano-soviétique

La plupart des pays arabes se sont félicités lundi 10 septembre de l'entente américano-soviétique qui s'est manifestée à Helsinki en faveur de l'application des résolutions de l'ONU et souligné, comme la plupart des réactions occidentales, l'isolement croissant de l'Irak.

Les ministres des affaires étrangères égyptien, saoudien et syrien se sont notamment exprimés dans ce sens au Caire, où s'ouvrait lundi une réunion extraordinaire du conseil de la Ligue arabe. Les autorités jordaniennes n'ont fait aucun commentaire.

Certains commentaires arabes cependant, dont celui du ministre koweïtien de l'information en exil estiment que ce sommet, dans la mesure où il a fait reculer l'hypothèse d'une intervention américaine, a servi Saddam Hussein. Même son de cloche dans la presse israélienne où le *Jerusalem Post* par exemple écrit que *« Saddam Hussein ne doit pas être mécontent des résultats du sommet »*. Le comité exécutif de l'OLP qui s'est réuni lundi à Tunis pour examiner les résultats du sommet d'Helsinki n'a pas encore fait connaître sa réaction officielle.

A Moscou les médias ont souligné le maintien du rôle de l'URSS dans la gestion des affaires internationales. Interviewé à la télévision après ses entretiens avec le président américain, M. Gorbatchev a insisté sur les *« projets concrets »* de coopération économique dont il avait été question. Il a déclaré que M. Bush lui avait semblé *« disposé à lever les obstacles qui subsistent »* à propos de l'obtention par l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée. – *(AFP, Reuter.)*

Le déploiement de la force multinationale

La Syrie prête à renforcer son contingent en Arabie saoudite

Le gouvernement syrien a annoncé lundi 10 septembre qu'il pourrait envoyer de nouvelles troupes en Arabie saoudite à la demande du roi Fahd. *« La décision syrienne a pour but de répondre à toutes les demandes de l'Arabie saoudite (...) La Syrie a déjà envoyé des soldats en Arabie saoudite et se prépare a en envoyer davantage sur requête du royaume »*, a déclaré M. Djibrane Kourieh, porte-parole du président Hafez El Assad.

M. Kourieh, dont les déclarations ont coïncidé lundi avec l'annonce de la visite à Damas du secrétaire d'Etat américain James Baker, n'a précisé ni le nombre exact des renforts qui pourraient être envoyés ni la date de leur départ.

Selon certaines sources diplomatiques, il pourrait s'agir de 4 000 à 5 000 soldats d'élite, qui se joindraient aux 1 100 soldats qui ont déjà été envoyés par la Syrie au mois d'août.

De son côté, la RFA va offrir 400 millions de marks (255 millions de dollars) aux pays durement touchés par l'embargo contre l'Irak, à savoir, la Turquie, la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, a-t-on appris lundi de source gouvernementale.

Les forces américaines dans le Golfe recevront, elles, 100 millions de marks (65 millions de dollars) sous forme d'une aide technique, qui comprend la mise à disposition de navires, d'avions et d'autres équipements militaires.

En revanche, la question du financement direct des opérations militaires américaines par la RFA reste ouverte, a-t-on fait savoir. Le gouvernement attendra la visite du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, samedi à Bonn, pour prendre une décision. Selon des informations parues dans la presse américaine, M. Baker pourrait demander au total 1 milliard de marks (650 millions de dollars) à la RFA. Estimant que les mesures adoptées par les alliés des Etats-Unis étaient trop timides, voire trop *« tardives »*, le Sénat américain a adopté lundi, à main levée, une résolution particulièrement sévère qui demande au président George Bush de présenter au Congrès d'ici au 30 novembre un rapport détaillé sur les résultats des efforts de l'administration pour obtenir un partage international des frais du déploiement militaire en Arabie saoudite et du blocus de l'Irak.

« Lors de ses consultations avec d'autres dirigeants du monde », dit la résolution, M. Bush *« devrait envisager de souligner que* [le fait de s'abstenir] *par un pays quelconque, d'apporter une contribution adéquate pourrait avoir un impact négatif sur ses relations avec les Etats-Unis »*.

La résolution reflète la sensibilité des élus américains à l'inquiétude souvent exprimée par leurs électeurs que les Etats-Unis supportent une trop grande part du fardeau financier d'un effort international contre l'Irak, dont ils ne sont pas après tout les premiers bénéficiaires.

Le Pentagone estime que l'opération « Bouclier du désert » coûtera environ 11,3 milliards de dollars au cours de l'année qui vient. *« Si la guerre éclate, ce ne seront pas les vies de soldats japonais qui seront en danger mais celles de soldats américains »*, a ainsi déclaré le sénateur républicain de l'Arizona John McCain, un ancien de la guerre du Vietnam. *« Le caractère jusqu'à présent purement symbolique de la participation japonaise ne mérite que le mépris du monde et l'hostilité de l'Amérique »*, a-t-il ajouté, tandis que le sénateur républicain de l'Etat de New-York Alfonse d'Amato, devait conclure en accusant les Japonais de *« cupidité et* [d']*avarice »* et en qualifiant leur attitude de *« répugnante »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

« Quand on a la responsabilité d'engager des vies humaines, on y regarde à deux fois »

déclare le ministre français de la défense

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui était, lundi soir 10 septembre, l'invité de TF1, a notamment déclaré : *« Quand on a la responsabilité d'engager des vies humaines, on y regarde à deux fois. L'idée que je me fais de la responsabilité d'un homme politique, c'est qu'il ne doit jamais sauter dans le noir et doit garder la tête sur les épaules. Je me suis toujours déterminé en fonction de l'intérêt national. Je sers mon pays et quand je donne mon avis, c'est toujours avec le souci de servir le bien de la France »*. Il a ajouté : *« Pour ma part, j'ai assumé tous mes devoirs, j'assume tous mes actes, je ne regrette rien. La marche des évènements depuis un mois montre qu'en définitive c'est le bon sens qui a prévalu et qu'il vaut mieux que les Français aient un ministre de la défense qui ait un certain sang-froid. »*

Interrogé sur le fait de savoir s'il était cette haute personnalité gouvernementale, citée par l'AFP, qui s'était déclarée préoccupée par une attaque imminente contre l'Irak, le ministre de la défense a simplement répondu : *« Cette haute personnalité disait que pour que l'embargo puisse faire sentir ses effets, il ne fallait pas qu'une attaque militaire intervienne de manière prématurée. C'était dire qu'il faisait jour à midi. »*

De son côté, M. Valéry Giscard d'Estaing a jugé *« positive »* la rencontre entre MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev et le texte commun des deux présidents *« parfait »*. Il n'a exprimé qu'*« un seul regret »* : l'absence de signature européenne.

L'ancien président de la République, qui s'exprimait sur RTL depuis l'enceinte du Parlement européen, à Strasbourg, a estimé qu'il était *« fondamental de maintenir la coalition mondiale »* contre l'Irak et que *« la France devait continuer à agir, comme elle le fait d'ailleurs, pour tenir énergiquement cette coalition et pour boucher toutes les failles du blocus irakien »*. Il a souhaité également qu'une *« application communautaire du blocus »* soit décidée.

M. Giscard d'Estaing a encore estimé que l'on assiste *« à un nouveau rapport Est-Ouest : on a eu d'abord la guerre froide, ensuite la détente, et on a maintenant la coopération active, une situation qui, au total, est bénéfique pour le monde »*.

Au terme d'une réunion du bureau politique du Front national, lundi après-midi, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué que son parti *« approuve la position en recul de M. Mitterrand qui ne semble plus vouloir engager la France dans une opération militaire américaine qui ne serait pas autorisée par l'ONU »*. Le président du FN s'est pourtant défendu d'adhérer au consensus contre l'Irak car, selon M. Le Pen, *« la présence militaire de la France dans ce blocus n'était ni nécessaire, ni utile »*. Le bureau politique s'est *« réjoui que le sommet d'Helsinki ait privilégié la recherche d'une solution négociée de préférence à l'escalade militaire »* et il a manifesté l'expression de *« sa préoccupation du sort des Français retenus en Irak et au Koweït »*. Avant d'avoir été mandaté par son bureau politique pour *« explorer toutes les voies pouvant conduire à une détente de la situation internationale et à la solution rapide du problème de nos ressortissants retenus en Irak »*, M. Le Pen a envoyé une nouvelle lettre en date du 7 septembre à l'ambassadeur d'Irak à Paris. Dans cette missive, il s'étonne, pour la première fois, que le rapatriement des ressortissants français *« soit interdit encore aux hommes »* et il se classe parmi *« tous ceux qui n'ont pas pris systématiquement parti contre l'Irak »*.

Auparavant, le porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne, avait affirmé, lundi, au cours d'un point de presse hebdomadaire : *« M. Jean-Marie Le Pen s'est érigé en véritable Radio-Bagdad »*. Selon le député du Rhône, on retrouve chez le président du Front national *« sa fascination pour les dictateurs et la tradition de capitulation de l'extrême droite »*.

Enfin, M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique du PCF, a *« regretté »* que l'Union soviétique n'ait pas proposé *« des solutions politiques et pacifiques »* lors du sommet d'Helsinki. Selon M. Gremetz, qui s'exprimait sur France-Inter, *« notre déception et nos craintes sont malheureusement confirmées par les propos de M. Baker indiquant que la déclaration commune n'exclut pas le retour à la force et que des mesures supplémentaires seraient envisagées »*.

« Il fait jour à midi »

par Patrick Jarreau

LES critiques rencontrées par M. François Mitterrand dans son attitude face à la crise du Golfe avaient en commun de dénoncer son propos sur l'existence d'une *« logique de guerre »*. M. Jean-Marie Le Pen parlait d'*« aventure militaire inconsidérée »*, M. Georges Marchais stigmatisait le *« bellicisme »* américain (dont il accusait le chef de l'Etat de ne pas assez se démarquer), les Verts demandaient le retour du *Clemenceau* à son port. Tout en appuyant, au contraire, l'action de M. Mitterrand, le Parti socialiste lui-même, par la voix de M. Pierre Mauroy, observait que la *« logique de guerre »* devait être combattue, tandis que M. Jean-Pierre Chevènement exprimait ses craintes devant l'emballement guerrier qui semblait, alors, s'emparer des esprits. M. Valéry Giscard d'Estaing avait, plus tardivement, formulé les mêmes réserves.

Le sommet d'Helsinki a agi comme un révélateur, en rappelant, d'abord, que si *« logique de guerre »* il y a, c'est l'Irak qui en est responsable depuis le 2 août ; ensuite, que les résolutions du Conseil de sécurité et les mouvements militaires engagés pour leur donner force de loi visent à imposer le retour à la paix. Les déclarations préalables de M. Mitterrand, le 6 septembre, permettent de constater, rétrospectivement, que la politique française se situe bien au centre de gravité de l'action internationale, quelle qu'ait pu être la tentation éventuelle des Etats-Unis de déplacer ce centre. Du coup, les critiques dirigées contre le chef de l'Etat se trouvent désarmées ou émoussées.

M. Giscard d'Estaing, invité de la Cinq, lundi soir, était aussi à l'étroit entre les drapeaux européen et français qu'il avait tenu à placer dans le *« cadre »* que, sur le fond, entre l'action de M. Mitterrand et l'approbation que l'opposition parlementaire dans son ensemble ne peut marchander au chef de l'Etat. L'ancien président de la République n'a pu que rappeler pour mémoire ses propos sur la *« logique de guerre »* et s'accorder avec M. Jacques Chirac pour estimer qu'il n'y a rien à redire à l'action du chef de l'Etat, sauf à garder la distance nécessaire pour éviter que la solidarité dans une crise n'équivaille à l'effacement des frontières entre majorité et opposition.

Quelques minutes plus tard, sur TF 1, M. Chevènement avait retrouvé ses aises pour faire valoir, à l'adresse de ceux qui lui reprochaient d'avoir paru se démarquer de la tendance, un temps, générale, qu'il était plus près de la vérité qu'eux-mêmes et que, dans tous les cas, son rôle d'homme politique *« responsable »* et soucieux de l'*« intérêt national »* était de rappeler qu' *« il fait jour à midi »*. Autrement dit, que l'embargo n'est pas la guerre et qu'il est fait, précisément, pour l'éviter.

M. Le Pen, quant à lui, est contraint de tenter un repli en bon ordre, en s'étonnant soudain que les ressortissants étrangers de sexe masculin, retenus en Irak, n'aient pas la faculté de quitter ce pays, alors que les femmes et les enfants sont libérés. Le président du Front national amorce, ainsi, un virage vers la reconnaissance de la condition d'otages faite par M. Saddam Hussein à ses *« hôtes »*. M. Le Pen lui-même ne peut pas éternellement chercher midi à 14 heures.

LA CRISE DU GOLFE

Bagdad, l'embargo et le sort des étrangers

L'Irak propose du pétrole gratuit au tiers-monde

Réagissant immédiatement à l'offre faite, lundi 10 septembre, par l'Irak de fournir gratuitement du pétrole au tiers-monde, Washington a rappelé que les sanctions de l'ONU « concernaient également le pétrole, à quelque prix que ce soit » et a estimé que cette nouvelle initiative de M. Saddam Hussein montrait que le chef de l'Etat irakien était « désespéré ». Pour leur part, des délégués des pays les plus pauvres du monde, réunis à Paris pour la conférence des PMA (pays les moins avancés), ont accueilli l'offre irakienne avec le plus grand scepticisme.

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Après le monde arabe et la communauté islamique, c'est aux *« pauvres et aux opprimés, mes frères »* que s'est adressé le président Saddam Hussein en leur offrant gratuitement le pétrole d'Irak, à condition qu'ils viennent le chercher à leurs frais.

Au lendemain du sommet Bush-Gorbatchev, le raïs irakien, désespérant sans doute de Moscou, dont l'entente avec Washington ne lui laisse aucune marge de manœuvre, s'est donc tourné vers le tiers-monde. Affirmant à ces Etats que son initiative est *« dictée par la solidarité arabe avec les pays du tiers-monde qui essuient, comme eux, le mépris des grandes puissances et des pays industrialisés »*, M. Saddam Hussein a déclaré : *« Nous sommes prêts aujourd'hui à fournir gratuitement du pétrole irakien aux pays du tiers-monde qui en ont besoin. »*

« Cette décision, a poursuivi le président, *est prise pour alléger votre fardeau et exprimer notre solidarité avec vous. Elle ne dépend d'aucune décision de votre part, ni de l'attitude de chacun d'entre vous dans la crise actuelle, car nous respectons la vie des peuples et des Etats. »* Une utile précision, car, déjà, dans la communauté asiatique, on laissait entendre que les ressortissants des Etats qui avaient, par exemple, envoyé des troupes en Arabie saoudite n'étaient pas traités tout à fait comme les autres.

Pour rendre cette offre plus alléchante, M. Saddam Hussein, dans une libre interprétation de l'embargo des Nations unies, a ajouté que *« ces arrangements ne sont pas affectés par l'embargo américain »* puisqu'il ne s'agit pas de transactions commerciales. *« Les pays intéressés*, a encore dit le président irakien, *devront exprimer leurs besoins en quantité et qualité de pétrole voulu et en assurer le transport eux-mêmes et à leurs frais »*. Une condition rédhibitoire pour nombre de ces Etats qui, en tout état de cause, ne possèdent pas de tankers et qui devraient donc demander une aide extérieure.

Après avoir essayé, sans succès, de diviser le Conseil de sécurité de l'ONU, Saddam Hussein joue donc maintenant sur trois registres : les masses arabes, qu'il espère toujours soulever contre leur gouvernement ; la communauté islamique, qu'il appelle inlassablement à lutter contre *« l'occupation de la terre d'islam par les incroyants »* ; et, maintenant, les pauvres et les opprimés dont il attend qu'ils fassent pression sur les Nations unies, comme cela a déjà été le cas pour la nourriture, afin que l'ONU assouplisse l'embargo.

La solidarité tiers-mondiste, dont se réclame aujourd'hui M. Saddam Hussein, serait toutefois plus crédible si l'Irak commençait par l'appliquer aux milliers de travailleurs asiatiques qu'il affame sur son propre territoire – ainsi qu'au Koweït – en refusant de leur apporter, et surtout de leur laisser apporter, le moindre secours. Comment ces pays asiatiques, qui exportent leurs travailleurs – comme d'autres du blé ou du pétrole – pourraient-ils oublier que l'Irak est le principal responsable de la catastrophe qu'ils subissent et subiront encore plus dans l'avenir avec le retour de ces immigrés ruinés et amers ?

En multipliant ces initiatives qui laissent de côté le problème fondamental de l'occupation du Koweït, M. Saddam Hussein espère, sans doute aussi, gagner du temps et jeter le trouble dans l'esprit de certains. Cela ne saurait toutefois faire oublier que dans l'Irak d'aujourd'hui les êtres humains – qu'ils servent de « boucliers humains », comme les Occidentaux, ou qu'ils servent d'alibi pour tourner l'embargo, comme les Asiatiques – ne sont plus considérés que comme des pions au service d'une politique pour le triomphe de laquelle le président irakien est prêt à tout.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'ONU donne un bilan de la situation des réfugiés

L'office des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes (UNDRO) a fait le point, lundi 10 septembre, sur la situation des personnes ayant fui l'Irak et se trouvant en Egypte, en Iran, en Syrie et en Turquie.

• **Egypte** : quelque 200 000 ressortissants égyptiens sont retournés dans leur pays. Ils ont été répartis dans 26 gouvernorats où ils sont pris en charge par les organisations locales du Croissant-Rouge. En outre, il y quelque 20 000 Koweïtiens au Caire. La réinstallation des rapatriés est difficile, notamment en raison du chômage et de l'absence de logements adéquats.

• **Iran** : au 6 septembre, 19 363 ressortissants étrangers en provenance du Koweït et de l'Irak étaient arrivés en Iran, après être passés par les postes frontières de Bazargan et de Serou ; 13 500 d'entre eux sont pakistanais, les autres sont bangladeshis, sri-lankais, indiens et afghans. Plusieurs milliers de personnes qui attendent de pouvoir traverser l'Iran ont un *« besoin urgent d'assistance »*. L'équipe des Nations unies qui s'est rendue sur place a été informée que quelque 50 000 à 60 000 personnes étaient attendues sous peu à Bazargan.

• **Syrie** : le gouvernement a mis en place un comité d'urgence. Quelque 50 000 Syriens sont rentrés du Koweït et d'Irak, dont 25 000 ont besoin d'assistance. La Syrie a également accueilli quelque 10 000 personnes originaires de pays arabes et autres, dont certaines sont rapatriées avec l'aide du gouvernement vers le Liban et l'Egypte. Certains Palestiniens et Libanais restent en Syrie.

• **Turquie** : la Turquie a enregistré quelque 26 000 personnes déplacées depuis le début de la crise, dont la plupart sont rapatriées soit par voie aérienne (aéroport d'Adana) soit par voie terrestre, par l'Iran. Le 6 septembre, le nombre de personnes arrivant au poste de Habur par la ville irakienne de Zakhou était passé de quelque 1 500 à 2 000 par jour à quelque centaines par jour. – *(AFP.)*

Des mesures en faveur des familles des otages français

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis vont affréter un nouvel appareil des Iraki Airways pour acheminer mercredi des ressortissants américains et britanniques de Koweït vers Bagdad, a indiqué, lundi 10 septembre, le Foreign Office, qui a exprimé l'espoir que des visas de sortie seraient accordés rapidement à ces étrangers.

Ce vol devrait permettre à une centaine de femmes et d'enfants britanniques de regagner leur pays. Il transportera aussi des Américains ainsi que d'autres Occidentaux pris en charge par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Un avion des Iraki Airways, qui a permis le rapatriement, dimanche, de quatre cent trente-huit Occidentaux, a déjà été affrété par le gouvernement britannique (*le Monde* du 11 septembre).

Par ailleurs, le gouvernement français a adopté une série de mesures destinées à aider les personnes rapatriées d'Irak et du Koweït ainsi que les familles des ressortissants français retenus dans ces deux pays. *« Une aide financière d'urgence sera versée aux personnes démunies de ressources et l'instruction des dossiers d'ouverture de droit aux diverses prestations sociales sera accélérée »*, indique un communiqué de l'hôtel Matignon, qui précise que *« des instructions ont été données pour que les enfants soient admis dans des établissements d'enseignement dès la rentrée scolaire »*.

« Le fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme sera autorisé à indemniser, conformément à sa mission, nos ressortissants pour les préjudices subis », indique encore Matignon. Ce sont les préfets qui sont chargés de coordonner, sur place, la mise en oeuvre de ces mesures. Enfin, *« des contacts ont été pris avec les entreprises employant des ressortissants français retenus en Irak et au Koweït afin que le versement des salaires ne soit pas interrompu »*.

Il reste environ quatre cents Français en Irak et au Koweït, dont soixante ont été conduits sur des sites stratégiques pour y servir de « bouclier », selon les chiffres du Quai d'Orsay.

M. Jacques Miquel, avocat-conseil du comité de défense des familles des otages, nous a fait savoir que plusieurs de celles-ci avaient très récemment reçu des nouvelles de leurs parents retenus sur certains sites stratégiques. Ces messages leur avaient été transmis *via* l'ambassade de France à Bagdad.

L'inquiétude des services de renseignement

Le terrorisme, joker de M. Saddam Hussein

M. Saddam Husssein va-t-il utiliser son joker terroriste ? Si les services secrets français jugeaient l'hypothèse peu probable au début du conflit du Golfe, celle-ci est désormais étudiée de très près. Deux signaux les ont alertés.

Le premier a été lancé par le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, qui estimait, dans un entretien au *Figaro* du 31 août, que l'Irak se considérerait *« libéré de tout engagement moral »* à l'égard des pays occidentaux *« s'il était lui-même menacé »*. La mise en garde était explicite : *« Ou bien nous décidons de nous comporter les uns vis-à-vis des autres d'une manière civilisée (...) et alors nous disons que les actes de terrorisme sont à proscrire. (...) Ou bien le peuple arabe est menacé de génocide et alors, pourquoi devrions-nous nous préoccuper des intérêts américains dans la région, pourquoi devrais-je me soucier de la stabilité de la France ? »*

Le second signal a été émis depuis Bagdad par M. Georges Habache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Après avoir été reçu le 3 septembre par M. Saddam Hussein, le leader palestinien a appelé *« les mouvements de libération arabes à frapper les intérêts américains et occidentaux »*.

Simples manœuvres d'intoxication ? Les services secrets estiment en effet que M. Saddam Hussein n'a, pour l'instant, aucun intérêt à investir dans une entreprise terroriste, à moins qu'il n'ait envie de fournir aux Américains le premier prétexte à déclencher un combat militaire.

Il n'empêche que le réseau des organisations terroristes financées par l'Irak est d'une telle ampleur que la menace d'une initiative non contrôlée par Bagdad est prise au sérieux par les services de renseignement.

A Abou Nidal, patron du Fatah-Conseil révolutionnaire – à qui l'on attribue la tuerie de la rue des Rosiers, – au Groupe du 15 mai, d'Abou Ibrahim – commanditaire de l'attentat de Marks and Spencer à Paris en 1985 –, et à Aboul Abbas et son Front de libération de la Palestine – responsable de l'attaque du bateau *Achille-Lauro*, – il faut ajouter d'autres groupes, tels le Front de libération arabe, création des Irakiens, ou le groupe du colonnel palestinien Hawari, connu pour ses multiples caches d'armes et d'explosifs, éparpillées un peu partout en Europe. Un dépôt avait été ainsi découvert en 1987 par la DST, dans un appartement rue de l'Assomption à Paris.

« Ces groupes agissent sur des contrats. Ils sont payés sur un projet, ils l'organisent et attendent un feu vert, dit un spécialiste. *Mais rien n'interdit à une petite organisation qui a des velléités terroristes de profiter de l'occasion pour se lancer dans une opération de sa propre initiative. L'objectif étant tout simplement de se crédibiliser auprès de futurs commanditaires. »*

Cette probabilité est jugée faible. Avec toute l'humilité qu'inspirent des prévisions toujours délicates tant le terrain est miné... d'incertitudes.

D. L. G.

Le comité des sanctions reporte sa décision sur l'aide humanitaire à l'Irak et au Koweït

NEW-YORK

de notre correspondant

En dépit des demandes pressantes formulées par certains pays – notamment par l'Inde, – le comité des sanctions, composé des quinze membres du Conseil de sécurité des Nations unies et chargé de veiller à l'application de l'embargo contre l'Irak, n'a pu se prononcer, lundi 10 septembre, sur l'octroi d'une aide humanitaire aux populations civiles de l'Irak et du Koweït, pas plus que sur les mesures à prendre pour coordonner l'aide à apporter à la Jordanie, où des centaines de milliers de réfugiés se trouvent dans une situation de plus en plus précaire. Une nouvelle réunion sur ces deux thèmes, mentionnés dans la déclaration conjointe publiée à l'issue du sommet Bush-Gorbatchev, devait avoir lieu mardi.

Au cours de leurs travaux, les membres du comité ont reçu, à sa demande, le représentant indien, venu expliquer que son pays tenait un bateau chargé de vivres prêt à appareiller pour le Proche-Orient afin de venir en aide à ses ressortissants et qu'il n'attendait plus que le feu vert de l'ONU. Les représentants des Philippines et de Sri-Lanka ont abondé dans le même sens. D'autres pays ont souligné l'urgence d'une décision prévue par la résolution 661 votée le 6 août dernier par le Conseil de sécurité. Ce texte, qui interdit l'importation *« de tout produit de base et de toute marchandise en provenance de l'Irak ou du Koweït »*, comporte néanmoins des exceptions pour *« les fournitures à usage strictement médical »* ainsi que pour *« les produits alimentaires, lorsque des considérations humanitaires le justifient »*.

C'est cette notion de *« considérations humanitaires »* qui, apparemment, pose problème, quelques pays, dont les Etats-Unis, craignant qu'une définition trop laxiste de l'aide humanitaire à apporter aux populations locales, *via* des *« agences internationales »* (dont rien ne dit qu'elles seraient agréées par l'Irak), n'aboutisse à rendre moins efficace l'embargo. A l'inverse, les représentants de Cuba et du Yémen répètent à l'envi que les membres du Conseil de sécurité doivent se prononcer au plus vite pour éviter d'être accusés de vouloir *« affamer les populations »* du Golfe. *« Nous sommes arrivés à un point crucial »* soulignait un diplomate à la sortie de cette première réunion. *Si le ton continue à se durcir au sein du comité, nous allons voir surgir un conflit Nord-Sud que jusqu'à présent nous avions réussi à éviter. »*

S. M.

Les Bangladeshis, pauvres parmi les pauvres

La Turquie a demandé l'aide des Nations unies et de la CEE pour organiser un pont aérien et rapatrier des milliers de réfugiés asiatiques du Koweït et de l'Irak, parmi lesquels dix-huit mille Bangladeshis, arrivés ou attendus sur son territoire.

HABUR *(frontière irakienne)*

de notre correspondante

Cinq mille réfugiés bangladeshis, leur gamelle à la main, font la queue pour une distribution de nourriture – pain, pommes de terre et raisin – organisée par le Croissant-Rouge turc dans l'enceinte du village de tentes érigé pour les abriter. Certains d'entre eux ont dû attendre près de deux semaines de l'autre côté de la frontière, en plein air, presque sans nourriture, avant d'arriver en Turquie. *« Les Kurdes irakiens nous ont beaucoup aidés, ils nous ont apporté un peu de nourriture, des pastèques ; sans eux, nous n'aurions pas survécu »*, explique un réfugié.

Ouvert il y a quelques jours, le camp a déjà atteint le maximum de sa capacité et aucun des douze à quinze mille Bangladeshis qui attendent encore du côté irakien n'a pu franchir la frontière, lundi 10 septembre. Des réfugiés récemment arrivés mentionnent au moins deux cas de décès dus à la chaleur et à l'épuisement ; une femme serait également morte avec son bébé la semaine dernière, laissant deux enfants en bas âge.

Deux vols – l'un assuré par Turkish Airlines et l'autre par la compagnie aérienne du Bangladesh – étaient prévus mardi 11 septembre pour évacuer quelques centaines de réfugiés, ce qui devrait permettre à un nombre égal de leurs compatriotes d'occuper les places laissées vacantes dans le camp.

Les réfugiés asiatiques qui arrivent en Turquie racontent les tragédies personnelles des milliers de travailleurs émigrés pris au piège de la crise du Golfe. Les Bangladeshis, en particulier, qui semblent avoir occupé le bas de l'échelle de la société koweïtienne, se retrouvent dans une position similaire au sein de la communauté des réfugiés. Contrairement aux Pakistanais et aux Indiens, aidés par leurs gouvernements respectifs, les Bangladeshis sont les hôtes involontaires du gouvernement turc, qui, tout en s'efforçant de rendre leur séjour moins pénible, entend s'assurer qu'ils restent pour une durée aussi courte que possible.

Un premier pas vers la liberté

Le flot des réfugiés pakistanais a diminué au cours des derniers jours. Les nouveaux arrivants sont désormais rapidement pris en charge par leur ambassade. *Un peu dépassée au début par* l'arrivée massive de ses ressortissants, celle-ci a déployé une intense activité en faveur de ses dix-sept mille citoyens arrivés en Turquie au cours des dernières semaines. Des autocars ont fait la navette, deux cent trente fois, entre Habur et la frontière iranienne, située à 850 kilomètres d'ici. Les réfugiés pakistanais sont ensuite acheminés à travers l'Iran jusqu'à la frontière de leur pays, où un train les attend.

De nombreux Pakistanais – employés qualifiés ou petits commerçants – ont choisi de fuir en voiture. Cent trente véhicules croulant sous le poids des bagages sont arrivés à Habur lundi. Curieusement, la prospérité relative de leurs propriétaires semble avoir intimidé les soldats irakiens, qui se sont contentés de leur confisquer leurs montres ou appareils photo. Les réfugiés plus pauvres, en revanche, parlent de vols presque systématiques, souvent accompagnés de brutalités. Mais même pour les automobilistes, le voyage n'a pas été sans déboires. De nombreux conducteurs, arrivés à la frontière à la fin du mois d'août, ont dû faire demi-tour afin de changer leur plaque d'immatriculation koweïtienne, désormais sans valeur, contre des plaques irakiennes. L'échange s'effectue rapidement dans la ville de Mossoul mais, pour beaucoup, cette formalité a nécessité un détour de plusieurs centaines de kilomètres.

Pour tous les réfugiés, l'arrivée en Turquie marque un premier pas vers la liberté, même si la route est encore longue jusqu'à leur pays d'origine. *« Ils arrivent déprimés et fatigués, mais, dix minutes plus tard, l'expression sur leur visage a changé. Ils sont soulagés »*, explique M. Kashkhelli qui, depuis trois semaines, travaille sans relache au poste frontière. Cependant, l'inquiétude reprend rapidement le dessus. Le retour au pays représente pour beaucoup un retour à la misère à laquelle ils avaient tenté d'échapper. *« Le futur paraît sombre »*, commente M. Mirza Mehmoud, un Pakistanais qui a passé plus de onze ans au Koweït. *« Inch Allah, je pourrai rester au Pakistan. »* D'autres sont plus optimistes. Malgré ses récents revers, Michael Rosario, Bangladeshi de quarante ans, n'a pas hésité une seconde. *« Si la vie redevient normale au Koweït, j'y retournerai. »*

NICOLE POPE

L'ambassadeur du Danemark a quitté le Koweït

COPENHAGUE

de notre correspondante

Suivant les instructions de son gouvernement, qui s'était entretenu auparavant avec ses partenaires de la Communauté européenne, l'ambassadeur de Danemark au Koweït, M. Dan Nielsen, a quitté l'émirat dimanche 9 septembre pour Bagdad. M. Dan Nielsen est le premier ambassadeur de la CEE et le dernier des ambassadeurs nordiques à s'être replié sur l'Irak (il avait été précédé de quelques jours par les ambassadeurs de Finlande, de Norvège et de Suède). Au moment de l'invasion irakienne, M. Nielsen se trouvait en vacances, mais il avait tenu à rallier d'urgence son poste en traversant les lignes militaires.

Ces derniers jours, l'ambassade du Danemark au Koweït n'était pas encerclée comme les autres missions diplomatiques mais l'eau et l'électricité avaient été coupées ; l'ambassadeur pouvait cependant continuer à communiquer avec Copenhague par radio – un moyen qu'il avait mis à la disposition de plusieurs de ses collègues occidentaux moins bien lotis.

Jeudi dernier encore, le ministre danois des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, avait affirmé que son ambassadeur resterait au Koweït. Mais M. Nielsen ayant ensuite reçu des menaces anonymes par téléphone et des inconnus s'étant introduits dans la mission après avoir cassé des vitres blindées, Copenhague choisit de revenir sur sa décision. La situation était devenue trop dangereuse.

Restent encore au Koweït trente-six citoyens danois qui ont refusé de partir ; il leur a été conseillé de maintenir, dans la mesure du possible, des contacts avec l'ambassade de Grande-Bretagne et les autres missions encore habitées. Bien que vide, l'ambassade du Danemark est théoriquement toujours ouverte.

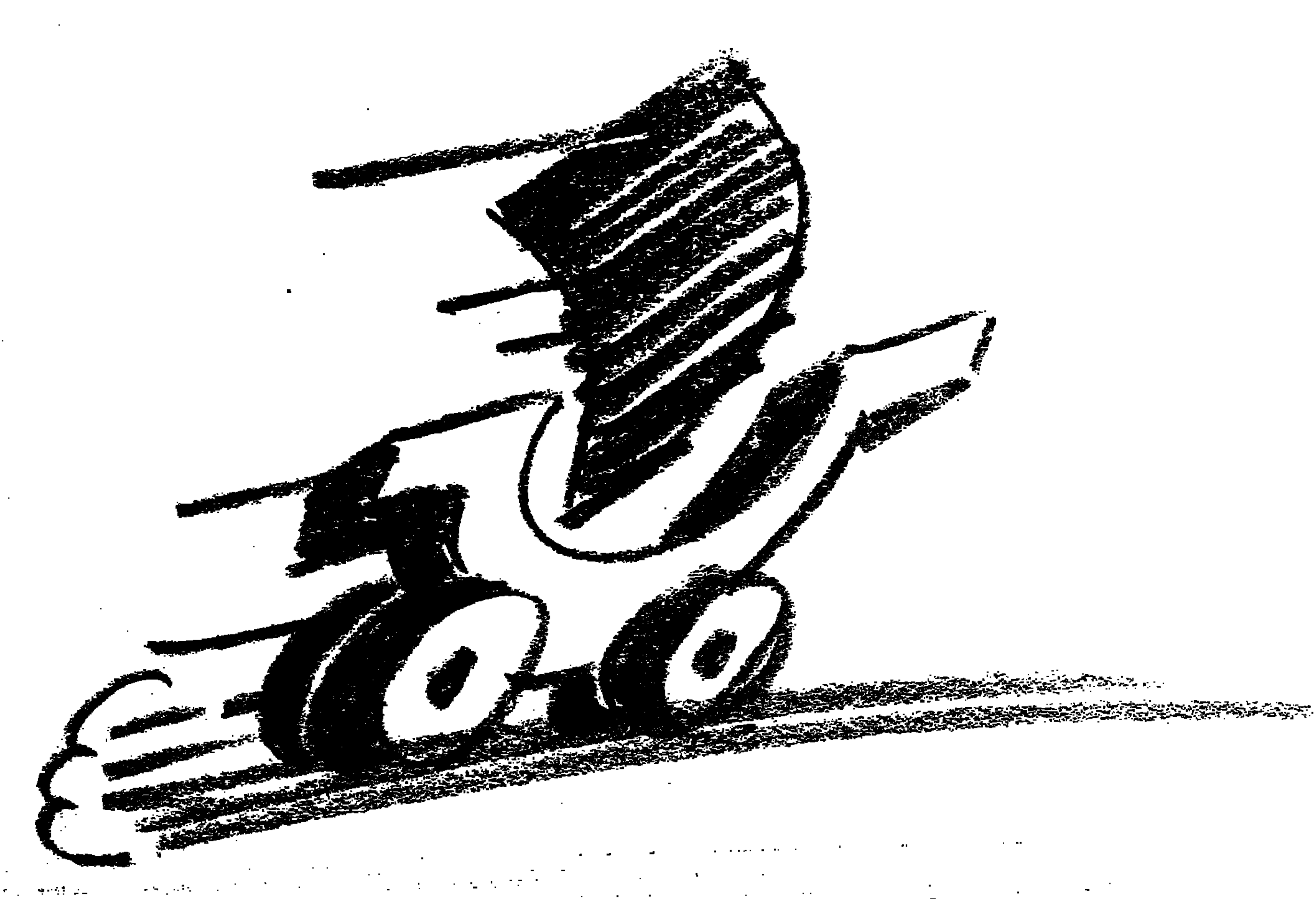
Par ailleurs, M. Ellemann-Jensen a annoncé, lundi, que le directeur de la compagnie d'armement A. P. Moeller, M. Maersk McKinney, proposait de mettre gratuitement à la disposition des autorités américaines deux navires porte-conteneurs pouvant transporter du matériel militaire. Ces bâtiments de grand tonnage sont notamment en mesure de recevoir des véhicules blindés.

Enfin, après bien des hésitations, le Parlement danois a donné son feu vert pour l'envoi dans le golfe Persique d'une des trois corvettes de la Marine royale.

CAMILLE OLSEN

هكذا من الأصل

MAIRIE DE PARIS 



Paris veut rouler, on va tous l'aider.

Dégager Paris. Fluidifier la circulation. Etendre et aménager les couloirs d'autobus. Libérer de grands axes de tout stationnement. Développer la nouvelle génération de feux intelligents. Ouvrir de nouveaux parcs de stationnement souterrains. Créer des zones piétonnières nouvelles. Ce sont les nouvelles améliorations mises en œuvre par la Mairie de Paris.

Utiliser ces axes privilégiés. Observer les règles de stationnement. Laisser leurs couloirs aux autobus et aux taxis. Songer au bien-être des piétons en respectant les trottoirs. Se servir plus souvent des transports en commun. Accepter quelques contraintes pour découvrir en fin de compte que cela simplifie la vie de tous et de chacun. C'est la part des automobilistes dans cette entreprise.

Pour que la circulation circule et que la pollution diminue, pour que les Parisiens soient heureux à Paris, pour que Paris reste lui-même, Paris a besoin de tous. De ses visiteurs, de ses habitants et de leur Mairie.

Si nous le voulons, tout peut changer, en mieux. Cela dépend de nous tous.

DDB NEEDHAM

36.14 code Paris Info Voirie : 42.76.53.53 RADIO TOUR EIFFEL 93.2

LA CRISE DU GOLFE

A l'issue du voyage de M. Tarek Aziz en Iran

Téhéran et Bagdad normalisent leurs relations diplomatiques

Tournant la page de leur guerre meurtrière sans avoir encore signé de traité de paix, l'Iran et l'Irak, sont convenus lundi 10 septembre au terme de la visite à Téhéran du ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, de normaliser leurs relations bilatérales et de rouvrir leurs ambassades.

Les médias officiels iraniens soulignent dans leurs commentaires que Téhéran a ainsi répondu favorablement à une demande de M. Aziz. Mais ils ne font état d'aucun engagement de l'Iran d'aider l'Irak, frappé d'un embargo international après son invasion du Koweït le 2 août.

Le rétablissement, à une date qui n'a pas été communiquée, des relations diplomatiques avec l'Irak serait ainsi le seul prix payé par Téhéran pour l'offre de paix que lui a faite le 15 août, en pleine crise du Golfe, le président Saddam Hussein.

M. Aziz a quitté Téhéran, lundi en début d'après-midi, au terme d'une visite de trente-six heures dans la capitale iranienne. Il avait auparavant été reçu par le président iranien, M. Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, auquel il a remis un nouveau message de M. Hussein, dont le contenu n'a pas été révélé. S'adressant à des journalistes avant son départ, M. Aziz a déclaré que ses entretiens avec les dirigeants iraniens avaient été *« positifs, sérieux, pratiques et amicaux »*. Il a ajouté : *« nous sommes en faveur d'une campagne des forces régionales contre l'impérialisme et le sionisme qui ont occupé la Palestine et sont notre ennemi commun »*. Il a de plus accusé *« l'impérialisme »* de *« semer la discorde parmi les peuples de la région »*.

L'Iran a condamné l'invasion irakienne du Koweït et demandé le retrait des forces de Bagdad de l'Emirat. Lors de son entretien avec M. Aziz, le président Rafsandjani a déclaré : *« La République islamique tout en maintenant ses positions quant à la crise actuelle dans la région, est convaincue de la nécessité du rétablissement d'une paix complète »* entre l'Iran et l'Irak.

Selon les médias officiels iraniens, M. Rafsandjani a également parlé de la nécessité pour les deux anciens belligérants de *« réaliser tous leurs accords »*. Selon lui, les frontières entre les deux pays doivent être retracées rapidement, l'échange des prisonniers de guerre doit se poursuivre jusqu'au dernier et il faut que les pèlerins iraniens et irakiens aient la possibilité de se rendre dans les lieux saints du chiisme en Iran et en Irak.

Les dommages de guerre

Avant son départ de Téhéran où il a été accueilli avec beaucoup de discrétion, M. Aziz a encore déclaré qu'il n'y avait aucun lien entre l'offre de paix de M. Hussein et la situation actuelle dans le Golfe. Il a indiqué que Bagdad, avant même la crise actuelle, envisageait la paix avec Téhéran et il a qualifié d'*« hostiles »* aux deux pays les *« commentaires occidentaux »* qui lient les deux problèmes. Enfin, M. Tarek Aziz a émis l'espoir que son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, se rendrait prochainement à Bagdad.

Le quotidien *Kayhan International*, proche des « durs » du régime islamique, a pour sa part estimé lundi que *« tant que la question des dédommagements n'aura pas été réglée, le peuple révolutionnaire d'Iran estime que la guerre imposée* [par l'Irak] *n'est pas finie »*. Le journal a ajouté : *« En ce qui concerne les dommages de guerre, il faut souligner que l'Irak et tous ses alliés partagent les responsabilités. »* Le journal dénonce le soutien du Koweït, de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis à l'Irak durant les huit ans de la guerre. *« Il est vrai*, conclut le journal, *qu'à présent les Etats-Unis et leurs régimes fantoches dans la région sont devenus les ennemis de notre ancien ennemi, l'Irak. Mais il ne serait pas sage de penser que les ennemis de notre ennemi sont nos amis. »*

L'ancien juge des tribunaux révolutionnaires islamiques, l'ayatollah Sadegh Khaekhali, a de son côté appelé à la conclusion d'un pacte militaire irano-irakien dirigé contre Israël. Le député de Qom a critiqué la présence des forces américaines dans la région, affirmant que *« les Etats-Unis qui sont eux-mêmes des agresseurs seront expulsés de la région comme ils l'ont été du Liban et d'Iran »*. *« Il appartient à nouveau aux commandos-suicide de transformer l'Arabie saoudite et le Golfe persique en un cimetière de soldats américains »*, a conclu M. Khalkhali. – *(AFP.)*

Le premier ministre du Koweït à Paris

« La France a habitué le Koweït à toujours se tenir aux côtés de la justice et de celui qui est attaqué », a déclaré lundi 10 septembre à Paris, à l'issue d'un entretien avec M. Mitterrand, le prince héritier et premier ministre du Koweït, cheikh Saad Al Abdallah Al Sabah. *« Mes discussions avec le président Mitterrand se sont concentrées sur les mesures à appliquer en cas d'échec du blocus »* contre l'Irak, a-t-il ajouté, précisant que *« le Koweït n'acceptera jamais rien de moins »* que les résolutions du Conseil de sécurité et *« n'est pas disposé à renoncer au moindre pouce de son territoire »*.

Le prince, qui a refusé de répondre aux questions concernant une démocratisation éventuelle de la vie politique au Koweït après le recouvrement de sa souveraineté, a néanmoins indiqué qu'il allait convoquer *« dans les tout prochains jours »* un *« congrès populaire »* qui *« permettrait de discuter du présent et de l'avenir du Koweït dans tous les domaines »*. Il s'est dit également décidé à *« développer et renforcer dans tous les domaines »* les *« bonnes relations »* existant entre le Koweït et *« son voisin musulman l'Iran »*.

Une décision contestée

Le Caire redeviendra le siège de la Ligue arabe avant la fin octobre

LE CAIRE

de notre correspondant

Le conseil ministériel extraordinaire de la Ligue arabe, réuni au Caire lundi 10 septembre, a décidé le retour du siège de l'organisation panarabe de Tunis dans la capitale égyptienne, à l'unanimité des douze participants : Egypte, Syrie, Liban, Arabie saoudite, Koweït, Emirats, Qatar, Bahreïn, Oman, Maroc, Djibouti et Somalie. Neuf autres membres de la Ligue arabe ont boycotté la réunion : Irak, OLP, Jordanie, Yémen, Soudan, Libye, Tunisie, Algérie et Mauritanie.

Dans sa résolution, le conseil demande au secrétaire général par intérim, M. Assaad El Assaad, d'œuvrer avec l'Egypte et la Tunisie pour concrétiser le transfert du siège avant le 31 octobre, délai qui peut être exceptionnellement prolongé jusqu'au 31 décembre. Selon les participants, la réunion du Caire *« n'a fait qu'entériner la résolution de la Ligue arabe adoptée à l'unanimité en mars pour le retour du siège dans la capitale égyptienne »*.

La résolution de mars avait été adoptée par vingt et une voix pour (il y avait encore deux Yémens et une abstention (celle de l'OLP). Elle stipulait que le secrétariat général et quatorze services et organismes de la Ligue seraient transférés au Caire, tandis que l'ALESCO (l'UNESCO arabe), le conseil des ministres de l'intérieur et l'Union des radio-télévisions arabe resteraient à Tunis. Un comité de cinq membres, comprenant l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, les Emirats et l'Irak, avait été formé pour fixer les modalités du transfert.

Lors de la réunion de lundi au Caire, les participants ont décidé de former un nouveau comité de cinq membres d'où l'Irak est exclu et remplacé par la Syrie. A la suite de la position égyptienne dans la crise du Golfe, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui était le représentant de Bagdad au comité, s'était opposé au retour de la Ligue au Caire.

La résolution du Caire sera sans doute rejetée par ceux qui ont boycotté le conseil ministériel. L'Irak avait d'ailleurs annoncé qu'il considérait les résultats de la réunion comme nuls et non avenus avant même la tenue de la conférence ministérielle. Les Neuf tenteront-ils un coup de force en vue de maintenir leur Ligue à Tunis ? On devrait le savoir le 17 septembre, date de la conférence ministérielle ordinaire de la Ligue arabe, qui devait, à l'origine, entériner le retour du siège de l'organisation au Caire.

ALEXANDRE BUCCIANTI

□ **Démission du représentant de la Ligue arabe à l'ONU.** – M. Clovis Maksoud, ambassadeur de la Ligue arabe à Washington et aux Nations unies, a présenté sa démission. Proche de l'ancien secrétaire général de la Ligue, M. Chedli Klibi, il estimait se trouver dans une *« situation intellectuellement impossible »*. Il avait condamné l'invasion du Koweït mais refusait de voir certains pays arabes recourir à une aide étrangère. – *(AFP.)*

□ **Une réunion entre les Douze et la Ligue arabe en octobre à Venise.** – Les Douze membres de la Communauté européenne ont invité tous les pays de la Ligue arabe, à l'exclusion de l'Irak, à une réunion ministérielle les 7 et 8 octobre à Venise, a annoncé lundi 10 septembre à Bruxelles le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis. Il s'agit d'une *« initiative politique »* entrant dans le cadre d'une *« répartition des compétences »* entre la CEE et les Etats-Unis, une notion *« que Washington a totalement acceptée »*, a précisé le ministre italien, qui assure la présidence de la Communauté jusqu'à la fin de l'année. – *(AFP.)*

L'opinion palestinienne et jordanienne

« Comment ne pas être au côté de Saddam Hussein ? »

AMMAN

de notre envoyé spécial

Quand on demande à M. Georges Alhaddad pourquoi, selon lui, la quasi-totalité des Palestiniens et Jordaniens se montrent plus ou moins favorables à l'Irak, il répond par une autre question : *« Comment ne pas être au côté de Saddam Hussein ? »* Et il ajoute que l'opinion publique dans de nombreux pays arabes, sinon la plupart d'entre eux, est favorable au gouvernement de Bagdad.

Chirurgien-dentiste dans le camp de réfugiés palestiniens de Baka, le plus grand de Jordanie (une centaine de milliers d'habitants), situé à 25 km au nord d'Amman, M. Alhaddad, trente-six ans, est un membre influent du Comité populaire jordanien d'aide à l'Intifada et au peuple d'Irak. Pour expliquer cette appellation, il affirme qu' *« il est impossible de différencier la lutte actuelle du peuple irakien de celle des Palestiniens »* et donc du soulèvement dans les territoires occupés dont on vient de marquer le millième jour par de nombreuses manifestations en Jordanie. On y a brandi côte à côte les portraits du roi Hussein et du président Saddam Hussein, les drapeaux palestinien, jordanien et irakien. *« Pour nous, c'est déjà une victoire*, déclare M. Alhaddad ; *Saddam Hussein a réussi à faire en sorte que l'on reparle soudain d'un règlement de la question palestinienne, du non-respect de la résolution 242* [sur l'évacuation des territoires occupés par Israël] *et d'une conférence internationale. »*

Appui quasi unanime

« Aussitôt après l'intervention irakienne, à la première réunion de masse organisée dans le camp, j'ai vu que tout le monde appuyait l'initiative de Saddam, raconte M. Alhaddad. *Le lendemain, pour une grande manifestation de soutien à l'Irak, à Mafrak, pourtant loin d'ici, on a rempli vingt-cinq bus. Puis des centaines, peut-être des milliers, d'entre nous sont allés à Amman se porter volontaires pour aller combattre avec les Irakiens au cas où les Etats-Unis attaqueraient. Moi aussi je me suis inscrit. Plus récemment, une grande collecte a été organisée à Baka par notre comité pour le peuple irakien : de l'argent mais aussi de la nourriture, des vêtements, etc. De quoi charger six camions. Et, de leur côté, les mosquées, les Frères musulmans et autres religieux ont fait de même. »* Pour M. Alhaddad, d'un bout à l'autre de l'éventail politique et social de la Jordanie, on est d'accord pour soutenir l'Irak et dénoncer la menace d'agression américaine, *« le gouvernement, les partis religieux ainsi que ceux de gauche et de droite qui soutiennent le roi »*, précise-t-il.

Le gouvernement aussi ? Le roi Hussein ne s'est-il pas prononcé contre l'annexion du Koweït, comme l'a rappelé dans un entretien télévisé dimanche son frère, le prince Hassan, en disant : *« Admettre une annexion, c'est accepter celle de Jérusalem »* ? Comme beaucoup de Palestiniens, M. Alhaddad évite de critiquer l'attitude visiblement ambiguë ou incertaine à ses yeux du souverain hachémite. Il se contente de dire qu'on ne peut pas changer du jour au lendemain une *« alliance si étroite depuis dix ans »* entre la Jordanie et l'Irak. Il évite aussi de s'étendre sur le sort du Koweït, si ce n'est pour reprendre l'argument des Irakiens et affirmer que l'émirat *« fait historiquement partie de l'Irak »*. Il dénonce l'embargo mais le roi Hussein, lui, a promis de le respecter. Alors M. Alhaddad rétorque : *« Un chef d'Etat doit se plier aux décisions de l'ONU. Les obligations d'un Etat, c'est une chose, mais le sentiment d'une population en est une autre. On ne peut arrêter l'aide que nous voulons apporter à nos frères irakiens. De toute façon, si le roi n'appliquait pas les sanctions, les Occidentaux fermeraient le golfe d'Akaba, ce qui serait catastrophique pour ce pays et à terme pour l'Irak. »*

Si notre interlocuteur reconnaît les obligations du droit international, ne pense-t-il pas que le président irakien a bafoué celui-ci en faisant main basse sur le Koweït ? La réponse n'attend pas : *« Israël a réglé tous les problèmes de droit auxquels il était confronté par les armes, et personne ne l'a contraint à faire marche arrière. »* Selon M. Alhaddad, le mérite du leader irakien se résume ainsi : *« Nous voyons avant tout que Saddam Hussein a dit non à Israël, aux Etats-Unis et à l'exploitation éhontée des ressources du Golfe. Pour nous, c'est un homme fort doté d'une armée puissante, capable de faire pièce à celle d'Israël, au moins pour empêcher les Israéliens de faire n'importe quoi... »*

Manque à gagner

Mais cet homme fort ne représente-t-il pas un danger potentiel pour les autres pays arabes, même pour ses alliés et pour les Palestiniens, à qui il pourrait aussi imposer sa volonté. M. Alhaddad se contente de répliquer : *« L'hostilité entre Bagdad et Damas est connue, mais l'Irak n'a jamais attaqué la Syrie. La guerre contre l'Iran, c'est autre chose. Et, le 2 août, Saddam aurait pu s'emparer des puits de pétrole saoudiens. Or il ne l'a pas fait. »* Quant à la perte des larges contributions financières du Koweït, de l'Arabie saoudite et des autres pays du Golfe en faveur des organisations palestiniennes, quant au manque à gagner que constitue l'arrêt des transferts des Palestiniens qui travaillaient dans l'émirat occupé, M. Alhaddad confie que beaucoup de gens autour de lui sont *« inquiets » à ce sujet. « Mais*, dit-il, *nous avons l'habitude de vivre dans des conditions précaires. »* Et il montre le camp de Baka, qui ressemble à tous les autres camps de réfugiés palestiniens, ici, au Liban ou en Cisjordanie : un immense bidonville poussiéreux fait d'un entassement de logements improvisés, quelque peu *« améliorés »* au fil des décennies.

Incidemment, alors qu'il dénonce vivement l'attitude de Mme Thatcher, M. Alhaddad indique qu'il trouve une *« excuse »* à la participation française au déploiement de forces dans le Golfe. *« La France a eu une attitude modérée comme certains autres pays qui, s'ils ne s'étaient pas joints aux Américains, auraient perdu un moyen de freiner l'agressivité des Etats-Unis. »*

M. Alhaddad insiste sur la cohésion de l'opinion publique en Jordanie, qu'il s'agisse ou non des réfugiés palestiniens, qui forment 40 % de la population du pays : *« Je n'ai jamais entendu ici, à Baka, parmi mes patients ou parmi mes collègues à Amman, ainsi que dans la rue, des points de vue vraiment divergents. »* Il est vrai que le discours tenu par ce militant palestinien s'entend à peine moins virulent presque partout, jusqu'au Parlement où, samedi 8 septembre, devant une délégation irakienne, a été adoptée une motion demandant que les *« nations arabes et islamiques résistent »* à la présence de forces étrangères *« sur des territoires arabes »*. Dans l'ensemble de la Jordanie, les collectes au profit de l'Irak se multiplient. Deux convois de camions chargés de 520 tonnes de médicaments et de vivres pour *« les enfants d'Irak »* ont déjà été organisés par l'Union générale des associations bénévoles. D'autre part, jamais les journaux irakiens n'ont été autant vendus en Jordanie.

Dans ce concert pro-irakien, on remarque les rares voix discordantes qui critiquent M. Saddam Hussein, mais elles ne sont pas tellement éloignées des autres prises de position sur des points essentiel ; ainsi celle de M. Suleiman Fweiss, éditorialiste du *Jordan Times* : *« Je ne pense pas que Saddam Hussein soit un démocrate et je pense qu'il est dangereux mais je crois en même temps que l'intervention américaine en Arabie saoudite est d'une tout autre gravité. Débarrassons-nous d'abord des Américains et de l'interventionnisme, il sera toujours temps de régler ensuite, entre nous, le problème Saddam Hussein. »*

FRANCIS CORNU

□ **« Une bataille pour la Palestine », selon Aboul Abbas.** – Aboul Abbas, membre du comité exécutif de l'OLP, chef du Front de libération de la Palestine (FLP) et organisateur de la capture en 1985 du navire de croisière *Achille-Lauro*, a déclaré à propos de la crise du Golfe, dans un entretien recueilli à Bagdad par le *Wall Street Journal* et publié lundi 10 septembre : *« Nous voyons ce conflit comme une bataille pour la Palestine. La gagner nous rapprocherait de notre but, la perdre nous en éloignerait. »* A la question de savoir si le terrorisme faisait partie des armes du président irakien, il a répondu : *« Nous utilisons de nombreux moyens pour atteindre notre but. »*

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Selon l'otage Brian Keenan libéré le mois dernier

M. Terry Waite est vivant

M. Terry Waite est vivant, et l'Iran est prêt à *« ouvrir la porte »* devant lui et ses compagnons, affirme l'otage irlandais Brian Keenan, libéré le 24 août dernier.

LONDRES

de notre correspondant

« Terry Waite est vivant. Il a été torturé, et je l'ai entendu sangloter dans la pièce voisine de celle où j'étais enchaîné. J'ai entendu nos gardiens l'appeler par son prénom, « Terry ». J'ai reconnu son accent anglais et sa manière douce de parler. La dernière fois que j'ai entendu sa voix, il demandait une bougie et, je ne sais pour quelle raison, on la lui a refusée. » Ainsi parle Brian Keenan, l'otage irlandais libéré il y a deux semaines après quatre années et demie de captivité à Beyrouth aux mains du Hezbollah.

L'interview de Keenan diffusée, lundi 10 septembre, par la télévision britannique est bouleversante. Elle confirme pour la première fois que le secrétaire personnel de l'archevêque de Cantorbéry est vivant depuis qu'il a disparu dans les rues de Beyrouth, le 20 janvier 1987, alors qu'il était en mission, au nom de l'Eglise d'Angleterre, pour tenter de faire libérer des otages américains...

Pourquoi ne révéler tout cela qu'au bout de deux semaines ? Keenan a passé un pacte avec son compagnon de captivité, le journaliste britannique John McCarthy, de ne révéler quoi que ce soit à la presse sur les autres otages qu'après avoir vu et informé leurs familles. A Dublin, il a longuement conversé avec Frances Waite, la femme de Terry, son frère David, ainsi que Jill Morell, l'amie de John McCarthy. Il peut maintenant raconter.

L'entretien a lieu dans le comté de Donegal, un des plus reculés de la tranquille Irlande. Cela a pris plusieurs heures. Tantôt l'ancien otage se promène sur la plage. Tantôt il est assis dans une maison face à son interlocuteur.

Son témoignage est accablant pour le Hezbollah et ne fera pas remonter la cote de l'islam dans les îles britanniques. Keenan a passé la plus grande partie de ces quatre années et demie enchaîné à un radiateur. Les dix derniers mois, il était dans un appartement de Beyrouth, proche de la mosquée où prêche le leader du mouvement, le cheikh Fadlallah. Terry Waite était seul dans la pièce voisine. Keenan était attaché au côté de John McCarthy. Il pouvait parler au journaliste à voix basse.

La description de l'état de Terry Waite risque de susciter des émotions fortes en Angleterre. Le secrétaire de l'archevêque de Cantorbéry est *« malade »* et *« déprimé »*. Il tousse interminablement la nuit. Il vomit la nourriture qu'on lui apporte. Mais il ne manquerait pas de médicaments, en particulier de pénicilline si c'est nécessaire. Il pleure souvent, dans son sommeil peut-être...

Terry Waite a un statut différent des autres. Il est toujours gardé seul. Il a été torturé. Mais Keenan est sûr qu'il n'est plus actuellement battu par ses gardiens et que ceux-ci seraient même désireux de les voir rentrer chez eux, lui et John McCarthy.

Ce que cet ancien otage irlandais explique calmement, et qui va dans le même sens que les récents « signaux » envoyés par Téhéran tient en une phrase : *« La porte est ouverte pour les otages si les pays occidentaux font un geste. »* Lequel ? Keenan pense qu'il s'agit seulement d'une sorte de reconnaissance de la réalité islamique. C'est un peu vague, mais il semble bien que Téhéran, qui contrôle le Hezbollah, se contenterait d'une plate phraséologie reconnaissant le rôle civilisateur de l'islam...

On peut évidemment accueillir avec méfiance une analyse qui coïncide avec la « ligne » actuelle de Téhéran. L'Irlande a joué un rôle-clé, ces derniers mois, dans le rétablissement des contacts officiels entre la CEE et l'Iran. M. Gerry Collins, le ministre irlandais des affaires étrangères, qui a ramené Brian Keenan de Damas, après sa libération, a noué des liens utiles lors de la présidence irlandaise de la communauté.

Salman Rushdie « gracié » ?

M. Gianni de Michelis, le ministre italien des affaires étrangères, a révélé lundi soir ce que Londres, informé par Dublin, savait depuis plusieurs jours. L'Iran serait prêt à lever la « sentence de mort » pesant sur Salman Rushdie et à normaliser ses relations avec la Grande-Bretagne. Cela impliquerait, ce qui n'est pas dit mais seulement suggéré, que les otages britanniques au Liban seraient libérés après coup, dans un laps de temps raisonnable.

Le projet évoqué par Téhéran consiste en un échange de lettres entre la CEE et l'Iran. Les Européens reconnaîtraient que l'islam est une religion merveilleuse, et que Ruhsdie a eu tort de l'insulter. Les Iraniens « grâcieraient » Rushdie et, ce qui ne serait pas dit en public non plus, demanderaient au Hezbollah de libérer les otages européens en général, et britanniques en particulier.

La contribution de Brian Keenan aurait alors été considérable. Il ne ferait, estime-t-il, que son devoir. Pour ce protestant idéaliste de Belfast, qui a la double nationalité, britannique et irlandaise, le parcours est en tout cas étonnant. Il a réussi à faire travailler ensemble les diplomates de Londres et de Dublin. Il est retourné vivre chez lui, en Irlande du Nord. Mais il a donné l'interview en terre républicaine, dans le comté de Donegal. Keenan est donc parvenu à faire oublier que l'Irlande, elle aussi, est divisée par une guerre civile sans pitié, qui est de nature religieuse, politique et économique à la fois.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ **ISRAEL : explosion d'une *bombe dans la station centrale des autobus de Tel-Aviv*.** – Une bombe a explosé, lundi 10 septembre, dans la station centrale des autobus de Tel-Aviv, sans toutefois faire de victime. Plusieurs Arabes qui se trouvaient sur les lieux de l'attentat ont été arrêtés pour être interrogés. La police avait auparavant désarmorcé une bombe placée sous un camion transportant des bonbonnes de gaz dans la zone industrielle de Petah-Tikva, au nord de Tel-Aviv. – *(AFP.)*

EUROPE

URSS : la session d'automne du Soviet suprême

Le premier ministre Ryjkov annonce un report de la présentation du plan de réforme économique

Le *« projet unique »* de passage à l'économie de marché est toujours en chantier et *« sera soumis prochainement à l'examen des Parlements des républiques et du Parlement soviétique »*, a déclaré mardi 11 septembre devant le Parlement soviétique le premier ministre Nikolaï Ryjkov, maintenant la confusion qui a marqué depuis des mois la préparation de ce projet.

Le président du Parlement, M. Loukianov avait ainsi annoncé la veille, à l'ouverture de la session d'automne et en présence de M. Gorbatchev, que M. Ryjkov présenterait mardi *« un projet unique, à l'exception de quelques paragraphes »*, projet qui avait été adopté dans la nuit de vendredi à samedi dernier par le conseil présidentiel, juste avant le départ du président soviétique pour Helsinki.

Une réalité « alarmante »

Cette annonce ayant aussitôt provoqué la protestation des députés libéraux, M. Loukianov est revenu sur ses propos en déclarant que les parlementaires disposeraient de *« deux documents, celui du gouvernement et un projet alternatif »*. Samedi, M. Loukianov avait annoncé que M. Gorbatchev présenterait lui-même le *« projet unique »*, ce qui laissait espérer aux libéraux qu'il serait plus proche de celui élaboré par son conseiller économique Chataline, soutenu par les partisans du président de Russie Boris Eltsine.

Lundi, ces derniers avaient demandé l'inscription à l'ordre du jour d'un exposé du premier ministre dans le but de faire passer un vote de défiance. Mardi, M. Ryjkov a présenté un rapport *« sur les mesures d'urgence pour stabiliser l'économie et la transformer en économie de marché regulée »*, soulignant qu'il renonçait à exposer en détail ce *« programme modéré »*, *« achevé »* et marqué par *« le sens des réalités »*.

Cette réalité est, selon un message adressé lundi par M. Gorbatchev aux présidents des conseils locaux, *« alarmante »*. Le président les a appelés à prendre des mesures contre *« la négation des lois »*, *« l'illégalité dans la sphère économique »* et *« le crime »*. – *(Tass, AFP.)*

RDA : le retrait des troupes soviétiques

Moscou et Bonn sont parvenus à un accord de principe

L'URSS et la RFA sont parvenus, lundi 10 septembre, à un accord de principe sur le financement du retrait des troupes soviétiques d'Allemagne, a indiqué le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. *« Nous ne nous disputerons plus sur les chiffres. Nous sommes arrivés à une décision de compromis, une décision raisonnable »*, a-t-il indiqué. En échange de l'évacuation, avant 1994, des quelque 380 000 soldats de l'armée rouge du territoire est-allemand, la RFA verserait entre 7 et 10 milliards de deutschemarks pour le relogement et le recyclage de ces troupes (*le Monde* du 8 septembre).

Evoquant en outre la question des armes nucléaires stationnées sur le territoire allemand, le chef de la diplomatie soviétique a répondu : *« Je surveille attentivement les interventions à ce sujet, surtout celles de M. Hans-Dietrich Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères. Je suis persuadé que demain une décision sera prise sur cette question. »* Le texte final des « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande doit en effet être signé mercredi 12 septembre à Moscou par la RFA, la RDA et les quatre puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale.

Le ministre soviétique n'a *« pas exclu »* que l'URSS signe un accord séparé avec l'Allemagne unifiée. *« Un grand accord sur le partenariat, le bon voisinage et la coopération entre l'Union soviétique et la future Allemagne unifiée (...) est pratiquement prêt à être signé »*, a précisé M. Chevardnadze.

Pourparlers avec Budapest

Par ailleurs, des délégations hongroise et soviétique ont ouvert, lundi 10 septembre, à Budapest, des discussions préparatoires concernant le retrait des troupes soviétiques de Hongrie, soit 50 000 hommes, qui a débuté le 12 mars dernier et doit être achevé avant le 30 juin 1991. Ces pourparlers doivent préparer une prochaine rencontre entre M. Bela Kadar, ministre des relations économiques internationales, et son homologue soviétique, M. Konstantin Katouchev.

Les Soviétiques réclament 50 milliards de forints (770 millions de dollars au taux officiel) de dédommagement pour les équipements qu'ils ont construits en Hongrie, une demande jugée irréaliste par Budapest. – *(AFP, Reuter.)*

ROUMANIE

Début du procès de l'ex-chef de la Securitate

Le procès le plus attendu des anciens dignitaires du régime Ceausescu, celui de l'ex-chef de la Securitate, Iulian Vlad, s'est ouvert lundi 10 septembre à Bucarest. Accusé de *« complicité de génocide »* pour avoir *« réprimé par la force la révolution populaire »* de décembre, ce général âgé de cinquante-neuf ans a écouté, calme et silencieux, la lecture des quatre-vingts pages de l'acte d'accusation.

Le procureur a évoqué la *« réticence »* du général à exécuter les ordres de tir donnés par Ceausescu, ainsi que son passage, après la fuite de celui-ci, dans le camp des rebelles. *Ces deux facteurs « pourraient constituer des circonstances atténuantes »*, a commenté l'agence officielle Rompress. Ce qui amène les observateurs à estimer que le général peut compter sur une peine légère en échange de son silence sur l'affaire du complot ayant entraîné la chute du dictateur.

La bataille de procédure qui a suivi la lecture de l'acte d'accusation plaide aussi en ce sens : les « vingt-trois » anciens dignitaires du Parti communiste, dont le procès devait reprendre le 17 septembre, se trouvaient aussi dans le box des accusés, et un de leurs avocats a plaidé pour regrouper les dossiers. Cette demande a été cependant rejetée par le tribunal. – *(UPI, AFP.)*

L'Europe de l'Est désenchantée

Suite de la première page

On dansait sur le mur de Berlin en novembre ; à Prague les Tchécoslovaques, si longtemps gris et fermés, rayonnaient de bonheur en décembre ; à Varsovie les turbulents Polonais se métamorphosaient en janvier en modèles de stoïcisme pour endurer les rigueurs du plan Balcerowicz ; à Sofia les Bulgares donnaient en juin des leçons de tolérance en organisant de gigantesques meetings électoraux rivaux sans la moindre bavure. Quant aux Hongrois, lancés avant les autres sur la voie du libéralisme, ils suivaient tranquillement leur bonhomme de chemin. Seule ombre au tableau, la Roumanie détonnait un peu dans l'euphorie générale ; on eut tôt fait de la ranger dans une catégorie balkanique à part, relevant davantage de la pathologie.

A l'exception de la Pologne, qui avait connu en juin 1989 les premières élections du bloc avec participation – mesurée – de l'opposition, tous ces pays ont tenu des élections libres au cours du premier semestre 1990. C'était, pensait-on, le pas déterminant à sauter pour passer dans l'autre monde, celui de l'aquarium. Quelques mois plus tard, le désenchantement est général en Europe post-socialiste. L'ampleur de la tâche de reconstruction, économique, politique, morale, effraie. L'empreinte de quarante années de régime communiste s'avère plus difficile à effacer que d'enlever en fanfare les quelques étoiles rouges des bâtiments publics. La transition, en un mot, est douloureuse, et surtout très difficile à mettre en œuvre. Chasser les anciens maîtres ne suffit pas, encore faut-il bâtir quelque chose. Et bâtir quoi ?

Urgence économique

Partout, l'urgence numéro un était économique. Grâce à sa situation particulière, la RDA a trouvé une solution radicale à ses problèmes, celle de l'absorption par un autre Etat, solution évidemment inapplicable à ses compagnons d'infortune. En Bulgarie et en Roumanie, où les élections n'ont pas entraîné de coupure claire avec l'ancien régime – encore qu'à Sofia la rue semble se charger d'achever ce qu'une partie des électeurs avait commencé, – le changement d'orientation économique reste au stade incantatoire.

Des autres pays, seule la Pologne a jusqu'ici pris le problème à bras-le-corps : dès sa nomination, en août 1989, au poste de premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki a donné la priorité au passage à l'économie de marché et constitué autour du vice-premier ministre Leszek Balcerowicz une solide équipe gouvernementale chargée de mettre en route le redressement économique, quel qu'en soit le prix. Après un débat de fond au Parlement, une loi sur la privatisation des entreprises a été votée cet été. Sans doute la situation catastrophique de l'économie polonaise ne laissait-elle guère d'autre choix à M. Mazowiecki que celui d'agir promptement. Mais il fallut quand même une certaine dose de courage politique aux dirigeants de Solidarité pour endosser un plan d'austérité qui allait mettre sur les genoux les trois quarts de la population.

« Rien ne change »

Ce courage, ni les nouveaux dirigeants hongrois ni leurs collègues tchécoslovaques, soumis à une moindre pression, ne l'ont eu. La coalition gouvernementale au pouvoir à Budapest, dirigée par le premier ministre Jozsef Antall, chef du Forum démocratique et lui-même de sensibilité chrétienne-démocrate, débat depuis des mois de la stratégie à suivre. Thérapie de choc, ou transition progressive ? A Prague, ce choix crucial a fait l'objet de sourdes luttes entre les économistes du Forum civique après la « révolution de velours », au point que le Forum civique a fini par supplier le président Havel de trancher ; mais celui-ci avait, semble-t-il, d'autres priorités. Les tenants des réformes radicales l'ont finalement emporté. Les plans de mesures économiques tant attendus doivent être soumis ce mois-ci aux Parlements hongrois et tchécoslovaque ; mais les débats s'annoncent vifs parmi les députés.

Il reste, dans un cas comme dans l'autre, qu'on ne voit pas encore se dessiner de grande stratégie cohérente. Sans doute les équipes au pouvoir ont-elles peur d'effriter le consensus par des mesures trop marquées. Mais la population, elle, commence à trouver le temps long, ne voit guère arriver les bénéfices de cette fameuse économie de marché promise comme un remède miraculeux et retire de ces hésitations l'impression que *« rien ne change »*. Les investisseurs étrangers sérieux, gênés par l'absence de législation, s'interrogent. L'esprit d'entrepreneur magyar et l'irruption échevelée du capital austro-allemand a pu sauver les apparences en Hongrie, mais le gros de la population y est morose, les prix montent, des grèves éclatent. Quant à la Tchécoslovaquie, que ses prestigieux antécédents industriels et démocratiques plaçaient en tête du peloton au départ, elle fait aujourd'hui figure de traînarde.

Le moral, observera-t-on très justement, n'est guère meilleur en Pologne, où la « thérapie de choc » a entraîné une profonde récession et déjà mis au chômage plus de 9 % de la population active. C'est là qu'intervient un autre élément capital de ces transitions : transformations politiques et économiques doivent aller de pair. Toute la force de M. Mazowiecki, au moment où il a lancé son programme économique, résidait dans l'unité de Solidarité et donc, pratiquement, de la société polonaise, derrière lui. Mais cette unité était cimentée par un ennemi commun : le pouvoir communiste. A partir du moment où celui-ci s'est effondré, l'unité allait naturellement laisser place à la diversité.

La personnalité de Lech Walesa et la charge émotionnelle liée à l'épopée de Solidarité confèrent à ce processus un tour douloureux, que certains jugent éminemment dangereux, car les nouvelles structures de l'Etat ne sont pas encore consolidées. Si discret et complaisant soit-il, le chef de l'Etat polonais (le général Jaruzelski) est toujours un homme de l'ancien régime, la composition du Parlement ne correspond pas à la réalité du corps électoral, le vrai multipartisme se cherche. Dans un contexte aussi fragile, la frustration sociale risque de favoriser la montée de courants populistes, que redoutent aujourd'hui tous les anciens opposants sociaux-démocrates d'Europe centrale arrivés au pouvoir.

La tentation du populisme

Le principal danger qui menace les jeunes démocraties de l'Est ne serait donc pas le retour du totalitarisme mais le vide politique que pourrait combler le populisme, accompagné d'une autre tentation, celle d'un président trop fort. Le terrain politique est en effet très mouvant : nulle part, le processus de recomposition des partis politiques n'est encore achevé, il n'a parfois même pas encore commencé. Les distinctions classiques gauche-droite-centre ont été complètement brouillées par les communistes d'hier et d'aujourd'hui. Les équipes au pouvoir font la dure expérience de gouverner sans base politique organisée et avec l'ancienne infrastructure administrative.

En Hongrie, les nouveaux partis politiques constatent que s'ils disposent à peu près tous d'un stock de ministrables, ils manquent cruellement d'experts pour les échelons intermédiaires... Ils en sont réduits à débaucher ceux de l'ancien PC au pouvoir pour se constituer un *staff*. La presse cherche sa voie et son indépendance.

De retour de ses vacances aux Bermudes et avant d'accueillir les Rolling Stones, Vaclav Havel a été informé d'un certain flottement dans la population et jusque parmi ses amis. Il a aussitôt réagi par un vigoureux discours prononcé pour l'anniversaire de l'invasion soviétique, le 21 août, dans lequel il a eu la bonne idée d'appeler ses compatriotes à relancer la « révolution de velours » qui, a-t-il observé, *« n'est pas terminée »*. Si les Tchécoslovaques se sont mobilisés en masse pour les élections de juin (96 % de participation) quand les Hongrois paraissaient déjà lassés, la passivité a vite fait de reprendre le dessus. Havel, tuteur moral des nations, a toute raison de les aiguillonner, mais ne leur manquerait-il pas surtout, à eux comme à leurs voisins, un véritable projet de société, une vision susceptible de les orienter ? Le président-philosophe a bien décrit cet *« état post-pénitentiaire »* (2) dans lequel on se sent égaré pour avoir perdu tous les repères des quatre murs de sa cellule...

Quel modèle de société ?

Ce ne sont pas seulement les structures économiques et politiques qui demandent à être consolidées, les sociétés aussi ont beaucoup souffert. Or qu'a-t-on de novateur à leur proposer, hormis la reproduction d'un modèle occidental qu'elles mettront des années à atteindre ? *« L'économie sociale de marché »* : qui est capable de leur expliquer ce que cela veut dire ?

Ceux qui attendaient des bouleversements de l'hiver dernier une explosion artistique et culturelle devront prendre patience. Là aussi, on accuse le coup et on cherche ses repères. C'est à croire, diront les pessimistes, que seules ont été libérées les mauvaises vibrations, la criminalité, le nationalisme, le racisme anti-tzigane, anti-juif, anti-vietnamien, ou la pornographie. Et le protectionnisme qui ferme des frontières à peine ouvertes.

Peut-être faut-il comprendre que tout est allé si vite qu'un peu de temps est nécessaire pour digérer un tel choc. Après avoir applaudi, ébahi et heureux, à la libération de ses voisins de l'Est, l'Ouest aurait tort de s'en désintéresser, déçu. *« L'Europe doit comprendre l'Est*, plaide Julia Kristeva (3). *Ne pensons pas qu'eux seuls sont concernés. Si nous n'assumons pas cela, nous allons droit à la catastrophe économique et culturelle »*.

SYLVIE KAUFFMANN

(2) *Le Monde* des 18 et 19 mars 1990.

(3) *El Pais*, 27 août 1990.

AFRIQUE

LIBÉRIA

La mort du président Samuel Doe

Selon des témoignages recueillis lundi 10 septembre par l'envoyée spéciale de la BBC à Monrovia, le corps mutilé du président Samuel Doe aurait été « exposé » au public, dans un petit hôpital situé sur l'île de Bushrod (banlieue de la capitale) contrôlée par les rebelles de Prince Johnson. La nouvelle n'a pas été confirmée officiellement par Washington, où le département d'Etat se borne à déclarer avoir été *« informé par diverses sources, y compris par des représentants des forces rebelles, que le président était mort d'une blessure par balle, subie au cours de la fusillade avec les forces de Prince Johnson durant le week-end »*.

Un mystère et bien des questions

Le sanglant jeu de quilles, qui terrorise le Libéria depuis plus de huit mois, vient de faire une nouvelle victime. Le président Samuel Doe, arrivé au pouvoir grâce à un coup d'Etat en avril 1980 – et qui n'a jamais su s'y maintenir autrement que par la violence (*le Monde* du 11 septembre), – a quitté la scène de la même façon : par la force des armes. L'annonce de sa capture par les rebelles de Prince Johnson avait déjà semé, dimanche soir, un vent d'euphorie parmi les civils libériens réfugiés dans les pays voisins. En Sierra Leone, les *« festivités »* pour saluer la « chute du tyran » ont duré toute la journée de lundi.

Le soulagement de la population, qui a longtemps subi le joug d'un régime militaire plus que musclé, peut s'expliquer. L'arrêt de la guerre civile n'en est pas pour autant certain. La *« satisfaction »* exprimée par le président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Gambien Dawda Jawara, a donc de quoi surprendre. Celui-ci, en apprenant le kidnaping de Samuel Doe, s'est réjoui un peu vite en affirmant que cette déposition *« pourrait aider le processus de paix au Libéria »*. Loin de clarifier les choses, l'assassinat probable de l'ancien président risque, en fait, de faire redoubler les combats. Charles Taylor, le chef rebelle du Front national patriotique du Libéria (NPFL), est le grand frustré de cette farce sanglante. Lui, qui s'était promis d' *« avoir la peau de Doe »*, a été « doublé » par son rival, Prince Johnson. Sa réaction ne s'est pas faite attendre : le NPFL entend continuer de se battre *« jusqu'au départ des soldats de la CEDEAO »*. Il a promis, dès lundi soir, une prochaine offensive sur Monrovia. Ces déclarations belliqueuses constituent un démenti de mauvaise augure, autant pour la population locale que pour la CEDEAO.

La décision, prise à Banjul (Gambie) le 7 août, d'envoyer une force d'interposition au Libéria, constituait une première pour le continent africain. Les divergences qui sont apparues ensuite – notamment avec le Burkina-Faso, opposé à l'envoi d'une force extérieure et qui soutiendrait les rebelles de Charles Taylor – n'enlèvent rien au mérite de la CEDEAO. L'Afrique, d'ordinaire si prompte à ignorer les massacres qui se déroulent sur son sol, semblait soucieuse de se débrouiller seule pour mettre fin à un conflit très meurtrier. Plus de trois semaines après l'arrivée des « casques bleus » à Monrovia, force est de constater que la CEDEAO n'a pas rempli son objectif. Il semble curieux que le président Doe, qui vivait retranché au milieu de ses gardes dans son palais de Monrovia depuis juillet, ait pu être convaincu de quitter son « bunker » pour rejoindre le quartier général de la CEDEAO, où il était censé rencontrer, selon certaines versions, le commandant en chef de la force d'interposition, selon d'autres, le chef rebelle Prince Johnson. Qui aura eu assez de poids pour le persuader de sortir? Sûrement pas Johnson. Alors, la CEDEAO? Ou bien faut-il chercher plus loin? L'ancien protégé de Washington est tombé dans un piège. Savoir qui le lui a tendu est encore un mystère.

L'hypothèse d'une « bavure » pour expliquer sa mort semble aussi très étrange. Qu'une querelle, suivie d'une fusillade, ait éclaté entre les soldats du président Doe et les hommes de Prince Johnson, passe encore. Mais que le carnage, perpétré ensuite jusqu'à l'intérieur des locaux de la CEDEAO, n'ait pas suscité une réaction efficace des « casques bleus » laisse pantois. Si les troupes de la CEDEAO ne sont pas capables d'empêcher un massacre dans leur propre QG, comment le pourraient-elles à l'échelle du pays?

CATHERINE SIMON

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'article intitulé « Samuel Doe : l'ancien sergent-chef », et publié dans nos éditions du 11 septembre, nous avons écrit par erreur que l'ancien chef de l'Etat du Libéria William Tolbert avait été exécuté en compagnie de ses ministres sur la plage de Monrovia. Le président déchu avait été assassiné la nuit même du coup d'Etat du sergent Doe, le 12 avril 1980.

Prince Johnson : le « rebelle des rebelles »

C'est le 24 décembre 1989 que Prince Yealu Johnson, fringuant disciple du chef rebelle Charles Taylor, réussit son premier « coup d'éclat » en dirigeant l'attaque contre le poste de police de Butuo, dans le nord du Libéria. Cette attaque, qui marqua le début de l'insurrection contre le régime du président Samuel Doe, fit aussitôt du jeune maquisard – il est alors âgé de trente et un ans – un des « héros » du Front national patriotique du Libéria (NPFL).

Contrairement à Charles Taylor, dont le père est né aux Etats-Unis, Prince Johnson, fils d'un chasseur gio du comté de Nimba, est un pur africain. Toutefois, ce n'est pas tant son origine ethnique qui le différencie du chef de la rébellion que sa formation de militaire, acquise auprès des fonctionnaires américains. Entré dans l'armée en 1971, Prince Johnson sera vite promu lieutenant et affecté au 2e bureau de l'état-major, chargé des renseignements. Rares sont les maquisards libériens qui peuvent se targuer d'un tel apprentissage. Prince Johnson n'a d'ailleurs jamais manqué de rappeler ce fait aux journalistes, comme si, à ses yeux, ce passé d'officier l'exemptait de toute arrière-pensée politicienne. Sa prétention à diriger le pays prouve qu'il n'en était rien. Ce n'est pas la première fois, au demeurant, que Prince Johnson se mêle – et violemment – de politique. Impliqué dans la tentative de coup d'Etat du général Quiwonkpa, il avait été arrêté en novembre 1985, mais avait *réussi à s'échapper et à rejoindre* d'autres conspirateurs, réfugiés en Côte- d'Ivoire. Il ne refit surface que quatre ans plus tard, lors de la fameuse attaque de Butuo.

Est-ce l'ivresse du succès qui fouette ses ambitions? Le talentueux moussaillon semble en tout cas pressé de se voir reconnu capitaine : dès février, il prend la direction d'un des groupes de combat du NPFL dont le chef, Paul Harris, a été tué lors d'un affrontement avec les troupes gouvernementales. Charles Taylor, le chef incontesté du Front, qui a vraisemblablement senti le vent venir, marginalise au plus vite son rival potentiel. Prince Johnson, plutôt que de plier, décide alors de rompre. En mai, la brouille est officielle. Prince Johnson, désormais surnommé le « rebelle des rebelles », continue la guérilla en franc-tireur.

Une image de « modéré »

Le 30 juillet, avec ses maquisards du Front national patriotique indépendant (INPFL, minoritaire), il prend le contrôle de Mamba-Point, le quartier des ambassades, situé à l'ouest de Monrovia. Malgré leur petit nombre, les hommes de Prince Johnson, que l'on dit plus efficaces et disciplinés que leurs anciens compagnons du NPLF, semblent mieux réussir face aux soldats gouvernementaux de Samuel Doe, qu'ils finissent par chasser du port et auxquels ils infligent des pertes sévères.

Mais, coincé entre l'océan Atlantique et les forces gouvernementales, menacé par les troupes de Charles Taylor qui tiennent le reste de la capitale, Prince Johnson provoque l'intervention américaine le 5 août, en prenant en otage une quinzaine d'étrangers. Apparemment soucieux de se démarquer de la réputation de barbares qui pèse sur ses rivaux du NPFL, Prince Johnson soigne son image de « modéré » et accepte, sans hésitation, la venue de la force ouest-africaine d'interposition dont il facilitera le passage. Il ira même, il y a dix jours à peine, jusqu'à conclure une « trêve » avec les partisans du président Samuel Doe...

C. S.

Charles Taylor : un baroudeur sans scrupules

La barbe coupée très ras, le visage rond derrière une paire de Ray-Ban noires, Charles Taylor, *quarante-deux ans, a des allures* de *marine* américain. Son affinité avec les Etats-Unis n'est pas artificielle. Il est né d'une mère libérienne autochtone et d'un père descendant des esclaves américains, les *« congos »*, comme on les appelle à Monrovia.

Charles Taylor connaît bien les Etats-Unis où il a fait ses études. Le diplôme d'économie qu'il a obtenu à l'université de Bentley (Massachusetts) ne l'a pas empêché de connaître par deux fois la prison. Inculpé pour infraction à la loi relative au trafic d'armes, il a toujours été soupçonné par l'administration américaine d'être « parrainé » par la Libye.

Comme son futur rival Prince Johnson, Charles Taylor se trouve aux côtés du général Thomas Quiwonkpa, en 1985, lors d'une tentative de putsch contre le président Samuel Doe. Il séjourne ensuite dans différents pays ouest-africains avant de déclencher, en décembre 1989, dans le nord du Libéria, les premières attaques contre les soldats gouvernementaux et de créer le Front national patriotique du Libéria (NPFL).

Malgré ses talents de stratège, Charles Taylor n'aime pas, contrairement à Prince Johnson, qu'on le considère comme un militaire. Pourtant, même en tenue civile, avec la crosse nickelée de son revolver dépassant de la ceinture, un gros cigare à la main, il garde des airs de « baroudeur ». Sans doute préférerait-il être considéré comme un « vrai » politique. Cet homme, marié et père de huit enfants, n'est pas novice dans ce domaine. *Ministre dans le gouvernement* de Samuel Doe au début des années 80, il exerça ensuite des responsabilités dans la haute administration. Une carrière de fonctionnaire rapidement contrariée, puisqu'il sera bientôt poursuivi pour détournement de fonds publics...

Un programme évasif

Concernant le programme du NPFL, Charles Taylor cultive le charme de l'évasif. *« Nous garderons une économie libérale »*, promet-il. Il va même jusqu'à espérer que *« les relations avec les Etats-Unis seront maintenues, comme par le passé »*. Quant aux élections, rien ne presse. Celles qui étaient prévues en 1991 *« seront reportées à plus tard, quand la situation sera redevenue normale »*. D'ailleurs, les partis politiques ne sont-ils pas, à l'écouter, qu'un ramassis *« d'opportunistes »*?

Dictateur au petit pied, Charles Taylor – dont les troupes règnent, le plus souvent par la terreur, sur *la presque totalité du Libéria* – s'était lui aussi autoproclamé « président » du pays en juillet. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ne l'a pas entendu de cette oreille. L'initiateur de la rébellion libérienne s'est donc « vengé » à sa manière, en s'opposant vainement à la venue des « casques bleus » ouest-africains au Libéria contre lesquels il déclara une *« guerre totale »*.

R. M.

AFRIQUE DU SUD : 650 morts dans les cités noires en un mois

« Nous ne pouvons pas indéfiniment assister à ce massacre »

avertit M. Mandela

Cinquante-trois personnes ont été tuées ces trois derniers jours dans les cités noires qui entourent Johannesburg, ce qui porte à près de six cent cinquante le nombre des victimes dans cette région depuis un mois. *« Nous ne sommes pas prêts à assister indéfiniment à ce massacre »*, vient de déclarer M. Nelson Mandela. Le vice-président du Congrès national africain (ANC), qui devait rencontrer le président De Klerk mardi 11 septembre, a souligné que de plus en plus de gens réclamaient des fusils pour se défendre. *« C'est une demande que nous aurons du mal à refuser si le gouvernement se montre incapable de protéger leurs vies »*, a-t-il averti.

La grève de la faim du Père Lafont

SOWETO

de notre envoyé spécial

« Depuis un mois, je ne fais pas mon travail normal : je passe mon temps à enterrer des gens et à en réconforter d'autres », raconte le Père Emmanuel Lafont, curé de paroisse à Soweto, qui a entamé, le 7 septembre, une grève de la faim pour obtenir la cessation des violences dans les cités noires de la région de Johannesburg. Etendu sur son lit dans une sacristie qui lui tient lieu de pied à terre, sous les portraits de Nelson Mandela et de Dom Helder Camara, ce prêtre français de quarante-quatre ans attend *« des gestes significatifs »* des parties en conflit pour reprendre son service.

« Du terrorisme à l'état pur »

Il n'est pas assez naïf pour vouloir combattre cette violence ordinaire, quotidienne, sur laquelle personne n'a prise et qui, à Soweto, se solde chaque année par environ mille trois cents meurtres. C'est à *« la violence organisée, manipulée »* qu'il cherche à s'attaquer, *« celle qui se déplace d'un endroit à un autre de manière coordonnée et contre laquelle la police n'agit pas comme elle devrait le faire »*.

Pas plus tard que lundi matin, à quelques pas de chez lui, dans le quartier de Moletsane, un homme de vingt-cinq ans a été blessé dans son jardin par un policier blanc en patrouille, qui l'a mis en joue sans raison depuis un véhicule de fonction. *« Du terrorisme à l'état pur*, remarque le Père Lafont. *Du coup, tout le monde ici réclame des armes pour se protéger »*.

« La police a été jusqu'alors entraînée à chasser les « terroristes » et les « communistes », explique-t-il. *On lui commande maintenant d'assurer leur sécurité. D'aucuns ont du mal à assumer cette nouvelle mission. »* La tentation est donc encore grande pour certains de « casser du Noir ». Moins partisane, plus professionnelle, l'armée, appelée en renfort fin août après la mise en place des *« zones d'émeutes »*, n'a fait qu'une courte apparition à Soweto. *« Elle est restée trois jours*, note-t-il. *Ce fut un coup de bluff. »*

Soupçonnées, par beaucoup, de sympathies pour le mouvement zoulou Inkatha, des bandes de maraudeurs se sont réapprovisionnées en armes depuis qu'on leur a confisqué les leurs ou en ont même fabriqué de rudimentaires. Elles sèment la panique et la terreur dans les *townships*. En toute impunité. Le Père Lafont entend donc continuer son jeûne aussi longtemps que n'auront pas été prises des sanctions contre certains éléments de la police et que n'auront pas cessé les attaques organisées contre les habitants des cités noires.

N'est-ce pas demander l'impossible? *« Mon geste est un acte de foi, une prière à Dieu, qui est capable d'éclairer le cœur et l'intelligence des hommes »*, souligne le Père Lafont. Cependant, pas question pour lui de rester confiné dans sa sacristie les yeux levés au ciel. Les gens d'Église, Mgr. Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap en tête, qui s'activent pour essayer de ramener le calme dans les esprits et sur le terrain, ont été dûment alertés. *« Mon geste peut les aider à aller plus loin dans leurs démarches »*, assure-t-il.

Sur son lit, le père Lafont a une main sur son bréviaire, l'autre sur son téléphone. Il attend avec confiance des réponses à son appel.

JACQUES DE BARRIN

La fin de la tournée africaine du pape Jean-Paul II

Deux cent mille personnes ont assisté à la consécration de la basilique de Yamoussoukro

Le pape a inauguré, lundi 10 septembre, la basilique de Yamoussoukro, cadeau controversé du président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, devant une foule retenue et solennelle. Jean-Paul a regagné Rome lundi dans la soirée.

« J'élève cette église au rang de basilique pour la gloire de Dieu et la piété des fidèles qui viendront y prier », a déclaré le pape, sous les applaudissements de l'assistance. Dans cet édifice ressemblant à Saint-Pierre de Rome, plus de 7 000 personnes avaient pris place. Aux premiers rangs étaient assis le chef de l'Etat ivoirien et son épouse. Parmi les invités de marque figuraient M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, les anciens premiers ministres français Jacques Chirac et Pierre Messmer, M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération, et M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines.

Dissiper le malaise

Plus de 200 000 personnes ont entendu la messe sur le parvis et sur l'esplanade adjacente. De très nombreux policiers et soldats patrouillaient, armés, dans la ville, dont les accès étaient, cependant, libres.

Le sanctuaire a été donné au Saint-Siège par la famille du président Houphouët – Boigny. Le Vatican a accepté la donation en soulignant *« son désir et son intention de collaborer avec le peuple ivoirien ainsi qu'avec les responsables de l'Eglise catholique de la Côte-d'Ivoire en vue de promouvoir la croissance religieuse et le progrès social de cette nation qui lui est si chère »*.

La construction de la basilique avait suscité réserves et critiques. Dimanche, la hiérarchie catholique a voulu dissiper le malaise, en affirmant, par la bouche du cardinal nigérien Francis Arinze, qu'*« un Africain peut ne pas avoir une belle maison, mais il se réjouit de contempler la belle maison de Dieu »*. Le pape n'a fait aucune allusion à la controverse, mais il a longtemps hésité avant de consacrer l'édifice, dont la construction est achevée depuis un an. Il n'a finalement accepté qu'après que M. Houphouët-Boigny eut promis de construire et de financer un hôpital et des services sociaux, d'autoriser une station de radio catholique et de financer la maintenance de la basilique. – *(AFP., Reuter.)*

ASIE

Dialogues intercoréen et nippo-soviétique

La détente s'amorce en Extrême-Orient

L'Asie *du nord-est*, où la détente tardait à se faire sentir, a commencé à son tour à se dégager de l'ordre ancien. Alors qu'un véritable dialogue paraît *désormais* noué entre les Corées, la visite que vient d'effectuer à Tokyo le ministre des affaires soviétiques, M. Chevardnadze, a également marqué *un réchauffement dans les relations entre le Japon et l'URSS.*

TOKYO

de notre correspondant

Bien que des divergences de vue demeurent, une normalisation des *relations* entre Tokyo et Moscou, qui n'ont toujours pas signé de traité de paix depuis la fin de la guerre et qu'oppose un différend territorial, paraît désormais en vue. La visite de M. Gorbachev à Tokyo, en avril prochain, qualifiée *dans le communiqué commun* diffusé le 7 septembre, du *« plus important tournant »* dans les relations nippo-soviétiques, devrait permettre, *comme le soulignent* la plupart des quotidiens japonais, d'inaugurer cette ère « post-guerre froide ». Un signe tangible du réchauffement des relations nippo-soviétiques a été la signature, au début de la visite de M. Chevardnadze, d'un *communiqué* condamnant l'Irak : c'était la première fois que les deux pays adoptaient une position commune dans un conflit international.

Comme dans le cas des pourparlers entre les premiers ministres des Corées, les entretiens de M. Chevardnadze à Tokyo témoignent d'un incontestable changement dans le climat comme d'une substantielle évolution dans les *positions. Celle des Coréens* du nord – qui, entamant un dialogue au plus haut niveau avec Séoul, *reconnaissent de facto la légitimité* du gouvernement du sud – est certes plus marquée. Une évolu*tion n'en est pas moins* notable également dans la position soviétique, notamment en ce qui *concerne le contentieux territorial* entre le Japon et l'URSS qui a bloqué jusqu'alors toute amélioration *des relations* nippo-soviétiques.

Sortir des impasses

Citant l'exemple des négociations territoriales avec la Chine, le ministre soviétique des affaires étrangères a déclaré, vendredi, au cours d'une conférence de presse, qu'une *« solution rationnelle et mutuellement acceptable »* pouvait être trouvée à la question des quatres îles du sud de l'archipel des Kouriles occupées par l'URSS depuis la guerre et dont le Japon exige la restitution.

Malgré un savant jeu de bascule, l'URSS en était restée, auparavant, au principe *brejnévien selon lequel* il n'y avait pas de problème territorial entre les deux pays. Tant de la part de Pyongyang que de Mos*cou se manifeste une volonté évi*dente de sortir des impasses : dans le cas de la République populaire démocratique de Corée, celle de la confrontation à outrance avec le sud, et, dans celui de l'URSS, du gel des relations nippo-soviétiques, entravant une coopération économique souhaitée, de façon prioritaire. Bien que M. Chevardnadze n'ait pas précisé la manière dont Moscou entendait trouver cette solution *« mutuellement acceptable »* au contentieux territorial, il paraît clair que les Soviétiques ont désormais admis le caractère *incontournable de cette question* s'ils veulent améliorer leurs relations avec le Japon.

Du côté japonais, un certain assouplissement est également perceptible. On note qu'au cours des entretiens entre M. Kaifu et Chevardnadze, *le premier ministre*, tout en insistant sur la restitution *des quatres îles, n'a pas précisé que* ce retour devait être opéré en une seule fois. Ce qui incite à penser que le Japon pourrait se contenter *de la restitution de deux d'entre* elles, assortie de l'engagement de poursuivre les négociations sur les deux autres. *Moscou et Tokyo* semblent en outre d'accord pour replacer le contentieux territorial dans le *contexte plus large de la* sécurité dans la région Asie-Pacifique. Tout en soupçonnant l'URSS de chercher ainsi à « noyer le poisson », les Japonais ont accepté d'ouvrir des discussions sur la sécurité régionale afin de ne pas laisser l'initiative aux Soviétiques.

Diversité des paramètres

Tout en restant arcboutés sur leur revendication territoriale et en espérant que Moscou, en quête de coopération économique, finira par céder, ils souhaitent aussi ne *pas être trop* à la traîne des *autres* pays occidentaux dans leurs rela*tions avec l'URSS et*, surtout, de participer avec elle à l'établissement d'un système de sécurité régionale plus adaptée aux nouveaux équilibres mondiaux.

L'échiquier asiatique est plus complexe que l'était la situation européenne avant l'éclatement du bloc de l'Est. Les relations entre les pays de la région ne relèvent pas de la simple confrontation Est-Ouest : la péninsule coréenne divisée, stigmate de la guerre froide où se font toujours face les grandes puissances par l'entremise des forces du Nord et du Sud, le jeu de la Chine – l'autre grand interve*nant dans les équilibres régionaux* – le poids économique du Japon et les craintes qu'il suscite, la présence *américaine et l'influence* croissante de l'URSS rendent la situation à la fois moins rigide *mais aussi plus délicate étant don*née la diversité des paramètres.

M. Chevardnadze a rappelé que l'URSS ne demandait pas au Japon *de renoncer à ses alliances tradi*tionnelles (indiquant que Moscou accepte le maintien du traité de sécurité aves les Etats-Unis). Le ministre a également rappelé que *son pays était prêt à retirer les* troupes stationnées sur les îles des Kouriles, mais dans le contexte *d'une redéfinition de l'équilibre* régional global.

Un nouvel ordre semble se dessiner en Asie du nord-est qui passe, dans le cas des deux Corées comme du Japon et de l'URSS, par l'instauration d'un climat de confiance mutuelle. D'ici à la venue de M. Gorbatchev à Tokyo, le *Japon et l'URSS* sont convenus de préparer la signature de sept accords (consultations bilatérales destinées à renforcer le dialogue entre les gouvernements ; soutien technologique japonais à la perestroïka ; *coopération pour le secours* aux victimes de l'accident de Tchernobyl ; financements des *échanges commerciaux entre 1991* et 1995 ; commerce entre les régions des deux pays ; coopération *en matière de protection de l'envi*ronnement et échanges culturels).

PHILIPPE PONS

PAKISTAN

Mme Benazir Bhutto inculpée d'abus de pouvoir

Mme Benazir Bhutto a été officiellement inculpée, lundi 10 septembre, d'*« abus de pouvoir »* dans le cadre de deux affaires *(nos dernières éditions du 11 septembre).* La première concerne la nomination d'un consultant pour un projet financé par la Banque asiatique de développement et la seconde a trait à l'attribution d'un contrat non identifié à une compagnie de Karachi. Si elle est reconnue coupable, Mme Bhutto risque une disqualification de la vie publique pendant sept ans.

L'ancien premier ministre a aussitôt déclaré qu'il s'agissait, de la part des autorités, de mesures *« destinées à l'intimider »* et à tenter de l'empêcher de participer aux élections législatives prévues le 24 octobre. *Elle a qualifié de « lamentables »* et de *« sans fondement »* les charges retenues contre elle. Plusieurs membres de son gouvernement, limogé le 6 août, font déjà l'objet de diverses inculpations. Mme Bhutto a annoncé *qu'elle comptait se présenter* aux élections à la tête d'une coalition regroupant son propre parti et plusieurs petites formations de l'opposition sous le label d'Alliance démocratique populaire. – *(AFP.)*

□ **CORÉE DU SUD : établissement de relations diplomatiques avec Moscou.** – Séoul établira en novembre des relations diplomatiques avec l'URSS, a annoncé, lundi 10 septembre, la radio nationale sud-coréenne. La date précise sera décidée le 26 septembre, lors d'une rencontre au siège de l'ONU à New-York entre les ministres des affaires étrangères des deux pays. – *(AFP.)*

□ **JAPON : M. Takeshita à Paris.** – L'ancien premier ministre japonais est arrivé à Paris, lundi 10 septembre, pour une visite de trois jours au cours de laquelle il sera reçu notamment par M. Michel Rocard et par M. Laurent Fabius. M. Noburu Takeshita est président de l'union parlementaire franco-japonaise.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Les mésaventures de Gustavo Adolfo, fils de l'ancien dictateur paraguayen Stroessner

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Près d'un an et demi après son départ du Paraguay, et son installation au Brésil, la famille Stroessner *n'est toujours pas* au bout de ses problèmes. Si le général, hier dictateur en son pays, vit aujourd'hui *tranquillement* à Brasilia dans une confortable maison du secteur sud de la ville, son fils, Gustavo Adolfo, dort en prison depuis le 9 août dernier. Les autorités paraguayennes ont en effet présenté une demande d'extradition à son encontre. Gustavo Adolfo est accusé de détournement de fonds, d'obtention – en sa qualité de fils du président – de dérogations illégales concernant les jeux de hasard et de trafic de polices d'assurances portant notamment sur le barrage d'Itaipu. Le tout pour une somme de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Malgré l'asile politique qu'il a obtenu, ainsi que sa famille, au *moment de sa fuite du Paraguay*, celui qui fut le « Colonel Stroessner » a été appréhendé en vertu du traité qui lie les deux pays depuis 1925. Afin de garantir une éventuelle extradition, il devra rester en prison jusqu'à la décision du Tribunal suprême fédéral, qui devrait intervenir dans quelques semaines. Son avocat, Pedro Gordilho, a pré*senté sa défense en expliquant que* les crimes de droit commun mis en avant pour étayer la demande d'ex*tradition*, cachaient en fait des motifs politiques évidents.

« Enrichissement illicite »

L'avocat du fils du général a d'ailleurs *une certaine expérience* en la matière puisqu'il avait défendu avec succès un cas presque identique, celui de l'ancien chef de la police de Port-au-Prince, le colonel Albert Pierre (lui aussi réfugié au Brésil) et dont Haïti avait demandé l'extradition.

Gustavo Stroessner attend donc *dans une cellule le résultat de la pro*cédure en cours. Il reçoit chaque jour la visite de sa femme qui, tou*jours selon M. Gordilho*, lui apporte des *« provisions pour ses repas »*. Les milieux judiciaires estiment en privé que cette extradition n'aura sans doute pas lieu. Malgré la longue liste détaillant ses biens au Paraguay (des propriétés de plusieurs milliers d'hectares et une bonne douzaine d'appartements de luxe, preuve de son *« enrichissement illicite »*) l'acte d'accusation a dû être renvoyé plusieurs fois au Paraguay pour vices de formes et compléments d'information. *S'il est prochainement* libéré Gustavo pourrait théoriquement envisager de demander une indemnisation, mais méditera plus *sûrement* sur l'ingratitude familiale, son frère ayant épousé la propre fille de l'actuel président du Paraguay, le général Rodriguez, sans l'aval duquel il n'aurait jamais connu de geôle, fût-elle brésilienne.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **ETATS-UNIS : première exécution d'un condamné à mort en Oklahoma depuis 1976.** – Charles Coleman, condamné à mort pour meurtre, a été exécuté par injection létale, lundi 10 septembre dans la prison de l'Etat d'*Oklahoma*, à McAlester. Il s'agit de la première exécution d'un condamné à mort dans cet Etat depuis que la Cour *suprême a autorisé les Etats a réta*blir la peine de mort en 1976. L'Oklahoma devient le 15e Etat a avoir rétabli la peine capitale. Au total 138 condamnés à mort ont été exécutés aux Etats-Unis depuis 1976. – *(AFP.)*

CUBA

Bicyclettes chinoises au lieu de pétrole soviétique

Le gouvernement cubain s'apprêterait à importer 250 000 bicylettes chinoises, selon l'agence de presse soviétique Novosti. Il s'agirait de *rémédier* ainsi à la réduction des livraisons de pétrole soviétique, qui ont déjà diminué de 20 % cette année ; le pétrole *soviétique devra être payé*, à partir du 1er janvier, au prix mondial et en devises convertibles.

D'autres mesures prévoient la *réduction de moitié* du quota d'essence pour la population et les organisations de l'Etat. Le trafic routier de marchan*dises sera limité à une distance* maximum de 172 kilomètres. Au-delà, il sera assuré par le rail. Deux cent cinquante ins*pecteurs veilleront au respect* de cette décision.

Les bicyclettes chinoises seront vendues en priorité aux ouvriers et aux employés qui *logent à plus de 12 km de leur* lieu de travail.

POLITIQUE

Réunis à Deauville

Les parlementaires de l'UDF cherchent la voie d'une opposition « intelligente »

Comment s'opposer? Comment ne pas se disperser? Telles devaient être les deux questions principales posées aux journées parlementaires de l'UDF, mardi 11 et mercredi 12 septembre à Deauville. Les deux questions sont étroitement liées pour le groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui n'a toujours pas su trouver *« la meilleure façon de marcher »*. Le contraire serait étonnant puisque, pierre d'angle de l'édifice *confédéral branlant*, ce groupe en connaît toutes les tensions et toutes les équivoques.

Malgré toute la bonne volonté du président du groupe, M. Charles Millon, qui fête son premier anniversaire dans cette fonction délicate, la pression giscardienne devient de plus en plus sensible, la cohabitation entre les petites composantes et le Parti républicain de plus en plus conflictuelle, et, par conséquent, les démangeaisons des léotardiens de plus en plus fortes.

Ce qui pose deux problèmes. Un problème de positionnement politique : comment s'opposer intelligemment sans tomber dans le travers centriste, qui, pour beaucoup de membres de ce groupe, relève de la *« candeur »*, ni céder aux réflexes *« obtus »* des voisins du RPR? Ce dilemme provoque une fracture évidente au sein du groupe et a obligé M. Millon, ces derniers temps, à se livrer à quelques grands écarts. Son discours lors du débat de politique étrangère sur la situation dans le Golfe, le 27 août, au Palais-Bourbon, avait été révélateur d'un raidissement brutal et, accessoirement, du rôle de surveillant général exercé par M. Giscard d'Estaing, qui, au dernier moment, avait expressément demandé à l'orateur de durcir le ton.

Conscient de cette bévue et désireux de montrer qu'il a encore, quoi qu'on en dise, les coudées franches, M. Millon devait s'employer, mardi matin, à rectifier *cette fâcheuse impression*, en traçant de nouveau le chemin d'une opposition *« intelligente et responsable »*. La droite, devait-il déclarer, a un devoir d'opposition, *« car il n'y pas de démocratie sans débat, sans choix, sans alternance »*. Europe, décentralisation, politique économique et sociale : sur tous ces dossiers, M. Millon entend que son groupe confronte ses positions à celles du gouvernement et l'affronte. Si elle s'en dispensait, explique-t-il, *« l'opposition courrait un double risque : celui de participer au mouvement de dérision des hommes politiques et des institutions, celui d'être marginalisée au profit des extrêmes »*. Le député du Rhône assortit aussitôt ce principe d'une mise en garde : fuir une opposition *« irréfléchie et butée »*. *« L'opposition doit prendre ses responsabilités* (...), devait-il affirmer. *Refuser le consensus* a priori, *mais, aussi, l'accepter quand il y a eu, au préalable, débats et confrontation des opinions »*.

Velléités léotardiennes

On pouvait s'attendre qu'un tel recadrage alimenterait le débat, qui, à défaut d'être neuf, place toujours l'ensemble de l'UDF en balance entre droite et centre droit, entre les partisans d'une opposition franche et massive capable de séduire les électeurs du Front national et ceux d'une opposition ouverte et réfléchie, plus conforme à la tradition de l'UDF et, donc, ne faisant pas peur aux centristes. Les tergiversations de M. Millon, comme les tâtonnements récents de M. Giscard d'Estaing, font comprendre les interrogations des députés dits « de base ». Nul doute qu'ils auront à cœur de les faire partager.

Même s'il est soumis à pas mal d'*interférences personnelles et tactiques*, ce débat-là a, fatalement, des répercussions – deuxième problème – sur le fonctionnement du groupe. Poussés par leurs députés de la façade méditerranéenne, toujours rebutés par un groupe à leurs yeux trop frileux, les dirigeants du Parti républicain ont relancé, au lendemain de leur « université d'été », l'idée d'une scission du groupe UDF pour former, au côté du groupe UDC, un groupe libéral brut de brut (*le Monde* du 11 septembre). On comprenait les motivations de MM. François Léotard et Gérard Longuet, soucieux, aujourd'hui, de préserver l'identité de leur parti dans la grande union de l'opposition.

L'*exemple* du groupe centriste est là pour attester qu'un groupe parlementaire est devenu un outil stratégique indispensable pour se distinguer et se faire respecter . Ajoutez à cela les dispositions de la loi de financement sur les partis politiques : le raisonnement était facile à saisir . La question devait, inévitablement, revenir sur le tapis à Deauville, mais il semble que, depuis une semaine, les initiateurs de cette aventure se soient fortement rétractés . N'ayant pas consulté, auparavant, leurs propres amis, les léotardiens ont pris conscience de la difficulté actuelle de regrouper sous une même étiquette libérale la vingtaine de députés indispensable. Obnubilés déjà par les investitures, les députés mesurent le risque d'encourir les foudres de M. Giscard d'Estaing, électoralement plus porteur, juge-t-on déjà, qu'un M. Léotard en mauvaise santé. Et puis, de retour de vacances, on sait que dans l'électorat, les diviseurs ne seront pas payés.

Aussi est-il probable que cette velléité d'indépendance du PR dans l'interdépendance de l'UPF *s'échoue sur les planches de Deauville* pour longtemps. Jamais à court d'idées, les responsables du PR devraient immédiatement se lancer dans la bataille microcosmique de la composition du nouveau bureau politique de l'UPF. Composé de quinze UDF et quinze RPR, il devrait se réunir pour la première fois, le 15 septembre, à l'*occasion de la convention* des états généraux de l'opposition sur l'environnement.

Le PR compte remettre en question la représentation dans ce bureau des petites composantes de l'UDF, *« de ces groupuscules qui ne représentent plus qu'eux-mêmes »*, mais que M. Giscard d'Estaing a toujours protégés jusqu'alors. Le PR tient à y être représenté avec son poids de premier parti de l'UDF . L'autre sujet de friction pourrait être le remplacement de M. Jean-Claude Gaudin à la présidence de la commission électorale de l'UDF. Soucieux de préserver, apparemment, quelques intérêts régionaux, M. Léotard est moins enclin qu'on ne pourrait le croire à « démettre » le sénateur des Bouches-du-Rhône.

L'idée de M. Giscard d'Estaing de promouvoir à ce poste M. Michel d'Ornano n'est pas faite pour le ravir. Président de groupe comme l'était M. Gaudin et... membre du PR, M. Millon pourrait être investi de cette tâche. Les *dirigeants du PR*, devant de telles subtilités, vont devoir apprendre à faire le gros dos.

DANIEL CARTON

L'affaire de la dette de Nice

M. Médecin dépose un recours en suspicion légitime contre la chambre régionale des comptes

Contrairement à ce que pouvait laisser croire le ton « défaitiste » de son interview à RMC (*le Monde* du 11 septembre), M. Jacques Médecin, maire (CNI) de Nice – actuellement en voyage au Japon – paraît décidé à user de tous les moyens de droit pour défendre sa cause dans l'affaire du réaménagement de la dette de la ville.

NICE

de notre correspondant régional

L'avocat du maire de Nice, Me Henri-Charles Lambert, a annoncé, lundi 10 septembre, qu'il avait déposé le jour même, devant le parquet général de la Cour des comptes, une requête en suspicion légitime à l'encontre de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur dont le jugement provisoire du 12 juillet aurait eu un caractère *« manifestement partial, osé et provocant »*.

Ce recours, non suspensif, s'appuie sur neuf griefs. Le premier concerne une violation de la procédure inquisitoire de la chambre régionale des comptes dont le jugement provisoire a fait l'objet de commentaires dans la *« Lettre »* de juillet de la préfecture des Alpes-Maritimes avant qu'il ne soit notifié aux parties intéressées (1). Par ailleurs, la défense n'aurait pas eu accès à toutes les pièces du dossier. La chambre aurait également manqué à son devoir d'investigation en *« occultant »* un courrier qui attestait le refus opposé par la Caisse des dépôts et consignations à une demande présentée par la Ville de Nice pour la renégociation de sa dette.

La chambre est encore accusée d'avoir instruit *« de manière discriminatoire »*, en tenant notamment à l'écart de la procédure le comptable public mais aussi la BNP, qui a pourtant reçu une commission de 15 000 écus. Il lui est reproché d'avoir méconnu ses compétences – elle n'avait pas le pouvoir de juger de l'utilité des dépenses et de porter une appréciation sur les taux des emprunts de substitution – et d'avoir *« truffé »* son jugement *« d'affirmations péremptoires »*, comme celle consistant à dire que *« l'ordonnateur ne pouvait ignorer que les fonds versés étaient destinés à rémunérer d'autres intervenants »*. Elle aurait, aussi, *« totalement déformé la réalité financière »* de l'opération et *« dénaturé »* la convention passée avec la société chargée de contracter de nouveaux emprunts pour le compte de la ville.

« Nullement acculé à une destitution »

Enfin, et ce n'est pas le moindre motif du recours, Me Lambert a estimé *« invraisemblable »* et *« contraire à toutes les traditions d'impartialité qui régissent notre droit »* que M. Médecin puisse être jugé par une juridiction dont le président, M. Alain Seyriex, a été lui-même déclaré *« comptable de fait »* des deniers de l'Etat par un arrêt de la Cour des comptes du 1er mars 1984 *« dans la même affaire et en même temps »* que le maire de Nice (2). Selon l'avocat de M. Médecin, *« il serait étonnant que la chambre régionale des comptes décide de passer outre à cette requête présentée à son juge supérieur et procède* de plano *à un jugement définitif »*.

Il a fait, de plus, remarquer que si ce jugement est exécutoire – à moins que la Cour des comptes ne décide un sursis à exécution – la démission d'office que pourrait, par la suite, prononcer le préfet est subordonnée, elle, à un recours suspensif devant le tribunal administratif et, éventuellement, devant le Conseil d'Etat. *« M. Médecin,* a-t-il affirmé, *n'est donc nullement acculé à une destitution. Il existe un certain nombre de recours et de voies de procédure qui le mettent à l'abri d'une décapitation que certains voudraient un peu trop rapide. »* Me Lambert a également indiqué que M. Médecin *« avait tout intérêt à connaître la destination finale des commissions versées à des tiers »*, notamment celle de 5 300 000 francs empochée par Mlle Arnulf, l'intermédiaire la plus énigmatique de l'affaire. *« Car,* a-t-il souligné, *tant qu'on ne saura pas où l'argent est passé, tout le monde pensera que c'est M. Médecin qui en a profité. »*

Pour son conseil, le maire de Nice n'a pas fait de *« gaffe »* en évoquant sur RMC sa possible destitution et sa succession. *« Il est la cible privilégiée du pouvoir,* a-t-il déclaré, *et il éprouve un sentiment de lassitude devant les accusations de plus en plus répétées et de plus en plus sournoises dont il fait l'objet. Ces accusations aboutissent à le mettre actuellement dans l'incapacité même de travailler* (...) *et peuvent donner l'impression d'un flottement de ses pouvoirs de maire et de président du conseil général.* (...) *Mais en parlant de sa succession il a peut-être fait un petit clin d'œil à ceux dont on n'ignore pas, s'il venait effectivement à être privé de ses mandats, qu'ils seraient là pour immédiatement les revendiquer. Il y a beaucoup de candidats sur les rangs. Il est peut-être lassé, ainsi, de voir que beaucoup de ceux dont il avait contribué à faire la carrière politique manifestent un peu trop d'empressement... »*

GUY PORTE

(1) Cette *« Lettre »* ne mentionnait pas expressément la Ville de Nice mais indiquait : *« A l'occasion des opérations d'emprunt, la chambre a pu constater, avec surprise, que certaines collectivités locales recouraient à des intermédiaires bénéficiant, pour leurs « bons offices », de conditions souvent supérieures aux usages de la place. Des investigations approfondies, ajoutait-elle, l'ont amené à émettre des réserves sur le service effectivement fourni ainsi que sur la destination finale d'une partie, au moins, des commissions ainsi versées. »*

(2) Il s'agit d'une affaire relative au fonctionnement de l'Association française d'action touristique (AFAT) dans laquelle tous les protagonistes, dont M. Jean-Pierre Soisson, avaient finalement été déclarés quittes.

Dans un document critiquant la « gestion irresponsable » du gouvernement

Le RPR présente son projet fiscal

Sans attendre que le gouvernement ait arrêté le projet de budget pour 1991, le RPR a rendu public, mardi 11 septembre, son propre projet de réforme fiscale. Présenté par MM. Chirac, Balladur et Juppé, celui-ci est contenu dans un document au titre-programme : « Réduire l'impôt : une ambition de justice et de prospérité ».

M. Jacques Chirac affirme que si l'économie française a *« renoué avec la croissance »* cela ne peut être mis au crédit de l'actuel gouvernement mais au sien, qui avait choisi *« l'esprit d'entreprise »* plutôt que *« la contrainte »*. Il ajoute : *« L'effort dont le gouvernement socialiste récolte aujourd'hui les fruits a été brutalement interrompu en mai 1988 et n'a été remplacé par rien. Le pays risque d'aborder le rendez-vous de 1993 dans les pires conditions. Il est donc urgent de rompre avec la gestion irresponsable d'un gouvernement qui ne sort de sa torpeur que pour inventer des impôts nouveaux. Le bilan des années Mitterrand est désormais bien établi : stagnation du pouvoir d'achat et aggravation des inégalités sociales. »*

Estimant que *« les années Mitterrand n'ont pu que déployer leurs fastes et leurs illusions »*, l'ancien premier ministre veut, avec ce document, bien souligner que sa convergence d'analyse avec le chef de l'Etat se limite à la crise irakienne mais que ses divergences à l'égard de l'ensemble de la politique économique fiscale et sociale du gouvernement sont totales.

Les mesures préconisées

Il précise qu'en matière fiscale il recherche deux objectifs : *« Restaurer la compétitivité des entreprises pour résorber le chômage par la réduction des charges qui pèsent sur elles en favorisant les conditions de leur transmission et de leur financement et en modernisant la taxe professionnelle. »* D'autre part, *« il s'agit de favoriser la justice sociale par une baisse de la TVA, une réforme de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux et une révision de l'ensemble de la fiscalité du patrimoine »*.

M. Chirac ajoute : *« La baisse des taux d'imposition accroît les recettes de l'Etat. Cette évidence est étrangère à l'univers mental des socialistes puisqu'elle s'appuie sur la confiance dans l'esprit d'entreprise et dans l'initiative individuelle. Réduire les impôts libère l'énergie des entrepreneurs et des salariés, favorise la croissance et l'emploi et, pour finir, crée des richesses dont l'Etat prend sa part. »*

Parmi les mesures préconisées pour *« résorber le chômage grâce à la compétitivité des entreprises »*, le document du RPR cite la réduction à 33,3 % du taux de l'impôt sur les sociétés, l'avoir fiscal sur les dividendes porté à 100 % comme en Allemagne, l'abaissement à 3 % des droits de mutation sur les fonds de commerce, la simplification de la taxe professionnelle, la diminution des charges des entreprises individuelles et des mesures propres aux PME.

Est également préconisée la baisse de la TVA à 16 % (contre 18,6 %) pour le taux normal et la suppression en 1993 du taux majoré, une simplification et la réduction des barèmes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, la limitation à 50 % (contre 56,8 %) du taux maximum et l'allégement des prélèvements sociaux.

En ce qui concerne la fiscalité du patrimoine, les taxations des plus-values seraient allégées mais non supprimées. Les droits de succession seraient réduits et l'abattement de base de 275 000 francs doublé en cinq ans. L'abattement serait également doublé pour les successions entre époux et majoré de 10 % en faveur des jeunes de moins de trente ans. Une baisse de l'impôt sur le foncier non bâti devra être étudiée. Il est enfin proposé d'aménager l'impôt de solidarité sur la fortune en excluant de son assiette la résidence principale dans la limite de 5 millions de francs. De plus, les droits payés par l'héritier seraient admis comme crédits d'impôt sur la fortune.

ANDRÉ PASSERON

Le PC menace de voter contre le budget

Le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, indique, dans un entretien publié par *la Croix* du 12 septembre, que, en l'état actuel du projet, son groupe votera *« d'une manière nette et catégorique »* contre le budget 1991 . Pour que les députés communistes le votent, *« il faudrait un vrai budget de justice fiscale »*, ajoute M. Lajoinie, selon qui *« il y a utilisation de la crise du Golfe pour ajouter un nouveau cran à la politique d'austérité »* .

« Nous ne nions pas que cette crise ait des répercussions », dit-il, mais *« sur le pétrole, il y a mystification »*, car *« la situation actuelle n'a rien de comparable avec les deux précédents chocs pétroliers »*. M. Lajoinie précise queles députés communistes souhaitent *« l'augmentation de l'ISF de 20 milliards de francs, sans baisser l'impôt sur les sociétés »*, ainsi que le transfert de 40 milliards de francs de *« dépenses nucléaires »* sur l'éducation nationale.

En 1988, l'abstention du groupe communiste avait permis l'adoption du budget de 1989 grâce aux seules voix des députés socialistes; en 1989, le projet de loi de finances pour 1990 avait été adopté sans vote, le gouvernement ayant recouru à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution.

En Nouvelle-Calédonie

L'Union océanienne durcit son attitude vis-à-vis du RPCR

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Il faudrait remonter à la période troublée d'avant les accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, en 1988, pour retrouver des réquisitoires anti-RPCR aussi virulents. Mais la rhétorique contestataire était à l'époque l'exclusivité des indépendantistes canaques tandis que le « loyalisme » des Wallisiens et Futuniens semblait de granit. C'est dire si l'effervescence qui agite depuis un an ces Polynésiens expatriés sur le Caillou dans les années 60 marque un tournant dans la vie politique locale.

On avait d'abord cru à un feu de paille. Pourtant, l'Union océanienne (UO), qui regroupe la jeune génération wallisienne et futunienne, a su survivre aux élections provinciales de juin 1989, qui lui avaient permis de capter 40 % du vote communautaire.

Epreuve de force

Après un travail d'implantation de « sections de base » dans les quartiers, le mouvement a tenu dans la banlieue de Nouméa, les 8 et 9 septembre, son premier congrès, à l'issue duquel les deux cents délégués ont réaffirmé leur volonté de *« poursuivre avec vigueur le combat contre l'injustice, le racisme et le colonialisme »* et de *« s'engager clairement pour une véritable émancipation des peuples du territoire »*.

Mais, au-delà de ce relevé de principe, le véritable événement de ce week-end est dans le durcissement de l'attitude de l'Union océanienne vis-à-vis du Rassemblement pour la Calédonie dans la République. Dans la motion finale du congrès, les délégués s'en prennent sans détour au parti du député RPR Jacques Lafleur et à *« ses méthodes classiques faites d'arrogance, de mépris, d'exclusion et d'affairisme »*, ainsi qu'à sa politique *« fondamentalement basée sur le maintien des inégalités et des structures coloniales »* .

L'épreuve de force est donc totale avec le RPCR. Ces dernières semaines, M. Lafleur avait mené l'offensive contre ces trouble-fête, les accusant de propager le *« racisme »* et d'être manipulés par certains hauts fonctionnaires. Lors d'une récente réunion des jeunes du RPCR à Sarraméa (côte ouest), le député RPR avait même brandi la menace d'expulsion vers Wallis-et-Futuna. Selon l'Agence kanak de presse (AKP), il aurait indiqué que, dans l'hypothèse d'une reprise des violences, *« des gens seraient expulsés de Nouvelle-Calédonie »*, concluant : *« J'imagine que, lorsque l'Union océanienne verra ses ressortissants expulsés vers Wallis-et-Futuna, eh bien, elle réfléchira! »*

Bien loin de les avoir intimidés, de telles menaces semblent au contraire avoir renforcé les responsables de l'Union océanienne dans leurs convictions. Sans complexes, ils s'affirment aujourd'hui *« proches du FLNKS »*. Le président de l'UO, M. Michel Héma, précise même que *« l'indépendance, ce n'est pas l'enfer »* et ajoute : *« S'il faut passer par là, nous passerons par là. »* Cette radicalisation d'une frange importante de la communauté wallisienne et futunienne, que l'on observe également sur le terrain syndical, pèsera certainement très lourd dans le rapport de forces entre indépendantistes et anti-indépendantistes avant le référendum d'autodétermination, prévu en 1998.

FRÉDÉRIC BOBIN

Protestation du FLNKS contre une mise à l'écart de l'USTKE

Le FLNKS a protesté, lundi 10 septembre, contre la mise à l'écart du comité économique et social territorial de l'Union syndicale des travailleurs kanaks et exploités (USTKE, proche des indépendantistes). *« L'absence de désignation de représentants de cette organisation syndicale par les élus de la province sud prouve que certains ne s'accommodent des accords de Matignon que lorsque cela les arrange »*, a déclaré le bureau politique du mouvement indépendantiste. *« Il s'agit d'un véritable retour à l'apartheid qui laisse mal augurer du prochain comité de suivi des accords de Matignon »*, a-t-il conclu.

La participation des syndicats au comité économique et social du territoire est prévue par les accords de Matignon dont l'USTKE est l'un des signataires.

هكذا من الاصل

SOCIÉTÉ/CULTURE

Six inculpations pour des écoutes téléphoniques illégales

Les « grandes oreilles » de la société Century

Six personnes employées par la société Century, une importante entreprise parisienne de sécurité, ont été inculpées, lundi 10 septembre, de violation de la législation des postes et télécommunications, par Mme Maryse Leroux, magistrat instructeur à Paris. Il s'agit de MM. Jean-Yves Garnault, directeur du personnel, Rachid Boulila, gérant, et Michel Leroy, directeur, ainsi que de deux autres employés de cette entreprise privée, MM. Fournely et Luis Talavera. Le frère de ce dernier, M. Miguel Talavera, un enquêteur de police en activité qui effectuait, hors service, des « heures supplémentaires » pour la Century, est lui aussi inculpé.



Tous ces inculpés sont soupçonnés d'avoir pratiqué des écoutes téléphoniques pour le compte de la Century. Ils ont été placés sous contrôle judiciaire et laissés en liberté, après que des perquisitions effectuées à leur domicile, vendredi 7 septembre, avaient permis la découverte de bandes magnétiques. C'est le décryptage de ces bandes qui déterminera l'ampleur et la nature des écoutes téléphoniques, indique-t-on de source proche des enquêteurs. On précise, de même source, que la Century facturait « *très cher* » ces enregistrements illicites à ses clients, dont la liste reste à établir. Le matériel technique utilisé par les « grandes oreilles » de la Century a aussi été saisi.

A l'origine de l'enquête, l'attention du service des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris (RGPP) avait été attirée par le comportement suspect d'un enquêteur de police, M. Miguel Talavera. Bien qu'affecté au tribunal de police de Paris, celui-ci utilisait fréquemment une Renault 25 appartenant à la société Century.

M. Talavera fut alors discrètement surveillé par le groupe des enquêtes réservées (GER) des RGPP, en liaison avec l'Inspection générale des services (IGS, la « police des polices » pour Paris). Les filatures permirent de découvrir la suite : M. Talavera et des employés de la Century devaient être photographiés alors qu'ils opéraient sur des répartiteurs de communications téléphoniques. La Century emploie d'ailleurs de nombreux policiers en activité, qui travaillent « au noir » dans cette société privée, lui assurant des contacts privilégiés dans la plupart des services de police.

Depuis l'assassinat du fondateur de la Century, Glenn Souham, le 24 septembre 1986, devant son domicile de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) – dans des conditions qui n'ont toujours pas été éclaircies, – la direction de la société était assurée par M. Marc Delachaux, son associé. M. Delachaux a lui aussi été placé en garde à vue, lundi 10 septembre, et devait être entendu par les policiers chargés de l'enquête.

ÉRICH INCIYAN

Figure estimée du clergé russe orthodoxe

Le Père Alexandre Men a été assassiné à Moscou

Un prêtre de l'Eglise russe orthodoxe, le Père Alexandre Men, proche des milieux dissidents, a été assassiné à coups de hache, dimanche matin 9 septembre près de son domicile à Moscou, alors qu'il s'apprêtait à rejoindre sa paroisse, à une quarantaine de kilomètres au nord de la capitale, pour y célébrer la liturgie. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Le Père Alexandre Men était l'une des figures du clergé orthodoxe les plus connues à Moscou et en Occident. Depuis 1988 et le changement de politique religieuse en Union soviétique, il intervenait régulièrement à la télévision et devant des auditoires d'étudiants, d'intellectuels et d'ouvriers. Ses conférences portaient sur les questions d'éthique et de société, sur l'Eglise et la culture.

Né en 1935 d'une famille juive, il avait toujours revendiqué ses racines, mais c'est après des études de biologie à l'université de Moscou et en Sibérie qu'il entra à l'Académie de théologie de Zagorsk. Pendant trente ans, il a exercé son ministère dans une petite paroisse de la banlieue nord de Moscou, à Novaïa-Derevnia, où le cardinal Lustiger était allé lui rendre visite en mai 1989.

Soumis à de fréquentes perquisitions avant la perestroïka, le Père Men était inquiété à cause de ses livres de formation religieuse publiés en Occident. En 1984, c'est grâce à une intervention du pasteur Jacques Maury, alors président de la Fédération protestante de France, qu'il avait évité l'arrestation. Pourtant, connu comme témoin d'un orthodoxie ouverte, il n'avait jamais eu à proprement parler d'activité politique dans la dissidence soviétique. Homme d'envergure spirituelle, le Père Men a écrit de nombreux ouvrages de théologie et une étude sur l'histoire des religions.

L'origine de son assassinat demeure mystérieuse. Son porte-documents avait disparu, mais la croix pectorale et les autres objets de valeur qu'il portait sur lui n'ont pas été dérobés, ce qui laisse à penser que le vol n'était pas le mobile du crime. Le Père Men était l'objet d'attaques des milieux antisémites de la capitale soviétique.

A Paris, le cardinal Lustiger s'est déclaré « *consterné* » par « *cette tuerie sauvage qui est un drame pour l'URSS, qui, plus que jamais en ce moment de son histoire, a besoin du message de l'Evangile* ». Une liturgie sera célébrée dimanche 16 septembre à 19 heures à la cathédrale orthodoxe de la rue Daru.

H. T.

Une rentrée sans chahut

La rentrée scolaire a commencé, lundi 10 septembre, pour treize millions d'élèves. Avec son lot habituel de difficultés locales, provoquant, ici ou là, grogne et manifestations. Ainsi, dans un petit village du Doubs, près de Montbéliard, les parents protestent, car l'école n'a pas d'enseignant titulaire. A Fouzilhon, dans l'Hérault, un instituteur a bien été nommé, mais il n'a pu jusqu'à présent être averti de son affectation. A Saint-Sulpice (Loir-et-Cher), c'est le maire qui a décidé d'animer une maternelle « sauvage », faute d'enseignant. Le maire de Rions-Idernes (Pyrénées-Atlantiques) a été plus loin pour protester contre la fermeture de l'école du village : il a décidé de démissionner et a occupé les locaux avec les parents.

Une fois n'est pas coutume, à Carville (Calvados), ce sont les enfants qui ont été portés manquants : leurs parents ont refusé de les envoyer à l'école du village, jugée vétuste ; devant ce boycottage, l'inspecteur d'académie a décidé de fermer l'école et de faire inscrire les élèves dans le village voisin. A Amiens, les élèves de maternelle de l'école Louise-Michel ont commencé l'année avec une institutrice remplaçante : le maître titulaire de la classe, M. Jean-Michel Leturcq, fait partie des otages retenus en Irak.

Au-delà de ces difficultés ponctuelles, la rentrée semble, pour l'instant, se dérouler sans gros accrocs. Mais, du fait notamment des rentrées scolaires échelonnées, de plus en plus fréquentes au collège ou au lycée, il faudra attendre quelques jours pour en dresser un bilan précis.

La Bohême à Dijon

Dès 1924, le lycée Carnot de Dijon accueillait des élèves de la région de Prague. Cette année, l'établissement renoue avec la tradition.

DIJON

de notre envoyée spéciale

Ils brillent presque à force d'avoir été astiqués, leurs vêtements sentent le neuf et l'émotion les étrangle un peu. Lundi 10 septembre, à 8 heure précises, les « *petits sixième* », comme on les appelle, répondent à l'appel dans la cour du lycée Carnot de Dijon. Rangés par deux au pied du grand bâtiment, impavides, ils attendent le signal du départ pour s'avancer dans le monde des grands. Ils ont la gorge serrée, lâchant dignement la main des parents qui les ont accompagnés pour ne pas paraître couards devant leurs camarades. Comme des millions d'autres élèves, ils démarrent l'année dans des classes aux effectifs souvent lourds. Mais, contrairement à d'autres, leur première année de collège s'effectuera dans un établissement dynamique et bien doté. Dans la géographie mouvementée de la rentrée scolaire, l'exemple du lycée Carnot montre que tous les débuts d'année ne sont pas explosifs et de mauvais augure. La rentrée dans ce lycée dijonnais n'est que l'aboutissement d'un long travail de préparation. « *Les problèmes de postes et de moyens ont été planifiés depuis longtemps* », explique M. Claude Boichot, responsable du département de physique et professeur en classe préparatoire.

Jouer les pigeons voyageurs

Les quelque 2 600 élèves seront donc encadrés par des enseignants dont pas un ne manque à l'appel. L'étroitesse et la vétusté de cet établissement bâti en 1893 poseront bien encore quelques problèmes, mais pas pour longtemps. Le conseil général et surtout le conseil régional ont investi cette année 30 millions de francs dans des travaux de rénovation et d'agrandissement qui devraient être bien avancés en 1991. Les problèmes de sureffectifs eux-mêmes sont un peu moins cruciaux que les années précédentes. « *Grâce à l'ouverture de deux nouveaux lycées en 1988 et en 1989, nous avons des groupes un peu moins chargés*, affirme M. Jean-Claude Buisson, le proviseur adjoint. *Parallèlement, nous avons créé une nouvelle classe de Mathématiques supérieures et dédoublé celle de Lettres supérieures.* »

Un horizon souriant donc, y compris pour les fédérations de parents d'élèves qui parlent d'une rentrée sans accroc. En salle des professeurs, une enseignante de mathématiques se réjouit de ce que le premier jour soit exclusivement consacré à l'accueil des élèves. « *C'est une prise de contact agréable et détendue* », explique-t-elle. Tous rendent hommage à Mme Marcel Albert, leur proviseur, qui mène l'établissement tambour battant depuis trois ans.

Outre son contingent d'élèves ordinaire, Mme le proviseur reçoit cette année dix jeunes garçons qui ont fait du chemin pour venir étudier en classe de seconde à Dijon. Ils s'appellent Lucas, Jan, André ou Drusan et ils arrivent directement de Prague pour passer trois ans au lycée Carnot avec la perspective de décrocher le bac en fin de parcours. La scolarité, l'hébergement et même l'argent de poche de ces jeunes sont financés par le conseil régional, la Ville de Dijon et l'Association des anciens élèves du lycée Carnot. Ils sont arrivés de Tchécoslovaquie en car, les bras chargés d'une montagne de bagages parfois incongrus : au milieu de vêtements, de livres et de cassettes se cachaient des fers à repasser et même une petite machine à laver le linge. Sélectionnés dans leur pays après plusieurs tests difficiles, ils ne regrettent pas d'avoir quitté leur famille pour si longtemps. « *C'est la chance de ma vie de pouvoir travailler pour mon pays hors de mon pays* », explique Lucas. Comme ses camarades, il affiche un patriotisme tranquille et souhaite profiter le plus possible des méthodes pédagogiques françaises. Pas question pour ces jeunes d'évoquer la carrière, la réussite professionnelle ou l'argent. André, lui, envisage de continuer ses études en France après le lycée « *pour mieux servir la Tchécoslovaquie* ». Leur grande ambition : jouer les pigeons voyageurs pour « *rapprocher la Tchécoslovaquie de l'Europe* ».

Leur arrivée permet au lycée Carnot de renouer avec une longue tradition. De 1924 à 1948, puis de 1964 à 1973, l'établissement a reçu des dizaines de jeunes Tchécoslovaques dans ses classes. « *Mon premier professeur de français dans une toute petite ville de Bohême nous rappelait toujours qu'il avait étudié à Dijon* », s'est souvenu, lundi, M. Jaroslav Sedivy, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en France, venu en Bourgogne pour l'occasion. L'Association des anciens élèves du lycée conserve même une section tchèque et Mme Albert espère bien prolonger l'expérience : « *En arrivant ici j'ai été surprise de constater que d'anciens élèves tchèques viennent chaque année revoir le lycée*, observe-t-elle. *Dix nouveaux jeunes arriveront l'an prochain et dix encore l'année suivante.* » De son côté, l'Ecole supérieure de commerce de Dijon accueillera, à partir d'octobre, deux boursiers tchécoslovaques et l'Université de Bourgogne compte organiser des échanges d'enseignants. Les histoires d'amour ont parfois la vie longue.

RAPHAËLLE RÉROLLE

□ **Une campagne nationale du PS sur l'éducation.** – Le Parti socialiste a décidé de lancer une campagne nationale à l'occasion de la rentrée scolaire, sur le thème « A l'école, une stratégie de la réussite pour tous », a annoncé, lundi 10 septembre, Mme Sylvie François, secrétaire nationale adjointe du PS, chargée de l'éducation. « *La rentrée scolaire 1990 se situe dans un contexte à la fois difficile et encourageant* », a-t-elle estimé, en soulignant, d'une part, « *l'explosion* » de la demande scolaire et, d'autre part, « *les importants efforts budgétaires* » consentis par le gouvernement. Selon Mme François, entre 1988 et 1990, M. Jospin a créé 22 710 emplois, alors que son prédécesseur, M. René Monory, n'en avait créé que 1 510 les deux années précédentes. 1 300 postes d'instituteurs ont été créés, « *alors que M. Monory en avait supprimé huit cents* ».

POINT DE VUE

Dans la rue, s'il le faut...

par Yannick Simbron

C'EST sans aucun doute grâce à son école que la République s'est établie. Depuis, tous les débats autour de l'école et du système éducatif sont passionnels et trop peu rationnels. L'éducation nationale ne mérite ni excès d'honneur ni excès d'indignité. Nous récusons donc les discours des tragédiens professionnels, dont le seul mérite est de nous remettre en mémoire la chanson : *Y'a plus d'printemps... tout fout le camp...* Ce sont les mêmes qui, il y a quelques années seulement, développaient des thèses malthusiennes sur le nombre exagéré de bacheliers et d'étudiants ! Quant à la rengaine du « *niveau qui baisse* », depuis Aristote elle est, hélas, inusable.

La réalité, c'est qu'en vingt ans le nombre de bacheliers est passé de 167 000 à près de 400 000, soit 44 % d'une classe d'âge, et que le nombre d'étudiants a augmenté de 40 %. Et ces chiffres globaux ne rendent pas compte de la diversité et de la complexité d'un système qui doit préparer à cinquante bacs différents, à plus de quatre cents diplômes professionnel, techniques ou technologiques différents.

Tous les sondages montrent que parents et élèves ont plutôt une vision positive de l'école et de ses personnels. Ils ont bien raison. Ils savent que, sans l'engagement des personnels du système éducatif, sans leurs initiatives individuelles et collectives, le système serait totalement bloqué. Trop de politiques ministérielles incertaines et contradictoires, trop de budgets chichement comptés, trop d'improvisation, trop de bureaucratie tatillonne et paralysante... n'ont pu anéantir le dynamisme des personnels. Aujourd'hui, ils sont moroses, on le serait à moins. Ils le sont parce qu'ils savent que la massification qui atteint désormais les lycées ne conduit pas forcément à la démocratisation de l'enseignement. Leur volonté de démocratisation, de réussite pour le plus grand nombre, se heurte à des obstacles qu'il faut lever ou contourner.

Lorsque la demande atteint certains niveaux, la nature des réponses change radicalement. La demande est que nous atteignions pour la fin du siècle 80 % d'une classe d'âge au niveau du bac, et une qualification pour tous les autres. C'est une demande légitime en regard des besoins sociaux et économiques. Elle ne sera satisfaite qu'en démocratisant le système. Il ne se démocratisera que si l'on a la volonté et le courage de reconsidérer les contenus, les méthodes, l'évaluation, l'organisation du temps et de l'espace... Bref, une rigoureuse professionnalisation de nos métiers s'impose, une nouvelle formation pour tous les enseignants de la maternelle à la terminale est une nécessité urgente.

L'exemple de la physique-chimie

Il n'est plus possible de tolérer que les élèves scolairement les meilleurs, issus pour leur plus grand nombre des couches sociales les plus favorisées, bénéficient des meilleures conditions de travail, en effectif, en organisation du temps, en expérience des enseignants... Les enfants d'ouvriers et d'employés sont quatre fois moins nombreux en section C, trois fois plus nombreux en section G que les enfants des cadres supérieurs ! Le système conforte ainsi les hiérarchies sociales. Il faut bouleverser beaucoup de choses, disions-nous, certes, mais il faut s'y prendre intelligemment.

Lorsque le Conseil national des programmes suggère une réflexion sur l'enseignement des sciences expérimentales, il a raison. Lorsque le ministère en déduit qu'il faut sur l'heure supprimer la physique et la chimie en sixième et en cinquième, c'est consternant. Y aurait-il au ministère de l'éducation nationale une équipe de nuit chargée de transformer en plomb l'or découvert par l'équipe de jour ?

Cette exigence de qualification ne sera satisfaite qu'en maintenant un fort niveau d'investissement. Pour ce qui concerne l'éducation et la recherche, il s'agit bien d'investissements. Tout le monde devrait savoir que c'est la compétence et la culture des hommes et des femmes qui feront la différence sur les plans économique et social. Ceux qui l'oublieraient porteraient une responsabilité considérable au moment où la survie de la moitié de l'humanité et de la planète tout entière est en question.

Une telle ambition doit mobiliser tous les démocrates, pour qui le progrès ne doit laisser personne sur le bord du chemin. Nous nous y emploierons, dans la rue s'il le faut. Une telle ambition doit attirer, pour cette tâche exaltante, de nombreux jeunes qui veulent que leur vie ait un sens. Une génération sensible aux injustices du monde, capable de se soulever contre l'absurdité raciste doit trouver dans les métiers de l'éducation une vie épanouissante.

Etre éducateurs au service du peuple, être reconnus et considérés comme tels, voilà notre but.

► **Yannick Simbron est secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale.**

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès des frères Magharian en Suisse

Les témoignages accablants des taupes

La défense ayant retiré, lundi 10 septembre, sa requête de transfert du tribunal à Los Angeles pour y entendre un témoin, le procès des deux frères Magharian, accusés du blanchiment de 2 milliards de francs suisses provenant du trafic de drogue, devrait s'achever, comme prévu, en fin de semaine devant la cour d'assises de Bellinzone, dans le canton du Tessin. Après le réquisitoire du procureur, mardi 11 septembre, la défense présentera ses plaidoiries, tandis que le verdict est attendu pour jeudi soir ou vendredi.

BERNE

de notre correspondant

Le mini-coup de théâtre tenté à la fin de la semaine précédente par les avocats des inculpés aura finalement fait long feu. Appelé à témoigner à Bellinzone, un agent des douanes de Los Angeles, Thomas Schenk, avait expliqué avoir été contacté avant son départ pour la Suisse par l'ancien avocat de Dikran Altun, un ressortissant turc impliqué dans la vente de narcodollars aux frères Magharian à Zurich. Cet avocat, Mᵉ Ronald Minkin, lui a révélé que deux membres du cartel colombien de Medellin, Cesar Pineda et Levon Misserli, auraient contacté les deux courtiers pour leur proposer de *« reprendre l'accord conclu précédemment avec Altun »* et d'assurer, sans intermédiaires, un transfert de fonds provenant du trafic de drogue.

Mᵉ Minkin aurait précisé qu'il tenait ces affirmations de Cesar Pineda, son client depuis quinze ans. C'est à la suite de la saisie, en novembre 1986, à l'aéroport de Los Angeles, de 2 millions de dollars en petites coupures envoyés par Altun aux frères Magharian que la police américaine avait commencé à soupçonner les courtiers de Zurich.

Les révélations de l'agent des douanes de Los Angeles ayant été retenues comme nouvel élément à charge contre les inculpés, les avocats des frères Magharian s'étaient alors empressés de demander à entendre Mᵉ Minkin. Cité comme témoin, celui-ci avait refusé de se rendre en Suisse, si bien que son audition aurait impliqué le transfert provisoire de la cour à Los Angeles et un ajournement d'au moins quinze jours du procès. Ce report a pu être évité grâce à une décision du procureur, qui a estimé que *« le nouvel élément obtenu le 7 septembre ne constituait pas une preuve et pouvait être rayé des actes du procès »*.

Si la défense a ainsi marqué un point, le défilé d'une cinquantaine de témoins a néamoins permis de cerner un peu mieux la personnalité et les agissements des deux principaux protagonistes de la filière libanaise.

Mike, agent de la DEA

Le témoignage le plus accablant pour les accusés a été, sans doute, celui d'un agent de la DEA américaine (Drug Enforcement Administration), surnommé Mike, qui a affirmé que Barkev Magharian lui avait confié, lors d'une entrevue, que les deux frères savaient, avant même la saisie de Los Angeles, que l'argent transféré des Etats-Unis par Altun venait du cartel de Medellin. Mike, qui a travaillé en Suisse de 1984 à 1989 *sous un* nom d'emprunt, avait réussi à s'infiltrer dans le réseau des Magharian. Malgré les dénégations des deux courtiers de Zurich, il a maintenu que leurs opérations avec les Etats-Unis s'étaient poursuivies après l'épisode de Los Angeles et, que, auparavant déjà, ils avaient reçu 30 millions de dollars par le même canal.

L'agent de la DEA a indiqué que les fonds envoyés à Zurich par Altun étaient ensuite virés sur un compte du Banco de Occidente à Panama, contrôlé par le parrain colombien Pablo Escobar. Un autre agent américain, d'origine cubaine, a raconté comment il a réussi à s'introduire dans des milieux proches du cartel de Medellin et à découvrir les noms des titulaires des comptes de la banque panaméenne où aboutissait l'argent du trafic de cocaïne transféré par Altun aux frères Magharian. De son côté, Adriano Corti, un agent de change suisse devenu informateur de la police, a déclaré que les Magharian lui ont *« fait comprendre »* qu'ils recyclaient de l'*« argent sale »* en provenance des Etats-Unis, *« même s'ils n'ont jamais explicitement parlé de drogue »*. Corti, qui avait été impliqué dans la Pizza Connection avant d'être blanchi, avait aidé Barkev Magharian à obtenir un permis d'établissement à Lugano, tout en contribuant à remonter la filière libanaise après la découverte, en février 1987, de cent kilos d'héroïne dans un camion turc de passage à Bellinzone.

Le rôle de la Sharkarchi Trading

Autre témoin très attendu, le financier libanais de Zurich Mohamed Sharkarchi s'est surtout employé à se distancier de ses anciens partenaires en minimisant l'*importance de leurs relations* d'affaires. Arrivés à Zurich en 1984, après avoir fui, comme d'autres commerçants, la guerre civile au Liban, les Magharian avaient ouvert trois comptes à la Sharkarchi Trading, *« afin de pouvoir également disposer de mes infrastructures et de mes courriers »*, a admis son propriétaire. M. Sharkarchi a indiqué que les Magharian n'étaient *« pas des clients importants »*, ne leur ayant vendu que pour 12 millions de francs suisses d'or. Et, lorsqu'il a appris que deux valises de dollars qui leur appartenaient avaient été interceptées à l'aéroport de Los Angeles, il a soupçonné *« une affaire douteuse »* et s'est empressé d'en informer les responsables du commerce des devises du Crédit suisse.

Après l'affaire de Los Angeles, Mohamed Sharkarchi n'aurait effectué *« que quelques transactions communes de peu d'importance »* avec les Magharian. Il a cependant reconnu que certains de ses clients turcs, comme Celal Dahabi et Mehmet Yldirim, dont les noms ont également été cités dans le cadre de la filière libanaise, travaillaient, eux aussi, avec les deux frères. Soupçonnée d'être également impliquée dans le blanchiment d'argent sale, la Sharkarchi Trading fait l'objet d'une enquête pénale à Zurich. Ces soupçons avaient précipité, en octobre, la démission du vice-président de son conseil d'administration, l'avocat d'affaires Hans Kopp, dont l'épouse, Elisabeth Kopp, allait à son tour devoir se retirer de son poste de ministre helvétique de la justice.

Enfin, parmi les témoins, un jeune Turc de vingt-quatre ans, Mehmet Guven, incarcéré à Trieste et condamné à dix ans de réclusion pour sa participation à un trafic d'héroïne en Autriche, a déclaré ne pas connaître les Magharian, contrairement à ce que prétendait l'acte d'accusation. D'autres témoins cités par la défense – dirigeants de sociétés financières turques et arabes, employés et cadres de banques helvétiques – sont venus dire que les inculpés étaient *« des personnes honnêtes, de toute confiance »*.

JEAN-CLAUDE BUHRER

MÉDECINE

Arrêt de la commercialisation de deux barbituriques

Les laboratoires Houdé ont décidé, lundi 10 septembre, d'arrêter la commercialisation de leurs deux produits contenant du sécobarbital, commercialisé sous les noms d'Imménoctal et de Binoctal. Le détournement de ces produits barbituriques par les toxicomanes comme drogue de substitution avait entraîné une mise en garde des autorités sanitaires internationales, conduisant les laboratoires Houdé, il y a deux ans, à les faire inscrire au tableau B des stupéfiants.

L'Imménoctal, mis sur le marché français en 1954, sera supprimé vers la fin du mois et le Binoctal, mis sur le marché en 1961, en mars ou avril prochain. D'ici là, les commandes seront honorées jusqu'à épuisement des stocks se trouvant dans le circuit pharmaceutique. Actuellement, seulement quelques milliers de boîtes de ces deux produits sont vendues chaque mois en France.

L'effet hypnotique et sédatif de ces barbituriques a expliqué pendant longtemps leur utilisation dans le cadre des troubles du sommeil. Depuis, pour lutter contre l'insomnie, d'autres variétés de produits hypnotiques, comme par exemple les benzodiazépines, sont apparues sur le marché.

□ **Progression de l'épidémie de sida dans le Pacifique ouest.** – Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre de cas de sida a considérablement augmenté dans dix-huit pays de l'ouest du Pacifique en l'espace d'un an. Au 1ᵉʳ juillet, 2 406 cas de sida ont été recensés dans la région par l'OMS, contre 1 650 cas il y a un an, soit une augmentation de 46 %. L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande concentrent à eux seuls 93 % des cas. Dans les quinze autres pays couverts par l'OMS dans le Pacifique ouest, le nombre de cas est passé de 89 l'an dernier à 160 cette année. – (*UPI.*)

Une déclaration de M. Arpaillange

Un sursis pour l'application de la TVA aux professions juridiques ?

A l'ouverture, lundi 10 septembre à Strasbourg, du 34ᵉ congrès de l'Union internationale des avocats (UIA), le ministre de la justice, M. Pierre Arpaillange, a annoncé que l'assujettissement des professions juridiques françaises à la TVA, qui devait entrer en vigueur le 1ᵉʳ janvier prochain, pourrait être *« reporté de quelques mois »*, cette mesure lui paraissant, pour l'instant, *« prématurée »*.

« Je m'emploie à obtenir le report de cette mesure et j'ai l'espoir d'avoir été entendu au sein du gouvernement », a expliqué le garde des sceaux, qui n'a cependant fourni aucune date précise, tout en soulignant le *« caractère inéluctable »* de cet assujettissement, auquel sont déjà soumis les conseillers juridiques français et les avocats de la plupart des pays de la CEE.

Ce report ne satisfera pas pleinement une profession qui réclame la suppression de ce projet, faisant valoir que son activité est d'ordre intellectuel. Pour la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), un assujettissement à la TVA conduit à *« augmenter le coût d'accès à la justice de 18,6 % pour les particuliers, contrairement aux entreprises pour lesquelles il est fiscalement indolore »*.

Selon cette organisation, cette mesure sera *« insupportable pour une grande majorité de cabinets d'avocats ayant une clientèle de particuliers et assurant la défense au quotidien »*. La FNUJA a donc demandé *« l'instauration d'un taux réduit de nature à ne pas priver le citoyen d'un de ses droits fondamentaux »*.

□ **Un directeur d'école inculpé d'attentat à la pudeur.** – Le directeur de l'école primaire de Brussieu, près de Lyon (Rhône), a été inculpé, dimanche 9 septembre, *« d'attentats à la pudeur sur mineurs de moins de quinze ans par personne ayant autorité »* et écroué.

A la suite de plaintes de parents d'élèves, déposées au parquet de Lyon en juin dernier, une enquête avait été confiée à la gendarmerie de Saint-Laurent-de-Chamousset. Une soixantaine d'auditions d'élèves, d'anciens élèves, de parents et de collègues ont conduit les enquêteurs à placer l'enseignant, marié et père de deux enfants, en garde à vue, vendredi 7 septembre. Confronté aux élèves, il aurait partiellement reconnu les faits. Suffisamment en tout cas pour que Mᵐᵉ Suzanne Eyraud, juge d'instruction à Lyon, décide de son inculpation et de son incarcération.

Dès avant ces derniers développements, l'inspection académique avait nommé un remplaçant pour la rentrée.

COMMUNICATION

Un entretien avec le président du CSA

Suite de la première page

»Pour notre part, nous avons simplement invité les rédactions à respecter certaines précautions. Dans les premiers jours de la crise, les télévisions n'ont pas suffisamment pris le soin d'expliquer à des télé*spectateurs peu ou mal préparés le* contexte dans lequel elles avaient été amenées à travailler. Et l'on pouvait redouter qu'elles ne cèdent peu à peu à une course au scoop et au sensationnel particulièrement dommageable lorsque le sort des otages risques d'être en jeu. La diffusion de certaines images ne doit pas mettre en danger la sécurité des personnes. La liberté d'informer a ses limites : elle ne doit pas prendre de risque avec la vie humaine.

» Depuis notre communiqué, les chaînes ont d'ailleurs parfaitement mesuré ces enjeux et nous n'avons actuellement aucun grief à leur égard.

– Vos interventions à propos de la violence à la télévision ont eu, semble-t-il, moins de succès.

– Les polémiques ne datent pas d'aujourd'hui. Le premier rapport *sur ce thème remonte à 1974.* Encore faudrait-il savoir de quelle violence on parle. Le droit à l'information garanti par toute démocratie rend le spectacle de la violence incontournable. Le progrès de la civilisation, ce serait naturellement de faire reculer non pas l'image, mais la violence elle-même.

» Pour la fiction, en revanche, le problème est totalement différent. Il n'est pas acceptable de voir programmer des émissions d'une violence insoutenable dans le seul but de flatter certains goûts morbides du public ou de racoler des téléspecta*teurs supplémentaires. L'an dernier,* le CSA a sanctionné deux chaînes, infligé 10 millions de francs d'amende. Depuis, les progrès sont sensibles, mais encore insuffisants. Nous venons une nouvelle fois de saisir le Conseil d'Etat à propos de deux téléfilms.

– M. Jack Lang juge votre action inefficace. Ne vient-il pas de vous rappeler à l'ordre?

– Comme vous y allez! Un rappel à l'ordre n'aurait aucune base légale. Mais rien n'interdit au ministre de la culture de critiquer la médiocrité des programmes de télévision. C'est son droit et même son devoir. D'ailleurs, son constat est le nôtre. Il souhaite que les choses s'améliorent, nous aussi. Reste à savoir quel est le meilleur moyen d'y parvenir.

» Je ne crois pas que la multiplication des contraventions règle les problèmes de stationnement. S'il s'agit de modifier un comportement, il me paraît indipensable d'essayer d'abord la concertation : faire comprendre aux chaînes qu'elles doivent, dans leur propre intérêt, respecter leurs engagements et également les téléspectateurs. Si elles ne font pas les efforts nécessaires, le problème des sanctions – et pas seulement pécuniaires – se reposera.

– La concertation est restée sans effet dans le débat sur le parrainage. Le président de TF 1 ne vous menace-t-il pas d'une contre-attaque juridique?

– Le discours du président de TF 1 ressemble à ces rediffusions qui sont l'apanage de la télévision estivale. On ne peut sérieusement accuser le CSA d'abus de pouvoir quand il applique un décret de 1987 qui distingue précisément la publicité comme promotion du produit du parrainage, qui ne concerne que la seule image des firmes. La réglementation européenne est sur ce point encore plus stricte que le droit français. Or, les chaînes privées ont bafoué ce texte et en ont détourné l'esprit pour faire de la publicité en faveur de secteurs interdits d'antenne.

» Nous aurions été prêts à une lecture libérale du décret si les chaînes nous avaient proposé un code de bonne conduite raisonnable. Il n'en a rien été. Nous leur avons donc demandé de se conformer strictement à la réglementation à compter du 1ᵉʳ septembre. Elles s'y appliquent, certaines plus vite que d'autres, de meilleure grâce que d'autres.

« Une étape intermédiaire pour la Cinq »

– Mais les chaînes ne risquent-elles pas de perdre beaucoup d'argent?

– Je ne le pense pas. Le parrainage est un procédé indispensable aux grandes entreprises, et beaucoup d'entre elles le pratiquaient déjà sans le dévergonder. D'autres ont profité du détournement des textes et de la surenchère entre les chaînes pour faire de la publicité déguisée. Redéfinir les règles du jeu n'empêchera pas les entreprises d'investir. Le CSA mène actuellement *une étude détaillée qui montre que* les diffuseurs qui se plaignent de leurs mauvais résultats économiques en sont largement responsables.

– L'existence et les pratiques des centrales d'achat publicitaires ne pèsent-elles pas aussi sur les recettes des chaînes?

– Nous avons été les premiers à alerter le gouvernement sur ce danger dans notre rapport annuel et nous avons rendu dans ce sens un avis au Conseil de la concurrence. La fusion de Carat et d'Eurocom aurait donné à une centrale d'achat le contrôle de 40 % du marché *publicitaire des télévisions. Une* concentration qui représente un risque majeur, car un acheteur en position dominante peut aussi peser sur la programmation et exiger des émissions conformes aux souhaits de l'annonceur.

» La décision du ministre de l'économie et des finances va dans le sens de l'avis que nous avons donné puisqu'il interdit la concentration en France tout en ménageant la possibilité d'opérations communes en Europe. Le texte soulèvera peut-être quelques difficultés dans son application : le cas échéant, il appartiendra aux juridictions de trancher.

– En autorisant l'entrée de Hachette dans la Cinq, le CSA avait exigé en contrepartie de meilleurs programmes. Avez-vous le sentiment d'avoir été entendu?

– Nous l'avons réclamé, c'est vrai, et Hachette ne nous avait pas caché que telle était bien son intention. Le



M. Jacques Boutet

groupe ne peut que redorer le blason de la chaîne s'il ne veut pas ternir son image. Soyez bien persuadé, en tout cas, que le Conseil y veillera avec plus d'attention encore. La situation actuelle est, à l'évidence, une étape intermédiaire : une chaîne ne peut être éternellement conduite par trois directeurs généraux représentant les trois principaux actionnaires. Attendons de voir ce qui va se passer. Il est évident que toute nouvelle proposition de modification substantielle du capital devra s'accompagner d'engagements précis. Il appartiendra alors au CSA d'apprécier.

– Vous faites allusion à un éventuel retrait de M. Silvio Berlusconi?

– Je n'ai personnellement aucune information qui aille dans ce sens. Mais je ne crois pas que ce soit d'éventuel départ de M. Silvio Berlusconi qui serait à lui seul de nature à émouvoir le Conseil.

– Un an après la nomination de M. Philippe Guilhaume par le CSA, estimez-vous que le PDG d'Antenne 2-FR 3 est sur le point de redorer le blason de l'audiovisuel public?

– Nous entrons maintenant dans une période où il nous sera plus facile de juger son action. Passé les hésitations compréhensibles des premiers mois, la grille d'automne est le premier véritable test des équipes dirigeantes. Sur le papier, il y a déjà des éléments positifs. L'harmonisation des programmes des deux chaînes est en progrès.

» On peut également noter le retour à 20 h 30, sur Antenne 2, de certaines émissions susceptibles de satisfaire tous ceux qui regrettaient que la grande chaîne publique se contente de copier maladroitement la Une avec moins de moyens, en repoussant vers la nuit les émissions de qualité à plus faible audience. Le service public est précisément là pour répondre à des demandes qui ne peuvent être satisfaites par la simple logique du profit. Ce qui est d'ores et déjà amorçé sur FR 3 nous paraît satisfaisant.

– Un bon point pour M. Guilhaume?

– Méfions-nous des effets d'annonce et attendons de voir les émissions pour juger vraiment. Il y a encore trop d'émissions de qualité médiocre. Nous attendons du service public qu'il fasse preuve d'imagination, de créativité et d'innovation. Reste le préoccupant problème de la production : le budget de commandes de l'an dernier n'a pas été ce qu'il aurait dû être. Nous verrons ce qu'il en sera cette année. Il faut enfin améliorer les émissions de jeunesse qui devraient être à l'avant-garde de la qualité.

» Le Conseil souhaite que les contrats d'objectif qui doivent être prochainement signés par les chaînes ne se limitent pas à des critères d'audience et fassent une référence explicite à ces orientations. »

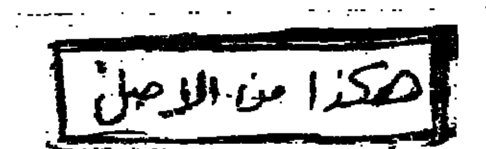
Propos recueillis par
PIERRE-ANGEL GAY
et JEAN-FRANÇOIS LACAN

Rachat des quotidiens de l'ex-PC hongrois

Huit des quotidiens régionaux hongrois appartenant à l'ex-Parti communiste ont déjà été achetés par des groupes occidentaux autrichiens, ouest-allemand et britannique. Le groupe WAZ de RFA a ainsi repris le *Fejer Magyar Hirlap* (centre du pays, 55 000 exemplaires) et *Vas Nepe* (Ouest, 68 000 exemplaires). Le britannique Associated Newspapers a racheté *Kisalfold* (Nord-Ouest, 92 000 exemplaires). Le groupe autrichien FVD Funk Verlag reprend pour sa part *Eszak-Magyarorszag* (Nord, 82 000 exemplaires), *Hadju-Bihar Naplo* (Est, 76 000 exemplaires) et *Kelet Magyarorszag* (est, 90 000 exemplaires). Krone Verlag, un autre groupe autrichien, a acheté *Naplo* (61 000 exemplaires) et *Zalai Hirlap* (Ouest, 75 000 exemplaires). Dans tous les cas, les employés de ces journaux *ont* gardé *des participations* allant de 20 % à 49 %.

□ **Ringier achète l'hebdomadaire tchécoslovaque *Profit*.** – Le groupe de presse suisse Ringier (*l'Hebdo*, *Blick*) vient d'acheter 67,5 % de l'hebdomadaire économique tchécoslovaque *Profit*. Ce journal de seize pages sera soutenu par l'hebdomadaire germanophone *Cash*, que Ringier édite en Suisse.

□ ***Le Quotidien du maire* devient hebdomadaire.** – A partir du 12 septembre, *le Quotidien du maire* passe du rythme de quotidien à celui d'hebdomadaire et change de titre pour devenir *l'Hebdo du quotidien du maire*. La direction affirme ainsi vouloir répondre aux désirs de ses lecteurs. Ce changement devrait aussi permettre, selon la direction, une extension du lectorat à tous les publics concernés par la décentralisation. Le journal, lancé en juillet 1987 par MM. Philippe Tesson et Jean-Jacques Guillet, espère atteindre 30 000 abonnés d'ici à 1993 avant de se lancer en kiosque. Il en compte aujourd'hui 11 000.



هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

De nouvelles carrières pour les docteurs

« Les facultés de médecine ne doivent plus se limiter à la formation des futurs praticiens », nous déclare le professeur André Gouazé, président de la conférence des doyens

« VOUS venez de mettre en place une forme tout à fait originale de jumelage entre les quatre facultés de médecine et de droit des villes de Tours et de Poitiers. Ainsi pour la première fois, on inaugure des passerelles officielles entre ces disciplines universitaires jusqu'ici étrangères. Quelles sont les raisons d'une telle initiative ?

– Le troisième cycle de « droit médical » que nous mettons en place lors de cette rentrée universitaire fait partie d'un projet qui date déjà d'une dizaine d'années. Depuis longtemps, la formation médicale s'est laissé enfermer dans les carrières de soins. C'est particulièrement vrai pour ce qui est du troisième cycle de médecine générale et du troisième cycle de spécialités.

» Actuellement, pour obtenir le diplôme de docteur en médecine, il faut faire l'un de ces deux cycles. Or, lors de ces deux dernières décennies, la médecine a considérablement évolué en pénétrant dans de nombreux secteurs de la société, qu'il s'agisse – pour ne prendre que ces exemples – de la médicalisation croissante de la naissance, de la sexualité ou de la vieillesse. Je suis persuadé qu'avec de telles évolutions nous allons assister, sinon à un éclatement des structures de formation médicale, du moins à un recul de leurs frontières. Les facultés de médecine ne doivent plus se limiter à la formation des futurs praticiens.

– Voulez-vous dire que la formation médicale telle qu'elle est organisée aujourd'hui n'est pas en phase avec la pratique actuelle de la médecine ?

– Je le pense. Même s'il reste beaucoup à faire, on a notablement progressé pour ce qui concerne le premier et le deuxième cycle. En revanche, le troisième cycle pose problème. Il faut mettre en place un troisième cycle diversifié, à options, qui conduise à des carrières médicales qui ne soient pas obligatoirement des carrières praticiennes.

– A quels types de carrières pensez-vous ? Pouvez-vous donner quelques exemples ?

– Il y a bien évidemment tout ce qui concerne la santé publique, l'épidémiologie. On peut également penser à la presse, à l'édition et à la documentation médicales. Songez, par exemple, qu'il n'existe aucun bibliothécaire de grand centre de documentation médicale de faculté ou d'industrie pharmaceutique qui soit médecin. Je pense aussi à tout ce qui touche à la communication médicale, à la gestion et à l'administration des hôpitaux. Il est à mon sens dommage et tout à fait anormal qu'il n'y ait pas un directeur d'hôpital et notamment de CHU qui soit actuellement médecin. On peut également citer les carrières de l'environnement, l'architecture, la psychologie... Il y a tout naturellement l'industrie pharmaceutique mais aussi celle du matériel médical de l'agroalimentaire et de la bio-ingénierie. Et puis, également, le secteur juridique et le droit médical. Au total, de très nombreux secteurs s'ouvrent aujourd'hui à la médecine et nous devons absolument saisir cette opportunité.

« S'ouvrir sur les autres disciplines »

– Comment expliquer qu'il ait fallu attendre 1990 pour qu'une telle réflexion commence à être menée et ce alors même que les transformations sociales et médicales que vous évoquez ne sont pas vraiment récentes.

– Je ne sais pas très bien. Dans les années 70, après la réforme Edgar Faure et la création de nouvelles universités, les facultés de médecine se sont un peu refermées, isolées. Souvent, les présidents d'université ont cherché à « normaliser » nos facultés. Nous estimons que nous avons au sein de l'université une véritable spécificité. Peut-être nous sommes-nous laissé enfermer dans nos carrières de soins. Pour ma part, je n'avais jamais jusqu'à ces derniers temps mis les pieds à la faculté de droit ou à la faculté des lettres. Aujourd'hui, les enseignants de ces facultés commencent à venir chez nous. C'est formidable. La formation médicale doit s'ouvrir sur les autres grandes disciplines de l'université mais aussi sur les grandes écoles.

– Là encore, pouvez-vous nous donner quelques exemples ?

– Avec M. Daniel Gourisse, directeur de l'Ecole centrale et président de la conférence des grandes écoles, nous avons bâti un projet qui permettra de faire demain des « médecins centraliens » et des « centraliens médecins ». L'Ecole centrale sera une première expérience, d'autres associations étant possibles avec d'autres écoles d'ingénieurs. Nous avons en faculté de médecine des étudiants titulaires d'un bac C, mention bien, qui se dirigent généralement ensuite vers la biologie, la biophysique ou la biochimie. Pour eux, un tel projet peut être très intéressant. Les perspectives de carrière sont excellentes, qu'il s'agisse de la bio-ingénierie, du génie chimique et agroalimentaire ou encore du génie civil. L'École polytechnique et l'ENA pourraient également entrer dans un tel système.



– Pour revenir au projet des « médecins centraliens », comment en pratique les choses seront-elles organisées ?

– Les étudiants en médecine concernés suivront normalement les premier et second cycles. Leur troisième cycle en revanche sera différent, spécifique, et ils soutiendront au terme de leurs études une thèse en rapport avec leur nouvelle formation. Les étudiants souhaitant entrer à Centrale ne prépareront pas l'internat mais bénéficieront d'une préparation spécifique avec des unités de valeur particulières. Pour être admis à préparer le concours de sélection d'entrée à l'École centrale, ces étudiants devront satisfaire à l'une des conditions suivantes : avoir obtenu la mention bien au baccalauréat C ou D, avoir été classés dans les premiers 10 % au concours de sélection de première année ou posséder deux certificats de maîtrise en fin de première année de deuxième cycle. La sélection à l'entrée à Centrale se fera sur dossier et entretien.

Le devoir d'ouverture

– Vos confrères doyens des facultés de médecine sont-ils en accord avec vous quant à ces nouveaux projets ? N'êtes-vous pas ici perçu comme un marginal ?

– Je ne suis surtout pas marginal, peut-être tout simplement en avance. Ce qui me semble important dans ce projet, c'est l'esprit d'ouverture. L'ouverture de la médecine sur la société et celle de la formation médicale sur les autres grandes formations. Chez mes collègues doyens, il y a ceux qui ont trouvé ce projet bon ou excellent. Et puis, il y a ceux qui sont réticents par exemple au fait que l'on délivre un diplôme de docteur en médecine à des étudiants qui n'auront pas fait un troisième cycle de soins et qui ne pourront donc pas, bien évidemment, dispenser de soins. J'ai rencontré cette même réticence au niveau du ministère de la santé alors même que le conseil de l'ordre des médecins voit ce projet d'un œil favorable.

» D'autre part, pour que ce projet soit définitivement mis en forme, il faut une modification législative qui permettra la délivrance du diplôme de docteur en médecine – mention « droit médical », « industrie » ou « administration et gestion » – à des étudiants qui n'auront pas fait le troisième cycle actuel.

– Ces projets ne concerneront-ils selon vous que quelques facultés volontaires ? Intéresseront-ils au contraire l'ensemble des facultés de médecine de France ? Plus généralement, s'agit-il là d'une remise en cause fondamentale de ce qu'ont toujours été ces facultés, c'est-à-dire un endroit où l'on « faisait sa médecine » ?

– Je pense que ces projets doivent s'élargir à l'ensemble des facultés de médecine. Mais je veux insister très fortement sur le fait que la faculté de médecine, sa compétence et son humanisme seront toujours là pour former des médecins au service du malade. Cela ne changera pas. Cela dit, il ne faut pas mésestimer ou occulter l'évolution de notre société. La médecine et la formation médicale doivent s'adapter.

– Faut-il voir dans cette nouvelle ouverture une forme de réponse au douloureux problème que pose et que posera demain la surpopulation médicale française ?

– Attention, je ne pense pas ici à la reconversion des médecins, même si la situation actuelle de la démographie médicale traumatise. Peut-être ce projet permettra-t-il d'apporter quelques solutions mais ce n'est pas son objectif principal. Il s'agit là d'un projet d'avenir qui concerne avant tout les étudiants qui vont entrer en faculté et peut-être aussi quelques-uns de ceux qui entrent aujourd'hui. Je souhaiterais que dès le lycée les élèves soient informés des nouvelles possibilités que leur offriront les études médicales.

– On a souvent évoqué la part de responsabilité des doyens des facultés de médecine dans la situation actuelle de la démographie médicale. Qu'en est-il selon vous ?

– Quoi que l'on dise, ou que l'on ait pu dire, ce ne sont pas les doyens qui sont responsables de ce problème. Il est trop facile de nous accuser. La conférence des doyens est une assemblée que l'on pourrait qualifier d'assemblée de « sages ». Nous avons horreur de la polémique et beaucoup de difficultés à faire passer notre message dans la presse médicale.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

Lire la suite page 15

Les fausses notes du big-bang

Emotion chez les cosmologistes. La théorie sur les origines de l'univers est ébranlée par une des découvertes qui a contribué à l'établir

C'ÉTAIT en 1965, à Holmdel, petite localité du New-Jersey. Les laboratoires ATT Bell venaient d'engager deux jeunes spécialistes de radioastronomie, Robert Wilson et Arnold Penzias, dans le but de résoudre un problème de communications radio. Il s'agissait essentiellement de scruter le ciel avec une antenne hypersensible de façon à identifier les sources de bruit susceptibles de brouiller les communications avec les satellites. Cela n'avait *a priori* rien de très excitant, si ce n'est que le récepteur qu'ils utilisaient, un cornet orientable de 6 mètres d'ouverture, était à la pointe de la technologie. Il comportait, entre autres, un système cryogénique lui permettant de capter des signaux radio extrêmement faibles.

Très vite, ce travail de fourmi se heurte à un obstacle irritant : un bruit de fond, plus important que prévu, se superpose à toutes les mesures. En bons expérimentateurs, Penzias et Wilson font tout pour s'en débarrasser. La petite histoire, racontée de main de maître dans un livre à succès (1), dit qu'ils allèrent jusqu'à déloger un couple de pigeons qui nichait dans l'antenne, de peur que le guano n'ait des propriétés électriques insoupçonnées. Mais rien n'y fait : un rayonnement radio continu émane du fond du ciel, avec une intensité qui ne varie ni avec l'heure du jour, ni avec la saison, ni avec la région du ciel visée par l'antenne...

La suite constitue le premier chapitre de tous les ouvrages de cosmologie. Ce « bruit de fond » de Penzias et Wilson est unanimement interprété comme le rayonnement, très atténué, du big-bang, l'événement cosmique le plus lointain vers lequel puissent remonter les lois de la physique : la naissance de l'univers. Et les chercheurs, récemment réunis aux deuxièmes « Rencontres de Blois » consacrées à la cosmologie physique, étaient là-dessus unanimes : pour mystérieuse que reste cette « singularité », vieille d'environ quinze milliards d'années, d'une densité infinie et d'une température supérieure à 10 milliards de degrés, le scénario qui en est résulté peut être reconstitué dans ses moindres détails.

Pendant le premier millionième de seconde apparaissent des photons de lumière et des particules élémentaires, quarks, électrons, neutrinos, ainsi que leurs antiparticules. Une impressionnante annihilation se produit alors, suivie en quelques minutes de la condensation des quarks en protons et neutrons, constituants ordinaires des noyaux atomiques. L'expansion suivant son cours, la température de cette soupe opaque diminue, permettant aux premiers noyaux de capter des électrons pour former des atomes.

La conjuration du big-bang

Au bout de trois cent mille ans, l'univers devient suffisamment transparent pour que sa lumière puisse enfin se propager librement. Initialement émis à une température d'environ 10 000 degrés sous forme de lumière visible, ce rayonnement s'est peu à peu dilué. Ce qu'il en reste aujourd'hui est équivalent à ce qu'émettrait une enceinte opaque (un « corps noir », disent les physiciens), refroidie à une température de 3 degrés au-dessus du zéro absolu, soit –270 degrés Celsius (2).

C'est ce rayonnement qu'ont capté Penzias et Wilson. Avec deux autres faits expérimentaux, l'expansion de l'univers et l'abondance des premiers éléments chimiques synthétisés, le rayonnement cosmologique constitue l'un des trois piliers du big-bang.

Trois piliers, c'est peu pour étayer une théorie, disent certains cosmologistes, en particulier les tenants d'un univers stationnaire (sans début ni fin) qui n'ont pas encore rendu les armes. Geoffrey Burbridge, de l'université de Californie à San Diego, affirme par exemple qu'il existe une véritable conjuration en faveur de l'hypothèse du big-bang. Selon lui, l'observation de Penzias et Wilson a été d'emblée interprétée comme un rayonnement de corps noir, alors qu'il aurait fallu beaucoup d'autres mesures, à des fréquences radio différentes, pour en apporter la preuve.

« Si l'unanimité s'est faite aussitôt dans la communauté scientifique, réplique Jim Peebles, de l'université de Princeton, l'un des premiers à avoir proposé cette explication, *c'est que plusieurs théories avaient depuis longtemps prévu l'existence de ce rayonnement. Le physicien George Gamow avait même, en 1946, et dans l'indifférence générale, calculé que cette lumière fossile devait être refroidie à 10 degrés au-dessus du zéro absolu... Avec le recul, il paraît très surprenant que cet écho du big-bang n'ait pas été recherché plus tôt. Il y a sans doute à cela une explication sociologique : la cosmologie n'était pas prise très au sérieux et il ne serait venu à l'esprit de personne de tester des notions aussi spéculatives, alors que cela était tout à fait à la portée des techniques de l'époque. »*

La danse des cordes

George Gamow lui-même a avoué qu'il n'avait jamais songé à détecter le rayonnement qu'il avait prévu. *« Cette histoire est d'ailleurs encourageante*, observe Jim Peebles. *D'autres découvertes analogues sont peut-être à notre portée, mais restent en sommeil parce qu'elles ne découlent d'aucune théorie en vogue. »*

Vingt-cinq ans après sa découverte, le bruit de fond de Penzias et Wilson est bien le fossile le plus ancien dont disposent les cosmologistes. Une preuve supplémentaire de son caractère antique tient à ce qu'il paraît légèrement plus « chaud » dans la direction de la constellation du Lion, et plus « froid » dans la direction du Verseau, ce qui traduit le déplacement de notre propre galaxie (à 600 km/s !) par rapport au reste de l'univers. Mais, si l'on fait abstraction de ce mouvement, le rayonnement cosmologique manifeste une étonnante homogénéité.

Les dernières mesures du satellite COBE (Cosmic Background Explorer) montrent que les éventuelles variations d'intensité de ce rayonnement sont inférieures au dix-millième (3). Un résultat qui s'accorde bien avec la structure – très homogène – de l'univers à grande échelle (celle des amas et superamas de galaxies), mais très mal avec sa structure à l'échelle des galaxies, caractérisée par une évidente hétérogénéité. Une question délicate tient donc en échec la théorie du big-bang : si le rayonnement cosmologique était dès l'origine parfaitement homogène, et l'expansion qui a suivi exactement symétrique, comment les galaxies ont-elles pu se former ?

NICOLAS WITKOWSKI

Lire la suite page 14

(1) *Les Trois Premières Minutes de l'univers*, de Steven Weinberg, Le Seuil, 1978.

(2) Les mesures les plus récentes, celles du satellite COBE, donnent précisément 2,735 degrés Kelvin.

(3) Lire *le Monde* du 4 avril 1990.

Se reconvertir ou mourir

L'entretien accordé au *Monde* par le professeur André Gouazé *(Tours), président de la Conférence des doyens*, marque la fin d'une époque, celle où les facultés de médecine consacraient leur savoir et leur énergie à la formation de médecins hospitaliers ou libéraux qui ne devaient pratiquer leur art que dans le cadre, prestigieux et souvent bien rémunéré, de la médecine praticienne. Sans doute la situation explosive créée par l'évolution de la démographie médicale explique-t-elle l'urgence ressentie par les universitaires à trouver d'autres voies d'exercice professionnel pour les futurs titulaires du doctorat.

Cette situation est déjà à l'origine du phénomène qui voit – plus pour des raisons économiques que par véritable conviction – de nombreux jeunes praticiens exercer une médecine « différente », notablement éloignée – du point de vue tant diagnostique que thérapeutique – de celle qui leur fut enseignée au cours de longues études dans les amphithéâtres et les services hospitaliers. Pour autant, les nouveaux chemins professionnels inaugurés par les facultés de médecine fournissent-ils une panacée au douloureux problème que pose aujourd'hui l'inadéquation entre l'offre médicale et la demande de soins ?

Les chiffres sont connus. On compte en France, selon le conseil national de l'ordre, près de cent soixante-dix mille médecins actifs parmi lesquels cent trente-cinq mille libéraux. Et les projections statistiques laissent penser qu'ils seront deux cent mille dans quinze ou vingt ans. Difficultés parfois considérables au moment de l'installation, concurrence multiforme, nombre croissant de praticiens travaillant, faute de patients, à la limite extrême de l'équilibre financier, l'exercice libéral de la médecine est loin du modèle dont les facultés se sont trop longtemps inspirées. Faute de prévisions chiffrées, d'un courage politique et d'une prise de conscience réelle des professionnels, on a, depuis vingt ans, laissé s'engorger les circuits de la formation médicale en postulant que le système français de couverture sociale permettrait d'absorber et de faire vivre plus de médecins que de raison.

Or, les mêmes causes conduisant aux mêmes impasses, on néglige totalement ou presque aujourd'hui ce qui permettrait de fournir un premier remède à cette profession menacée de sinistre. Souvent évoquée (notamment lors des conflits médico-politiques), rarement mise en œuvre, la reconversion des médecins sortant de la faculté n'est encore généralement qu'un vœu pieux (1).

Tout se passe ici comme si, par calcul ou par inconscience, les pouvoirs publics laissaient le secteur libéral imaginer et trouver une solution à un problème qui le dépasse. L'ampleur du problème et ses multiples conséquences – tant sur la qualité des soins dispensés que sur l'équilibre du système de couverture sociale – imposerait pourtant que l'on cherche au plus vite une solution à un mal qui, faute d'avoir été à temps diagnostiqué par les professionnels, ne fera demain qu'empirer.

J.-Y. N.

(1) Parmi les rares structures visant à aider les jeunes médecins à la reconversion professionnelle on peut citer l'association Médecins-Solidarité (docteur Emilio La Rosa, 7, avenue Gourgaud, 75017 Paris. Tél : (1) 47-66-59-87) et l'ARM (Association de réorientation des médecins (de la CSMF) docteur Patrick Brezac. Tél : (1) 47-05-59-72).

Humains, presque humains

Vie et mœurs de l'homme de Neandertal

LIMOGES

de notre correspondant

LES hommes de Neandertal *(Homo sapiens neanderthalensis)* peuplèrent l'Europe et l'Asie du Sud-Ouest entre soixante-dix-mille ans et trente-huit mille ans avant Jésus-Christ, plus de trente millénaires; après quoi, ils disparurent sans descendance actuelle, pour laisser la place à notre ancêtre direct, l'homme de Cro-Magnon *(Homo sapiens sapiens)*, qui fut découvert, à quelques lieues de Brive, dans la vallée de la Vézère.

Ces Neandertaliens perfectionnèrent la taille de la pierre en passant du biface primitif à l'industrie des éclats-outils. Ce fut le moustérien. Au colloque sur «Les moustériens charentiens» qui a eu lieu récemment à Brive (Corrèze), organisé par l'Institut du quaternaire de l'université Bordeaux-I, la circonscription des Antiquités préhistoriques du Limousin et le laboratoire anthropologique et biologique du Muséum national d'histoire naturelle (CNRS), les intervenants sont tombés d'accord, en y mettant quelques nuances, pour apposer un signe d'égalité entre les termes néandertal et moustérien.



MUSÉE DE L'HOMME

Les hommes de Neandertal peuplèrent l'Europe et l'Asie trente-huit mille ans durant.

Une culture particulière

Quant au moustérien charentien, sujet, en principe, des travaux de Brive, il n'a pas fait la même unanimité. Au point que M. Marcel Otte (université de Liège, Belgique) a pu parler d'une *«illusion charentienne»*.

De quoi s'agit-il? Dans une industrie lithique très homogène, *«qui se caractérise par une grande standardisation de l'outillage, le charentien*, a résumé M. Jean-Pierre Texier (Bordeaux-I), *est le seul moustérien qui a des particularités régionales marquées»*. Il a été localisé, comme son nom l'indique, au nord du Bassin aquitain; il est surtout présent dans la partie ouest de la France, ainsi que dans le Languedoc.

Cet outillage se distingue notamment du moustérien classique, fait de lames minces, par un fort pourcentage de racloirs d'une plus grande épaisseur, avec un dos assez large au niveau du talon, une forme triangulaire, des réutilisations et des réaffûtages fréquents. L'identification de cette pratique particulière, voici quelques décennies, à partir des fouilles des grottes aquitaines de La Quina et de la Ferrassie, a conduit à l'hypothèse d'une ethnie particulière, qui, dans le grand ensemble néandertalien, aurait développé des techniques, et donc une culture différente.

C'est cette hypothèse qui a été mise à mal au colloque de Brive. Au profit d'une hypothèse nouvelle. La production charentienne n'aurait pas été la pratique particulière d'un groupe humain isolé, mais le résultat d'une «chaîne opératoire» utilisée partout et par tous les Neandertaliens dans certaines circonstances particulières. Par exemple, lorsque s'imposaient un *«emploi parcimonieux»* et une *«exploitation plus économique de la matière première»* (Nicolas Rolland, Victoria, Canada): si les lieux d'approvisionnement du bon silex étaient loin du campement, si les rigueurs du climat et la couverture de neige ne permettaient pas d'aller en chercher, etc.

Des capacités conceptuelles

D'autre part, les refroidissements du climat aquitain liés aux phases glaciaires, en obligeant à se réfugier de façon prolongée dans les grottes et les abris sous roche, donnaient plus de temps pour *«mieux finir le façonnage des outils»* que pendant les périodes plus clémentes. *«Le charentien ne constitue donc pas une entité classificatoire autonome interprétable comme tradition, mais le segment extrême d'un continuum morphologique.»*

Ce changement d'hypothèse ouvre de nouvelles perspectives sur la vie néandertalienne. Le choix d'une chaîne opératoire adaptée aux circonstances révèle *«des capacités conceptuelles d'un registre plus étendu que celui attesté par la seule production locale»* (communication commune CNRS – Institut du quaternaire, Bordeaux-I).

Les humains de l'époque possédaient *«une gamme et une variété de techniques qui n'étaient pas le fait d'un groupe mais pouvaient être ouvertes à tous»* et qui prouvent une *«tradition culturelle et technique»* susceptible de réfléchir sur elle-même en fonction de données et de nécessités extérieures.

Ce regard neuf vient conforter une nouvelle approche du monde moustérien. *«Pendant un siècle*, dit Erik Trinkaus (Albuquerque, Nouveau-Mexique), *les préhistoriens se sont tous mobilisés sur les problèmes de notre parenté avec la branche neandertalienne, qui a disparu. Maintenant, on commence à s'intéresser davantage aux conditions de comportement, qui sont, en fin de compte, les vraies questions d'évolution.»* Après avoir interrogé exclusivement les outillages, on interroge les ossements de quelque cinq cents individus découverts à travers le monde (dont, pour certains, quelques ossements ou de simples dents), l'environnement ancien que l'on retrouve dans les argiles et les pollens; la collaboration de plusieurs disciplines – *«absolument nécessaire»* – dégage peu à peu le profil humain, la vie privée, de l'homme de Neandertal.

En Aquitaine, il vivait sous un climat plus ou moins froid selon les époques, dans une steppe analogue à celle de La Laponie. Il avait des proportions *«proches de celles que l'on rencontre chez les populations arctiques modernes, avec des avant-bras et des jambes réduits relativement aux bras et aux cuisses»*, et qui *«répondaient à une adaptation anatomique au froid»*. Il avait *«un grand développement musculaire»* (Jean-Jacques Hublin, CNRS). Des mains de *«capacité similaire à celles de l'homme moderne pour les préhensions précises et plus de facilités pour les préhensions d'objets volumineux»* (Bernard Vandermeersch, Bordeaux-I).

Il était chasseur de rennes en période de grand froid, de cheval, de mammouth ou de daim en période plus clémente. On sait, par l'étude des éclats, qu'ils étaient emmanchés sur du bois, que l'os devait servir comme outil de taille : *«Une telle démarche, aussi spécifique et non obligatoire, puisque substituable par d'autres outils de taille, pierre, bois animal, voire végétal, indique clairement qu'il s'agit d'un système technique perfectionné»* (André Vincent, CNRS).

La chasse au gros gibier nécessitait une certaine division du travail, et donc une certaine organisation sociale. Les préhistoriens pensent aujourd'hui qu'une grotte ou un abri pouvait servir de «camp de base» permettant à des semi-nomades, qui partaient dans le rayon relativement restreint d'un territoire bien connu, de s'approvisionner en viande ou en pierres pour la taille. Les grottes récemment fouillées semblent montrer aussi une organisation sociale et professionnelle de l'espace commun, et donc un langage organisé : le coin des dépeceurs, le foyer, les réserves, l'habitat, etc. On ne sait rien, par contre, du nombre d'individus qui pouvaient constituer un groupe humain de base.

Quant à l'inhumation des morts, attestée par la découverte de l'homme de la Chapelle-aux-Saints, en 1908, il n'est plus si certain qu'elle ait été liée à la naissance d'un sentiment religieux ni d'un rituel funéraire; il pouvait y avoir une nécessité pratique – et de sécurité – à enfouir le corps d'un mort.

De l'étude des dents, Erik Trinkaus a tiré, en revanche, des données assez précises sur la vie des groupes. 75 % des Neandertaliens souffraient d'hypoplasie (amincissement) de l'émail dentaire, qui est due à une carence alimentaire et qui prouve donc une malnutrition.

Or les enfants en bas âge n'en souffraient pas et le mal apparaissait vers l'âge de douze ou treize ans; ce qui semble signifier que les enfants néandertaliens faisaient l'objet de soins particuliers – et, en quelque sorte, prioritaires pour l'alimentation – et que la pénurie commençait lorsque l'adolescent rejoignait le monde adulte et devait se débrouiller seul. Par contre, les successeurs, les hommes de Cro-Magnon, ne sont que 30 % à présenter des cas d'hypoplasie de l'émail. Ce qui révèle une bien meilleure nutrition et donc des méthodes beaucoup plus efficaces de chasse. Ainsi, puisque ces deux branches des *Homo sapiens* ont cohabité pendant quelques millénaires dans une nature famélique, l'extinction des Neandertaliens pourrait s'expliquer par l'insuffisance de la nourriture. C'est une hypothèse d'une cruauté darwinienne. *«Mais*, répond Erik Trinkaus, *la nature est darwinienne.»*

GEORGES CHATAIN

Les fausses notes du big-bang

Suite de la page 13

Depuis une dizaine d'années, les théories se succèdent à un rythme accéléré pour tenter de répondre à cette question. Les neutrinos, particules quasi indétectables, dont la masse (encore incertaine) aurait pu générer les structures observables, ont eu leur heure de gloire en 1982. Ils ont cédé la place aux «cordes cosmiques», objets hyperdenses (et très hypothétiques) dont la popularité a récemment diminué au profit de la «matière froide».

La découverte de cette matière cachée, et activement recherchée, aurait l'intérêt supplémentaire d'expliquer pourquoi l'univers est si «plat» : il semble avoir précisément la densité critique qui lui assure une expansion indéfinie. Mais, pour un cosmologiste, cela est aussi improbable que de voir une pièce de monnaie lancée en l'air retomber sur la tranche.

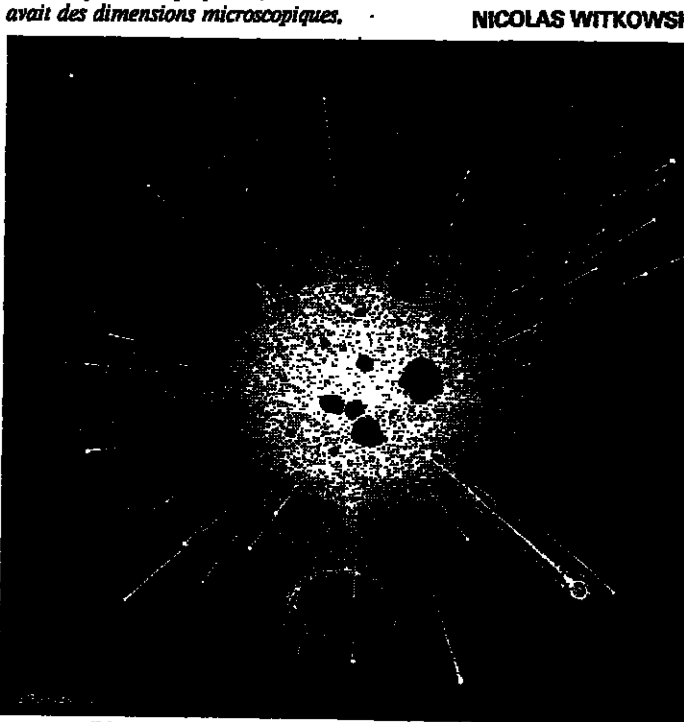
Le modèle «standard» du big-bang déclarant forfait, une autre théorie semble en mesure de résoudre tous ces paradoxes. Il s'agit de l'«inflation cosmique», dont le bouillant Andreï Linde, de l'Institut Lebedev de Moscou, s'est fait le talentueux promoteur. Sans entrer dans les subtilités quantiques qui la justifient, l'inflation se traduit par une expansion démesurée et quasi instantanée de l'univers initial. De quoi transformer en un clin d'œil le volume d'un microscopique proton en une région beaucoup plus grande que l'univers observable.

Ses dimensions, sous l'effet d'une «transition de phase», auraient été soudain considérablement augmentées, avant de retrouver le taux d'expansion plus modeste que l'on mesure aujourd'hui. Conséquences : l'univers doit être plat, comme le paraîtrait localement toute sphère ayant subi une aussi grande dilatation. Il doit être homogène à grande échelle, puisque issu d'un domaine extrêmement restreint, et probablement lui aussi homogène. Il doit enfin, à petite échelle, présenter des fluctuations de densité, dont ont fort bien pu naître les galaxies.

«C'est une belle idée! reconnaît Jim Peebles, *mais rien d'autre qu'une belle idée. Le scénario inflationniste n'a aucune conséquence vérifiable, si ce n'est qu'il prévoit dans le rayonnement cosmologique des inhomogénéités cent fois plus petites que celles qui sont accessibles au satellite COBE.»* Il en faudrait plus pour désarmer Andreï Linde, qui prend un malin plaisir à jouer les apprentis sorciers. *«Puisque, avant l'inflation*, explique-t-il, *l'univers avait des dimensions microscopiques, rien ne s'oppose à ce qu'il ait été créé à partir de fluctuations du vide quantique, c'est-à-dire de (presque) rien.»* Non seulement, l'hypothèse est physiquement valide, mais elle implique que d'autres univers – semblables ou non au nôtre – se créent à chaque instant de façon analogue.

«Notre univers, conclut l'iconoclaste Linde, *n'a peut-être connu qu'un small bang.»* A l'écouter, on en vient presque à souhaiter que le rayonnement cosmologique manifeste enfin une hétérogénéité, si petite soit-elle. Ne serait-ce que pour récompenser une belle idée.

NICOLAS WITKOWSKI



COSMOS

« Rien ne s'oppose à ce que l'univers ait été créé à partir de (presque) rien ».

Un sceptique chez les cosmologistes

Arnold Penzias et Robert Wilson resteront dans l'histoire de l'astrophysique comme les découvreurs du rayonnement cosmologique. Vingt-cinq ans après, Penzias est directeur de la recherche fondamentale aux laboratoires Bell. Wilson, lui, travaille sur la formation des étoiles et des galaxies. *«Je suis resté un observateur»*, dit-il avec une réelle modestie, apparemment très embarrassé d'être le point de mire des festivités organisées à Blois en son honneur (1). Bob Wilson, n'a décidément rien du savant triomphant.

«Le rayonnement cosmologique? Une suite de hasards heureux. Nous avons eu la chance, dit-il, *que les laboratoires Bell aient l'idée d'engager des radioastronomes plutôt que des ingénieurs électroniciens, la chance de travailler avec un matériel de haute qualité, et la surprise de trouver ce que nous ne cherchions pas. En tout cas, nous n'avons jamais pensé que nos petits problèmes de réglage et de calibrage pourraient un jour intéresser un si large public.»*

Ce qu'il omet de mentionner, c'est que sa réputation d'expérimentateur scrupuleux était déjà si bien établie à l'époque qu'il ne vint à l'idée de personne – chose rarissime – de mettre en doute la qualité de ses mesures. *«Le big-bang*, raconte-t-il, *j'en avais entendu parler, comme tout le monde, en lisant les ouvrages de vulgarisation de George Gamow. Mais ni Arno ni moi ne prenions la cosmologie très au sérieux. Ce n'est qu'à la suite des réactions suscitées par notre article que nous avons commencé à nous y intéresser, et compris que le bruit que nous observions devait provenir d'une phase très primitive de l'évolution de l'univers. Cela m'a bien sûr paru fascinant, mais je n'en suis pas devenu cosmologiste pour autant!»*

Robert Wilson se méfie des grandes théories. Même s'il a contribué à établir – à partir d'un petit bruit de fond – la plus colossale de toutes, celle du big-bang, il rêve de retourner à ses méticuleux travaux sur les nuages interstellaires. Les pieds sur Terre, la tête dans les étoiles.

N. W.

(1) Les deuxièmes Rencontres de Blois ont réuni, du 28 août au 1er septembre, quelque 180 cosmologistes venus du monde entier.

Carcasses et tremblements

Quatre tables monumentales ont été installées à Saclay pour tester les effets des vibrations sur les structures et les équipements

LA grande table Azalée (6 x 6 mètres, 22 tonnes) vibre horizontalement, d'abord de droite à gauche, puis d'avant en arrière, puis en rond par la combinaison des deux premiers mouvements. Pourtant, tout à côté, on ne sent pratiquement rien. La table vibrante la plus grosse d'Europe (elle peut porter une charge de 100 tonnes) ainsi que ses trois petites sœurs Vésuve, Tournesol et Mimosa sont posées, en effet, sur un énorme ensemble de béton armé qui absorbe une bonne partie des vibrations.

Celui-ci, long et large de 15 mètres, haut de 7 mètres, a été fait en juillet 1987 de 2 700 tonnes de béton qui ont été coulées en vingt heures grâce à une véritable noria de 200 camions.

Ces quatre tables vibrantes – et quelques autres machines dont nous parlerons plus loin – constituent le tout nouvel ensemble *Tamaris*. Celui-ci a coûté environ 100 millions de francs ; il est installé dans deux grands bâtiments voisins l'un de l'autre à Saclay (Essonne) et il permet au *Commissariat à l'énergie atomique* (CEA) de tester des maquettes, des éléments de structure ou de matériel dont on connaît ainsi le comportement quand ils sont soumis à des vibrations ou à des chocs.

Lorsqu'on entend le mot « vibrations », on pense d'abord aux tremblements de terre que les installations nucléaires doivent impérativement supporter de telle sorte que les fonctions de sûreté soient conservées. Ces fonctions sont l'arrêt quasi instantané *du réacteur, le maintien absolu du* confinement de toutes les matières radioactives, l'extraction de la chaleur résiduelle par des circuits de refroidissement spéciaux. La sécurité « intéresse » donc toute une série de structures et d'équipements très divers dont chacun réagit en fonction de sa forme, de son poids, de son matériau et aussi, bien sûr, de la fréquence des vibrations et des accélérations induites par ces dernières.

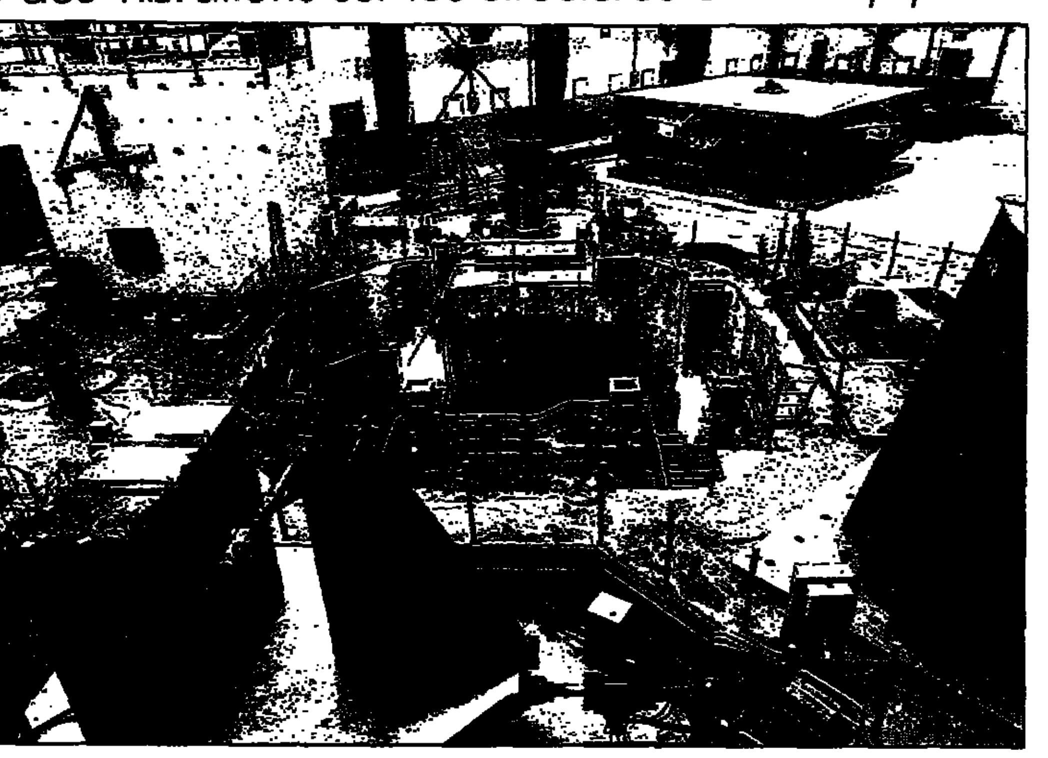
Chaque table peut vibrer selon des fréquences et des déplacements soigneusement choisis pour chaque essai. Pour le moment, les quatre tables vibrent horizontalement. En plus, Vésuve peut déjà le faire verticalement et Azalée fera de même prochainement.

Outre les quatre tables, l'ensemble *Tamaris comporte aussi un mur* de réaction haut de 4 mètres et la fosse Iris profonde de 15 mètres contre ou dans lesquels sont testés de longs ou hauts éléments auxquels on applique les vibrations choisies à la hauteur voulue.

Ecoulements turbulents

Les tremblements de terre ne sont pas les seuls à faire vibrer les structures ou les équipements et ils sont relativement rares en France métropolitaine. Il y a aussi les écoulements de fluides à grande vitesse, qui créent *obligatoirement des vibrations.* Et d'autant plus que les circuits de refroidissement des installations nucléaires mettent en jeu des débits importants : 20 mètres cubes/seconde, par exemple, pour un réacteur de 1 300 mégawatts électriques, circulent à une vitesse de 10 mètres/seconde (36 kilomètres à l'heure).

Les périodes des ondes sismiques et *les accélérations qu'elles impriment* au sol et aux structures sont connues et peuvent être définies mathématiquement. Au contraire, les écoulements de fluides sont extrêmement complexes. Au-delà d'une certaine vitesse, ils sont forcément turbulents et ne peuvent être définis ni par la théorie ni par le calcul. Alors qu'ils font vibrer et donc qu'ils « fatiguent » les tuyaux ou les cuves dans lesquels ils circulent.



CEA/SACLAY

Laboratoire Tamaris : la fosse destinée à recevoir la table Azalée.

L'installation Tamaris comprend donc la boucle Superbev (boucle d'essais vibratoires) dans laquelle un fluide – qui, à la demande, peut être diphasique, c'est-à-dire qu'il est fait *de liquide et de bulles de gaz – circule* à un débit maximum de 1,5 mètre cube/seconde. Ainsi peut-on, d'une *part comparer les données recueillies* pendant les essais avec les modèles forcément semi-empiriques existants, *d'autre part tracer les courbes de* « fatigue » des structures ou des éléments de structure et savoir au bout de combien de temps il y aura rupture.

A côté de Superbev, est installé Orion composé d'une catapulte, d'une presse *dynamique (en cours de montage)* et bientôt d'une table à choc. Le CEA doit, en effet, savoir comment *l'une de ses usines ou l'un de ses équipements* résisterait à l'éventuelle – et peu probable – chute d'un avion, au fouettement d'un tuyau qui casse brusquement ou à la rupture subite d'un axe de pièce tournante ou d'une pale de turbine dont les morceaux *lourds, longs et pointus pourraient* venir frapper des structures essentielles voisines.

La catapulte peut projeter vers le bas une masse de 500 kilos qui tombe à la vitesse de 30 mètres/seconde (108 kilomètres à l'heure) sur l'élément à tester. Celui-ci peut littéralement exploser sous le choc en projetant très violemment ses débris tout autour de lui. La catapulte est donc entourée d'une enceinte faite d'un très solide treillis métallique. Mais par souci de *sécurité*, aucun essai ne peut avoir lieu tant que quelqu'un se trouve dans le hall et tant que les portes d'accès à celui-ci ne sont pas verrouillées.

Catapulte et presse dynamique

La presse dynamique aura des *capacités remarquables*. Grâce à une vanne qui s'ouvre en 1 milliseconde, elle exerce en 3 millisecondes une pression de 100 tonnes sur le spécimen à essayer, spécimen qui peut avoir au maximum 1 mètre de haut ou 1 mètre de diamètre.

Toutes ces machines testent aussi des modèles car elles utilisent CASTEM, un ensemble de très gros logiciels dont se sert Renault pour calculer les structures de ses véhicules. En outre, l'ensemble Tamaris peut être *utilisé pour des études qui ne concernent* pas l'énergie nucléaire, par exemple pour des recherches en *construction parasismique. Ainsi*, le projet CASSBA (comportement aux séismes de structures en béton armé) a-t-il *déjà été* lancé sous l'égide du ministère de la recherche et de la technologie en coopération avec la Fédération nationale du bâtiment, le Syndicat national du bâtiment et des travaux publics, le GRECO-géomatériaux, etc. De même, il y a le programme européen BRITE dans lequel des laboratoires et des universités britanniques, italiens, portugais et la société française Bertin s'intéressent tout particulièrement aux tuyauteries. Un autre projet européen réunissant *des partenaires allemands, britanniques*, suisses et suédois devrait se consacrer à la résistance aux chocs de conteneurs de déchets.

YVONNE REBEYROL

La controverse sur l'euthanasie

Pour une médecine de la nuit

par le professeur Robert Zittoun

L'OPPOSITION entre euthanasie et soins palliatifs des patients en phase terminale est souvent présentée de façon simpliste et manichéenne. Les tenants de l'euthanasie *ne sont pas les continuateurs* de l'idéologie nazie. Leur projet, au contraire, repose sur les valeurs éthiques de nos sociétés démocratiques, à savoir le respect de la liberté individuelle, la défense des droits de l'homme et la solidarité sociale. Qu'*elle* soit passive – abstention de thérapeutiques prolongeant la vie – ou active – mort intentionnellement *provoquée* –, l'euthanasie serait la conséquence d'une demande expresse du patient, après étude conjointe de toutes les autres solutions possibles. L'évaluation par des experts, le recueil du consentement éclairé écrit du patient en présence *de témoins rapprochent cette* démarche de celle maintenant exigée pour l'application de thérapeutiques expérimentales ou à haut risque. Les projets visant à légaliser l'euthanasie active, présentée comme un suicide assisté, tiennent compte, en outre, des conditions *requises par le* contexte pathologique : vœux du patient formulés à l'avance, pouvant *prévaloir* en cas de perte de conscience, (« testament de vie »), et, dans tous les cas, mort douce apportée efficacement par des médecins ayant acquis la compétence nécessaire.

Les tenants de l'euthanasie considèrent qu'il est du devoir des médecins de mettre leur savoir au service des patients qui souhaiteraient abréger leur vie en toute connaissance de cause, et ils gagnent du terrain auprès du grand public et des professionnels. Le dernier congrès mondial de l'Union internationale contre le cancer n'a-t-il pas offert une tribune prestigieuse à un médecin des Pays-Bas pratiquant et enseignant l'euthanasie active ?

A cette campagne bien menée, les partisans du développement des soins palliatifs opposent *un faisceau* d'arguments. Selon nous, les demandes d'euthanasie sont rares une fois assurée la démarche visant à réduire la souffrance des patients atteints d'affections incurables, en *phase préterminale* ou terminale. Il ne s'agit pas seulement de contrôler de manière adéquate la douleur et les autres symptômes générateurs de détresse. Il faut aussi comprendre que toute douleur est une souffrance globale de l'être, et par conséquent apporter au malade l'aide psychologique et sociale qui lui permettra de vivre sa fin de vie sans trop de peine, et si possible positivement.

Même « professionalisés », les *soins palliatifs sont une démarche* d'accompagnement, comportant intrinsèquement une dimension d'empathie et d'amour. Le caractère rédempteur de la douleur est rejeté, et remplacé par une recherche active d'humanisation de la fin de vie. Les abus de la technicité médicale sont donc dénoncés, au profit d'une attitude de vérité où la mort sans souffrance est intégrée ou réintégrée comme une part essentielle de la vie du sujet malade.

Lorsque les soins palliatifs sont prodigués de façon satisfaisante, les quelques demandes d'euthanasie qui persistent doivent être décodées comme un message, un besoin de communication par-delà la douleur *qui emmure, un* appel à l'aide. Répondant à un immense besoin masqué jusque-là par la technicité médicale, les structures de soins palliatifs se développent très rapidement dans nos pays et apportent aux soignants une formation et un discours d'humanisme et de vie, fortement opposés à une reconnaissance de l'euthanasie.

Vue ainsi, cependant, l'opposition entre soins palliatifs et euthanasie demeure simpliste. Elle ne rend pas compte de *la multiplicité des situations*, de la complexité des problèmes et de la diversité des solutions. *Quelques points* susceptibles d'éclairer la polémique méritent d'être examinés :

● **L'abstention de techniques de réanimation** : les partisans de l'euthanasie prétendent éviter à bien des patients la barbarie moderne de la mort sous machines dans des unités de réanimation. Est-ce une raison pour proposer l'euthanasie active comme alternative ? Les « ordres de ne pas réanimer », *véritables contrats* prévisionnels d'abstention, reposant sur l'évaluation du pronostic médical, *représentent* la bonne réponse. Cette procédure, institutionnalisée aux Etats-Unis, tarde à se mettre en place en France. Il est clair qu'elle est inséparable de la mise en place de soins palliatifs adéquats permettant une mort sans souffrance et humanisée.

● **Tendances suicidaires et droit de mourir** : le souhait de parvenir plus vite à l'échéance est bien naturel quand on n'attend plus grand-chose de la vie, quand on veut fuir ou éviter la déchéance physique, la perte de la dignité. Cette tendance doit être écoutée quand elle s'exprime ; une vraie démarche d'empathie ne peut *l'ignorer. La question posée est de* savoir si ce droit de désirer la mort, voire de mourir, implique automati*quement chez le médecin un devoir* de tuer.

● **Thérapeutiques et durée de survie** : *la plupart des prescriptions* médicales chez des patients en fin de vie – y compris l'abstention de tel ou *tel traitement* – peut rapprocher ou différer l'échéance. Donner, comme il se doit, la priorité à la qualité de vie durant la phase terminale *n*'interdit pas de s'interroger sur la modulation de la durée de survie en fonction du contexte médical et psychosocial. Intégrer une telle modulation dans des soins palliatifs de phase terminale bien conduits ne devrait pas soulever de problèmes éthiques majeurs, à condition que les tenants des soins palliatifs ne se voilent pas la face.

● **Réalités socio-économiques et enjeux éthiques** : la valorisation sociale de l'euthanasie active risque d'entraîner une multiplication de son usage dans certaines catégories défavorisées, telles que vieillards et handicapés, avec leur consentement et à leur demande, car elles intérioriseraient ces valeurs. Cette euthanasie discriminatoire toucherait naturellement les groupes les plus vulnérables, *les moins productifs*, *les plus coûteux* médicalement et socialement. On serait proche d'une dérive ramenant aux pratiques nazies.

Face à ces enjeux de société, l'inadéquation de nos structures est évidente, malgré le récent développement en France d'unités de soins palliatifs. Le rôle des infirmières, travailleurs sociaux et psychologues est sous-estimé, ce qui contribue à une carence d'effectifs, à une insuffisance de l'hospitalisation à domicile, et d'aide aux patients et à leurs familles. L'insuffisance de formation et de recherche médicale est criante. Il faudrait réviser l'enseignement clinique dans le sens de l'apprentissage des réalités éthiques et économiques de notre temps, former à la décision médicale, initier à la relation soignante ou tout simplement à la relation à l'autre, opposer le concept d'orthothanasie à la sémantique ambiguë de l'euthanasie. La voie est encore longue, mais on peut espérer que les défis de l'« euthanasie » accélèrent la prise de conscience.

▶ **Le professeur Robert Zittoun est chef du service d'hématologie de l'Hôtel-Dieu. Il a créé le centre de soins palliatifs de cet hôpital.**

Soins palliatifs : danger

par le professeur Jean-Louis Lejonc

SOIXANTE-DIX pour cent d'entre nous mourront à l'hôpital. Peut-être plus. Et nous mourrons de maladie. Le temps du laboureur de La Fontaine, sentant sa mort prochaine, faisant venir ses enfants, et leur parlant sans témoins, est révolu.

Je coordonne le département médical d'accueil d'un grand CHU parisien, lequel département groupe les urgences médicales et *l'unité de médecine générale de* cinquante lits. Bien que les admissions ne soient prononcées que par les urgences, nous recevons très souvent des patients dits « en phase terminale », essentiellement des cancéreux, et des personnes *âgées ou très âgées. Leurs souf*frances sont très anciennes, et le recours aux urgences reflète l'impossibilité qu'ils rencontrent a être réadmis dans le service qui assurait leurs soins auparavant, qu'il s'agisse d'un service spécialisé de *l'hôpital*, ou d'autres établissements publics ou privés. Ces services, qui ont parfois suivi les patients pendant des mois ou des années, ne peuvent – ne souhaitent ? – les prendre en charge lorsqu'ils échappent à toutes possibilités de traitement *curatif. Nous* assurons ainsi, au sein du département, les soins palliatifs, sans les moyens ni la spécificité d'équipes comme celles de l'hôpital de la cité universitaire à Paris, et avec des difficultés de fonctionnement certaines.

Pour autant, est-ce que je souhaite la création d'une unité de soins palliatifs ? A vrai dire, non. Car je redoute que certains de nos collègues spécialistes ne soient ainsi davantage encouragés à se fermer les yeux sur leurs échecs.

*Les motifs invoqués par les spécia*listes pour récuser leurs patients en phase terminale sont multiples. Les *principaux sont relatifs aux modi*fications de fonctionnement survenues ces dernières années dans *l'organisation des services, qui ont* développé les alternatives à l'hospitalisation, permettant les soins *d'un grand nombre de patients en* consultation, en hôpital de jour, en hôpital de semaine. Cette modernisation a diminué les capacités d'accueil non programmé des malades en situation d'échec thérapeutique. Cependant, à ces raisons techniques, s'ajoutent le désintérêt des médecins spécialistes vis-à-vis de patients n'entrant plus dans le cadre de schémas thérapeutiques protocolaires, et l'angoisse liée à l'échec et à la vision même de la mort. Tant il est vrai que les médecins, hormis les spécialistes des unités de soins palliatifs, l'ignorent et la fuient.

Le développement inconsidéré d'unités de *soins palliatifs aurait* un effet pervers : celui de déculpabiliser définitivement les spécia*listes, et de les conduire, sans ver*gogne, à ne plus considérer leur *« art » comme un tout. Réduits au* rôle de techniciens, ils iront de succès en succès, d'audace en audace, baignant dans la reconnaissance éperdue de leurs patients guéris, jouissant de l'admiration sans borne de tout le corps social, sans autre humilité que celle de se défausser de leurs échecs sur d'autres. Cela ne serait pas sain.

Au-delà de cet aspect des choses il faudra bien, un jour, donner la parole à celles qui vivent quotidiennement la mort dans nos services : les aides-soignantes, les infirmières, étonnamment absentes de ce débat, celles qui assistent jusqu'à la fin 70 % de la population. Quoi qu'on dise ou qu'on veuille, la mort reste, à ce jour, essentiellement de la souffrance, de la merde et du sang. Les médecins sont très rarement là pour le vivre et le savoir.

▶ **Le docteur Jean-Louis Lejonc *est professeur à la faculté de* médecine de Créteil et coordonnateur du département médical *d'accueil de l'hôpital Henri-Mondor* (Créteil).**

De nouvelles carrières pour les docteurs

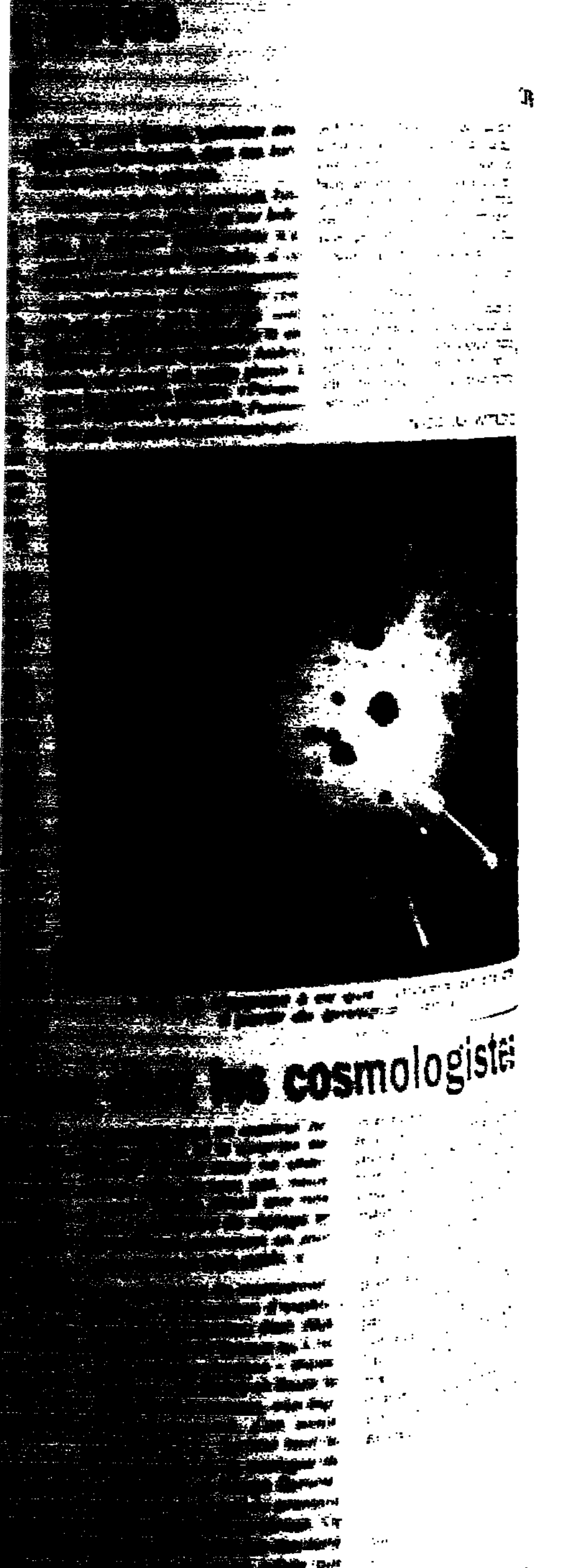
Suite de la page 13

» Ce ne sont pas les doyens qui *fixent le numerus clausus mais* les ministères de tutelle, l'éducation nationale et surtout la santé. Ce sont eux qui après différents avis – dont le nôtre – prennent leurs responsabilités. La sélection a été instaurée – contre d'ailleurs l'avis de la CSMF – et avec beaucoup de peine en 1972. Quelques doyens très actifs comme ceux de Clermont-Ferrand, de Montpellier ou de Dijon ont alors participé activement à sa mise en œuvre. Puis, ce sont les doyens qui l'ont mise en place, souvent contre l'avis des autorités locales. Ce qui ne fut pas toujours facile. Ensuite, en 1981, lorsque M. Jack Ralite est arrivé au ministère de la santé, il a voulu desserrer le *numerus clausus* et c'est nous qui l'avons convaincu de n'en rien faire.

» Aujourd'hui que le *numerus clausus* est tombé à quatre mille, on voit que la vie des facultés de médecine n'est pas bâtie sur le nombre des étudiants. Il est vrai qu'à un certain moment on a construit trop de facultés, certaines ayant été créées pour des raisons politiques. Maintenant, elles *existent et finalement* elles ont fait leurs preuves, ne serait-ce qu'au plan de la recherche médicale. Cela dit, soyez assuré que le projet actuel ne sera pas un argument pour demander demain un élargissement du *numerus clausus*.

» Ce qui nous hérisse ici c'est que les décisions de réduction du nombre des étudiants ont été prises par le gouvernement sans véritables études prospectives. Il a fallu attendre la fin de 1988 et l'étude du conseil de l'ordre pour qu'on dispose enfin de données chiffrées dans ce domaine. Pour notre part, nous ne sommes nullement des activistes de la surpopulation médicale.

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU



CULTURE

MUSIQUES

La légende dorée de Parsifal

Ouverture de la saison lyrique européenne à Amsterdam avec une représentation « dégermanisée » de l'ultime opéra wagnérien

AMSTERDAM

de notre envoyée spéciale

Long, long, long, lent, lent, lent, ce *Parsifal* d'Amsterdam. Et pourtant, épatant. D'autant plus surprenant qu'on a conscience, au long de ces six heures de spectacles, d'échapper au pire : à l'inconsistant. Sans la virtuosité de Klaus Michael Grüber, le metteur en scène, pour meubler avec rien et l'espace et le temps, sans l'habileté de Hartmunt Haenchen, le chef d'orchestre, pour obtenir le maximum, en finesse, d'un orchestre moyen, sans la fantaisie désinvolte des décors de Gilles Aillaud – de Léonard de Vinci à Gustave Doré, vrai pays des merveilles, – sans la connivence de chacun, chanteurs en tête, pour retrouver simplicité et esprit d'enfance à travers la lourde phraséologie wagnérienne, ce *Parsifal*, comme tant d'autres, fût tombé dans les oubliettes et eût ressemblé peut-être, *horresco referens, au Saint-François d'Assise* de Messiaen mis en scène par lui-même.

Lent, vraiment ? A en croire la durée des actes (un peu moins de deux heures pour le premier, une heure pour le second, une heure quinze pour le troisième), le jeune chef est-allemand, premier invité de l'Opéra d'Amsterdam, n'a pas voulu concurrencer Toscanini ni Knappertsbusch par des tempos démesurément étirés. Mais sa conception – rendre *Parsifal* aussi translucide et intériorisé qu'une grande œuvre de musique de chambre – a évidemment pour effet de ramener la partition à un niveau sonore modéré, d'économiser les fortissimos (ceux-ci n'en deviennent que plus spectaculaires), *avec le bénéfice annexe* de ménager les gosiers des interprètes, de permettre à ces chanteurs (qui ne sont pas des stars) de phraser, de s'écouter, de faire au mieux selon leurs moyens : de participer à part entière à cette esthétique « musique de chambre », ici bien paradoxale et bien intéressante.



JAAP PIEPER

Un Parsifal qui est tout le contraire d'un spectacle abstrait

La virtuosité de Grüber

Mais que s'agit-il de raconter exactement ? Au rythme d'une narration patiente (d'où cette impression musicale d'extrême tranquillité), rien d'autre que la légende dorée de Parsifal, une histoire merveilleuse et édifiante, que les artisans de cette production n'ont de cesse de ramener aux Evangiles et à la chanson de geste, pour gommer autant que se peut les connotations pro-germaniques suspectes dues aux célèbres perversions wagnériennes : misogynie, mépris du personnage de Kundry « l'apatride », gluantes complaisances d'Amfortas dans la souffrance et la culpabilité, cérémonie d'initiés autour du Graal, rédemption apportée par le blond Parsifal...

Coup de chance hollandais, le héros « chaste et fol » est incarné par l'Américain Barry McCauley, voix peut-être sur ses gardes, timbre quelque peu barytonnant, mais présence dramatique comparable, par la compacité, par l'incongruité décidée, à celle d'André Marcon dans *la Mort de Danton* (Grüber toujours, au dernier Festival d'automne) ou à celle de Depardieu dans *Sous le soleil de Satan*.

Naïf et inquiétant comme un enfant troublé, comme un animal que l'on sort de son terrier, McCauley campe, tête baissée, corps habité, regard écarquillé, un Parsifal de théâtre, un Messie de peinture italienne, un saint-soldat idéal; totalement lavé des stéréotypes de l'opéra. *Nadine Denize, de même, n'est pas* la Kundry « physique », ensorcelée, vocalement brasillante que fut Christa Ludwig par exemple. Mais elle passe tout naturellement de l'agressivité douloureuse à la soumission extasiée d'une Marie-Madeleine, parce que sa voix est maternelle et la courbure de sa nuque celle d'une madone.

Utiliser les acteurs – ici, les chanteurs – pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils devraient être. Voila le métier, voilà la virtuosité de Grüber : une distribution devient ainsi un composé chimique; chaque péripétie y provoque des mutations imprévisibles. La vie passe, bouleversante.

Grüber, c'est aussi une manière qui n'appartient qu'à lui d'écarteler sur le plateau duos, trios ou ensembles, de repousser les protagonistes à des années-lumière, à des kilomètres l'un de l'autre, pour les ramener ensuite dans un mouchoir de poche, balayés par un éclairage rasant sur le bas-côté de la scène, comme en marge de l'essentiel. Et tout le vide, à côté, reste un vide habité : un espace spirituel.

Le *Parsifal* d'Amsterdam, vous l'avez compris, est tout le contraire d'un spectacle abstrait (amateurs des *Maîtres chanteurs* de Régy, au Châtelet, s'abstenir). Le repas des Chevaliers du Graal, au premier acte, est un panoramique démesuré, la *Cène* de Léonard de Vinci version Cinémascope; les arbres de la forêt bougent pour de vrai, et s'ouvrent sur des armures animées, robots à la Spielberg revus par Walter Scott; Klingsor (Henk Smit) est un capitaine Nemo pathétique et usé, une vieille star aux bagues étincelantes régnant sur un univers marin digne de Disneyland; Amfortas, enfin (l'excellent Wolfgang Schöne), trimballe sa douleur et sa plaie, appuyé sur son bras droit en guise de canne, un bras de bois énorme en forme de lance, un appendice répugnant prolongé d'une petite roue grinçante... ready-made, jouet insolent, ce bras invraisemblable est encore une façon bien grübérienne de dire à la fois tout et rien. De lancer du lest. Sans trahir, de créer.

ANNE REY

▶ **Prochaines représentations : les 12, 15, 18, 21 septembre et 3 octobre à 18 heures, le 30 septembre à 13 h 30. Tél. : 19/31-20-551 8013.**

Un dimanche à la campagne

Pontarlier, Arbois, Ornans, Pesmes reçoivent le Festival de Franche-Comté

BESANCON

de notre envoyé spécial

En même temps que le Concours des jeunes chefs d'orchestre (1) a été jugé, le 3e Concours international de composition, de bon niveau selon le jury, présidé par Henri Dutilleux, qui a choisi, entre dix-neuf partitions, deux œvres pour orchestre, l'une de Kasper Toeplitz (trente ans, Premier Prix), compositeur français d'origine polonaise, l'autre du Québécois Martin Laliberté (vingt-sept ans, Deuxième Prix) (2).

Samedi dernier, les plus passionnés des mélomanes bisontins participaient nombreux à un débat, d'excellente qualité, sur « Musique contemporaine et grand public », avec les jurés de ce concours, et, pendant le week-end, ils se sont éparpillés dans la campagne franc-comtoise pour entendre le Trio Cyril Huvé à Pontarlier (Brahms, Ligeti), Marie-Claire Alain jouant Buxtehude, Böhm, Bach et son frère Jehan sur les merveilleuses orgues d'Arbois, les fameux Petits Chanteurs de Tölz à l'abbaye de Baume-les-Dames et le chœur du King's College de Cambridge, à Ornans, au pays de Courbet.

A Pesmes, autre petite ville historique, le festival vient souvent avec des artistes exceptionnels, qui trouvent un cadre idéal à l'entrée du chœur de l'église Saint-Hilaire dont l'architecture – nef romane, voûte en gothique flamboyant, autel baroque en bois doré, chapelle Renaissance – est un écrin idéal pour la musique.

Et l'acoustique de velours se mariait parfaitement avec les sonorités profondes, le magnifique style intériorisé du Quatuor Kocian. Héritier du Quatuor Smetana, cet ensemble, formé en 1972, représente en effet la grande tradition d'Europe centrale, éloignée du brio parfois un peu superficiel des Français ou de l'activisme forcené de certains Allemands.

Leur Haydn (*l'Aurore*, op.76 nº 4) allait au coeur de cette musique majestueuse, d'une plénitude toute mozartienne, et le *1er Quatuor* de Janacek, d'après *la Sonate à Kreutzer* de Tolstoï, palpitait de passion, de colère, d'amour de la vie la plus charnelle, sous une sorte de menace constante d'un destin inexorable.

Même le *Quatuor américain* de Dvorak, si joyeux et dansant, n'arrivait pas à dissiper entièrement une gravité de ton, une nostalgie consubstantielle à la musique tchèque.

Mentionnons enfin, trop brièvement, le récital donné par la Yougoslave Jasminka Stancul (Premier Prix du Concours Beethoven de Vienne l'an passé), une pianiste toute de noblesse, au toucher ferme et arrondi, à la virtuosité sûre mais discrète, qui privilégie la grande harmonie beethovénienne aux dépens de ses aspects brutaux...

JACQUES LONCHAMPT

(1) Précisons que le lauréat, Ryusuke Numajiri, a reçu, au titre du Prix Emile-Vuillermoz, 20 000 F et une dotation de 15 000 F du Crédit agricole, ainsi que diverses invitations par des orchestres français. Ces récompenses paraissent nettement insuffisantes, selon John Nelson, président du jury, *« pour le plus ancien et le plus célèbre des concours européens de cette discipline »*.

(2) Ce jury comprenait Adrienne Clostre, Betsy Jolas, Ivo Malec, Ton de Leeuw et Philippe Hersant. *Le premier prix est* de 25 000 F (du Conseil régional); la partition de Toeplitz sera éditée par Salabert et *créée* au Festival de l'an prochain. Pour le second prix, Laliberté recevra 15 000 F de la SACEM.

CINÉMA

Dans les bras de la Mafia

Avec son dernier film, « les Affranchis », Martin Scorsese abandonne le thème de la rédemption si souvent abordé dans son œuvre

VENISE

de notre envoyée spéciale

L'hameçon a été planté sans douleur. Dès la première minute le spectateur est ferré. Martin Scorsese le tient, ne le lâchera plus tout au long des 145 minutes de *Goodfellas (les Affranchis)* en compétition à Venise et dans les salles, en France, mercredi.

Un film sur la Mafia, encore un, bien que le mot ne soit jamais prononcé. Cette fois on ne regarde pas la pieuvre de l'extérieur, on en ressent à peine les méfaits, on n'assiste pas longuement au compte à rebours d'un hold up de plus. On est dedans, on est avec, on est à l'intérieur de ce corps bouillonnant d'argent et de sang. Dès la première minute, dès le prologue éclaboussant qui impose strictement les règles du jeu.

Une voiture des années 60 roule sur une route, la nuit. A l'intérieur trois hommes jeunes, un peu tendus. Des bruits sourds. Qu'est-ce que c'est ? Arrêt. On ouvre le coffre, ça vient de là. Un type, la tête écrabouillée, déjà roulé dans un linceul, gargouille éperdument. Un des hommes sort un énorme couteau de cuisine et le plonge dans les chairs tressautantes. Tandis qu'un de ses compagnons dégaine son revolver et tire sur l'agonisant plus de balles qu'il n'en faudrait pour abattre un sanglier. Ça va vite, très vite. C'est horrible et désopilant.

Aussitôt on revient en arrière, dans les années 50, plus tard, on plongera en avant. Toute l'histoire va durer trente ans. La voix *off* de Henry Hill (Ray Liotta dont la composition est extraordinaire) commente les images de son adolescence : *« J'ai toujours rêvé d'être un gangster. »* On le voit grandir dans les rues chaleureuses de la Petite Italie, rendre mille services au « patron » Paul Cicero (Paul Sorvino, opaque, impérial) ou à l'élégant Jimmy Conway (Robert De Niro pour la sixième fois avec Scorsese, souriant, lointain, dangereux). On le voit s'associer avec un autre gamin qui deviendra l'irascible Tommy De Vito (l'éruptif Joe Pesci). Des saynètes rapides, joyeuses, un peu brutales, presque muettes, juste la voix *off*. Henry Hill grandit, il peut s'acheter de belles chaussures, il est arrêté pour la première fois et quand il sort du tribunal, il est porté en triomphe, il a reçu « l'alternative ». Il est un gangster.

La vie de tous les jours

Dès lors, ce que raconte Scorsese avec une fièvre grandissante, une énergie dévastatrice, une caméra qui ne s'arrête jamais, montant, descendant, précédant l'action, ralentissant un instant pour un travelling latéral caressant, repartant en courant dans les rues menaçantes, les appartements trop riches, les boîtes de nuit trop rouges, les décharges municipales où finissent les complices imprudents.

C'est la vie de tous les jours de la grande « famille » du crime. Jalonnée de bons repas mitonnés, de récréations innocentes, de brèves bouffées de violence. *« D'être tout le temps ensemble rendait les choses absolument normales »*, dit un moment Henry Hill. C'est la phrase-clé du film. On ne tue pas pour tuer, sauf Tommy le dingue, qui abat un jeune serveur pour une commande mal enregistrée. On tue quand c'est nécessaire pour avoir plus d'argent. L'argent, c'est le nerf de la vie.

Et Henry Hill a de l'argent, de plus en plus d'argent, une femme (la très belle, très intelligente Lorraine Bracco), un enfant, une maîtresse (la troublante Gina Mastrogiacomo), la confiance du « patron ». Il souffre de deux tares cependant : son sang irlandais lui interdit à jamais d'être caïd. La fonction suprême est réservée aux Italiens de pure souche. Et une ombre de sensibilité inguérissable le rend vulnérable...

En prison (scènes irrésistibles dans la geôle trois étoiles des mafieux nantis), il apprend la cocaïne, devient au mépris des lois de son clan trafiquant de drogue. A l'issue d'une dernière rencontre avec don Paul, sûr d'être exécuté, *« chez nous il n'y a pas de discussion comme dans les films »*, dit-il. *« La mort vient dans un sourire »*, il balance toute la famille.

C'est formidable, le décor alors se fige, se vide, devient propre, on est dans un autre monde, celui de la loi. Henry va jusqu'au bout, il témoigne contre tout le monde et s'en sort en changeant de nom, de ville, de peau. Protégé à vie par la police, dans un anonyme pavillon de banlieue, comme un « schmock » définitif, un plouc.

Cette histoire authentique, celle du gang célèbre qui dévalisa longtemps les entrepôts des compagnies aériennes, notamment Air France à Kennedy-Airport, a été racontée dans un *best seller* par Nicholas Pileggi. Scorsese se l'est appropriée superbement.

Comment parvient-il à nous passionner pour les existences terriblement monotones de ces crétins sanguinaires, d'une susceptibilité de rosière, capables de s'entretuer pour un regard de travers ? En faisant du cinéma tout simplement, en alternant sur un rythme implacable le rire, la peur, le rire, la peur. Désamorçant l'ignoble par l'humour (on déterre un cadavre en décomposition en parlant de spaghettis aux anchois), utilisant des procédés hichtchokiens (la terreur naît de rien, d'un objet, du bourdonnement de frelon d'un hélicoptère, d'une ombre aperçue dans un entrepôt sombre), il donne avec *les Affranchis* son meilleur film depuis longtemps, depuis l'exercice de style speedé de *After Hours*.

Un film sombre malgré son brio sans faille, ses allures joviales de comédie musicale illustrée par plus de trente chansons sentimentales et colorées. L'homme est sans espoir, mais la religion n'est plus qu'un accessoire ironique (Ray Liotta dissimule la croix qu'il porte au cou avant de rencontrer sa future belle-mère juive). Le thème de la rédemption, si présent dans l'œuvre de Scorsese, de *Taxi Driver* à *Raging Bull*, est abandonné. La seule rédemption désormais possible c'est la trahison. Le vainqueur de l'affaire, le survivant n'est-ce pas Judas ? Comme si *la Dernière Tentation du Christ* avait été pour Martin Scorsese, ancien candidat à la prêtrise, la dernière tentation de Dieu.

DANIÈLE HEYMANN

□ **Cinéma et psychanalyse.** – Freud ne croyait pas que le cinéma puisse rendre compte du travail psychanalytique. Passant outre, Pabst tournait en 1926 le premier film sur la question, *les Mystères d'une âme*. A sa suite, de nombreux cinéastes (Hitchkock, Huston...) s'attaquèrent à la mise en image de l'inconscient. Autour de leurs films se tiendra les 15 et 16 septembre un colloque ouvert au public, « La psychanalyse dans le septième art », le premier du genre. Inspiré du livre de Patrick Lacoste *l'Etrange cas du Professeur M.* (Gallimard), il réunira des psychanalystes et des professionnels du cinéma.

▶ **Maison de la chimie, 28 *bis*, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 45-57-76-07.**

John Ford dans le texte

« Je m'appelle John Ford et je fais des westerns ». Ainsi se présentait lui-même le réalisateur de *la Chevauchée fantastique* et de *la Prisonnière du désert*. Présentation bien modeste quand à son oeuvre (*les Raisins de la colère, le Mouchard, l'Homme tranquille* ou *Frontière chinoise* prouvent assez qu'il n'était pas le cinéaste d'un seul genre même s'il en fut le maître incontesté).

Plus modeste encore quand au personnage qu'était Ford, metteur en scène de pas moins de cent douze longs métrages – dont un bonne cinquantaine de muets, pour la plupart disparus – qui, enchaînant film sur film comme l'employé modèle des Studios hollywoodiens qu'il semblait être, parvint à imprimer sa marque personnelle à tant d'oeuvres de commande.

Le livre-album publié par les *Cahiers du Cinéma* et rehaussé d'une très belle iconographie entreprend de renouveler l'abondante exégèse qu'il a déjà inspiré, en tissant un réseau de regards convergents sur son œuvre. Aux (rares) interviews données par le cinéaste et aux souvenirs de quelques uns de ses collaborateurs et interprètes se mêlent les analyses de réalisateurs contemporains et de critiques, complétées d'une très complète filmographie.

J.- M. F

▶ **John Ford. Les Cahiers du cinéma. 144 pages. 159 F.**

هكذا من الأصل

CULTURE

PHOTO

Portrait de l'Amérique qui perd

Drogue, prostitution, racisme, misère, sida : l'agence JB Pictures présente à Perpignan un portrait photographique implacable des Etats-Unis

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Deux photos. Sur la première – couleurs sales, glauques – Venus, dix ans, marche seule avec son cartable au milieu d'une route encore noire d'Austin (Texas). Tous les *matins* à six heures, cette gamine, qui vit dans la rue, quitte son abri de fortune pour aller à l'école. *Légende : « Elle dort habillée pour gagner du temps. »* La seconde image est un portrait d'une autre petite fille à Pulaski (Tennessee). Elle doit avoir sept ou huit ans, présente un joli visage volontaire, une frange bien *dessinée* et semble déguisée dans sa blouse blanche trop grande. Sur la manche droite, le drapeau *des Etats-Unis ; sur la gauche*, l'insigne du Ku Klux Klan. Le poing levé et la bouche ouverte, elle hurle sa *haine* des Noirs.

Deux photos directes, sèches, signées David Leeson et Mark Peterson, et qui font partie de la soixantaine de documents que l'agence newyorkaise JB Pictures nous jettent à la figure, dressant un portrait sévère d'une autre Amérique, où se mêlent violence, désœuvrement, provocations, délinquance, tensions raciales, misère, sida, drogue et prostitution. Au coin d'une photo, sur un mur ou gravés dans la peau, les slogans donnent le ton : *« Mangez les gens ennuyeux ». « Tuez les riches ». « Ils mentent, on meurt », « Deutschland über alles ».*

Le coup de grâce est donné avec l'exposition qui suit celle de JB Pictures : trente images sur les femmes battues aux Etats-Unis, un reportage signé Donna Ferrato (agence Black Star) et formidablement accroché dans deux pièces en enfilade où les photos noir et blanc font face à douze lits vétustes du couvent des Minimes. Visage massacré d'une femme dont l'ami lui a lancé à la tête un poste de télévision. Portrait de Diane Brown, battue pendant trois ans et hospitalisée sans connaissance après que son mari lui eut *passé dessus* avec sa voiture. Portrait d'une Amérique disloquée et que l'autre, celle qui gagne, *refuse* de regarder en face. Car si les reportages de l'agence JB Pictures sont fréquemment publiés en Europe, la presse des Etats-Unis les ignore le plus souvent ; ce qu'explique, avec une jolie formule, Maggie Steber, photographe phare de l'agence : *« Les magazines de New-York sont trop propres ; ils n'acceptent pas notre côté sauvage. »*

S'ils ne sont pas des sauvages, la dizaine de photographes de JB Pictures forment une drôle de bande, dirigée avec *succès par Jocelyne* Benzakin – elle a créé l'agence il y a six ans en lui donnant ses initiales, – une *Française formée à Sipa, Gamma, Time* et qui est surnommée à New-York *« la petite grande dame du magazine »*. Il y a un clan JB. Les photographes forment une équipe solidaire, ont inventé leurs codes, se saluent en se frappant poing contre poing, défient leur patronne au poker, l'accompagnent toujours lorsqu'elle essaie de vendre les reportages aux journaux, trouvent des prétextes faciles pour faire couler le champagne et, surtout, ont décidé de s'impliquer à fond dans des reportages qu'ils transforment en obsessions.

Les exemples sont parfois effrayants. Pour traduire la vie quotidienne des sans-abris du Texas, David Leeson a passé trois mois dans *la rue, jour et nuit. Un séjour qui s'est* fini sous forme de dépression nerveuse. Mark Peterson, trente-cinq *ans, est un ancien alcoolique. Pour* exorciser le mal qui le rongeait, il a réalisé un reportage sur les ravages de *l'alcool à Minneapolis (Minnesota), la* ville où il est né. Steve Rubin photographie depuis plusieurs années la *misère des Blancs dans un village du* Maine, suivant méticuleusement l'évolution d'une même famille.

Marc Asnin, vingt-sept ans, a une trajectoire exemplaire, bien dans la tradition « JB ». Grand et solide, voix caverneuse, casquette des « Giants » vissée sur la tête, brillant dans l'oreille, barbe et queue de cheval, ce natif de Brooklyn a décidé de devenir photographe – le métier de son père – à l'âge de huit ans et a pris ses premières images à onze ans. Ses sujets ? Depuis trois ans, une plongée dans l'extrême droite américaine, les skinheads, le Ku Klux Klan, les gangs masculins mais aussi féminins, comme celui de Little Watts en Californie, dont le chef – Carol, une superbe blonde – apparaît sur un de ses portraits un P 38 à la main. Là encore, Marc Asnin a choisi de partager la vie de ces communautés, du Colorado au New-Jersey en passant par la Californie et la Géorgie, se faisant passer pour un Italien pour mieux gagner la confiance de ceux qu'il photographiait.

Mais c'est sur un territoire intime que Marc Asnin se ressource. A Brooklyn, où tous ses amis croient qu'il fait de la photo pour séduire les filles, à Brooklyn où il a *réalisé* un reportage sur son oncle, « Uncle Charly ». Un superbe travail, émouvant mais sans complaisance, sur la vie d'un Blanc pauvre au cœur du Brooklyn noir. Un reportage proche de *Do The Right Thing*, le film de Spike Lee. *« Oncle Charly », c'est notre histoire de famille, c'est notre Dallas à nous »,* explique Jocelyne Benzakin, puisque Marc Asnin reprend régulièrement ce reportage pour *l'enrichir*.

La démarche de la « famille JB », c'est un peu le retour aux sources du reportage, plus spontané, direct, sans arrière-pensées, avec des faiblesses mais une fraîcheur certaine. Et, surtout, un retour à l'engagement du reporter, au moment où les photojournalistes *européens* prônent une distance par rapport au sujet. Mark Peterson, auteur d'une série de nuit sur « La cuisine de l'enfer », un quartier de New-York où règnent la prostitution et la drogue, ne voit, lui, qu'une chose : *« Je ne comprends pas mon putain de pays ; ce qu'on fait est tellement ignoré et pourtant, dans dix ans, on dira : voilà, c'était ça l'Amérique... »*

MICHEL GUERRIN

Les trente-deux expositions de Perpignan

L'exposition et la venue à Perpignan d'Alfred Eisenstaedt – à quatre-vingt-douze ans, le photographe de *Life* est une figure historique du photojournalisme – constituent l'événement de ce deuxième *festival international du photoreportage*, Visa pour l'image, qui propose trente-deux expositions et six soirées-projections au palais des rois de Majorque.

Dix-huit expositions sont présentées dans le couvent des Minimes, que le maire de Perpignan, M. Paul Alduy, aimerait bien voir transformer en musée permanent de la photographie. Outre « L'autre Amérique » par JB Pictures et « Les femmes battues » par Donna Ferrato, on peut voir au Couvent : « L'art du Missemono » ; par Masatoshi Naito ; « Terres d'islam », par l'agence Odyssey ; « Mariages à New-York », par Kathy Shorr ; *« Les années dangereuses », de* Benoit Gysembergh ; une rétrospective de l'ECPA (l'établissement photo-cinéma des armées) ; le « No Man's Land », de Patrick Chauvel ; « Le sport à l'américaine », par le magazine *Sports Illustrated* ; « Les survivants de l'Eden », par James Balog *et enfin le travail de* Susan Meiselas. Jusqu'au 16 septembre. Renseignements : 68-66-32-09.

M. G.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

Françoise et Françoise

C'EST trop beau, ce hasard d'édition qui *place en vis-à-vis dans les vitrines* de libraires, la même semaine, nos deux Françoise nationales !

A ma gauche, ou à ma droite, on ne sait plus, sous couverture blanche de chez Orban : la Verny, *papesse de l'édition et accoucheuse* de jeunes auteurs dans trois cliniques successives, Grasset, Gallimard, Flammarion ; en face, ou à côté, peu importe, sous une jaquette écarlate de chez Fayard : la Giroud, gourou des femmes journalistes et de pas mal d'autres, férue d'une actualité qu'elle a beaucoup observée comme directrice de presse, et parfois faite, comme ministre. L'énorme et la mince, la dilapidée et la maîtrisée ; deux destins contrastés, issus d'une même époque, du même rêve de progrès, ou presque.

Pour chacune, comme pour toute la génération, il y a eu la guerre, propice au sens moral. Toutes deux sont d'ascendance juive et antinazies farouches. Giroud, qui a quelques années de plus, se bat, fait de la taule, voit *déporter sa sœur très aimée*. Verny épousera un rescapé des camps. A jamais du côté des humiliés, l'une et l'autre. Seuls ont différé leurs remèdes contre l'injustice.

Du temps du premier *Express* de Servan-Schreiber, *Giroud a le front de s'afficher réformiste*, quand tout ce qui pense, dont Verny, se veut révolutionnaire, avec l'intolérance propre aux consciences empêtrées. Mendésiste, puis giscardienne, Giroud n'aura pas à battre *sa coulpe marxiste sur la poitrine* du voisin, comme les dessillés amis de Verny, philosophes nouveaux ou moins nouveaux. Le cœur et la raison auront beaucoup joué à cache-cache, au tournant du demi-siècle. Les *nuances dans* l'engagement : un luxe du temps de paix.

Quand il a fallu décoloniser, y compris les femmes, les deux Françoise étaient de nouveau du même bord, courant de vrais risques.

Il y a eu entre elles des ressemblances plus *frivoles. Toutes deux se sont distraites en* écrivant des scénarios, et en approchant des vedettes : Verny, non sans embarras, chez d'anciens fascistes ; Giroud, chez ses amis Lazareff et dans les ruelles du pouvoir. Elles *en ont gardé un même culte du talent et de la* réussite.

C'est là que les différences s'accusent. Verny aime le succès, pour les autres ; Giroud y goûte pour elle-même. La première est devenue Pygmalion et parrain, un rien maffieuse, sans illusion, portant, malgré sa foi *religieuse, les stigmates du désespoir*. La seconde a cultivé ce qu'elle savait être un sacré brin de plume, se gardant de tout dépenaillement et n'ayant à se plaindre, au bout du compte, que de la perte d'êtres chéris, et de *la vieillesse approchante.*

Il en résulte deux bilans d'existence exactement opposés à ce qu'on attendait. La normalienne folle de littérature, Verny, s'abandonne aux potins du pire journalisme ; et la femme de presse, *Giroud, traque l'essentiel en penseur* de sa vie, en écrivain moraliste.

L'éditeur de Verny aurait dû la conseiller, comme elle a si bien su faire avec Queffélec ou Jardin. Il lui aurait dit : tu vois, chérie, le *vrai livre* dont tu dois accoucher, c'est ta synthèse d'autrefois entre Jésus et Marx, ce qui s'est perdu, pour tout le monde, avec l'enterrement rageur des utopies, et non la petite histoire médiatique des nouveaux philosophes ; ce sont *les mystères de l'aide à la* création, non ceux des jurys d'automne, c'est le fin mot des grands esprits et des grands *artistes rencontrés, non le compte indiscret* de leurs intrigues ou de leurs maîtresses... Notre Falstaff au féminin avait l'occasion de débusquer, plume à la main, son propre secret (ça sert à cela, l'écriture), au lieu de déjouer les cachotteries des autres. Somme toute, il a manqué à Verny de se rencontrer elle-même.

Giroud, elle, sait se dédoubler, en bon écrivain. Les grands qu'elle a croisés – Gide, Jouvet, *Renoir, Camus, Mauriac, Malraux, Mendès* France –, elle ne croque pas seulement leurs tics, elle pose à leur sujet la seule question qui vaille, à hauteur de destin : quelle foi, quelle leçon, ont-ils transmises ? Elle s'applique ce devoir de sérieux à elle-même, en préservant ses intimes avec des initiales, mais sans rien *omettre des épreuves subies, des faiblesses* regrettées, des soins entrepris, des vides inconsolables.

Le don journalistique de vulgariser sans obscurité ni concession et dans le charme, Giroud l'emploie à cerner le plus impalpable de la vie. Pressée par le temps qui reste, elle pousse ce don jusqu'à l'aveu dépouillé, à une prose lisse, racée, qui s'inscrit dans la meil*leure tradition littéraire et rappelle le Malraux* des dernières méditations, sans le pathos géopolitique.

Honneur et courage : ainsi Giroud résume-t-elle ce qui aura compté pour elle, et dont elle voudrait passer le relais. Message reçu, parce que gagé sur l'exemple. Il y a de l'honneur et du courage à être si élégamment soi-même.

► ***Le plus beau métier du monde,*** de Françoise Verny, Olivier Orban édit., 460 p., 130 F.

► ***Leçons particulières,*** de Françoise Giroud, Fayard édit., 260 p., 98 F.

AGENDA

CINÉMAS

MARDI 11 SEPTEMBRE

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

MERCREDI

Hommage à Adolphe Viezzi : Un si joli village (1978), d'Etienne Perrier, 16 h ; Il y a longtemps que je t'aime (1979), de Jean-Charles Tacchella, 19 h 15 ; Hommage à Dirk Bogarde : Darling (1965), de John Schlesinger, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

MERCREDI

Passages de l'image : Tom Tom the Piper Son (1969-1971, v.o. s.t.f.), de Ken Jacobs, 14 h 30 ; Knotten (1975-1976, v.o. s.t.f.), de Werner Nekes, le Vent (1928, v.o. s.t.f.), de Victor Sjöström, 17 h 30 ; Cinématon (1978-1987), de Gérard Courant, Blow up (1967, v.o. s.t.f.), de Michelangelo Antonioni, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-30)

MERCREDI

En voiture, Paris ! : Jeune public : l'Auto tamponneuse (1985) d'Alain Pancrasi, Trafic (1971) de Jacques Tati, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 16 h 30 ; Carte blanche : : Rémy Julienne : l'Auto tamponneuse (1985) d'Alain Pancrasi, Dangereusement vôtre (1985) de John Glen, Paris taxi folie (1985), Publicités Isuzu, Documentaires sur la sécurité routière, Best or Rémy Julienne, 18 h 30 ; Statut social : Bande annonce : la Proie pour l'ombre (1961) d'Alexandre Astruc, Magazine de l'automobile nº 14 (1958) de la Régie Renault, Comment réussir en amour (1962) de Michel Boisrond, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A LA POURSUITE D'OCTOBRE ROUGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ALBERTO EXPRESS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16)

L'AMOUR POURSUITE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88)

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18)

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93).

Nous publions désormais le *mardi* les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du *mercredi*.
Les commentaires concernant les *films nouveaux* ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASSET (Fr.-Alg., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FAUX ET USAGE DE FAUX (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FREDDY 5 : L'ENFANT DU CAUCHEMAR (*) (A., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

FULL CONTACT (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

GREMLINS 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

GUERRIERS ET CAPTIVES (Fr.-Suis.-Arg., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HISTOIRE DE GAR,ONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

LA LIBERTÉ, C'EST LE PARADIS (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

NUIT D'ÉTÉ EN VILLE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

RÊVES (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ROBOCOP 2 (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

S'EN FOUT LA MORT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

SIDEWALK STORIES (A.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE SOLEIL MÊME LA NUIT (It., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

TOUT POUR REUSSIR (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

TROIS ANNÉES (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ZAN BOKO (burkinabé, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES FILMS NOUVEAUX

LES AFFRANCHIS. (**) Film américain de Martin Scorsese, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE. Film américain de John Badham, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DADDY NOSTALGIE. Film français de Bertrand Tavernier : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16).

LE PRÉDESTINÉ. Film israélien de Daniel Wachsmann, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LE SYNDROME DE L'ESPION. Film français de Daniel Petitcuenot : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

LES SEANCES SPECIALES

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h 30.

L'AMOUR (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h 20.

ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 14 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 13 h 45, 17 h 10, 20 h 30.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h.

COUP DE CUR (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

CRUISING (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 35.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) .

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h, 16 h 10, 19 h 50, 22 h.

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 30.

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h 40.

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 30.

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

LADYHAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h 30.

LOLITA (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 21 h.

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

MÉDÉE (It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h.

MILOU EN MAI (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 40.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 20.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 15.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LES NUITS BLANCHES (It., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 45.

LE PROCÈS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 10.

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 45, 22 h 15.

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) 11 h 50.

THE PHILADELPHIA STORY (A., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h 10.

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 45.

LA VILLE DORÉE (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 12 SEPTEMBRE

« L'hôtel de Lauzun en l'île Saint-Louis », (la visite peut être *annulée. Tél. le matin* au 45-74-13-31), 14 h 30, 17, quai d'Anjou (E. Romann).

« Du siège du journal *le Monde* à la place de Catalogne : l'architecture nouvelle du quartier Montparnasse », 14 h 30, métro Falguière (P.-Y. Jaslet).

« Jardins et hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, métro Bac (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Les Carmes », 15 heures h, 70, rue de Vaugirard.

*« Port-Royal : évocation du Jan*sénisme autour du cloître le plus poétique de Parie », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Paris et son histoire).

« De Saint-Germain-des-Prés au palais du Luxembourg », 19 heures, parvis de l'église Saint-Germain-des-Prés (Sauvegarde du Paris historique).

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « Le pouvoir vivant de la théosophie ». Entrée gratuite (Loge unie des Théosophes). Salle *Psyché*, 15, rue J.-J. Rousseau, 15 heures : « Le spirituel : réponse et débat avec les auditeurs », avec J.-M. Rouquette (Usfipes).



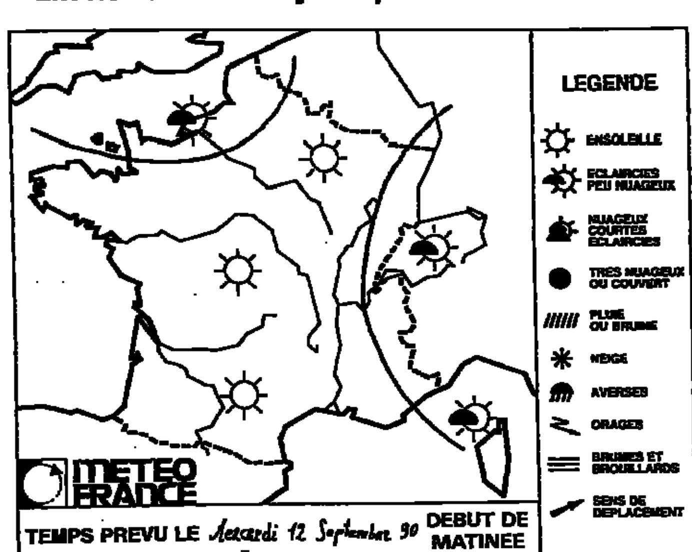
هكذا من الأصل

AGENDA

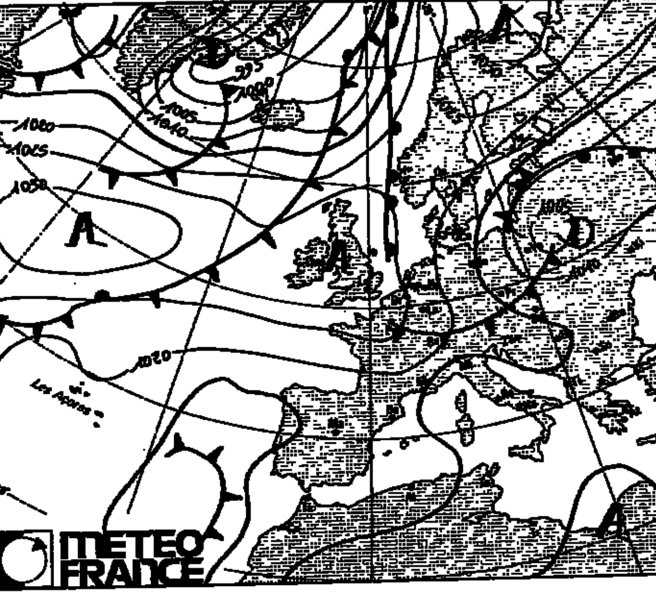
MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 12 septembre

Ensoleillé sur la majeure partie du territoire



SITUATION LE 11 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU

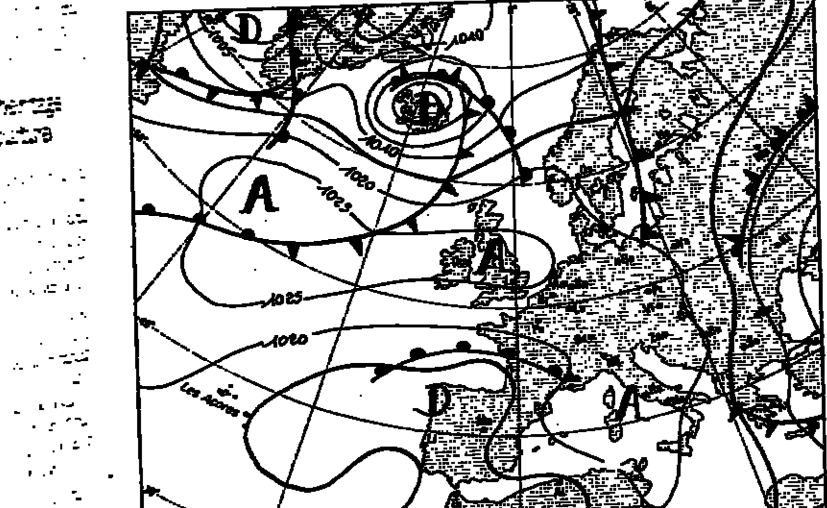


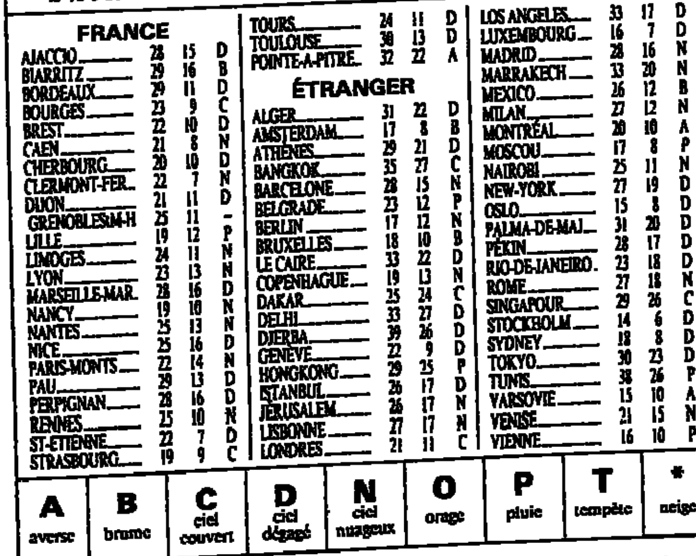
Jeudi 13 septembre : temps ensoleillé et plus chaud.

Le soleil sera prédominant sur la plupart des régions. Des passages nuageux pourront cependant assombrir momentanément le ciel des Ardennes à la Franche-Comté, ainsi que le golfe du Lion et la basse vallée du Rhône. Le Sud-Ouest, quant à lui, des Pyrénées aux Charentes, se couvrira d'un voile de nuages élevés.

Un vent d'est à nord-est modéré soufflera en Manche. Les témpératures minimales seront encore au-dessous des normales : 7 à 10 degrés sur la moitié nord-est, de 11 à 15 degrés de la Bretagne à la Méditerranée. Les températures maximales seront comprises entre 20 et 23 degrés au nord de la Seine et atteindront 24 à 29 degrés du Nord au Sud sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 11-9-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 10-9-90 à 6 heures TU et le 11-9-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	28	15	D
BIARRITZ	29	16	B
BORDEAUX	29	11	D
BOURGES	23	9	C
BREST	22	10	D
CAEN	21	8	N
CHERBOURG	20	10	D
CLERMONT-FER.	22	7	N
DIJON	21	11	D
GRENOBLEStM-H	25	11	-
LILLE	19	12	P
LIMOGES	24	11	N
LYON	23	13	N
MARSEILLE-MAR.	28	16	D
NANCY	19	10	N
NANTES	25	13	N
NICE	25	16	D
PARIS-MONTS	22	14	N
PAU	29	13	D
PERPIGNAN	28	16	D
RENNES	25	10	N
ST-ETIENNE	22	7	D
STRASBOURG	19	9	C
TOURS	24	11	D
TOULOUSE	30	13	D
POINTE-A-PITRE	32	22	A
ÉTRANGER			
ALGER	31	22	D
AMSTERDAM	17	8	B
ATHÈNES	29	21	D
BANGKOK	35	27	C
BARCELONE	28	15	N
BELGRADE	23	12	P
BERLIN	17	12	N
BRUXELLES	18	10	B
LE CAIRE	33	22	D
COPENHAGUE	19	13	N
DAKAR	25	24	C
DELHI	33	27	D
DJERBA	39	26	D
GENÈVE	22	9	D
HONGKONG	29	25	P
ISTANBUL	26	17	D
JÉRUSALEM	26	17	N
LISBONNE	27	17	N
LONDRES	21	11	C
LOS ANGELES	33	17	D
LUXEMBOURG	16	7	D
MADRID	28	16	N
MARRAKECH	33	20	N
MEXICO	26	12	B
MILAN	27	12	N
MONTRÉAL	20	10	A
MOSCOU	17	8	P
NAIROBI	25	11	N
NEW-YORK	27	19	D
OSLO	15	8	D
PALMA-DE-MAJ.	31	20	D
PÉKIN	28	17	D
RIO-DE-JANEIRO	23	18	D
ROME	27	18	N
SINGAPOUR	29	26	C
STOCKHOLM	14	6	D
SYDNEY	18	8	D
TOKYO	30	23	D
TUNIS	38	26	P
VARSOVIE	15	10	A
VENISE	21	15	N
VIENNE	16	10	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 11 septembre

TF 1

20.35 Cinéma : Les ripoux. ■■
Film français de Claude Zidi (1984). Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte, Régine.

22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Nathalie Baye.

A 2

20.40 Cinéma : Les sept mercenaires. ■■
Film américain de John Sturges (1960). Avec Yul Brynner, Eli Wallach, Steve McQueen.

22.45 Cinéma : Bonnie and Clyde. ■
Film américain d'Arthur Penn (1967). Avec Warren Beatty, Faye Dunaway, Michael J. Pollard.

0.30 Journal et Météo.

FR 3

20.35 ▶ Téléfilm : La Goutte d'or.
De Marcel Bluwal, d'après le roman de Michel Tournier, avec Ilah Dadi, Farid Chopel.
Voyage initiatique d'un jeune Berbère.

22.40 Journal et Météo.

23.00 Documentaire : Traverses (rediff.).

23.55 Musique : Carnet de notes.
Fantaisie chromatique et fugue en ré mineur, de Bach, par Gerhard Opitz, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : L'arme fatale. ■
Film américain de Richard Donner (1987). Avec Mel Gibson, Danny Glover, Gary Busey.

22.15 Flash d'informations.

22.20 Cinéma : Les eaux printanières. ■
Film italo-français de Jerzy Skolimowski (1988). Avec Timothy Hutton, Nastassja Kinski, Valeria Golino (v.o.).

LA 5

20.35 Cinéma : Patton. ■
Film américain de Franklin J. Schaffner (1970). Avec George C. Scott, Karl Malden, Michael Bates.

23.30 Magazine : Désir.

0.00 Journal de minuit.

0.10 Les héritiers (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : La mission secrète du Père Noël.
De Burt Brinckerhoff, avec Charles Durning, Risa Schiffman.
Pour les jeunes téléspectateurs.

22.15 Téléfilm : Finnegan remet ça.
De Joan Micklin Silver, avec Mary Tyler Moore, Robert Preston (rediff.).

LA SEPT

20.00 Documentaire : Les enfants du Père Jacques.
De Michel Fresnel et Annie-Claude Elkaïm.

21.00 Magazine : Mégamix.
De Martin Meissonnier.

22.00 Magazine : Dynamo.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Gestes amoureux chez les oiseaux.

21.30 Les Turcs en France : Le radeau de rêve (rediff.).

22.40 Nuits magnétiques. Relire la littérature ; Le roman des manuscrits.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda. L'héritage enfoui de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 1er août lors du Festival de Bayreuth) : Le crépuscule des dieux, opéra en un prologue et trois actes de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboïm ; sol. : Siegfried Jerusalem, Bod Brinkmann, Philipp Kang, Gunter Van Kannen, Anne Evans, Eva Maria Bundschuh, Waltraud Meier, Anne Gjevang, Linda Finnie, Uta Priew, Hilde Leidland, Annette Kuettenbaum, Janet Turner.

0.58 Les valses de l'été.

Mercredi 12 septembre

TF 1

13.35 Série : Sonny Spoon.
14.30 Club Dorothée.
17.25 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.20 Jeu : Une famille en or. Animé par Patrick Roy.
18.50 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
20.40 Variétés : Sacrée soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Pierre Bachelet, Jacqueline Maillan, Joëlle Ursull, Roch Voisine, Sandra, Félix Gray et Didier Barbelivien.
22.35 Magazine : SOS.
Présenté par Brigitte Bardot. Les mammifères marins menacés.
23.35 Journal, Météo et Bourse.
23.55 Série : Passions (et à 0.45, 3.40).
0.20 Série : Côté cœur.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Magazine : Eté show.
Présenté par Michel La-Rosa, en Corse.
14.10 Feuilleton : Les dames de la côte (3e épisode).
15.40 Magazine : Eté show (suite).
Invité : Michel Fugain.
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
17.35 Magazine : Giga.
Les années collège.
18.05 Feuilleton : Châteauvallon.
19.05 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal, Météo et Une vie de fou.
20.40 ▶ Téléfilm : Les enfants de Lascaux.
De Maurice Bunio, avec Benoît Magimel, Thierry Magnier.
Une découverte inoubliable.
22.10 Documentaire : Venise en analyse.
De Jean-Claude Longin et Henry Chapier.
A l'occasion de la 47e Mostra internationale de cinéma, portrait intime d'une ville à part.
23.15 Journal et Météo.
23.50 Magazine : Du côté de chez Fred.
Simeon II de Bulgarie (2e partie).

FR 3

13.30 Magazine : Une pêche d'enfer.
14.05 Magazine : Thalassa (rediff.).
Le bateau de l'exil, de Bernard Dussol et Robin Teboul.
15.05 Feuilleton : L'or et le papier (3e épisode).
15.52 Variétés : Francofolies.
16.05 Jeu : Objectif Tintin.
17.30 Jeunesse. Tilion ; Le petit chaperon rouge ; Au pays de mon père (3e partie).
18.15 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : La marche du siècle.
Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : L'immigration. Avec Hubert Prévot, secrétaire permanent à l'intégration, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, Arezki Dahmani, président de France-Plus.
22.15 Journal.
22.35 Magazine : Faut pas rêver.
Côte-d'Ivoire : Yamoussoukro ; Espagne : Sabucedo ; Angleterre : Cliveden.
23.30 Série : Chroniques de France.
Les Alsaciens, d'Hubert Knapp (1re partie).

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Un héros des Malouines.
De Richard Eyre, avec Colin Firth, Paul Rhys.
15.25 Documentaire : Nid de coucou.
De Malcolm Penny, Jeremy Bradshaw et Michael Linley.
16.00 Téléfilm : Une femme derrière l'objectif.
De Lawrence Schiller, avec Farah Fawcett, Frederic Forrest.
17.30 Documentaire : Les allumés...
Le vétérinaire du désert, d'Henri de Latour.
18.00 Cabou cadin.
Reporter blues : The Dick Tracy show.

En clair jusqu'à 21.00

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
Présentés par Philippe Dana.
18.50 Top albums.
Présenté par Marc Toesca.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : L'invité surprise. □
Film français de Georges Lautner (1989). Avec Eric Blanc, Victor Lanoux, Jean Carmet.
22.25 Flash d'informations.
22.30 Cinéma : Angoisse. ■■
Film espagnol de Bigas Luna (1987). Avec Zelda Rubinstein, Michael Lerner, Talia Paul.
23.50 Cinéma : Matador. ■
Film espagnol de Pedro Almodovar (1985). Avec Assumpta Serna, Antonio Banderas, Nacho Martinez (v.o.).

LA 5

13.35 Série : Amicalement vôtre.
14.30 Série : L'enquêteur.
15.25 Série : Soko, brigade des stups.
16.35 Dessins animés.
18.00 Série : K 2000.
19.00 Journal images.
19.10 Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.35 Histoires vraies.
22.20 Débat : Mères porteuses, qui sont-elles ?
Animé par Gilles Schneider.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
14.40 Téléfilm : Duel en hélicoptère.
De William Graham, avec David Jansen, Elayne Heilveil.
16.00 Jeu : Match music.
17.00 Série : Magnum.
17.45 Téléfilm : Le cœur gros.
De Fred Barzyk, avec Jennifer East, Jessica Walter.
Tragique disparition.
18.54 Six minutes d'informations.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : SOS otages.
De E. Arthur Kean, avec Chad Everett, Warren Oates.
Deux petits voyous braquent une banque.
22.20 Téléfilm : Logiciel mortel.
De Henry Herbert, avec Simon Dutton, Pamela Sue Martin.
Le Saint côtoie de grands scientifiques.
23.55 Série : Portraits crachés.
Reagan et ses copains.
0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

15.30 Cours d'italien (14).
15.55 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
16.55 Documentaire : Chapare. De Daniele Incalcaterra.
17.55 Documentaire : Actes d'amour. De Michèle Blondel.
18.15 Cinéma d'animation : Images.
18.30 Documentaire : Apsaras, ballet khmer en exil. De Jacques Kebadian.
20.00 Documentaire : Boogie Woogie. De John Jeremy.
21.00 Documentaire : La mort du grand-père. De Jacqueline Veuve.
22.30 Documentaire : Venise sauvée. D'André Engel.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Relire la littérature ; Le roman des manuscrits.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
L'héritage enfoui de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 (Concert en direct du Royal Albert Hall de Londres) : Portsmouth point (ouverture), de Walton ; Concerto pour piano et orchestre no 1 en ut majeur op. 15, de Beethoven ; La mort de Cléopâtre pour soprano et orchestre, de Berlioz ; Sinfonietta, de Janacek, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Michaël Tilson-Thomas ; sol. : Maria Ewing, soprano, Emmanuel Ax, piano.
23.07 Jazz club. En direct du Sunset à Paris.
0.58 Les valses de l'été.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPINGE »
Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GILBERT DENOYAN et ANNICK COJEAN avec la collaboration du « Monde ».

Audience TV du 10 septembre 1990 — Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	47,8	Panne Tech. 17,9	Panne Tech. 6,8	Panne Tech. 15,3	Panne Tech. 2,1	Panne Tech. 2,6	Panne Tech. 2,9
19 h 45	51,4	Roue Fort. 20,3	Mac Gyver 12,2	19-20 Info 12,8	Nulle part. 2,5	Com.TV 1,9	Roseanne 1,9
20 h 16	64,5	Journal 26,4	Journal 15,6	La Classe 9,7	Nulle part. 2,5	Journal 4,6	Mad. servie 5,2
20 h 55	67,2	Notre imagène 21,7	Kean 10,6	Et quelque $ 21,4	Opsédé 2,4	Tout l'Or du prof. 7,0	Poulet au vin. 6,5
22 h 08	59,2	Notre imagène 22,0	Kean 6,2	Et quelque $ 22,3	Opsédé 1,7	Le voyageur 2,9	Poulet au vin. 5,8
22 h 44	36,9	Vie de famille 9,4	Kean 6,4	Pub 9,1	La fin du jour 0,9	Réanimator 7,8	Spécial Irak 3,8

AGENDA

CARNET DU Monde

Adoptions

– Martine GAZEL
et
Pierre COURS-SALIES

ont le grand bonheur de faire part de l'arrivée de

Antoine,
Pierre, Aimé, Eugène,
né le 12 juin 1990
à Providencia-Santiago-de-Chile.

Yvonne, Marie-Jeanne et Pierre,
ses grands-parents,
Anne,
sa sœur,
Et Francette,
sa tante,
s'associent *à leur joie*.

« A travers ces enfants et les amis que nous avons laissés là-bas, le Chili nous est entré dans le cœur pour toujours. »
Dominique Grange.
(Je t'ai trouvé au bout du monde, au Livre de poche.*)*

Mariages

– Jeannine MASSELOT
et
Bernard DEMIERRE

sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le 15 septembre 1990, à la mairie du 12e, à Paris.

Décès

– Mme Pierre Anain
et son fils Eric,
M. et Mme Jacques Anain
et leur fils Jérôme,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre ANAIN,

survenu le 24 août 1990, à l'âge de cinquante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 28 août.

Une messe à son intention sera célébrée le vendredi 14 septembre, à 18 heures, en l'église Saint-Germain, de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

– M. Julien Bambaggi,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. veuve Robin BAMBAGGI,
née Renée Alfille,

survenu le 7 septembre 1990, à l'âge de soixante-six ans, à Paris.

L'inhumation aura lieu le mercredi 12 septembre, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à la porte du cimetière, 43, avenue Marx-Dormoy, 92220 Bagneux, à 10 h 30 précises.

Cet avis tient lieu de faire-part.

48 *bis*, rue Riquet,
75019 Paris.

– *Le 12 juillet 1990*, à soixante-dix-sept ans, est décédé à Reims

Léo BORGNIET,
directeur d'école honoraire,
palmes académiques,
lieutenant FTPF
(Front national de la Résistance),
médaille de la Résistance,
cofondateur du journal *l'Union*,
à Reims, en 1945.

De la part de
Paulette Borgniet,
son épouse,
Annette Merle
Et Michelle Jandik,
ses filles.

2, rue des Maraîchers,
51100 Reims.
213, chemin Domergue,
83500 La Seyne.
27, rue de la Dîme,
27930 Guichainville-Evreux.

– Dominique Noble
et Gilles de Boïard,
ses enfants,
Mme Alice Louis-Philippe,
sa mère,
Mme Marcelle Pescher
et Mlle Monique Louis-Philippe,
ses sœurs,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne de BOÜARD,

survenu le 7 septembre 1990, à Villejuif.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 12 septembre, à 10 heures, en l'église de Ville-la-Grand.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Saint-Germain-en-Laye. Guernesey. Nancy. Angomont.

Marie-Christine Lorang,
Marie-Dominique, Jean-Paul, Cathy Lebec,
Isabelle, Jean, Cédric Thomas,
ses enfants et petits-enfants,
Marthe Callewaert,
Marie-Jeanne Callewaert,
Marcelle Petit,
Thérèse Callewaert,
ses sœurs,
Ses neveux, nièces,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Raymonde CALLEWAERT-LORANG,

le 4 septembre 1990, dans sa soixante-quatorzième année, à Saint-Germain-en-Laye, *dans la paix du Seigneur*.

La cérémonie religieuse aura lieu le 12 septembre, à 11 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Bonne-Délivrance, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Petite-Synthe.

52, boulevard d'Argençon,
92200 Neuilly-sur-Seine.
Hauteville House St.-Peter-Port,
Guernesey.

– Claude et Marie-Thérèse Chevrel,
Yves et Andrée Chevrel,
Alain et Anne-Marie Chevrel,
Françoise Chevrel,
ses neveux et nièces,
Marie-Hélène, Eric, Anne, Marc, Guillaume, Marion, Delphine,
ses petits-neveux et petites-nièces,
Hélène Chevrel, Margot Chevrel,
ses belles-sœurs,
Et toute la famille,
Mme Olga Lam-Nguyen
et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Marcel CHEVREL,

survenu le 7 septembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi *12 septembre*, en la cathédrale Saint-Fulcran de Lodève, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Route de Mayres,
Grézac-le-Haut,
34700 Lodève.
6, cité Sainte-Claire,
32100 Condom.

– Mme Geneviève Haym,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme Véronique Haym,
ses enfants et petits-enfants,
Leurs parents
Et amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Daniel HAYM.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 7 septembre 1990.

41, rue Beaubourg,
75003 Paris.
Résidence Les Ardennes,
8, rue de Belgique,
54500 Vandœuvre.

– Aumont-en-Halatte.

Mme HARTMANN,
née Gisèle, Blanche Bourgeois,

Et son fils

Roger HARTMANN,
directeur du contrôle de gestion
de FASA-Renault,

se sont endormis dans la paix les 8 et 9 septembre 1990, des suites d'un accident.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Gervais-Saint-Prothais d'Aumont-en-Halatte, leur paroisse, où l'on se réunira.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

De la part de
M. Marcel Hartmann,
Mme Roger Hartmann,
dite Emmanuelle Lacroix,
Violaine, Rafaële, Jérémie Hartmann,
Et de toute la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, chemin de la Procession,
60300 Aumont-en-Halatte.

– Mme *François Ménage*,
née Magnien,
son épouse,
Christophe et Odile Ménage,
ses enfants,
Pauline et Grégoire,
ses petits-enfants,
Sœur Marie Suzanne de Sainte-Thérèse, carmélite,
sa tante,
Mme Paul Magnien,
sa belle-mère,
M. et Mme Marcel Schmitt,
Mme Henri Durand,
M. et Mme Jean Latrasse,
Mme René Ménage,
Le docteur et Mme Charles Ménage,
M. et Mme Gilles Ménage,
M. et Mme Jacques Magnien,
M. et Mme François Magnien,
M. Philippe Magnien,
M. et Mme Jean-Louis Magnien,
ses sœurs, frères, beaux-frères et belles-sœurs,
leurs enfants et petits-enfants,
ses oncles, tantes, cousins, cousines,
Parents et alliés,
Ses nombreux amis,
ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu, de

François MÉNAGE,

survenu le 9 septembre 1990, dans sa soixante et unième année, muni des sacrements de l'Eglise.

« J'ai mené le bon combat, j'ai achevé ma course, j'ai gardé la foi. »
(Saint Paul.)

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 septembre 1990, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les fleurs peuvent être remplacées par des messes ou des dons à l'Association Claude-Bernard, 3, avenue Victoria, *75100* Paris RP, à l'intention du professeur Debesse-Laënnec.

34, avenue de Suffren,
75015 Paris.
4, avenue d'Alsace-Lorraine,
92500 Rueil-Malmaison.

– La direction
Et les collaborateurs de la
Publicité Paul Le Chevallier,
ont la tristesse de faire part du décès de

François MÉNAGE,
ancien président-directeur général
de *la société*,
président de la commission
des affaires sociales de Presspace,
membre de la commission paritaire
des affaires sociales de la FNP,
membre du directoire du CASP,

survenu le 9 septembre 1990, dans sa soixante et unième année.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 13 septembre 1990, à 14 heures, *en l'église Saint-François-Xavier*, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7e.

31, rue de La Rochefoucauld,
75009 Paris.

– M. Ahmad Farougby
et Mme, née Soraya Moaven,
M. Shaheen Fatemi
et Mme, née Miloufar Moaven,
Mme Farimah Daftary,
Hossein Alexandre Fatemi,
ont la douleur de faire part du décès, le 8 septembre 1990, de leur mère, belle-mère et grand-mère,

Mme Hossein MOAVEN,
née Mansoureh Vossough.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, *Paris-16e*.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, le même jour à 12 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

71, avenue Foch,
75116 Paris.

– Albert Muller,
Ses enfants,
Son petit-fils,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Louise MULLER,
née Bouyon,

survenu le 4 septembre 1990, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à La Celle-sur-Morin.

116, rue *Damrémont*,
75018 Paris.

– Mme Danuta Nowicki,
son épouse,
M. et Mme Didier Bernateau,
ses enfants,
Elise,
sa petite-fille
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre NOWICKI,
économiste,
fonctionnaire international
à la Banque mondiale,

survenu le 1er septembre 1990, à Washington, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 13 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, 2, place du Louvre, Paris-1er, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

34, boulevard Arago,
75013 Paris.
8502, Beech Tree Court,
Bethesda, Md. 20817,
Etats-Unis.

– Mme veuve Joseph Nowicki,
sa mère,
M. et Mme Tadeusz Nowicki,
ses frère et belle-sœur,
Frédéric et Laurent Nowicki,
ses neveux,
Toute la famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alexandre NOWICKI.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Famille Nowicki.
30, rue du Printemps,
75017 Paris.

– Mme Régine Révidi,
son épouse,
Gisèle Harrus-Révidi,
Frédérique et Anne-Julie,
Danielle et Jean Laurent,
Catherine et Emmanuelle,
Nicole et Jean-Louis Richard,
Stéphanie,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 9 septembre 1990, de

Isaac-Albert RÉVIDI,

à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 12 septembre, à 10 h 30, au cimetière de Pantin.

Réunion à l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Joseph, 5, rue Pierre-Larousse, *Paris-14e, à 9 h 30.*

26, rue François-Bonvin,
75015 Paris.
26, rue du Cdt-Mouchotte,
75014 Paris.

– M. et Mme Alain Rouart,
Sœur Marie Rouart,
M. et Mme Augustin Rouart,
Mme Georges Hamel,
ses frères et sœurs,
Et toute *la famille*,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe ROUART,

survenu le 8 septembre 1990, dans sa quatre-vingt-septième année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 septembre, en l'église Sainte-Anne-de-Maison-Blanche, 186, rue de Tolbiac, 75013 Paris, où l'on se réunira, à 16 heures, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

– Jean-Michel et Claire Rousseau,
Bernard et Valérie Rousseau,
Jean-Baptiste, Hélène et Caroline Rousseau,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean ROUSSEAU,
née Madeleine Houdayer,

survenu le 9 septembre 1990.

Les obsèques auront lieu à Ars-en-Ré (*Charente-Maritime*), le 12 septembre.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

1, rue Gay-Lussac,
75005 Paris.

Anniversaires

– Pour le troisième anniversaire de la disparition de notre cher

Antonio BENENATI,
marquis de Quiros Lazio de Santana,

que ceux qui l'ont aimé aient une pensée pour lui.

Son épouse,
La famille Ferrara,
La famille Hernandez-Casas.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5345

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III						■		■	
IV				■					
V		■							
VI				■					■
VII			■				■		
VIII								■	
IX				■		■			
X					■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Qualifie un art pratiqué par un chef. – II. Qu'on n'aura donc pas pour rien. – III. Est parfois très chou. – IV. Va toujours avec mesure. Symbole de la souveraineté à Byzance. – V. Arrondir les angles. – VI. Endroit où l'on peut trouver une formation. A laissé des traces sur les neiges de l'Himalaya. – VII. Point de départ. Au-dessus de la ceinture. Note. – VIII. Peuvent grincer des dents. – IX. Fils arabe. Trou dans un mur. – X. Un compagnon de saint François d'Assise. Le jurassique inférieur. – XI. Peut servir de remise.

VERTICALEMENT

1. Est vraiment bien ennuyé quand il a la guigne et qu'il manque de pot. – 2. Reste suspendu. Qui n'est donc pas resté vilain. – 3. Un coup de rouge les rend plus gaies. Pas libres. – 4. Eprouvée par celui qui avait la rage. Partie de dames. Pour lier. – 5. Quand il est grand, on passe partout. – 6. Article. La dernière tragédie de Voltaire. Participe. – 7. Comme un lion sortant du champ. On allume quand il descend. – 8. Note. Opposa au scepticisme de Hume les évidences du sens commun. Un dieu dont on peut penser qu'il n'hésitait pas à frapper. – 9. L'acétate d'éthyle, par exemple. A beaucoup à perdre.

Solution du problème n° 5344

Horizontalement

I. Greffiers. – II. Aiguille. – III. Sali. Oise. – IV. Etêtés. – V. Référé. Es. – VI. Obi. Isère. – VII. Pente. Ave. – VIII. On. Oui. – IX. Détenu. Si. – X. Email. – XI. Sala. Eole.

Verticalement

1. Gastropodes. – 2. Ria. Ebène. – 3. Eglefin. Tel. – 4. Fuite. Tréma. – 5. Fi. *Erié*. Na. – 6. Ilotes. *Ouïe*. – 7. Elie. Eau. Lô. – 8. Resservis. – 9. Sée. Ide.

GUY BROUTY

ENVIRONNEMENT

Après la pollution de la raffinerie Shell en basse Seine

La guerre des deux « Couronne »

ROUEN
de notre correspondant

M. Bernard Frau, maire PS de Grand-Couronne (Seine-Maritime), commune voisine de la raffinerie Shell de Petit-Couronne responsable d'une pollution de la nappe phréatique, a mis publique*ment* en cause son collègue de Petit-Couronne, également socialiste, lui reprochant d'être passif face à l'industriel pollueur.

M. Frau, qui avait invité récemment la population de sa commune à une réunion-débat pour l'informer de l'action entreprise par la municipalité, a clairement laissé entendre que le maire de Petit-Couronne, M. Gérard Letailleur, *cédait au chantage à l'emploi* du raffineur. *« Quelque part, il subit. A-t-il toutes les informations ? »* s'est-il interrogé.

Son propos était aussi adressé aux autres élus de l'agglomération de Rouen. Le maire de Grand-Couronne reproche à ses collègues socialistes de ne pas vouloir prendre en main le dossier de la protection de l'environnement, très sensible *dans la* région.

Le débat, latent depuis des années, a pris une grande acuité le 4 août dernier, après l'explosion à Petit-Couronne d'un pavillon d'habitation envahi par des émanations d'hydrocarbures signalées depuis plusieurs mois (*le Monde* des 11 et 29 août). L'enquête a permis de mettre en évidence une pollution de la nappe phréatique. Ces derniers jours, les pompages ordonnés par le préfet ont permis d'extraire plus de 2 000 mètres cubes d'eau chargée à 70 % d'hydrocarbures présentant les caractéristiques de l'essence *sans plomb. La raffinerie* Shell a ainsi reconnu sa responsabilité et rapidement décelé une fuite dans un tuyau qui aurait déversé 2 à 3 mètres cubes d'hydrocarbures *divers chaque jour*. L'avarie remonterait au moins à 1986.

Alors que M. Letailleur, suivi en cela par l'administration, répète *qu'il s'en tient scrupuleusement* à la procédure judiciaire engagée contre la Shell, M. Frau a mis en demeure la raffinerie d'indemniser les victimes et d'appliquer les dispositions de réduction de la pollution atmosphérique fixées par les pouvoirs publics. Il a d'autre part renouvelé l'appel lancé à M. Laurent Fabius, président du SIVOM (Syndicat intercommunal à vocation multiple) de l'agglomération de Rouen depuis 1989, demandant la création d'une agence d'agglomération pour les problèmes d'environnement.

ÉTIENNE BANZET

Ligne à haute tension sur un village

Le maire de Douai demande à EDF la suspension des travaux

M. Jacques Vernier, maire de Douai (Nord) et porte-parole de l'opposition pour l'environnement, a demandé à EDF, lundi 10 septembre, de suspendre les travaux de construction d'une ligne à 400 000 volts au-dessus de la bourgade de Coutiches, localité proche de sa ville. Depuis le début de ce mois les 1 000 habitants de Coutiches rivalisent d'ingéniosité pour tenter d'arrêter la pose des câbles d'une ligne à très haute tension qui surplombe leurs toits et dont ils craignent qu'elle ne détruise définitivement le paysage, qu'elle ne trouble la réception des programmes de télévision et qu'elle n'altère la santé des infortunés qui résident juste au-dessous.

Feux d'artifice, cerfs-volants, occupation des pylônes déjà dressés : les manifestations se succèdent pour empêcher les hélicoptères poseurs de câbles de faire leur travail. Dans sa lettre à EDF, M. Vernier défend les habitants en ces termes : *« Il me paraît inimaginable qu'à l'heure où l'on parle tellement d'environnement on puisse porter atteinte de manière si directe et si proche à la vie quotidienne de nombreuses familles. »* M. Vernier est l'un des principaux organisateurs des « états-généraux de l'environnement » que l'opposition organise les 15 et 16 septembre prochains à Saint-Maximim (Var).

Les fumées de Brocéliande...

Inexplicablement, malgré les trois cents hommes accourus avec leurs véhicules de lutte contre le feu, la forêt de Paimpont, au cœur de la Bretagne, à *la limite du Morbihan* et de l'Ille-et-Vilaine, brûle depuis trois jours. Mardi matin 11 septembre, on dénombrait déjà cinq pompiers blessés, dont deux grièvement brûlés qui ont été transportés à Paris, alors que 250 hectares de futaies étaient détruites. Le feu repart ici et là, sans qu'on sache comment et pourquoi. Trois bombardiers d'eau ont été amenés d'urgence des départements du Midi.

Les flammes ont particulière*ment ravagé le « Val sans* retour », un lieu sauvage et accidenté où, selon la légende, la fée Morgane enfermait les mauvais garçons. Il est vrai que le massif tout entier (*6 500* hectares) est un haut lieu de l'imaginaire breton et du tourisme littéraire. C'est là que les conteurs médiévaux placent la retraite de Merlin, l'un des compagnons du roi Arthur, qui après la quête du Graal vint chercher la paix. Il y rencontra la fée Viviane qui, pour le garder, l'enferma à jamais dans un cercle magique. Cette futaie merveilleuse s'appelait alors la forêt de Brocéliande...

M. A.-R.

SPORTS

FOOTBALL : la crise des Girondins de Bordeaux

L'encombrant M. Bez

BORDEAUX
de notre correspondante

Nul n'en doute plus à Bordeaux : *la démission de M. Claude Bez* ne serait qu'une question d'heures. Vendredi 7 septembre, M. Jacques Chaban-Delmas a reçu, un à un, tous les membres de sa majorité municipale. Leurs demandes réitérées de prendre des distances avec l'encombrant M. Bez auraient fléchi la volonté du maire de maintenir en place M. le président du club de football. Jacques Chaban-Delmas a reçu Claude Bez à deux reprises lundi 10 septembre. Il a convié, ensuite, en audience celui qu'on donne comme un possible successeur, M. Jean-Pierre Derose, l'organisateur du tournoi de tennis « Passing shot » de Bordeaux.

A la sortie, M. Derose a déclaré : *« Je serais très honoré qu'on me propose la présidence des Girondins de Bordeaux, mais elle n'est pas libre. »* Avant, tout de même, d'ajouter : *« Si Claude Bez devait partir, j'aimerais que cela arrive dans de bonnes conditions, dans le respect de la dignité. »* M. Jacques Chaban-Delmas devait présenter ses décisions concernant le club, mardi 11 septembre à Paris. Son plan de sauvetage financier consisterait, dans un premier *temps*, à trouver 60 millions de francs d'argent frais dont 30 millions couverts par un emprunt dont la ville de Bordeaux se porterait garante.

« C'est insuffisant », critique, par anticipation, le socialiste François Xavier Bordeaux, qui mène, depuis des mois, l'offensive pour la *« transparence financière »* du club. Il affirme, lui, pouvoir *disposer* de *« 100 millions de francs cash »* par le biais de sponsors *« dont le principal n'est pas français »*. Dans sa certitude du départ de M. Bez, M. François Xavier Bordeaux *prévoit* : *« M. Derose devra faire preuve d'autorité à la tête du club. Il devra revoir le staff qui entourait Claude Bez et la composition du conseil d'administration de l'association. Raymond Goethals, l'entraîneur limogé en août dernier, est prêt à revenir. »*

GINETTE DE MATHA

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉCONOMIE

BILLET

Test grandeur nature

La détermination du gouvernement à tenir fermement le cap de la discipline salariale dans le cadre des ajustements qu'implique le nouveau contexte international est en train de subir un test grandeur nature.

Pour désamorcer les risques d'un conflit généralisé dans les caisses primaires d'assurance-maladie, le conseil d'administration de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) a décidé, la semaine dernière, de procéder à une revalorisation de 1 % des salaires (après une première augmentation de 1,75 %) et d'accorder un à-valoir de 3 points d'indice (120 francs bruts mensuels) sur de futures négociations sur les classifications.

Les pouvoirs publics, qui doivent donner leur aval, font un calcul très simple. Mises bout à bout, ces mesures équivalent à une hausse de 4,44 % en niveau pour 1990 et de 5,4 % en masse, alors que la norme gouvernementale toujours en vigueur pour cette année limite à 2,5 % la progression en niveau dans le secteur public. Matignon estime, par conséquent, que cette arithmétique cadre très mal avec la *« gestion stricte »* des salaires que réclame la conjoncture.

Les syndicats, qui assurent avec le patronat la gestion des cent quatre-vingt mille salariés de la Sécurité sociale, ne décolèrent pas. Lundi 10 septembre, FO et la CFDT ont ouvertement menacé de quitter le conseil d'administration de l'UCANSS, comme l'a déjà fait le CNPF en juin dernier, si les mesures salariales prévues ne sont pas acceptées. Leurs responsables se disent prêts à étendre le conflit, qui perdure depuis seize semaines à la caisse primaire d'Evry (Essonne). La CFDT envisage d'ores et déjà une grève de vingt-quatre heures le 26 septembre.

Plutôt théorique jusqu'à présent, le débat sur la rigueur salariale a-t-il trouvé une première application concrète ? Si l'espoir de parvenir à un compromis n'est pas encore abandonné, le gouvernement est visiblement prêt à aller au-devant d'un conflit plutôt que de remettre en cause ce qu'il considère plus que jamais comme *« un point dur »* de sa politique.

J.-M. N.

Les conséquences de la crise du Golfe

Aux Etats-Unis, la récession apparaît inévitable

Le coût de l'effort de guerre et les incertitudes persistantes sur l'état du budget américain rendent moroses les marchés financiers outre-Atlantique. Chacun s'efforce de rester « liquide » et de nombreuses opérations traînent en longueur. Les tensions sur les cours du pétrole ne font qu'ajouter à la nervosité ambiante.

NEW-YORK

de notre correspondant

Une bande de joyeux fêtards, des confetti dans les cheveux et le sac de golf en bandoulière, qui s'efforcent de gravir, à quatre pattes, les marches du Capitol Hill pendant que deux hommes d'affaires les contemplent avec commisération en soupirant : *« Les vacances d'été, c'est fini ... Il va falloir repenser au business. »* C'est avec ce dessin publié à la veille de la rentrée scolaire aux Etats-Unis, que le *Richmond Times* signifie au monde politique appelé à reprendre le chemin du Congrès qu'il est temps de passer aux choses sérieuses.

Pendant un peu plus d'un mois, les parlementaires en congé ont pu à loisir croiser le fer avec Saddam Hussein, qui venait chaque jour ou presque les narguer sur leur petit écran. Certains ont même poussé l'esprit d'aventure jusqu'à rendre visite à quelques-uns de ces dizaines de milliers de boys enlisés en Arabie saoudite en attendant une attaque que George Bush refuse toujours de lancer. Un moyen de remonter le moral des troupes. Et de commencer à calculer combien va coûter ce gigantesque aller (retour ?) offert à la US Army à 13 000 kilomètres des côtes des Etats-Unis.

D'après les dernières estimations, l'imposante présence de l'armée américaine au Proche-Orient revient à 45 millions de dollars par jour au contribuable. Soit 11 milliards de dollars en année pleine si l'opération « Bouclier du désert » s'éternise. Un « prix » qui tient compte de la prise en charge par l'Arabie saoudite de la majeure partie de l'effort consenti par Washington. Le jugement de ce financier new-yorkais est catégorique : *« A ces niveaux, il est clair que dans la situation présente, les Etats-Unis n'ont pas les moyens de consentir longtemps un effort de guerre de cette ampleur. »* Or tant le président Bush que son secrétaire d'Etat, M. James Baker, ont récemment réaffirmé que les GI n'étaient pas près de plier bagage de sitôt. *« C'est ce qui explique la nouvelle morosité des marchés financiers, laquelle était déjà sensible avant la crise du Golfe. Et la flambée persistante des prix du pétrole ne fait que peser un peu plus sur les cours alors que la discussion budgétaire visant à comprimer le déficit est au point mort »*, commente ce spécialiste.

« Chacun se cantonne dans une situation d'expectative et s'efforce de rester le plus liquide possible. Après les déboires subis ces dernières semaines sur les actions, certains de mes clients se sont placés sur les devises ; ils peuvent sortir plus facilement, alors qu'ailleurs on n'en finit pas de compter les cadavres... » fait valoir ce banquier de la place. Les valeurs à revenu variable ne sont pas les seules touchées. Du côté obligataire, les *junk bonds*, passablement affectés par la chute de Drexel Burnham Lambert, l'ex-roi des « obligations de pacotille », sont actuellement totalement sinistrés. Le marché a touché en août dernier son plus bas niveau depuis deux ans. Dans le même temps, les *leveraged buy out*, ces modes de financement par effet de levier qui, avec les *junk bonds*, ont permis de restructurer – et de dépecer – une bonne partie des entreprises américaines, sont aussi au point mort. Et toutes les transactions « à la marge » sont d'avance vouées à l'échec. Il en est ainsi de la troisième tentative d'UAL, la société holding coiffant la compagnie aérienne United Airlines, de financer son rachat par LBO, *« une opération lancée pourtant quinze jours avant l'annexion du Koweït par l'Irak et qui n'est toujours pas bouclée »*, relève un spécialiste du marché.

L'hypothèque du pétrole

Il ne manquait plus que la tuile du pétrole ! Dans un pays qui importe à présent un peu plus de 50 % de l'énergie dont il a besoin, le bond de 80 % du prix du baril en l'espace d'un peu moins de deux mois, même s'il comble d'aise le Texas, principal Etat producteur de l'Union, a achevé de donner la nausée aux marchés, désormais hypersensibles à la moindre odeur d'essence. Témoin la journée du 10 septembre. Au lendemain de la troisième séance de tapes dans le dos à laquelle se sont livrés les présidents Bush et Gorbatchev à Helsinki, la Bourse de Wall Street aurait dû réagir favorablement à l'entente confirmée entre les Deux Grands à propos du dossier irakien. Surtout après la forte hausse constatée la veille au soir à Tokyo. Las, après avoir salué par une légère hausse initiale cette bonne nouvelle, l'indice Dow Jones a terminé la séance en repli avec un faible volume d'affaires, autre souci de préoccupation pour les courtiers, rémunérés, bien sûr, à la commission.

« Aujourd'hui, l'élément clé, c'est le pétrole », assurent les boursiers. Et ils ont de quoi être servis... En quelques heures, Bagdad aura successivement annoncé un accord comportant la réouverture réciproque des ambassades en Irak et en Iran, puis la décision du président Saddam Hussein de livrer gratuitement du pétrole irakien aux pays du tiers-monde souffrant de l'embargo décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies. Du coup, le baril de brut grimpait à 31,30 dollars au New York Mercantile Exchange, en hausse de 1,26 dollar sur son cours précédent. Un bond de 4 % qui a suivi, il est vrai, la rumeur, rapidement démentie, selon laquelle la troupe irakienne marchait sur la Jordanie.

Déjà, les spécialistes ont sorti leurs archives et leur papier calque. Pour constater qu'après le deuxième choc pétrolier, celui de 1979, la courbe du Dow Jones a assez fidèlement épousé celle du prix du brut lorsque ce dernier grimpait jusqu'à 40 dollars par baril fin 1981. Avec, dans le même temps, une grave récession dont les Etats-Unis ont mis trois ans à sortir et une chute des cours de Bourse avant que l'approche du second mandat du président Reagan donne un énergique coup de fouet à la cote.

A l'heure actuelle, la récession, inscrite en pointillé avant la crise du Golfe, apparaît inévitable après les effets de la « logique de guerre ». La vente de quelques tentes climatisées et d'autant de masques à gaz pour les soldats américains ne compensera pas la chute des bénéfices des entreprises de l'industrie et des services ainsi qu'en témoignent les derniers résultats trimestriels. Idem pour les quelques appareils militaires vendus à des pays arabes se jugeant menacés par Bagdad – voire à Israël – et qui représentent bien peu de chose par rapport aux coupes décidées par l'administration américaine dans le budget de la défense et sur lesquelles elle ne peut pas revenir, sous peine de voir dériver un peu plus un déficit impressionnant que la loi Gramm-Rudman-Hollings n'arrive pas à contenir.

Le trou budgétaire reste

En juin dernier, en dépit des réalités, la commission budgétaire mixte constituée par le Congrès pour essayer de réduire ce « trou » budgétaire pour l'année fiscale en cours, qui s'achève fin septembre, avait retenu l'objectif de 165 millions de dollars. Contre un déficit de 100 millions de dollars fixé autoritairement par le Gramm-Rudman-Hollings Act. D'où la décision de M. Bush de procéder à d'importantes réductions de dépenses en anticipant, parallèlement, des recettes accrues grâce à une augmentation des impôts contraire, pourtant, à ses engagements préélectoraux. Mais cela ne pouvait suffire. D'autant que le nouveau gouffre financier creusé sous le sol des caisses d'épargne allait coûter 68 millions de dollars de plus au budget. Auxquels il convient d'ajouter le manque à gagner fiscal provenant d'une économie tournant au ralenti et donc payant moins d'impôts, et des coûts consécutifs à la crise du Golfe.

Au total, et dans l'hypothèse la plus favorable, un déficit de 250 milliards de dollars au bas mot. Face à un objectif toujours fixé à 100 milliards par le législateur ! Devant l'impossibilité de se plier à cette exigence, les négociateurs républicains et démocrates du Parlement et les représentants de l'administration sont convenus de réviser la loi pour se fixer un nouvel objectif d'équilibre budgétaire dans cinq ans avec, la première année (1991), une réduction du déficit en volume de 50 milliards de dollars, soit 1 % du PNB américain, et de 500 milliards à l'issue de ces cinq ans. Avec pour obligation de parvenir à un accord chiffré avant le 1er octobre prochain sous peine de voir s'appliquer des coupes budgétaires automatiques prévues par les dispositions actuelles.

A l'approche de la date fatidique, chacune des parties s'efforce de faire avancer ses pions pour parvenir à un accord portant, pour moitié, sur une augmentation de la pression fiscale et, pour le reste, sur des diminutions de dépenses. Au niveau des grands principes, l'entente ne pose pas trop problème, mais, dès qu'on entre dans le détail des dispositions, le jeu se fait plus serré. Après trois jours de réunions non stop tenues sur la base militaire d'Andrews, pour mieux s'isoler, les négociateurs budgétaires ne semblaient pas avoir beaucoup avancé. Ainsi, la proposition démocrate de frapper au portefeuille les Américains les plus riches a encore des odeurs de soufre auprès des *congressmen* fidèles à M. George Bush. Chacun a en tête l'intérêt national. Au moins autant que celui de sa paroisse. En novembre prochain, les sièges des gouverneurs et de nombreux parlementaires auront été renouvelés. Et les électeurs, toujours très sensibles à la fiscalité dans ce pays, se prononceront très certainement en fonction de ces considérations. Au moins autant que sur les thèmes de l'avortement ou de la peine de mort, deux sujets qui mettent aussi les personnages politiques particulièrement mal à l'aise en période électorale.

A priori, personne n'est dupe. Dans un récent sondage réalisé pour le compte du *New York Times* et de la chaîne de télévision CBS, les personnes interrogées devaient répondre à cette question d'actualité posé en termes simples : *« Ont-ils réellement l'intention de réduire le déficit ?... »* D'emblée, 60 % des « sondés » ont tranché : c'est « non ».

SERGE MARTI

Fluctuations erratiques des cours du pétrole

Les cours du pétrole brut ont oscillé brutalement lundi 10 septembre, baissant puis regrimpant au gré des nouvelles en provenance du Golfe. Ces fluctuations erratiques montrent la sensibilité extrême d'un marché dont l'équilibre, fragile, est à la merci du moindre accident.

Suivant le résultat de la rencontre Bush-Gorbatchev et l'apaisement des tensions militaires, les cours avaient commencé à Londres, puis à New-York, à diminuer de 1 dollar, à 29,25 dollars par baril pour le brent britannique contre 30,25 dollars à l'ouverture.

Mais dans la soirée la tendance s'inversait à la suite de rumeurs faisant état d'un déploiement de troupes irakiennes à la frontière de la Jordanie. En une heure en fin de scéance les prix du brut américain de référence, le WTI, qui avaient perdu plus de 1 dollar, reprenaient 1,26 dollar pour terminer finalement à 31,30 dollars par baril.

Ces fluctuations apparemment sans signification traduisent l'extrême sensibilité d'un marché de plus en plus tendu à mesure que les approvisionnements en provenance d'Irak et du Koweït disparaissent, tandis que les productions de remplacement promises par différents pays producteurs n'ont pas encore atteint les consommateurs.

La hausse des cours du brut est en outre soutenue par celle des prix des produits pétroliers. Lundi, un responsable du département d'Etat à l'énergie américain a ainsi souligné que la marge de manœuvre, en ce qui concerne l'essence, le gasoil ou le fioul est très faible, les stocks aux Etats-Unis n'étant supérieurs que de 5,9 millions de barils aux niveaux minimaux de fonctionnement et les raffineries travaillant à pleine capacité. *« Nous sommes sur le fil du rasoir, il n'y a pas de marge d'erreur »*, a ajouté M. George Baker, de la firme Merryl Linch Research.

INSOLITE

Scandale financier en Argentine

Le président argentin, M. Carlos Menem, a annoncé lundi 10 septembre l'ouverture d'une enquête visant à déterminer la teneur exacte d'un « trou » de 67,5 milliards de dollars (350 milliards de francs environ) découvert dans les comptes de la Banque centrale.

C'est le président de l'institut d'émission, M. Javier Gonzalez Fraga, qui avait révélé il y a quelques jours qu'au cours de la dernière décennie, la Banque centrale argentine avait dépensé ces 67,5 milliards en opérations diverses allant de subventions aux exportations au financement des dépenses du gouvernement. Cette somme équivaut presque à une année de produit national brut argentin et dépasse le montant de la dette extérieure du pays (65 milliards de dollars).

L'ouverture de cette enquête coïncide avec une tentative de modification du statut de la Banque centrale – actuellement subordonnée au ministère des finances – allant dans le sens d'une plus grande indépendance. Selon M. César Arias, sous-secrétaire d'Etat à la justice, l'enquête pourrait aboutir à *« une intervention de la justice pénale »*.

Les douloureuses expériences de L'Air liquide et de Decaux

Les difficultés d'implantation des entreprises françaises en RDA

Soucieuses de ne pas supporter seules le coût de l'unification allemande, les autorités de Bonn ne ménagent pas leurs efforts pour convaincre leurs partenaires européens d'investir en Allemagne de l'Est. Avec un argument de poids : l'entrée en vigueur du traité de réunification, le 4 octobre prochain, dissipera le vide juridique tant en matière de propriété que de droit des contrats dont s'inquiètent les investisseurs étrangers.

Car pour avoir franchi l'Elbe, sitôt le mur de Berlin abattu, une poignée d'entreprises françaises, parmi lesquelles figurent l'afficheur Decaux et le groupe L'Air liquide, voient aujourd'hui leurs initiatives contestées.

« Nous ne regrettons absolument pas d'être allés en RDA. Nous croyons en ce marché. Même si nous connaissons certaines difficultés. » Numéro un en Europe pour le mobilier urbain, Decaux s'est lancé à la conquête de l'Est sans état d'âme. Disposant d'une filiale bien implantée en Allemagne de l'Ouest, l'afficheur s'est fixé comme première priorité la RDA. Les grandes villes est-allemandes ne manquaient-elles pas cruellement d'abribus, de sanisettes automatiques, de panneaux d'information en plastiques injectés qui meublent toutes les grandes villes de l'Ouest ?

En décembre dernier, les Decaux père et fils prennent donc leur plume et offrent leurs services aux principales agglomérations est-allemandes. Leipzig est la première à répondre. Decaux s'engage à installer et à assurer l'entretien de deux cents abribus, à peu près autant de monolithes supports d'information, une centaine de colonnes et une quinzaine de sanitaires publics. Montant de l'investissement : 15 millions de francs. La ville ne paie rien, mais, système classique, Decaux obtient en échange le droit de vendre de l'espace publicitaire sur ces mobiliers plastiques. Le 1er mars, les premières sanisettes de l'Est sont inaugurées. Des contrats similaires sont alors conclus avec la ville de Rostock, de Gera et de Halle.

En mai dernier, les élections sont l'occasion de vastes remaniements à la tête des municipalités. A Halle comme à Gera, les nouvelles équipes en place attribuent les concessions d'installation de mobilier urbain au grand rival ouest-allemand de Decaux, la société communale DSR. Au grand dam de l'afficheur. *« Je n'ai pas profité de la situation politique. Par sûreté, j'avais pris contact avec les membres de l'opposition réunis dans les tables rondes (organismes chargés d'assurer la transition avant les élections municipales) pour garantir que le contrat serait honoré. J'avais obtenu leur accord verbal »*, déclare aujourd'hui Jean-François Decaux, le fils du fondateur, responsable de Decaux pour l'ensemble de l'Europe.

Bataille de procédure

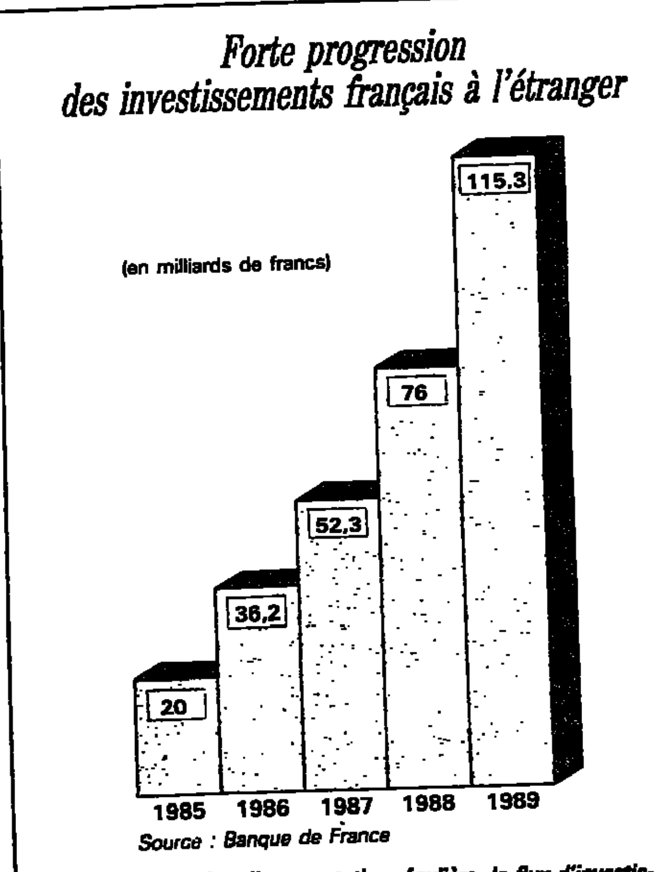
L'Air liquide est, pour sa part, engagé dans une très complexe bataille procédurière. Au début de l'été, le groupe français, numéro un mondial des gaz industriels, obtient le feu vert du Treuhandanstaldt, l'organisme central chargé des privatisations, pour reprendre l'entreprise Tega, la seule du secteur à l'Est. Furieux d'avoir été débouté, son concurrent ouest-allemand Linde conteste immédiatement la décision devant le tribunal de district de Berlin et obtient satisfaction. Jugement que réfute bien entendu le Treuhand, qui se dit seul souverain dans le choix des repreneurs. L'impasse est totale, faute d'avoir précisé ce point de droit : une décision prise par l'organisme chargé des privatisations est-elle opposable devant les tribunaux ?

Dans l'affirmative, on peut s'attendre à une vague de contestations, le Treuhand étant généralement crédité d'une belle incompétence par les milieux industriels ouest-allemands. *« La volonté des autorités de Bonn d'associer les entreprises françaises à la restructuration de la RDA est réelle. Il n'en reste pas moins que celles-ci n'ont pas sur leurs grands groupes, comme Linde, le pouvoir d'influence dont peut disposer les autorités françaises. Une réaction comme celle de Linde leur échappe »*, déclare en s'inquiétant un haut responsable de la Dree, qui estime cependant qu'à compter du 4 octobre *« tout devrait rentrer dans l'ordre »*. A cette date, le Treuhand sera placé sous la houlette du ministère des finances à Bonn. Et ses équipes complètement renouvelées. Ces décisions devraient donc être moins facilement sujettes à remises en cause.

Dans le cas précis de L'Air liquide, qui fait l'objet de sérieuses discussions au niveau gouvernemental, on s'achemine vers une solution à l'amiable : Linde reprendrait l'établissement de Brandenbourg du groupe Tega, le groupe français reprenant celui de Berlin. Le sort de l'unité de Leipzig, également convoité par le groupe Messergriescheim, n'est pas encore scellé. Le dossier L'Air liquide devrait être évoqué les 17 et 18 septembre lors du sommet franco-allemand qui se déroulera à Munich.

CAROLINE MONNOT

Forte progression des investissements français à l'étranger



Source : Banque de France

Après trois années d'augmentation régulière, le flux d'investissements français à l'étranger a connu une très forte progression (+ 51,6 %) en 1989, s'établissant à 115,3 milliards.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le ralentissement de la croissance et la crise du Golfe

M. Calvet prévoit une baisse du marché automobile européen de 3 % en 1991

A trois semaines de l'ouverture du Salon de l'automobile à Paris (renommé « mondial »), l'euphorie n'est plus de mise chez les constructeurs. Le marché, en croissance ininterrompue depuis 1986, s'est retourné. M. Calvet, qui donnait lundi une conférence de presse, estime *qu'il chutera cette année de* 1,5 % et de 3 % en 1991

La Grande-Bretagne et l'Espagne avaient vu leurs immatriculations reculer dès l'an dernier puis les pays du Nord et la RFA ont été atteints. Cet été l'Italie et la Belgique ont abordé la descente à leur tour. Seule la France est encore épargnée avec des ventes en hausse de 4,9 % depuis le début de l'année. Mais au total le marché européen marque un retrait de 0,7 % sur huit mois et en fait de 1,3 % (après effacement des perturbations statistiques observées en France en janvier).

La crise du Golfe va bien entendu amplifier le mouvement. De combien ? M. Jacques Calvet, le PDG de PSA (Peugeot et Citroën), estime que les ventes de véhicules neufs en Europe reculeront de 1,5 % cette année et de 3 % en 1991. *« Une réduction sensible »*. Et encore les services de PSA n'ont-ils retenus qu'un scénario relativement optimiste d'un baril de pétrole à 27 dollars en moyenne sur la fin de 1990 et sur l'ensemble de 1991 et d'un dollar converti pour 5,20 francs. L'essence devrait dans ces conditions n'augmenter que de 15 %.

M. Calvet exclu aussi les effets psychologiques négatifs qui proviendraient des *« mesures particulièrement inopportunes »* parmi lesquelles il range un durcissement des limitations de vitesse qui perturberaient les ventes de grosses cylindrées.

Le renchérissement limité des carburants ne devrait pas, à lui seul, provoquer de basculement des achats vers les plus petites voitures. Selon M. Calvet les effets de *« nouveauté de gamme »* prévalent et, par exemple, les ventes de 605 et de XM ne devraient pas être troublées. En revanche, les ventes de diesel devraient voir leur part de marché s'accroître. Le patron de PSA voit dans la crise du Golfe une justification de sa stratégie passée et de ses plaidoyers vibrants en faveur de ce type de moteurs *« économes et naturellement peu polluants »*.

Les ventes de diesels ont chuté depuis trois ans dans la Communauté à l'exeption de la France où elles atteignent 30 % des immatriculations. En Italie et en Allemagne elles sont retombées de 25 % en 1986 à 12 % l'an dernier à la suite d'une campagne des écologistes Outre-Rhin et d'une supervignette Outre-Alpes.

M. Calvet réclame une relance des programmes de recherche d'économies d'énergie dans l'automobile qui favorise en particulier le diesel. Il anticipe *« de gros problèmes d'énergie au premier quart du vingt et unième siècle »* et, abordant un de ses thèmes favoris, affirme que la vraie défense de l'environnement ne passe pas par l'introduction des catalyseurs et des normes d'émission de gaz comme Bruxelles l'a décidé sous la pression des écologistes, mais par un abaissement des consommations et par un recours aux moteurs *« propres »* comme les diesel.

Il souhaite *« un engagement sans ambiguïté »* des Etats et de la Commission européenne en faveur du diesel, des aides accrues pour la recherche, une fixation *« moins passionnelle »* des normes d'émission et une amélioration de la qualités des carburants.

E. L. B.

Rhône-Poulenc a vendu son siège social de Courbevoie

Pour la deuxième fois en onze ans, Rhône-Poulenc a vendu son siège social. En 1979, il cédait pour 500 millions de francs son immeuble de l'avenue Montaigne et déménageait à Courbevoie.

Aujourd'hui, le groupe chimique vient de vendre ce bâtiment implanté à la Défense. La cession s'est cependant effectuée selon un mode original, puisque le groupe a vendu à un consortium bancaire (dont les participants n'ont pas été précisés) une option d'achat sur son siège social dans dix ans.

Rhône-Poulenc se voit reconnaître la possibilité de rester dans ses murs pendant trente ans.

L'opération a permis au groupe de dégager une plus-value de *« l'ordre de 400 millions de francs »*. L'immeuble était en effet porté au bilan avec une valeur d'environ 80 millions de francs alors qu'il vaut environ un milliard.

Après la décision de Philips

SGS-Thomson et Siemens demandent davantage d'argent pour Jessi

Le président de SGS-Thomson, M. Pasquale Pistorio, s'est voulu rassurant lundi 10 septembre après l'annonce du retrait de Philips du projet-mémoire du programme européen Jessi. Cette décision, a-t-il déclaré, *« ne remet pas en question le programme lui-même »*. *« SGS-Thomson et Siemens ont décidé de poursuivre avec les mêmes objectifs leur effort dans le domaine des mémoires »*, a expliqué M. Pistorio avant d'ajouter qu'*« ils devront certainement pour cela – après avoir reçu plus ample information de la part de Philips – demander d'ajuster les financements prévus afin de rééquilibrer le plus important effort que la nouvelle situation leur fait supporter »*. Dans un communiqué, SGS-Thomson indique en outre que *« M. Pistorio a fait remarquer que SGS-Thomson ainsi que Siemens ont les caractéristiques pour remplir le vide créé par la décision de Philips et continuer le développement de la filière des mémoires statique »*. *« Il est maintenant nécessaire de savoir si les gouvernements et la Communauté européenne voudront donner à Jessi tout le soutien financier nécessaire pour couvrir aussi ce secteur. »*

TRANSPORTS

Le conseil général du Var n'a pas arrêté de position sur le TGV Méditerranée

TOULON

de notre correspondant

Le conseil général du Var a tenu, le lundi 10 septembre, une réunion exceptionnelle portant sur le tracé du TGV. En provoquant cette réunion, M. Maurice Arreckx, président de l'assemblée départementale, souhaitait calmer les esprits et définir si possible une position commune.

M. Arreckx, en position d'arbitre, aura évité, comme c'est le cas depuis les premiers projets de tracé, de donner sa position pour ne dresser qu'un constat de ceux qui sont favorables au « désengorgement ferroviaire » et de ceux qui, plus nombreux, rejettent aujourd'hui tous les tracés proposés.

Dans son discours introductif, M. Arreckx s'est montré très prudent : *« Je ne pense pas que le gouvernement soit disposé à renoncer à son projet*, déclara-t-il, *mais nous avons bien évidemment le droit, voire le devoir, de nous prononcer sur des projets qui intéressent notre département »*... Ce demi-aveu d'impuissance n'aura pas infléchi les positions tranchées des élus départementaux qui se sont longuement exprimés sans que soit tirée une synthèse ni même un « vœu », à l'issue de cette longue et quasi inutile séance extraordinaire d'un conseil général très ordinaire.

JOSE LENZINI

□ **66 % des Méridionaux favorables au TGV Méditerranée.** – Un sondage SOFRES commandé par le ministère de l'équipement fait apparaître que 66 % des mille deux cents personnes interrogées du 29 août au 1er septembre, dans les départements des Alpes-Maritimes, du Var, des Bouches-du-Rhône, du Gard, du Vaucluse et de la Drôme, se déclarent *« à première vue »* favorables au TGV Méditerranée *alors que 25 % affichent leur hostilité*. 86 % estiment que le projet actuel de train à grande vitesse sera réalisé en fin de compte, mais 22 % se déclarent solidaires et 33 %, en sympathie avec ceux qui rejettent le tracé officiel. 5 % se déclarent prêts à bloquer la circulation ferroviaire pour marquer leur opposition.

REPÈRES

TRANSPORTS AÉRIENS

British Airways porte plainte contre Lufthansa

La compagnie British Airways a déposé une plainte contre sa consœur Lufthansa parce que celle-ci chercherait, selon elle, à acquérir une position dominante en RDA, notamment en prenant une participation de 26 % dans le capital de la compagnie est-allemande Interflug.

L'office fédéral des cartels ouest-allemand, lui-même, avait fait savoir son opposition à cette prise de participation. L'attaque britannique semble surtout destinée à préserver, au-delà de la réunification allemande, la position privilégiée que British Airways détient à Berlin tout comme les *autres compagnies aériennes* des quatre puissances d'occupation de l'ancienne capitale du Reich.

Le transporteur britannique est à l'étroit dans les aéroports londoniens encombrés et cherche à s'assurer des bases solides sur le continent et, en particulier, à Bruxelles et à Berlin, pour développer son trafic international.

AGRICULTURE

L'URSS achète des excédents à la RDA

L'Union soviétique va acheter pour 1 milliard de marks (3,34 milliards de francs) de denrées agricoles est-allemandes, a annoncé le ministre ouest-allemand de l'agriculture, M. Ignaz Kiechle, lors d'une conférence de presse à Berlin lundi 10 septembre à son retour de Moscou.

La RDA livrera 255 000 tonnes de viande, 60 000 tonnes de beurre, 60 000 tonnes de farine ainsi que du lait en poudre, des poissons, des œufs et du tabac. Les tarifs pratiqués sont ceux du marché international, nettement moins élevés que les cours du marché intérieur allemand, la différence étant versée aux producteurs par le ministère est-allemand de l'agriculture, a indiqué M. Kiechle. L'URSS ne paiera que 20 % de la note en devises fortes, sur un crédit bancaire garanti par la RFA, et le reste en roubles convertibles, l'unité de compte des échanges entre pays de l'Est.

Ce contrat permettra de réduire les excédents agricoles est-allemands qui pèsent sur les prix du marché communautaire, en particulier ceux de la viande bovine, depuis l'intégration de facto de la RDA à la CEE début juillet.

SOCIAL

Manifestation nationale le 22 septembre

FO lance un « avertissement » au gouvernement

La manifestation nationale que Force ouvrière organisera le 22 septembre prochain à Paris parallèlement à sa fête annuelle sera *« un signe d'avertissement »* lancé au gouvernement, a déclaré, lundi 10 septembre, M. Marc Blondel, secrétaire général de la confédération.

Il s'agira, a-t-il poursuivi lors d'une conférence de presse, d'*« une réponse négative au conditionnement »* entretenu selon lui par le gouvernement et le patronat autour de la crise du Golfe. Pour M. Blondel, celle-ci n'a pour l'instant aucune conséquence immédiate, hormis une accélération de la hausse des prix, qui justifie pour 1990 une hausse des salaires de 3,5 % en niveau, revendication qualifiée de *« relativement modeste »* par le secrétaire général de FO.

Cette manifestation sera également destinée à s'opposer au projet de contribution sociale généralisée et à la *« perte de pouvoir d'achat des retraites »*.

EN BREF

□ **La région Bretagne accorde aux agriculteurs une aide de 10 millions de francs.** – Le conseil régional de Bretagne a décidé une aide exceptionnelle de 10 millions de francs, destinée aux éleveurs victimes de la sécheresse et de la chute des cours de la viande bovine et ovine, a indiqué le 10 septembre son président, M. Yvon Bourges (RPR). Cette action, menée *« en concertation avec les départements »* – qui par leurs conseils généraux devraient apporter également une subvention aux agriculteurs – permettra la fourniture d'aliments à prix réduit, notamment l'achat de fourrage à 100 francs le quintal. Des commissions départementales s'occuperont de la mise en œuvre de ces allocations.

□ **La Ciotat : la CGT appelle les *habitants à une grève des impôts* locaux.**-Les militants CGT et communistes de La Ciotat ont invité, le 10 septembre, les habitants de la ville à *« refuser de payer leurs impôts locaux »* pour protester contre la *« politique du fric menée par la municipalité et l'opposition du maire, M. Jean-Pierre Lafond (UDF), à la relance des chantiers navals »*. Les représentants du syndicat et du PC ont indiqué qu'ils allaient *« passer dès cette semaine dans les logements pour collecter les avis d'imposition locale »*. La ville compte environ 10 000 foyers fiscaux, selon la CGT. Cette action *« de désobéissance civique »* vise à contraindre M. Lafond *« à arrêter de s'attaquer aux services sociaux de sa ville et à ne plus s'opposer »* au projet du groupe américano-suédois Lexmar, qui veut construire des super-pétroliers dans les chantiers de l'ex-NORMED.

□ **Ouverture du procès de la catastrophe du *Herald-of-Free-Enterprise* en Grande-Bretagne.** – Le procès de la compagnie P and O European Ferries et de sept de ses anciens employés, inculpés d'homicide involontaire après la catastrophe du ferry *Herald-of-Free-Enterprise*, qui avait fait 193 morts, le 6 mars 1987, s'est ouvert, lundi 10 septembre, à Londres. Le *Herald-of-Free-Enterprise* avait chaviré alors qu'il quittait le port belge de Zeebrugge. Des tonnes d'eau s'étaient engouffrées par les portes du navire restées ouvertes. Des représentants de l'association des parents des victimes se relaieront *tout au long du procès – qui* devrait durer au moins quatre mois – pour assister aux débats. – *(AFP.)*

□ **Levée du préavis de grève à Air France.** – Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a décidé d'annuler son préavis de grève déposé à Air France pour le jeudi 13 et le vendredi 14 septembre. Les négociations avec la direction ont permis de définir les conditions de travail sur les nouveaux Boeing 747 qui entreront en service en février 1991. Tous les vols de la compagnie seront donc assurés le 13 et le 14 septembre.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, *gérant*.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 12, r M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Les banques centrales dans la construction européenne

II. – L'indépendance concertée de l'institut d'émission néerlandais

Les douze pays de la Communauté économique européenne ont du mal à se mettre d'accord, comme l'a montré le récent conseil des ministres des finances des Douze à Rome, sur le calendrier de la deuxième étape de l'union économique et monétaire qui doit notamment être marquée par la constitution d'un système européen de banques centrales. Nous poursuivons notre série de portraits des principales banques centrales européennes commencée avec celle d'Italie (*le Monde* du 11 septembre).

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le ministère des finances néerlandais est un vilain parallépipède de béton, auquel le visiteur accède par un plan incliné en rampe. La Banque néerlandaise – dénomination officielle de la Banque centrale des Pays-Bas ou DNB – est un exemple au moins aussi ingrat d'architecture géométrique, qui contraint ses hôtes à emprunter un escalier menant en sous-sol. Entre les deux institutions, les signes extérieurs de différences sont donc bien ténus. D'autant que leurs intérieurs exhalent la même ambiance : fonctionnelle, dépouillée et affairée.

Mais le ministère est installé à La Haye, tandis que la Banque a son siège à Amsterdam : une cinquantaine de kilomètres les séparent. A l'ère du téléphone et de la télécopie, ces quelques arpents valent leur pesant de symbole : *« Ils soulignent notre indépendance »*, dit-on à la DNB, où l'on a toutefois le sens des nuances : *« Le terme* indépendance *a une connotation trop absolue ; mieux vaut parler d'autonomie. »* Mais un haut fonctionnaire du ministère a tôt fait de remettre les mots à leur place : *« Etre autonome signifie pouvoir édicter sa propre loi ; ce n'est pas le cas de la Banque, qui occupe néanmoins une position très indépendante. »*

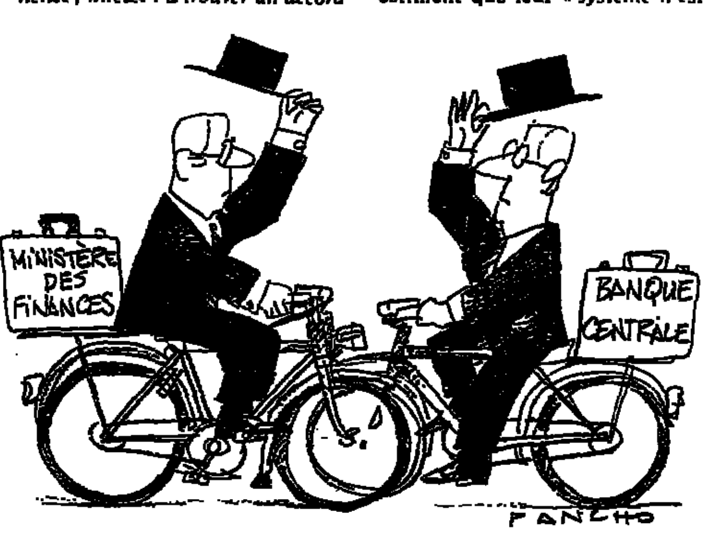
La clé du système néerlandais réside dans l'article 26 de la loi régissant le statut de la DNB, société anonyme, dont l'unique actionnaire est l'Etat. Institut d'émission et « banque des banques », la DNB est avant tout chargée *« de réguler (...) et de stabiliser la valeur »* du florin. Taux d'intérêt et interventions sur le marché des changes : Amsterdam a toute latitude d'agir. Mais ses décisions ne s'imposent à La Haye qu'aussi longtemps que le ministre des finances les estime compatibles avec la politique du gouvernement. Les Pays-Bas appliquent, en l'occurrence, l'adage : « qui ne dit mot consent ». A partir du moment où le ministre ne consent plus, il y a conflit et l'article 26 prévoit une procédure de règlement aussi *« ingénieuse »* que détaillée.

Coordination et indications

Le ministre qui estime nécessaire une *« coordination »* des politiques du gouvernement et de la Banque donne à la direction de celle-ci *« les indications »* adéquates. Il s'agit bien d'indications et non pas d'injonctions, dans la mesure où les responsables de la DNB ne sont pas tenus de les suivre. Ils ont, en effet, le droit *« dans les trois jours »*, de formuler *« des objections écrites »*. Au cas où le gouvernement décide de faire primer les indications du ministre, sa décision *« motivée »* et *« les objections de la Banque »* sont publiées au *Staatscourant* (le *J.O.* néerlandais). L'affaire devient dès lors publique et donne lieu, selon la tradition politique néerlandaise, à un débat parlementaire... si celui-ci n'est pas, à ce moment-là, engagé.

On chercherait en vain une illustration concrète du fonctionnement de l'article 26 : il n'a jamais été appliqué ! *« Cela ne signifie pas qu'il est inopérant »*, s'empresse de faire valoir un de nos interlocuteurs. Au contraire : qu'aucun ministre des finances n'ait jamais éprouvé le besoin de le mettre en œuvre serait la preuve de l'efficacité du système néerlandais, qui n'est pas sans rappeler la notion, hier chère aux stratèges militaires, de *« l'équilibre de la terreur »*.

Le ministre des finances et la Banque des Pays-Bas coexistent pacifiquement, car *« le devoir d'indication »* du premier et le *« droit d'objection »* de la seconde se neutralisent : constituant l'un et l'autre une arme suprême et ultime, ils obligent leurs détenteurs respectifs *« à se concerter en permanence ; mieux : à trouver un accord avant d'être contraints de recourir à l'article 26 »*. Le recours à celui-ci n'est, en effet, pas sans risques politiques pour le ministre des finances, qui sera au moins tenu de justifier son intervention ; ni sans conséquences pour la direction de la Banque, qui, en cas de rejet de ses objections, se trouvera dans *« une position impossible »*.



L'article 26 est ainsi la pierre angulaire d'un système que l'on pourrait appeler celui de *« l'indépendance concertée »*. *« C'est la Banque qui, par exemple, fixe librement le taux d'escompte*, explique-t-on à Amsterdam, *mais, avant de rendre publique sa décision, elle prend contact avec le ministre, qu'elle doit toujours mettre en position de formuler ses éventuelles indications. »* L'autorité monétaire se trouve de la sorte partagée : techniquement, elle est entre les mains de la DNB ; politiquement, elle repose sur les épaules du ministre des finances. *« C'est à lui que le Parlement pose ses questions sur la politique de la Banque. Bien qu'il ne la définisse pas formellement lui-même, le ministre est, en effet, responsable, non pas au titre d'une délégation de ses pouvoirs, mais parce qu'il s'est abstenu de faire usage de son droit d'indication. »*

Atmosphère informelle

En conséquence, les responsables de la DNB refusent logiquement d'apparaître eux-mêmes devant la commission parlementaire des finances : *« En RFA, les dirigeants de la Bundesbank acceptent d'aller au Parlement. Nous, nous ne le faisons pas. Nous recevons, une fois par an, la visite d'une délégation parlementaire, mais les entretiens se déroulent dans une atmosphère informelle »*, précise-t-on à la Banque, dont la ligne de conduite repose sur un principe clair : *« Nous ne voulons pas développer une tradition selon laquelle nous deviendrions directement responsables de notre politique devant le Parlement. »*

Etablissant la responsabilité primaire du gouvernement en matière de politique monétaire, sans pour autant lui permettre de placer la DNB sous tutelle, la construction en vigueur aux Pays-Bas pourrait-elle servir de modèle à l'échelle de l'union économique et monétaire européenne ? Selon la publication hebdomadaire du Bureau d'information de la Commission européenne à La Haye, M. Jacques Delors aurait émis une telle idée, *« en marge de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, le 7 mai à Bruxelles »*. Dans l'esprit du président de la Commission, le conseil des ministres européen pourrait donner des instructions à la future Eurofed, qui, en cas de désaccord, pourrait en appeler à la Commission. Celle-ci saisirait à son tour l'Assemblée de Strasbourg, qui trancherait le différend en dernier ressort.

Loin de se flatter d'être pris pour exemple, les Néerlandais estiment que leur *« système n'est pas transposable en tant que tel, son bon fonctionnement reposant sur des « facteurs typiques »*. En tête de liste : une *« définition étroite et précise du mandat de la DNB »*. Second élément : la personnalité du président de la Banque. L'actuel titulaire du poste, M. Willem Duisenberg, et son prédécesseur, M. Jelle Zijlstra, ont pour point commun d'avoir d'abord été ministres des finances et même ministre-président dans le cas du second. Une expérience politique précieuse, avant de passer de l'autre côté de la barrière.

Structurellement, la DNB ne dépend en rien du pouvoir central. Son président et son secrétaire sont nommés par décrets royaux sur une liste de quatre personnes *« recommandées »* par la direction et le conseil d'administration de la Banque elle-même. Leurs mandats sont irrévocables, durent sept ans (contre quatre ans pour une législature et le gouvernement qui en découle) et sont renouvelables. Il en va de même pour les quatre directeurs centraux, le nom d'un postulant étant proposé au ministre des finances sur une liste de trois personnes, établie par la Banque. Le ministre doit refuser deux fois de nommer un candidat officiel avant de pouvoir désigner lui-même le directeur.

Financièrement, ce sont les administrateurs de la DNB qui établissent les comptes et fixent, dans une certaine fourchette, la part des bénéfices que la Banque retient pour financer son fonctionnement. Dérogatoire au droit commun des sociétés anonymes, cette procédure réduit l'Etat-actionnaire au silence et empêche concrètement le ministre des finances *« de se servir de la Banque pour financer le déficit budgétaire, en décrétant, par exemple, que ses réserves d'or font partie des bénéfices distribuables »*.

Dernier facteur important : *« Aux Pays-Bas, la ligne directrice de la politique monétaire est le cours de change du florin : or, il y a toujours eu unanimité entre les ministres des finances et les présidents de la DNB. »* Depuis plusieurs mois cependant, l'harmonie des points de vue d'Amsterdam et de La Haye est sujette à caution. Alors que la DNB s'en tient au dogme d'une évolution du florin symétriquement parallèle à celle du deutschemark, le ministre des finances a évoqué l'éventualité d'un décrochage, au cas où les autorités de Bonn ne parviendraient pas à étouffer la menace inflationniste portée par la réunification des deux Allemagnes. Apparemment égaux, les taux d'intérêt néerlandais sont, en réalité, plus élevés que les taux allemands, compte tenu du différentiel d'inflation entre les deux pays. Que fera le ministre, qui doit gérer une dette publique représentant déjà les deux tiers du PNB si la Banque continue à suivre, comme elle l'a toujours fait jusqu'à présent, les rehaussements de taux décidés à Francfort ? La question est pendante, mais on est encore loin, semble-t-il, du baptême du feu de l'article 26.

Attachés à ce dernier, qui est la marque de leur système, les experts néerlandais ne semblent guère croire, en tout état de cause, à sa reproduction au niveau communautaire, au point que les représentants de la DNB au comité monétaire, mis en place sous l'égide de la Commission, soutiennent, paradoxalement, l'idée d'une Eurofed dont les rapports avec le pouvoir politique seraient régis sur le modèle allemand, c'est-à-dire sans que la possibilité d'un conflit soit expressément prévue, mais dotant la Banque centrale d'une réelle légitimité. *« On peut penser à cet égard à trois éléments*, résume l'un de nos interlocuteurs : *les dirigeants politiques doivent nommer le président de la Banque en choisissant, de préférence, un « poids lourd » de la finance. Ils doivent aussi pouvoir assister aux réunions de la direction de la Banque. Et celle-ci doit être obligée de rapporter directement au Parlement. »* La future Eurofed doit être politiquement responsable : *« L'indépendance absolue n'existe pas. C'est un mythe. »*

CHRISTIAN CHARTIER

Prochain article :
III. – La Banque d'Angleterre

TECHNOLOGIES

L'audiotex ou la télématique sans Minitel

L'audiotex, ou télématique vocale, commence à se développer en France. Il offre aux usagers du téléphone presque les mêmes services que ceux du Minitel, mais avec un simple combiné et sans petit écran.

Alors qu'en France on découvrait les plaisirs du Minitel, de ses messageries pas toujours roses et autres services interactifs, un autre type de télématique se développait outre-Manche et outre-Atlantique : la télématique vocale, ou audiotex. Ses usages ressemblent à ceux développés sur notre réseau vidéotex national, qu'il s'agisse de s'envoyer des messages ou de connaître l'état de son compte en banque. Mais il bénéficie d'un avantage considérable : il suffit pour s'en servir d'un simple téléphone. Ce qui est le cas de 600 millions de personnes dans le monde et de 30 millions en France ; contre 4,5 millions d'utilisateurs de Minitel en France et une poignée de plus dans le reste du globe.

Occultée par la télématique visuelle, ou vidéotex, la télématique vocale s'est très peu développée en France. Selon Mary Ann O'Loughlin, consultant, auteur d'une récente étude sur la télématique vocale éditée par la société américaine d'étude de marché Probe (1), il y aurait dans ce domaine six ans de décalage entre l'Europe et les Etats-Unis. Mais ce marché devrait dépasser 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) d'ici à 1995 ; il croît de 46 % par an.

Les applications de télématique vocale se répartissent en deux grandes catégories : la messagerie, et les services de diffusion d'information.

Les messageries, comme leur nom l'indique, permettent de laisser des messages à un abonné en son absence. Elles rendent donc le même type de service qu'un répondeur téléphonique mais sont beaucoup plus commodes, surtout dans une entreprise. Or, pour pallier la diminution du nombre de secrétaires (productivité oblige), les répondeurs téléphoniques ont commencé à se répandre dans les firmes. Avec des inconvénients évidents : ou il faut en acheter un par salarié, et c'est assez coûteux ; ou un répondeur sert à plusieurs personnes et pour prendre connaissance de ses messages personnels il faut écouter tous ceux envoyés aux autres membres du groupe.

Mieux et moins cher que des répondeurs

Avec une messagerie vocale, on accède directement à sa boîte à messages en composant un numéro de téléphone et en s'identifiant grâce à son mot de passe personnel. Les messages sont tous stockés sous forme digitale (un peu comme sur un disque compact) dans la mémoire d'un ordinateur : le serveur vocal. Tout comme avec les messageries électroniques, on peut aussi avec ce système envoyer un message à un groupe de correspondants.

Il existe des serveurs de toute taille pouvant gérer de 50 à 100 000 boîtes aux lettres. Un serveur « moyen » comprenant 500 boîtes aux lettres coûte environ 200 000 francs (400 francs par personne).

Une messagerie originale a été développée par la société britannique Telephone Management Systems. Elle est destinée aux hôteliers ayant une clientèle internationale ; chaque client possède ainsi sa boîte aux lettres dans laquelle ses interlocuteurs peuvent lui enregistrer des messages dans sa langue.



Deuxième catégorie d'applications : les services de diffusion d'informations. Il en existe toute une palette : des plus simples, comme ceux qui consistent à composer un numéro de téléphone pour entendre un bulletin météo, aux plus complexes, comme celui développé par la banque Cortal, filiale de la Compagnie bancaire, pour connaître l'état de son compte et effectuer différentes opérations. Pour ce type d'application interactive, un dialogue doit pouvoir s'établir entre l'usager et l'ordinateur serveur qui stocke les informations. Car il faut indiquer à l'ordinateur son numéro de compte, le type d'opérations que l'on veut effectuer, les montants en jeu, etc. Ce qui peut se faire de plusieurs façons. Soit en utilisant les touches du téléphone : 1 pour l'état du compte par exemple, 2 pour un virement... Soit en parlant et en utilisant un nombre limité de mots que l'ordinateur est alors capable de reconnaître.

Porno et météo

Les applications de ce type de services sont infinies. Qu'il s'agisse d'aiguiller au téléphone un correspondant extérieur dans les méandres d'une entreprise pour qu'il tombe sur le bon interlocuteur ; de passer commande par téléphone, de réserver des places de train ou d'avion... Comme pour les messageries, les informations sont, là aussi, stockées dans l'ordinateur serveur sous forme digitale. Et le tarif de ces services est variable, comme le sont les services Minitel. A l'instar des kiosques vidéotex (le fameux 3615 par exemple), il existe un kiosque téléphonique. Les services d'information accessibles par ce réseau sont facilement identifiables : leurs numéros d'appel commencent tous par 3665. Mais coûteux et contraignant, le kiosque téléphonique est essentiellement utilisé pour délivrer deux types de messages : météo ou pornos. Il en coûte en effet à l'usager 3,65 francs les 140 secondes reversés pour moitié à France Télécom et pour moitié au prestataire de services.

Pour bénéficier d'une plus grande souplesse de tarification, ces derniers peuvent aussi s'équiper de leur propre serveur vocal et définir leur prix d'accès au service. La technologie des serveurs d'information est la même que celle des serveurs de messagerie ; seul le logiciel d'accès est différent. Mais les constructeurs de serveurs français sont actuellement les seuls agréés par France Télécom. Conséquence : le prix de ces serveurs est environ dix fois plus élevé en France qu'aux Etats-Unis. Ce qui freine actuellement le développement de l'audiotex dans l'Hexagone. Dommage car, après avoir vu son développement freiné en raison de l'implantation des Minitels, l'audiotex pourrait au contraire tirer profit de ce média pour mettre en place des applications originales. *« Audiotex et vidéotex sont deux médias complémentaires »*, affirme en effet Daniel Kaplan, directeur de JKLM, une société de services spécialisée dans les nouvelles technologies de l'information, réalisateur de nombreux services télématiques. *« L'audiotex, qui ne permet d'effectuer que des transactions simples, s'arrête là où commence le vidéotex »*, estime-t-il.

ANNIE KAHN

(1) « European Voice Mail and Voice Response ; markets and strategies to 1995 » ; ed. Probe Research Inc.

« Le Monde » en vocal

La télématique du *Monde* exploite depuis le mois de décembre 1989 un service utilisant les qualités complémentaires de l'audiotex et du vidéotex. Lancé à l'occasion des fêtes de fin d'années, ce service avait été mis au point par Videatec, firme spécialisée dans la conception, la réalisation et l'hébergement de ce type de produits d'avant-garde, « dada » de son PDG, Alain Philippe.

C'est en juin 1988 que fut pour la première fois mis en exploitation le procédé qui permet de transformer un message saisi sur Minitel en message téléphonique, grâce à un synthétiseur de parole. Le message est ensuite envoyé au jour et à l'heure sélectionnés.

Dans l'application du *Monde*, outre le message parlé, il est possible d'adresser à son destinataire quelques mesures d'un air musical, classique ou non, choisi sur une liste donnée sur l'écran. Aussi bien, un abonnement au quotidien de la rue – désormais – Falguière peut être également pris à l'intention du destinataire... Ce service est toujours en exploitation, et tout un chacun peut l'appeler sur le 3617 en composant ensuite ALLOLM. Si la voix de synthèse peut apparaître parfois un peu... chevrotante, elle ajoute un charme désuet à la très moderne exploitation d'une technique qui n'a pas encore dit son dernier mot. Le coût à la minute est de 2,19 francs pour celui qui appelle.

Videatec, qui vient d'être reprise à hauteur de 33 % par CCMC, filiale du groupe Concept, spécialisé dans l'informatique de gestion, se lance actuellement dans le kiosque téléphonique. L'entreprise s'est attaché la clientèle de Polygram (35 % du marché du disque en France), celle de Fun Radio, celle de l'Olympique de Marseille, de Pif. D'autres « produits » sont tout spécialement orientés vers les secteurs de la banque et de la finance : alerte à la cote boursière via une banque de données, service de réveil Bourse ou service purement vocal, et vendu clé en main aux établissements bancaires.

C. L.

Médecine préventive pour photocopieur

Mieux vaut prévenir que guérir. En vertu de ce principe, le fabricant de photocopieurs Rank Xerox a développé un système expert pour analyser les performances de ses machines et détecter les pannes potentielles avant que le copieur ne soit immobilisé. Pour bénéficier de ce service, le copieur, doté d'un boîtier électronique spécifique, doit être relié à l'ordinateur (sur lequel fonctionne le système expert) par l'intermédiaire d'une ligne téléphonique. Le boîtier teste en permanence les performances de la machine et l'état des consommables (développeur et toner). Dès que les données collectées par ce boîtier dépassent certains seuils, le copieur est automatiquement connecté au système expert. L'ordinateur indique alors ce qu'il faut faire pour que le copieur ne tombe pas en panne. Et, si nécessaire, il envoie un message d'alerte au service après-vente.

Ce service ne fonctionne actuellement que sur certains photocopieurs haut de gamme : les Xerox 1090 et 5065.

Une dactylo à distance

Du télésecrétariat, on connaissait déjà la permanence téléphonique à distance. Grâce à ce système, une petite entreprise (ou un médecin, consultant indépendant, etc.) pour qui l'embauche d'une secrétaire ne se justifie pas peut faire transférer ses appels téléphoniques vers une société spécialisée. Dès son retour, l'intéressé appelle la société de permanence téléphonique pour prendre connaissance de ses messages.

Une société de télésecrétariat, Convergence, vient d'ajouter à ce service un dispositif de dactylographie. Grâce à l'utilisation judicieuse du Minitel, les abonnés de la société allergiques à l'utilisation d'un clavier peuvent dicter leur texte par téléphone ou en envoyer une copie manuscrite par télécopie. Ils récupèrent ensuite leur texte tapé, par l'intermédiaire de leur Minitel, en faisant le numéro de téléphone du service puis en indiquant leur code personnel. Le texte s'imprime soit sur une imprimante connectée au Minitel, soit sur l'imprimante de leur micro-ordinateur (relié au Minitel) s'ils en possèdent un.

L'abonnement aux deux services (permanence téléphonique et dactylographie) coûte environ 2 000 francs par mois.

Des mémoires mortes ou vives

Tous les ordinateurs et de plus en plus de matériel audio et vidéo ont besoin de mémoire électronique pour enregistrer des informations. Elles furent ces derniers jours au centre des discussions concernant le retrait de Philips de l'un des programmes de recherche européen Jessi. Le constructeur néerlandais a en effet fait part de sa décision d'abandonner les recherches sur un type particulier de mémoire : les S-RAM.

Il existe deux grandes catégories de mémoires à semiconducteurs : les mémoires vives (ou RAM : *Random Access Memory*) et les mémoires mortes (ou ROM : *Read Only Memory*). Les informations contenues dans une mémoire vive peuvent être modifiées à volonté. Ce qui n'est pas le cas d'une mémoire morte dont on ne peut que lire le contenu qui reste donc toujours le même. Les mémoires vives ont un inconvénient certain : elles sont « volatiles » c'est-à-dire qu'elles oublient tout lorsque l'on coupe le courant. Ce qui n'est pas le cas des mémoires mortes.

Mais, de ce point de vue, certaines mémoires sont vives et mortes à la fois ! C'est le cas des EPROM *(Erasable Programmable Read Only Memory)*, mémoires mortes que l'on peut néanmoins reprogrammer quelques fois ; et des S-RAM *(Static Random Access Memory)* qui, à la différence des D-RAM *(Dynamic Random Access Memory)* ont une petite partie non volatile. Selon Jean-Philippe Dauvin, directeur des études économiques chez SGS Thomson, le marché mondial des S-RAM est de 3 milliards de dollars (16 milliards de francs environ) soit 23 % du marché mondial des mémoires, toutes catégories confondues. Les Japonais en sont de gros consommateurs (40 % de la consommation mondiale), car les S-RAM sont utilisées non seulement dans les micro-ordinateurs (comme toutes les autres catégories de composants), mais aussi dans les lecteurs de disques compacts. Elles le seront également dans les téléviseurs haute définition, ce qui est également le cas des autres types de mémoires. Les six premiers producteurs de S-RAM dans le monde sont japonais, le coréen Samsung arrive en septième position ; et SGS Thomson en huitième.

A.K.



PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9e Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 6 juillet 1988,

– M. Serge WOLINER, né le 23 septembre 1946 à Paris (19e) et demeurant à Paris (16e), 26, avenue Kléber,

• a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et à 60 000 F d'amende pour fraude fiscale.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné :

1° la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux *le Journal officiel, le Monde et le Figaro* ;

2° l'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code Général des Impôts (établissement professionnel : Cabinet d'Avocats, 26, avenue Kléber, 75116 Paris) Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

POUR LE GREFFIER EN CHEF.

Le Monde des Cadres

Une dactylo à distance

Des mémoires mortes

ORGANISME NATIONAL PROFESSIONNEL
recherche pour sa
Direction Technique

INGENIEUR "STRUCTURES"

De Formation ECP, Mines, ETP ou équivalent + CHEC si possible, vous disposez d'environ 5 ans d'expérience du Bureau d'Etudes en entreprise. Vous y avez acquis une solide pratique de la conception et du calcul informatique des structures (BA, BP, CM, Bois...). Réf. 258

INGENIEUR "EQUIPEMENTS TECHNIQUES"

De formation ENSAIS ou équivalent, vous disposez d'environ 5 ans d'expérience du Bureau d'Etudes en entreprise. Vous y avez acquis une solide pratique de la conception et du calcul informatique des installations de Génie Climatique, d'Acoustique, d'Electricité... Réf. 259

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous aurez la responsabilité de gérer des projets de recherche pour le Bâtiment. Votre mission couvrira la participation à l'expression des besoins, les demandes d'études à des organismes de recherche, l'analyse et la synthèse de ces études, la planification, le suivi et la gestion de ces recherches.

Votre excellent contact humain, votre goût pour la communication, votre capacité à travailler en équipe, vous permettront d'établir avec aisance les relations nécessaires avec des interlocuteurs variés (entreprises, organismes de recherche, laboratoires...), d'intervenir dans des réunions, de participer à des publications.

Dynamique, imaginatif, vous avez le sens de l'organisation, de solides qualités d'analyse et de synthèse et saurez faire preuve de ténacité pour mener à bien les projets.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Ces postes sont basés en Région Parisienne. De fréquents déplacements sont à prévoir sur Paris, occasionnellement sur la province et/ou l'étranger.

Pour nous accompagner dans notre développement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à CK - 23 bis, rue Pierre Guérin 75016 Paris.

Chantal Kenvyn

Usine - 900 personnes

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS SOCIALES

300.000 +

Une Société industrielle et commerciale, 3300 personnes en France, rattachée à un groupe multinational parmi les tous premiers mondiaux dans son domaine, recherche pour une de ses usines son Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales.

SA MISSION : Dans le cadre d'une société pratiquant une politique du personnel moderne et dynamique à l'élaboration de laquelle il sera associé, il assurera en remplacement du titulaire actuel qui évolue vers de plus larges *responsabilités opérationnelles* :

- la gestion des ressources humaines en s'attachant à développer toutes actions de formation et de *motivation permettant au potentiel humain de l'entreprise d'être* constamment adapté aux évolutions des métiers ainsi qu'aux impératifs de compétitivité économique et de qualité ;
- la responsabilité des relations sociales et sera l'interlocuteur des délégués du personnel et présidera le C.E.

SON PROFIL :
- *35 ans environ*
- Formation supérieure juridique - un 3ème cycle CIFFOP, CELSA, DESS de gestion de personnel serait apprécié - (une formation d'ingénieur peut être envisagée)
- une solide expérience opérationnelle de la fonction personnel dans l'intégralité de ses composantes.

Réelles perspectives d'avenir pour un candidat ayant des qualités marquées de dialogue, de créativité et "d'opérationnel sur le terrain".

Poste région Nancy.

Ecrire sous réf. 37 A 1926-OM
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

LE CENTRE NATIONAL D'INSERTION PROFESSIONNELLE D'ART LYRIQUE

institution nationale d'insertion professionnelle des artistes lyriques, subventionnée par le Ministère de la Culture, de la Communication, des grands travaux et du Bicentenaire, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Ville de Marseille

recrute

1) UN(E) DIRECTEUR (TRICE)

Il (elle) aura la responsabilité de définir et de mettre en œuvre un projet pédagogique alliant une formation complémentaire et une période de pratique professionnelle devant déboucher sur l'insertion des jeunes artistes des chœurs ayant terminé leurs études dans des établissements contrôlés par l'Etat ou en début de carrière.

Il (elle) devra fournir aux stagiaires une assistance dans la recherche de débouchés professionnels sur les différentes scènes lyriques françaises et d'une manière générale un encadrement technique et artistique dans la conduite de leur carrière.

2) UN CHEF DE CHŒURS

Avant le 31 octobre
Transmettre curriculum vitae, lettre de motivation *et projet pédagogique* à :
Mme la Présidente du CNIPAL
49, rue Chape
13004 MARSEILLE

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE DE L'UNION NORD-EST CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES: PREMIERE BANQUE REGIONALE, 100 POINTS DE VENTE, 1600 COLLABORATEURS

ORGANISATEURS

REIMS

3ème Caisse régionale de la première banque européenne avec un bilan de 25 Milliards de Francs, le Crédit Agricole de l'Union Nord-Est fait de la compétitivité un métier.

Cette puissance et cette solidité affirmées renforcent les valeurs que nous défendons : esprit d'équipe, sens du service, volonté d'innovation, solidarité.

Au sein d'un environnement professionnel performant, vous vous situez avant tout comme une force de propositions. Vous étudiez, concevez, rationnalisez les systèmes de gestion, les circuits, les procédures et les méthodes qui optimisent le fonctionnement de notre banque. Vous coordonnez les actions des groupes de travail qui vous sont confiés et veillez à la mise en oeuvre des solutions retenues.

Cette mission, passionnante, stratégique dans notre évolution, exige les compétences de candidats de formation BAC+5 ayant, suivant les postes à pourvoir, 2 à 7 ans d'expérience en cabinet d'organisation ou dans une banque.

Vos qualités de base : esprit d'analyse et de synthèse, autonomie, objectivité, rigueur, forte créativité, se complètent par des capacités de management, le souci de la performance et de l'efficacité. Un fort potentiel vous permettra d'élargir encore vos responsabilités.

L'un des postes nécessite de bonnes connaissances en bureautique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous réf.LM/OR, à Jean-Pol Galichet - Crédit Agricole de l'Union Nord-Est - Direction des Ressources Humaines - 25, rue Libergier - 51100 Reims

NC communication

Recruter en haute technologie

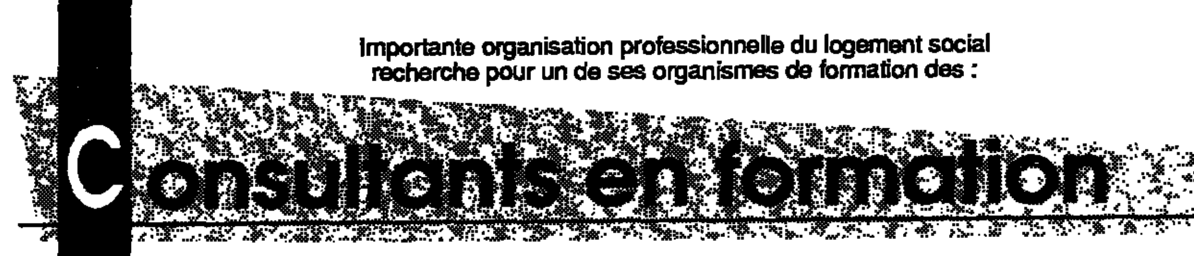
Paris (Porte d'Orléans). Cette importante société européenne d'ingénierie en informatique (7 500 personnes) recherche un chargé de recrutement (H/F). Intégré au sein de la *Branche Conseil et Informatique de Gestion* (1 000 personnes) et en étroite liaison avec les unités opérationnelles, il aura pour mission d'assurer l'intégralité des opérations de sélection des ingénieurs et cadres informaticiens. Le candidat de formation supérieure (Sciences Humaines, DESS de psychologie, psychoprat...) possède au moins 2 ans d'expérience dans le recrutement. Il est motivé pour travailler dans un environnement de technologie avancée et pour participer au développement d'une entreprise de dimension européenne.

Merci d'envoyer CV + lettre manuscrite + photos et prétentions sous réf. LSA104, à Catherine DJANIKIAN, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX



Membre de SYNTEC

Importante organisation professionnelle du logement social recherche pour un de ses organismes de formation des :



Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure dans le domaine de la gestion, une expérience professionnelle réussie de 3 à 5 ans dans la formation et vous connaissez le monde de l'entreprise. Avoir évolué dans le milieu du BTP et de la maîtrise d'ouvrage est un atout, de même que des compétences dans le domaine de la communication et du marketing.

Rendant compte au Directeur, vos missions seront diversifiées.

Analyser les besoins en formation des entreprises de milieu professionnel, être un véritable conseil en formation auprès des dirigeants.

Effectuer des interventions pédagogiques en entreprise afin de développer le professionnalisme et de favoriser l'évolution des métiers.

Bâtir des plans de formation et coordonner des programmes pédagogiques.

Concevoir et animer des séminaires inter-entreprises.

Pour réussir, il faut être réceptif et crédible, imaginatif et méthodique, aimer le travail en équipe, apporter une dimension commerciale à son action.

Si vous entrez dans notre équipe, réussissez, vous n'aurez aucune difficulté à progresser.

Des déplacements fréquents et de courte durée sont à prévoir.



Merci, si vous vous sentez concerné, d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A 09 08 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

Organisation et Publicité

Le Monde des Cadres

Notre Groupe agro-alimentaire spécialisé en boulangerie-pâtisserie (160 magasins, 2 000 personnes) recherche aujourd'hui son Directeur Produits.

□ INGENIEUR AGRO,
■ MANAGEZ LA RECHERCHE,
■ LE DEVELOPPEMENT PRODUIT,
■ LA FORMATION

Rattaché à la Direction Générale, vous êtes l'interface entre la production et l'*exploitation commerciale*.
Animant une équipe de 6 moniteurs, votre activité s'exercera sur 3 grands axes : la recherche, le marketing-développement, la formation.
De formation supérieure agro-alimentaire avec un complément Gestion, vous avez une expérience d'environ 5 ans dans une fonction de Production (conduite des hommes, budgets, objectifs) et êtes passionné par le produit.
Doté d'une forte personnalité, vous êtes avant tout un homme de terrain à même de comprendre les problèmes pratiques des magasins ce qui vous permettra de concevoir et d'animer de nouveaux projets.

Le poste est basé à Lille.

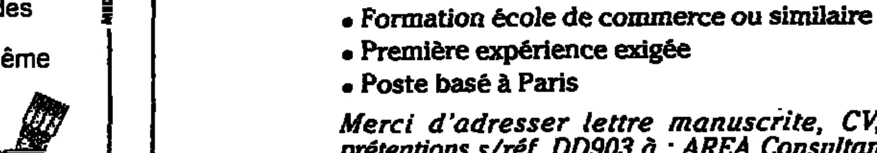
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Groupe HOLDER, DRH, BP 209, 59561 La Madeleine Cedex.

AREA Consultants
A PLUS Management

SOCIETE DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION
Pour faire face à son développement
recrute :
FUTUR RESPONSABLE (H/F)

MARKETING ET COMMUNICATION

- Formation école de commerce ou similaire
- Première expérience exigée
- Poste basé à Paris


Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. DD903 à : AREA Consultants - A PLUS Management 33, avenue du Maine - BP 112 75755 PARIS cedex 15.

SOURCES

NANCY (54)

CREEZ NOTRE FONCTION "PERSONNEL"

Au travers d'un réseau national de 40 points de vente, notre société (140 personnes, 100 MF de CA), spécialisée dans la vente de travaux PHOTO, pellicules et accessoires, connaît un développement exemplaire (10 nouveaux magasins en 1990).
Pour mettre en place une stratégie Ressources Humaines qui accompagne notre expansion, nous créons la fonction :

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Force de proposition, vous participez, auprès de notre Direction Générale, à l'élaboration de la politique "Ressources Humaines" de l'entreprise et êtes responsable de *sa mise en œuvre.*
Vous agissez sur la totale étendue de la fonction : administration, législation, relations sociales, gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, recrutement, formation, communication.
A 30 ans environ, de formation juridique, Maîtrise de Droit Social, Droit du Travail, IEP, DESS Gestion, vous avez pu développer vos qualités de négociateur pragmatique au cours d'une première expérience de 3-5 ans dans la Fonction Personnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 3520/PHM à notre conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

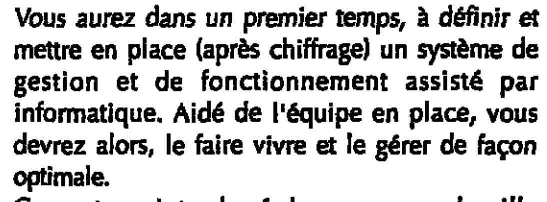


Presse écrite

Quotidien Régional de grand renom recherche son(sa)

PHOTOTHEQUE DOCUMENTATION

Vous aurez dans un premier temps, à définir et mettre en place (après chiffrage) un système de gestion et de fonctionnement assisté par informatique. Aidé de l'équipe en place, vous devrez alors, le faire vivre et le gérer de façon optimale.
Ce poste pointu, basé dans une grande ville universitaire, nécessite
une bonne expérience de la documentation iconographique, si possible informatisée.


Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf 3119 à CPA 34-38 rue Camille Pelletan - 92300 Levallois Perret qui transmettra.

RESPONSABLE PHOTOTHEQUE

CONSTRUIRE LE FUTUR DE L'ENTREPRISE

RESPONSABLE RECRUTEMENT
HF

De formation supérieure Ecole de Commerce, Sciences Po (option personnel) ou Psycho, vous avez acquis une première expérience de recrutement - 2 à 3 ans - au sein d'une entreprise ou d'un cabinet. En liaison directe avec le responsable de la fonction personnel vous mettrez en oeuvre le plan de recrutement interne et externe. Interlocuteur à part entière des hièrarchiques, vous aurez un rôle important de conseil et de préconisation. Progressivement, vous pourrez accèder à d'autres activités dans le domaine de la gestion des carrières. Notre entreprise, appartient à un groupe de dimension internationale et recrute essentiellement des ingénieurs dans les technologies de pointe. Un solide esprit d'équipe, une bonne maturité relationnelle renforceront les qualités professionnelles que vous avez déjà développées. Un première rencontre avec notre Conseil vous permettra de mieux comprendre qui nous sommes et les perspectives de carrière que nous pouvons offrir.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Nord-Ouest.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 611/M.
Une totale discrétion vous est assurée.



8 rue Saint Philippe du Roule,
75008 PARIS

RESPONSABLE COMMUNICATION

Leader mondial dans les métiers des pompes centrifuges, nous sommes un puissant groupe Européen en forte expansion, organisé en divisions franco-allemandes. Notre société française, leader sur son marché, emploie 1 600 pers. et réalise un CA de plus de 1 MdF.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines et en relation étroite avec le Directeur de la Communication Groupe en Allemagne, vous aurez en charge la communication interne et externe de notre société : journal d'entreprise, rapport annuel, relations presse, rédaction d'articles spécialisés et économiques, journal clientèle...

De formation supérieure en communication, aimant écrire, vous avez acquis à 30-35 ans une expérience d'au moins 3 ans en communication d'entreprise ou dans le journalisme. Vous maîtrisez l'allemand. Vous savez travailler de façon autonome tout en créant les liens nécessaires pour coopérer avec vos multiples interlocuteurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 116-05/M à notre Conseil **ARPE** 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

POMPES GUINARD



Des métiers bien sous tous rapports.

RESPONSABLES FONCIERS

Sur le marché de la promotion immobilière, STIM filiale de Bouygues Immobilier, tient une place privilégiée. Sa filiale Ile-de-France offre un large éventail d'opportunités dont des postes de responsables fonciers.
Que vous soyez jeune diplômé Sciences-Po, ESC, ingénieur TP, architecte ou juriste, votre formation plus votre première expérience nous intéressent.
Nous souhaitons vous confier de larges responsabilités : prospection des terrains à bâtir, négociation avec les propriétaires et les élus locaux, montage des dossiers de permis de construire jusqu'à l'obtention des autorisations administratives... Une forte aisance relationnelle, un esprit d'initiative et de rigueur sont des qualités appréciées pour réussir à ce poste, tremplin vers d'autres de nos métiers
Une bonne connaissance de l'Ile-de-France est nécessaire.

STIM

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence SV/01 à la Direction des Ressources Humaines, STIM, 40 rue Gabriel Crié, 92245 Malakoff Cedex.

L'IMMOBILIER EST NOTRE VOCATION

BOUYGUES IMMOBILIER

BOSSARD CONSULTANTS

CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHE

recherche, *pour son*
Département COLLECTIVITES LOCALES
(organisation, informatique, mobilisation du personnel, maîtrise des coûts ...)

TROIS CONSULTANTS SENIORS

Ils participeront, dans une activité en fort développement, à la conduite des interventions et à la *formation des jeunes consultants.*

Les candidats devront cumuler une bonne connaissance du milieu des collectivités locales (villes, départements, régions) et la pratique du métier de conseil en management.

Ils auront entre 3 et 8 ans d'expérience. *Ces postes sont basés* à *Paris et* à Lyon.

Envoyez votre lettre manuscrite, CV et photo
à Jacques DURANTON
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean-Jaures
92807 PUTEAUX CEDEX

BOSSARD *Carrières*

هكذا من الأصل

DIRECTEUR DU MARCHE DES ENTREPRISES

Banque - 350/400.000 F

Vesoul (70) - Une banque régionale, membre d'un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans le cadre du développement de ses activités sur ce secteur, un directeur du marché des entreprises. Basé au siège à Vesoul, et rattaché au directeur commercial, il assurera les négociations commerciales avec les partenaires ou clients importants et saura proposer des solutions adaptées notamment dans le domaine international, haut de bilan... Il aura un rôle d'animation du réseau et proposera les plans d'actions commerciales. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé de 35 ans minimum, ayant de réelles aptitudes au management et souhaitant mettre à profit dans une banque en développement, sa connaissance du secteur des entreprises. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/ 9782M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DE L'ASSURANCE A LA BANQUE...

Chef de produit assurances IARD

Paris - La direction des particuliers et des professionnels (artisans, commerçants, professions libérales) du Crédit Lyonnais renforce ses équipes ; à cet effet, elle souhaite intégrer un chef de produit senior. Au sein d'une petite équipe, il aura la responsabilité marketing d'une large gamme de produits dans le domaine de l'assurance IARD. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (école de commerce ou école d'ingénieurs), âgé de 32 ans minimum et ayant acquis une très bonne connaissance du marché et des produits IARD au sein d'une compagnie d'assurance. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions ainsi que la référence A/ 9773M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.** (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Importante société internationale de services recherche son

Responsable de la Gestion des Carrières

Dans le cadre d'un comité de personnel vous serez chargé(e) de la gestion des carrières de 500 jeunes cadres hautement qualifiés.

Suivant les orientations de la politique générale du personnel, vos objectifs sont la meilleure utilisation des compétences disponibles, le développement du potentiel de chacun, le maintien d'un haut niveau de motivation.

Votre fonction comporte le suivi des dossiers et la communication entre les différents interlocuteurs.

Vous souhaitez développer cette fonction qui doit prendre une place évolutive au sein de la société.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous possédez quelques années d'expérience dans une fonction similaire dans le secteur des services. Vous vous exprimez couramment en anglais.

Merci d'adresser votre dossier : CV, photo et prétentions à Nathalie Duhart sous réf. 1070M qui transmettra votre dossier en toute confidentialité.

L.B.W.

Coopers & Lybrand Consultants

Executive Selection
3 av. Percier
75008 PARIS

C&L

1000 & 1 METIERS

INFORMATICIEN

UNE FORMATION, PUIS UN METIER POUR DE JEUNES DIPLOMES

Apporter une information en temps réel aux commerciaux, proposer des systèmes d'aide à la décision, préparer une informatique à l'échelle Européenne, telles sont quelques-unes des missions du Département Informatique de l'UAP. Equipés de moyens techniques de haut niveau (2 sites d'exploitation, 3 IBM 30XX, MVS/ESA, CICS. 33 ordinateurs, 15000 terminaux,...), nous renforçons nos équipes (450 personnes) et embauchons de Jeunes Ingénieurs ou Universitaires débutants Niveau Bac + 4 ou 5 (scientifique ou technique) pour l'informatique de gestion.

Vous n'êtes pas informaticien, mais vous souhaitez le devenir, et vous êtes prêt à acquérir rapidement les compétences informatiques qui vous permettront de participer à nos grands projets. Nous vous proposons de rejoindre nos équipes. Après une formation intensive à l'informatique, vous serez en mesure de vous affirmer et d'évoluer avec nous dans l'informatique et l'Assurance.

Merci d'adresser votre candidature à Pierre GINESTEL, sous réf. F101/M, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE CEDEX

SEMA SELECTION
Paris - Lyon - Toulouse

UAP

35 000 collaborateurs dans plus de 60 pays, un CA de 64,5 Mds de F dont 36% réalisé à l'international, font de l'UAP le N° 1 français de l'assurance et le N° 2 en Europe. 1 000 et 1 métiers nous animent. Autant de spécialités, d'opportunités d'évolution à la hauteur de notre ambition : être l'assureur européen de référence



AMIENS

La Ville d'Amiens (Somme)
Capitale régionale de Picardie
136 000 habitants. A 130 km au nord de Paris
recherche
pour sa nouvelle École Supérieure d'Art et de Design (ESAD)

LES PROFESSEURS

pouvant assurer les enseignements suivants :

– Technologies de fabrication du volume et de l'espace, technologies de fabrication de l'image, plastique et technique du projet design, formation à l'investigation et à la création design, connaissance des matériaux, design graphique, méthodologie du design, histoire du design, micro-édition, introduction à la 3D, aspects théoriques et pratiques liés à la médiatisation, anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation accompagnée d'un C.V., photocopies des titres et diplômes) avant le **26 SEPTEMBRE 1990 à :**

Monsieur le Député-Maire d'Amiens
Service Ressources humaines
B.P. 2720 – 80027 AMIENS CEDEX

Renseignements auprès du Service des Affaires Culturelles :
TÉL. : 22-92-00-67

Responsable de développement

Ingénieur infrastructures...

...et un peu magiciens ?

A 32 Km de Paris, sur un site de 2000 hectares autour de 2 parcs à thème, le MAGIC KINGDOM et le DISNEY MGM STUDIOS EUROPE, la Division Développement Immobilier Euro Disneyland réunit une équipe de professionnels qui concevra et bâtira au cours des 30 prochaines années le plus grand complexe de loisirs d'Europe ainsi qu'un large projet immobilier.

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT Vous aurez la responsabilité du développement pour l'un de nos nombreux projets:
• Centre commercial • Hôtels • Bureaux / Parc d'activités
• Résidences hôtelières • Centre de congrès.
Patron d'une petite équipe, vous serez responsable du projet depuis l'étude de faisabilité, la conception, jusqu'à sa réalisation complète, ou sa commercialisation.
Bilingue français/anglais, de formation Ecole de Commerce complétée par une formation ou une expérience technique dans l'une des spécialités pré-citées, vous avez une expérience d'au moins 5 ans et avez participé à la réalisation d'au moins un projet dans son intégralité. (RE/0205/M)

INGENIEUR INFRASTRUCTURES Vous apporterez l'expertise technique indispensable à la réalisation de nos différents projets dans les domaines suivants : terrassement, assainissement, voirie, drainage et réseaux. Depuis les études jusqu'à la livraison des travaux, vous coordonnerez et superviserez les actions des bureaux d'études techniques et de nos partenaires extérieurs.
Ingénieur Grande Ecole, vous avez une expérience d'une dizaine d'années dans des sociétés d'ingénierie ou dans des bureaux d'études. La maîtrise de l'anglais est nécessaire. (RE/0203/M).

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.

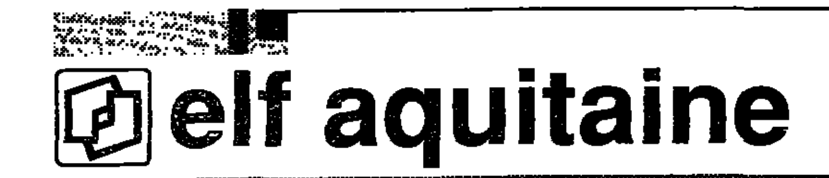




Euro Disneyland S.C.A.

l e s p r o f e s s i o n n e l s d e l ' i m a g i n a t i o n





Un groupe français, pétrolier et gazier, de 83 000 collaborateurs, d'implantation mondiale, fortement développé dans la chimie et ayant réussi son extension vers la santé

RECHERCHE POUR SA DIRECTION GENERALE HYDROCARBURES, DIRECTION EXPLORATION PRODUCTION DE JEUNES DIPLOMES FORTEMENT MOTIVES PAR LES METIERS DE LA FONCTION RESSOURCES HUMAINES.

CADRES RESSOURCES HUMAINES

(débutants ou première expérience)

Au sein de la Direction du Personnel et des Relations Sociales de SNEA(P) qui comporte 7300 personnes, vous débuterez dans des postes de gestion administrative ou des carrières, puis vous aurez des opportunités multiples de progression dans des environnements variés en France (établissements) et à l'étranger (expatriation en filiales). Cela implique une réelle mobilité et la maîtrise de la langue anglaise.

Diplômés de l'enseignement supérieur, ESCAE, IEP. Dauphine... (option "Personnel"), familiarisés avec les outils micro-informatiques, vous avez décidé d'évoluer dans la filière "Personnel", que vous soyez débutants ou que vous ayez une première expérience acquise en entreprise ou en cabinet.
Postes bases à Paris et à Pau.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 9700M à notre Conseil **ACTIMAN** - 251, boulevard Péreire 75017 PARIS, qui vous garantit une entière discrétion.

Nous sommes une société de conseil aux entreprises.

Nous délivrons immédiatement l'aide utile à la prise de décision de nos clients (Chefs d'entreprises, Consultants...)

Nous recherchons
pour notre **DEPARTEMENT JURIDIQUE**

UN CONSULTANT

SPÉCIALISÉ EN DROIT DES AFFAIRES

Vous êtes titulaire d'un DESS et avez acquis, au cours d'une expérience de 2/3 années dans un Cabinet Conseil, une bonne maîtrise de ce domaine.

Homme ou Femme de dialogue, vous avez le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Envoyez votre candidature détaillée
à M. Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP
54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08



Bleu

Madame, vous organisez le recrutement et la gestion de carrière de nos Cadres

Nous sommes un groupe de services, le premier dans son domaine. Notre siège est à Lyon. Nous recrutons beaucoup et, chez nous, cette responsabilité est déléguée à l'encadrement. Par ailleurs, notre développement en France, en Europe et dans le reste du monde entraine des mouvements, par mutations ou promotions de nos cadres.

Il faut coordonner toute cette activité, donner aux responsables des moyens, des conseils, une assistance, bref organiser à la fois le recrutement et la gestion des carrières des cadres du groupe. Votre tâche commence dans les contacts avec les Grandes Ecoles, se poursuit avec la formation de la hiérarchie au recrutement, continue avec votre implication personnelle dans des recherches de haut niveau et s'épanouit dans l'établissement de prévisions intéressant autant l'avenir du groupe que celui des hommes et des femmes qui le composent.

Vous avez, Madame, une bonne expérience du recrutement vécue en cabinet et sans doute aussi en entreprise, vous avez eu des relations avec les Ecoles, vous avez vous-même une formation supérieure et une maitrise suffisante de votre métier pour le faire comprendre et aimer aux quelques 600 personnes qui chez nous le pratiquent occasionnellement. Vous savez que dans ce type de poste on ne s'impose que naturellement et, enfin, que vous soyiez européenne de France ou d'ailleurs, votre culture est internationale.

Merci de nous avoir lu et d'adresser votre dossier sous réf. LRH 975 M à SEFOP qui est notre conseil auprès de vous.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

C H A R G E D E R E C R U T E M E N T H / F

Si on vous dit que demain vous recruterez pour un groupe en plein développement, répondez que c'est sûrement avec Legrand.

S'il existe en effet un groupe au sein duquel une fonction Recrutement peut être réellement opérationnelle, c'est bien le groupe LEGRAND, leader de l'appareillage électrique d'installation (9 milliards de francs de CA, 18 500 collaborateurs).

Rattaché au Responsable Emploi, vous assurez, en liaison avec les Responsables de Département, toutes les mises au point nécessaires au lancement et au succès d'un recrutement : étude de poste, présélection et convocation des candidats, ...

Pour réussir dans ce poste basé à notre siège social de Limoges, une formation supérieure de type BAC + 4 et une 1re expérience de recrutement dans le domaine industriel, et si possible au niveau des métiers de production, sont nécessaires.

Si mettre en valeur par ailleurs vos qualités d'écoute et votre sens de la communication, pour ensuite évoluer vers la gestion des carrières et la mobilité interne vous intéresse, adressez dès maintenant votre dossier de candidature, sous réf. AC/3.3., à LEGRAND - 128, avenue de Lattre de Tassigny 87045 LIMOGES CEDEX.

legrand

MEDIAPA

LA PERFORMANCE INDU
TELLE QUE VOUS L'IMA

CONSULTANTS X, CENTRALE MINES OU EQUIVALENT

Groupe de Conseil en management (100 consultants), nous mettons notre imagination au service des Directions Générales de grands groupes industriels. Notre objectif est d'accroître leur performance dans la définition et la réalisation de leurs choix essentiels. Pour participer à notre fort développement dans le secteur industriel, nous recherchons des :

CONSULTANTS JUNIORS

Pour participer à nos missions dans les domaines suivants :
- *planification,*
- *approvisionnements,*
- *logistique.*

Une bonne connaissance de la micro-informatique est nécessaire.

CONSULTANTS EXPERIMENTES (3 à 5 ANS)

Ayant une expérience dans les secteurs suivants :
- *contrôle de gestion industriel,*
- *organisation administrative,*
- *schéma directeur informatique.*

Une double formation constitue un atout supplémentaire.

***SI** vous vous investissez totalement dans un projet, de sa conception à sa mise en œuvre, avec un sens aigu des résultats et dans le respect des objectifs...*

***SI** vous vous épanouissez dans le travail en équipe, la réflexion, l'autonomie et l'initiative...*

Alors nous sommes faits pour nous rencontrer !
Nous relèverons ensemble les défis à la hauteur de votre imagination.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant le poste choisi, à Jean-Marie Nogaro, 17 rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois-Perret.



MEDIA-SYSTEM

RANK XEROX

ANALYSTE MARKETING
160/190 KF

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs et vous souhaitez intégrer la Direction Marketing d'un grand constructeur bureautique.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration et la mise en place de l'un des projets prioritaires de notre unité systèmes d'information (connaissance de la Méthode Merise appréciée).

Au sein de cette nouvelle équipe, basée à La Défense, votre rigueur et votre sens relationnel vous permettront d'être rapidement une force de proposition, puis d'évoluer ensuite dans nos structures fonctionnelles ou opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M.LM.205 à RANK XEROX, Véronique FERRY, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

MEDIA-SYSTEM



AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE
Etablissement public de l'Etat
recherche

CHEF DE LA DIVISION ADMINISTRATION ET FINANCES

Profil recherché :
- Cadre confirmé de formation supérieure (bac + 4 minimum) ayant déjà occupé des fonctions de responsable administratif (ou fonctionnaire de l'Etat ou territorial de catégorie A), âgé de 30 ans minimum ;
- Excellente connaissance des finances publiques et des procédures comptables informatisées ;
- Maîtrise du droit de la fonction publique et de la gestion du personnel :
- Homme de dialogue possédant le sens des relations sociales, aimant le travail en équipe et excellent rédacteur.

Rémunération :
Emploi classé en catégorie I des Agences de l'eau (I.B. 659-A3). Rémunération en fonction de la qualification (base : 170 KF).

Renseignements complémentaires :
Richard STOCK - Directeur-adjoint - Tél. : 87-34-47-09.

Candidatures à adresser à Monsieur Jean-Luc LAURENT, directeur de l'Agence de l'eau RHIN-MEUSE BP 19 - 57161 MOULINS-LÈS-METZ

La Chambre de commerce et d'industrie d'Eure-et-Loir

recrute

UN (E) CHARGÉ (E) DE MISSION AU COMMERCE

Dynamique, de formation supérieure,
ses connaissances de l'ensemble des formes
de distribution et de promotion du commerce,
son sens de l'animation ainsi
qu'une 1re expérience réussie
feront de lui (elle) le soutien technique et le conseil
des organisations de commerçants
et des collectivités locales.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CHARTRES ET DE L'EURE-ET-LOIR

B.P. 62 - 28002 CHARTRES CEDEX.

Cabinet Conseil

en recrutement, formation, assistance juridique.

Consultant en recrutement de cadres

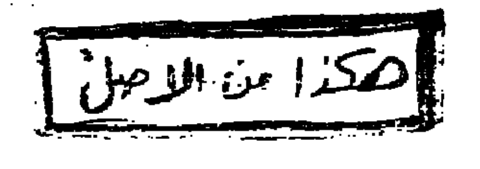
Notre cabinet, créé en 1987, connaît un essor important. La fidélité de nos clients récompense le savoir-faire de nos consultants (tous issus de l'entreprise) qui savent s'adapter aux particularités et aux problèmes concrets de chaque entreprise.

Acceptant de poursuivre le concept professionnel que nous préconisons (rigueur, efficacité, confiance étroite, disponibilité) vous aurez à :
- acquérir et fidéliser une clientèle dans les domaines d'activités que vous connaissez.
- intervenir par voie d'annonces ou par approche directe.

Vous justifiez d'une compétence reconnue et le moment est venu pour vous de valoriser votre longue expérience en entreprise, adressez lettre + CV sous réf. 09/R/014 à R. Regimont, AREDYS, 11 bis rue Balzac, 75008 Paris.

Paris - Milan - Madrid - Bruxelles





Animer et diriger notre réseau de conseillers financiers

Banque d'affaires, réputée pour sa réussite dans ses activités diversifiées, nous créons une structure pour commercialiser à travers un réseau original de conseillers financiers des produits de gestion très sécuritaires *auprès d'une clientèle haut de gamme. Pour mettre en* place et animer ce réseau, nous recherchons

Deux directeurs régionaux

Véritables maîtres d'œuvre de notre développement, vous prenez en charge le recrutement et la formation des conseillers financiers. Animateur très opérationnel, vous savez dynamiser votre équipe et la motiver pour obtenir les meilleurs résultats. En homme de marketing, vous êtes à l'écoute du marché et participez à l'évolution des produits.

La trentaine ou plus, de formation supérieure, (E.S.C., Université, ...) vous avez une expérience significative de 3 à 5 ans dans l'animation d'un *réseau de vente acquise par* exemple dans une banque, un établissement financier, ou une compagnie d'assurance... Votre personnalité, votre sens relationnel vous permet d'évoluer avec aisance auprès de notre clientèle.

Les postes sont basés à Paris et impliquent de fréquents déplacements en province. La *rémunération très attrayante et les perspectives d'évolution sont de nature à motiver des* candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre, c.v., photo sous référence RC 467/3M à Bernard Julhiet Ressources Humaines - 79/83, rue Baudin 92309 Levallois-Perret Cedex.

BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES*

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Membre de Syntec

(Organisation et Publicité)



TOBACCOR
Division Tabac
du Groupe Bolloré
Technologies

2 800 personnes
1,6 Milliard de CA
140 Millions de Résultat Net

Nous sommes un groupe Industriel installé en Afrique et dans l'Océan Indien où nous gérons 10 usines de tabac.
Nos perspectives de développement sont exceptionnelles et nos implantations vont s'étendre prochainement à d'autres pays du monde.

AFRIQUE CENTRALE

Directeur Général

Nos filiales ont une position dominante dans la fabrication et la commercialisation des cigarettes dans chaque pays où elles sont installées.

Nous recherchons pour l'une d'elles, en Afrique Centrale, un Directeur Général.

Son expérience marketing et commerciale confirmée lui sera nécessaire pour construire et mettre en oeuvre une stratégie visant à développer les parts de marché, renforcer et fiabiliser la distribution tout en améliorant la rentabilité.

Ses qualités de communication seront déterminantes pour développer des relations harmonieuses avec les autorités comme avec les équipes qu'il aura la charge d'animer.

La connaissance industrielle devra être suffisante pour lui permettre de piloter avec efficacité une fabrication aux normes des plus grands groupes internationaux, avec un souci permanent d'optimisation de la qualité et la productivité.

Vous êtes attiré par un poste de Directeur Général en Afrique Centrale, tout en intégrant un groupe français au dynamisme exceptionnel.

Nous vous offrons une opportunité si vous avez l'expérience de l'expatriation et un niveau de direction générale confirmé.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, sous référence DG/CD/M à : A. BINET - TOBACCOR - 9, rue Salomon de Rothschild - 92150 SURESNES.

FBO CONSULTANTS

- Finance Bourse Organisation

Vous avez quelques années d'expérience au sein d'un cabinet d'audit, de conseil en organisation ou dans le département Organisation/Inspection d'un établissement financier.

Votre dynamisme et votre esprit *d'entrepreneur* vous inclinent naturellement à rechercher une structure performante en très forte croissance afin de réaliser vos ambitions.

FBO Consultants est un cabinet spécialisé dans le **conseil auprès des établissements de crédits, des sociétés de bourse *et des institutions financières.*** *Nous formons une équipe* **de 45 consultants** et recherchons pour accompagner notre développement :

1 SENIOR CONSULTANT

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce ayant 5 ans d'expérience dans la conduite de missions d'organisation informatique, financière et comptable dans le domaine Banque/Bourse.

2 CONSULTANTS

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce ayant 1 à 2 ans d'expérience de conseil en organisation.

Nous vous offrons :
- un environnement intellectuel de qualité auprès d'associés et de consultants praticiens du conseil issus des plus grandes écoles.
- une participation à des missions au sein d'établissements prestigieux vous permettant d'affirmer rapidement vos capacités techniques et managériales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à
Bernard Nicolas, **FBO Consultants**,
34 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

FBO Consultants, l'alternative en matière de conseil

AXIAL

Notre groupe, 6 600 personnes, exerce son activité dans un secteur de pointe.
Notre force : nos produits, sûrement, mais aussi l'importance que nous accordons aux hommes.
Nous créons pour une de nos unités de 350 personnes, 450 KF en production, située à 150 km Est de Paris le poste de :

Responsable du personnel et des relations humaines H/F

Rattaché au Directeur d'usine, fonctionnel au DRH du groupe, *membre du comité de direction usine, vous aurez à vous* occuper des relations sociales, de la gestion du personnel, à animer et concevoir le plan de formation, plus ce qui touche l'administration, paye (PACHA), le droit du travail.

A un Diplôme de l'enseignement supérieur option Ressources Humaines, vous y ajoutez à 30 ans une dimension humaine *qui vous rend présent sur le terrain ; une expérience de 3 à 5* ans l'a prouvée.

Votre réussite à ce poste vous ouvre des opportunités intéressantes.

Si vous souhaitez participer à notre souci de communication, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A/09/11 à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS

(Organisation et Publicité)



La Banque de France

recrute
LE PERSONNEL D'ENCADREMENT
de ses comptoirs de la région parisienne et de province par la voie du

concours de ***rédacteur***

ouvert aux titulaires d'un diplôme national sanctionnant un

1er cycle d'études supérieures

ou du diplôme d'une école de niveau au moins équivalent.

Date des épreuves écrites : Samedi 1 et Dimanche 2 Décembre 1990.
Inscriptions reçues du 17 Septembre au 17 Octobre 1990.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le ***11 octobre 1990.***

Ce concours s'adresse aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) de nationalité française, âgés de moins de 28 ans *(sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au* 1er Janvier 1990.

Documentation et renseignements à la Banque de France - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours - 31, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone 42.92.40.17

(Organisation et Publicité)

Nous fournissons aux entreprises des matières premières performantes issues de la **chimie.**

Nous recrutons

2 JEUNES INGÉNIEURS

Chimie ou Mécanique

- un conseiller technique pour l'assistance de notre clientèle **mousses rigides de polyuréthanne**
  base : Puteaux; vocation nationale en liaison avec laboratoires centraux d'Allemagne.
- un négociateur technico-commercial pour la vente d'additifs aux fabricants de **lubrifiants** à usages industriels
  base : Lyon; vocation France et Belgique.

Ces deux postes impliquent le goût d'une activité très relationnelle comportant de nombreux déplacements et de bonnes connaissances d'**allemand** et à défaut d'**anglais.**

Une première expérience, appréciée pour le polyuréthanne, est requise pour les lubrifiants.

Ecrivez-nous avec C.V. et photo
BAYER FRANCE
Adm. générale réf. 901
49-51, quai de Dion Bouton
92815 Puteaux Cedex



IMPORTANT GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE UN DES LEADERS SUR SON MARCHE DE PRODUITS DE REVETEMENT ET DECORATION DE MURS ET FAÇADES

recherche pour la FRANCE

RESPONSABLE ETUDES MARKETING

En équipe avec le directeur commercial, il devra développer l'ensemble *de l'activité études marketing : recueil des informations, analyse des données*, évaluation des marchés actuels et potentiels et propositions concrètes pour le développement des ventes et l'adaptation continuelle des actions et des produits au terrain commercial sur le plan national.

Pour être candidat, il faut avoir une solide formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent) et une première expérience suffisamment longue (3 ans environ) pour avoir acquis la maîtrise des techniques d'études marketing, si possible dans une fonction similaire.

Une expérience du marketing direct serait appréciée, ainsi que la connaissance d'un logiciel de gestion de base de *données sur micro.*



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 11, rue Victor Hugo, 93170 BAGNOLET sous référence 2840

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

One of the world's leading construction and service groups is seeking for its head office in St-Quentin-en-Yvelines a

Translator

A native English-speaker with a perfect command of French. you must be able to translate from French to English, and vice-versa and work from german.

You must have a university degree in translation of technical, financial and legal documents.
3 to 5 year expérience is désirable.

Please send CV to Denise Klément. DPFG. 1 avenue Eugène Freyssinet. 78061. SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



L.B.W.




digital™

« L'art du management, la science de Digital »

DIGITAL, leader mondial des Réseaux Informatiques et des Systèmes Intégrés d'Information recherche son **Responsable**

pour animer une équipe de spécialistes Import/Export

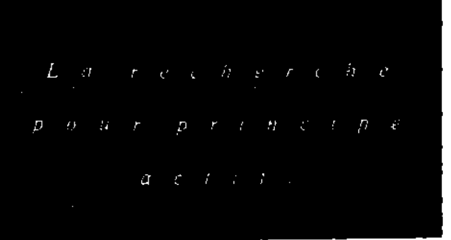
Vous serez responsable du contrôle et de la gestion des Transitaires et serez l'interface permanent avec l'administration des douanes ainsi qu'avec les services Import/Export des autres filiales de Digital. Vous serez en contact permanent avec nos usines et le garant du respect de l'application de la réglementation et des normes internes.

Agé d'une trentaine d'années minimum, vous êtes un professionnel de l'Import/Export, et avez acquis votre expertise en entreprise. Vous avez une expérience de cinq ans *environ* dans le *management* d'équipe.

Vos qualités relationnelles et managériales vous permettront de reussir à ce poste. Bien sûr, vous parlez couramment l'Anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence MON 952 à : **Isabelle LE CORVAISIER DIGITAL EQUIPMENT FRANCE 9/13, avenue du Lac - BP 235 91007 Evry Cedex.**

Digital Equipment France



MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

- 1er laboratoire pharmaceutique français au sein du 1er groupe pharmaceutique mondial.
- 2033 personnes dont 140 chercheurs.
- 4 milliards de C.A. dont 50% à l'export.
- un taux de croissance annuel moyen de 18% depuis 5 ans.
- 4 unités de production et un centre de recherche en France.

CREER UN SERVICE "BUSINESS RESEARCH"

2 missions essentielles :
- *participer à la définition et valider les stratégies produit.*
- *analyser et orienter les décisions d'allocation de ressources Marketing-Ventes.*

Diplômé(e) d'une grande école commerciale ou bien de formation scientifique confirmée par un 3e cycle de gestion, vous possédez aujourd'hui une large expérience du Marketing des Médicaments Ethiques ou des Etudes.

Créer le service "Business Research" (4 personnes), analyser, recommander, orienter la prise de décision, telles seront les missions qui vous seront confiées.

Ce poste basé à Paris requiert une excellente maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique.

Merci d'écrire à CARA CONSEIL - 29, rue de Miromesnil - 75008 Paris, qui traitera confidentiellement votre dossier. Tél. : 42 68 07 14.



Organisme professionnel national, de grande notoriété recherche pour sa Direction de l'Information son :

Attaché de presse
chargé de l'audiovisuel (20 personnes)

Vous êtes un passionné de l'information, professionnel de l'audiovisuel, curieux, imaginatif, ouvert à l'économie et au social.
Fort d'une première expérience, votre savoir-faire vous permettra de promouvoir les messages institutionnels et les entreprises dans la presse audiovisuelle.

Vous serez en outre responsable des produits audiovisuels internes.

Les candidatures sous référence A 09 20 (C.V. + lettre manuscrite) seront à adresser à Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS



SACD

Une organisation moderne et des structures performantes au sein d'un environnement culturel et de tradition de haut niveau.

La Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques a pour vocation, depuis le 18e siècle, la défense et la gestion des contrats des auteurs ainsi que la perception et la répartition de leurs droits. Dans le contexte de son développement soutenu, elle recherche aujourd'hui un

Adjoint au directeur théâtre

Relayé par un important réseau de délégués régionaux, votre rôle est d'organiser et de diriger la perception et la répartition des droits d'auteurs sur un plan national.
Pour mener cette mission, vous encadrez une équipe de 15 collaborateurs, que vous formez également au nouveau système de gestion informatisée dont vous assurez la mise en place.

De formation supérieure en gestion (niveau Bac + 4), vous avez acquis une réelle expérience (5 ans) de la gestion, de l'organisation et de l'encadrement d'une équipe dans un contexte informatisé.
Votre sens de la négociation, vos qualités relationnelles seront les atouts d'une réussite complète tant auprès des Directeurs de théâtre, de compagnies... qu'auprès des Auteurs membres de la SACD.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 50410 à notre conseil :





Cabinet de Conseil en recrutement anglo-saxon, membre d'un important réseau international recherche

CONSULTANTS

SENIOR ET JUNIOR H/F

Nous souhaitons intégrer des professionnels qualifiés qui, soit ont exercé ce métier de Conseil dans un Cabinet, soit sont désireux aujourd'hui de s'investir dans cette activité.

Au sein d'une équipe soudée et motivée, intervenant sur des postes de Middle Management, ils assureront l'intégralité de leurs missions de façon autonome, dans le respect de l'éthique et de la qualité.

Nous offrons à ces futurs collaborateurs la possibilité de développer leur savoir-faire et leur potentiel au sein d'une structure solide en pleine expansion. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 2492/M à CURRICULUM, 6, passage Lathuile 75018 Paris, *qui transmettra.*



Nous sommes le 1er Producteur Européen de Volailles, CA de 4,7 milliards de francs, 3.700 salariés, notre activité couvre l'ensemble de la "filière" avicole : accouvage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Nous sommes présents industriellement (25 ets) et commercialement dans toute l'Europe. Notre Groupe connaît à nouveau une très forte croissance. Nous recherchons des :

INGENIEURS AGRO

Notre Groupe ayant pour politique de maîtriser la matière première dont il a besoin (450.000 tonnes de volailles par an) il a dû créer, puis développer au fil des années, structures, moyens, savoir-faire, lui permettant d'avoir à sa disposition les 1.300.000 poulets qu'il traite chaque jour. Nous disposons donc de possibilités d'emplois dans tous les secteurs constituant la partie "amont" de la filière : accouvage, fabrication de l'aliment, élevage. Nous pouvons de ce fait proposer, après formation et adaptation, des postes de Direction ou d'Encadrement. Vous êtes âgé de 24/30 ans, AGRO, débutant ou non. Vous souhaitez acquérir une connaissance complète de la filière. Nous pouvons vous proposer un poste à la mesure de vos ambitions. La dimension européenne de notre Groupe vous permettra également de partir à l'étranger, si vous le souhaitez (Allemagne, Espagne).

Envoyer CV + lettre + photo sous réf. 90/53 à :
GROUPE DOUX - *Direction du personnel*
BP 22 - 29150 CHATEAULIN.



SAE, grand groupe mondial de BTP,
N°1 en France du bâtiment, nous recherchons de

Jeunes auditeurs internes

Diplômés d'école supérieure de commerce option gestion ou d'école d'ingénieurs + 3e cycle, vous êtes bilingues anglais et dotés de bonnes qualités relationnelles.

Intégrés dans une équipe jeune, en liaison directe avec un chef de mission, vous bénéficierez d'une formation à une méthodologie éprouvée et serez immédiatement impliqués dans des missions variées (audit de comptabilité, organisation, juridique, personnel...) en France puis à l'étranger.

Votre personnalité vous permettra de vous affirmer rapidement et d'évoluer au sein de la cellule audit et à terme dans d'autres services du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence AU/045 à Anita FAVREAU - SAE - DRH 39/43, quai André Citroën - 75739 PARIS CEDEX 15.

SAE
En confiance

Cabinet d'audit et de conseil, DSA exerce son activité en France et à l'étranger grâce à une clientèle d'entreprises diversifiées. Dans le cadre du développement de son département conseil, le cabinet offre d'importantes opportunités de carrière au sein d'une équipe de jeunes professionnels.

CONSULTANT EN ORGANISATION

Vous serez chargé de la conception et de la mise en place de systèmes de gestion informatisés dans le domaine du traitement des données comptables et financières et du contrôle de gestion.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT

Vous aurez en charge la prospection des nouveaux clients et la mise en place des moyens commerciaux. Vous participerez à la définition des axes de développement. Pour une meilleure intégration à l'équipe de consultants, vous serez également amené à intervenir sur des missions que vous aurez initiées.

Pour ces deux postes, vous possédez une formation Grande Ecole et une première expérience du conseil, vous êtes autonomes et avez le sens du contact.
Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à DSA Systèmes, 22 place du Général Catroux, 75017 PARIS.



هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

Importante société industrielle du secteur aéronautique et spatial (5000 P.), participant à des programmes internationaux, nous cherchons à renforcer nos équipes de :

JEUNES CADRES RESSOURCES HUMAINES

Au siège ou en établissement, ils seront chargés de :

Développement du Management Participatif
Au sein de la Direction des Ressources Humaines du siège, à Paris, il devra contribuer à développer et améliorer le système d'entretien annuel existant. Cela implique des déplacements fréquents dans les différents établissements. Réf. : 63.01

Recrutement
Au sein de la Direction des Affaires Sociales de l'établissement en Région Parisienne, il assurera des missions de recrutement de l'analyse de la demande à l'accueil et l'intégration des nouveaux embauchés. Par ailleurs, il participera à l'organisation de forums emploi et école. Réf. : 63.02

Gestion administrative du personnel
Au sein de la Direction des Affaires Sociales de l'établissement d'Aquitaine, il sera responsable de l'administration du personnel et notamment de l'application de la règlementation sociale, du suivi des contrats de travail, de la paie, ainsi que des relations syndicales. Réf. : 63.03

Pour ces trois postes, très évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats à potentiel élevé, de formation supérieure, et ayant éventuellement une première expérience. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo), à notre Conseil :



Anne BRUGE-ANSEL
65 Avenue de Wagram
75017 PARIS
PARIS - BORDEAUX

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

---

1000 & 1 METIERS

"MANAGER" DE RESEAU COMMERCIAL
JEUNES SUP DE CO

Pour manager notre réseau commercial, vous organiserez et développerez une vingtaine d'agences régionales (CA : 100 millions de francs) intervenant auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers. Vous recruterez, formerez et animerez les responsables de ces agences et serez garants de la réalisation des objectifs de votre région.

Pour réussir dans cette fonction, nous vous offrons une solide formation initiale et tous les moyens du groupe. Vous êtes diplômés d'école de commerce et attirés par l'animation commerciale, votre mobilité géographique vous permet d'envisager un poste en province. La puissance et le développement du groupe vous assureront de nombreuses opportunités de carrière en France ou à l'étranger. Ecrire à C. BUSO en précisant la référence A/R9746M.

PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79. (PA Minitel 36.15 code PA)

UAP

35 000 collaborateurs dans plus de 60 pays, un CA de 64,5 Mds de F dont 36 % réalisés à l'international, font de l'UAP le N° 1 français de l'assurance et le N° 2 en Europe. 1 000 et 1 métiers nous animent. Autant de spécialités, d'opportunités d'évolution à la hauteur de notre ambition : être l'assureur européen de référence.

ADJOINT DU RESPONSABLE DU RECRUTEMENT
Banque - 250/280.000 F

Paris - Une banque de grand renom, filiale d'un groupe bancaire international de premier plan, recherche l'adjoint de son responsable du recrutement. Ce collaborateur se verra confier des missions de recrutement touchant à l'ensemble des domaines d'activités de l'établissement (exploitation, marchés, informatique...) pour des postes de cadres ou de non cadres. Autonome, il gèrera ces missions depuis la phase de définition de poste jusqu'à l'intégration des nouveaux candidats recrutés. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, IEP ou éventuellement formation psycho) et ayant acquis une expérience de l'ordre de 3 à 4 années dans une fonction opérationnelle de banque (type exploitation...) complétée idéalement par une courte expérience de recrutement. Souple dans ses relations, le candidat retenu devra avoir une réelle capacité à dialoguer avec les différents responsables de département. Ecrire à M. de SOUZA en précisant la référence A/F9793M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.** (PA Minitel 36.15 code PA)



Méthodes rigoureuses - Professionnalisme de tous les instants - Equipe très engagée et stable. Notre activité principale : **le recrutement de postes opérationnels** (commercial, technique et management) PAR ANNONCE ET APPROCHE DIRECTE (clientèle très diversifiée et fidélisée). Pour accentuer notre progression exceptionnelle, nous recherchons plusieurs

CONSULTANTS

Pour bureaux actuels :
TOULOUSE - NANTES
PARIS
FRANCFORT - LONDRES
NEW-YORK

Pour prochaines ouvertures :
STRASBOURG
BELGIQUE
ITALIE
PAYS BAS

MISSION : □ après une période de formation à Paris, accéder très rapidement à une responsabilité totale de clientèle □ assurer aussi bien le suivi commercial que la réalisation des missions.

UNE OFFRE MOTIVANTE : □ un climat où l'investissement de soi, le sérieux et les résultats sont récompensés □ des méthodes totalement nouvelles, notamment en approche directe □ une image de marque, de crédibilité, de courtoisie et d'efficacité □ la possibilité d'évoluer à moyen terme en prenant la direction d'un bureau en France ou à l'étranger □ un excellent salaire.

VOTRE PROFIL : □ 27-31 ans □ études supérieures Bac + 4 minimum (Ecole de Commerce, Ingénieurs...) □ charisme, autorité de caractère, ténacité, dynamisme, esprit de décision □ plusieurs années d'expérience professionnelle exigeante réussie □ une langue étrangère courante est un sérieux atout □ l'envie de vous investir dans un métier passionnant et de réussir avec nous.

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à : EUROMAN - 96, rue Saint-Charles - 75015 PARIS
FAX : 45 79 49 94 en indiquant la référence 6993 et la ville ou le pays choisi sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN



(Loiret) - 107 000 habitants, recrute

CHARGÉ DE MISSION
pour le service de l'ACTION ÉCONOMIQUE

De formation supérieure en économie commerce, vous participerez au sein d'une équipe de 8 personnes au développement de la Ville en assurant :

- le repérage des acteurs privés (les entreprises et leurs organisations) afin de générer des dynamiques à partir de leur formation et de leur savoir-faire ;
- le développement de réseaux de contacts, notamment au niveau de la Communauté européenne ;
- la prospection de nouvelles entreprises, en France et à l'Étranger (notamment Europe du Nord), susceptibles de créer des unités industrielles ou tertiaires ;
- la commercialisation des parcs d'activités d'Orléans ;
- et l'ingénierie financière, juridique, commerciale et technique nécessaire à l'implantation.

Merci d'adresser votre candidature :
lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions financières à
M. le Député Maire d'Orléans, Direction du Personnel,
45040 ORLÉANS Cedex 1, au plus tard le 15 septembre 1990.

UN IMPORTANT ETABLISSEMENT
BANCAIRE REGIONAL
RECHERCHE POUR **MARSEILLE** des

INSPECTEURS

Vous avez quelques années d'expérience de la fonction, ou vous êtes rompu à l'exploitation. Un diplôme d'études supérieures bancaires ou un DECS complet serait un plus intéressant.
Vos qualités professionnelles et relationnelles vous permettront par la suite d'excercer d'importantes responsabilités dans le Réseau ou au Siège.

Si ce poste évolutif, basé à Marseille, vous intéresse, merci d'adresser votre C.V. manuscrit, photo, prétentions, sous réf. 2541/M à CURRICULUM, 6 passage Latbuile, 75018 PARIS.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

recrute
pour sa Direction Générale
de l'Action Sanitaire et Sociale

le secrétaire de la commission locale d'insertion d'Argenteuil

Profil du candidat
- 1 cadre A
titulaire, par voie de mutation ou détachement
OU
- 1 cadre A contractuel, titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur niveau bac + 3 minimum.

Seront particulièrement appréciées les formations du type :
- Maîtrise d'administration économique et sociale ;
- Maîtrise de sciences et techniques économiques et sociales ;
- Diplôme de 3[e] cycle de sciences sociales ;
- Formation supérieure en gestion et comptabilité, ainsi qu'une expérience dans le domaine de l'action sociale ou de l'insertion professionnelle ;
- Rémunération brute annuelle : 105 000 F à 156 000 F suivant diplômes et expériences.

Adresser lettre manuscrite et C.V. (+ copie des diplômes, certificats de travail ou de stage, et photo pour catégorie A) à :
Madame le Directeur de la D.G.A.S.
2, av. de la Palette, 95011 Cergy-Pontoise.

LA POSTE

cherche

un chargé d'études Marketing

- De formation Ecole de commerce ou DESS d'économie.
- Ayant une expérience de quelque années en cabinet d'études ou service études de sociétés du tertiaire, en particulier en matière d'études quantitatives.
- Pour mener à Paris des études de marché depuis le choix des propositions jusqu'à la recommandation des actions stratégiques.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite + rémmunération souhaitée, au *Monde Publicité, sous n° 8 030*
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS qui transmettra.

Cap au Sud pour CNPG Conseil !

CNPG Provence-Côte d'Azur

CNPG CONSEIL

OXO

Société Conseil en Stratégie Interne, Systèmes d'Information, Organisation & Communication d'Entreprise
NOUS RECRUTONS
POUR NOTRE FILIALE OXO INDUSTRIE:

CONSULTANTS

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Consultants confirmés bilingues (Portugais, Italien, Anglais, Allemand,...) avec 5 ans d'expérience au minimum, vous interviendrez auprès de Groupes Industriels en France et en Europe dans des missions de Conseil en Organisation et Production. (Réf. LM/04)

CANDIDATURE AVEC PHOTO:
Martine RUESCAS - OXO GROUPE 148 rue de Rivoli 75001 Paris

Le Monde des Cadres

REGION PARISIENNE
200/230 000 F

Important Groupe Industriel Français, nous avons atteint une taille mondiale au cours de ces dernières années. Nous recherchons pour notre Direction des Affaires Sociales et Ressources Humaines, un :

Chargé de la gestion des cadres et du recrutement

Force de proposition auprès du Responsable du Service Gestion des Carrières auquel vous rendez compte, vous aurez pour mission, après analyse de l'existant : • d'optimiser le processus de gestion des carrières et les analyses qui en découlent, • de susciter une politique "Personnel" et "Salaires" compatible avec les exigences internes, tout en tenant compte des réalités du marché, • d'assurer une présence réelle auprès des Ecoles, • de mener les recrutements et de vous positionner à cet effet comme Conseil auprès des opérationnels des Divisions et Filiales.

Vous êtes âgé de 26 ans minimum, de formation supérieure, IEP ou équivalent. Une expérience de 1 à 2 ans dans un service Gestion des Cadres et Recrutement vous à permis de réfléchir à l'optimisation du développement des carrières, et de mener nombre d'embauches. Parlant **couramment l'anglais**, vous êtes doté d'une bonne hauteur de vue, d'un esprit d'analyse et de synthèse et d'aptitudes rédactionnelles. De larges possibilités d'évolution de carrière existent au sein de notre *Direction des Affaires Sociales et Ressources Humaines.*

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement, sous référence **9041/LM,** au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 42.89.10.25.

GR&P **Gilbert Raynaud & Partners**
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

MEDIA-SYSTEM

Au Sud de la Loire...
Après intégration, Membre du Comité de Direction...

Nous sommes une *société industrielle française* (400 MF, 1000 personnes) filiale de deux leaders, l'un français, l'autre américain, sur le marché des biens d'équipements. Suite à une promotion au niveau du Groupe, nous sommes appelés à rechercher le

DIRECTEUR du PERSONNEL et des RELATIONS SOCIALES H/F

En liaison étroite avec le Directeur Général, il sera chargé de concevoir, proposer et appliquer la politique humaine au niveau de la société (recrutement, formation, rémunération, carrières, communication,...) en veillant bien à maintenir et développer le bon niveau de dialogue existant avec les partenaires sociaux. Une fonction complète donc, qui ne peut convenir qu'à une personne compétente, décidée et ouverte. Relayé par deux Chefs du Personnel (un sur chaque site) et leurs équipes, vous conduirez le changement... dans la continuité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la référence RD 196/M à

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access - Conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué. 75583 PARIS CEDEX 12

CURRICULUM

CONFORAMA

LE PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

Leader sur un marché porteur : l'Equipement de la Maison, CONFORAMA recherche dans le cadre de son développement, plusieurs

ORGANISATEURS

Vous êtes titulaire d'un diplôme Grande Ecole de Commerce, ou ingénieur + IAE, ESC, IESTO (niveau Bac + 4) et vous possédez une expérience dans ce domaine.

Nous vous proposons au sein de la Direction des Systèmes d'Informations des missions d'organisation et de formation.

Vous évoluerez vers la conception, la définition et la documentation d'applications informatiques et de procédures d'organisation.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec des *utilisateurs et des informaticiens.*

Basé à MARNE LA VALLEE, ce poste implique de fréquents déplacements en province. Pour l'un de ces postes, LA MAITRISE DE LA LANGUE ESPAGNOLE OU ITALIENNE EST NECESSAIRE.

Envoyer CV détaillé, photo et prét. à **CONFORAMA** - Mme MAHGOUB sous réf. ORG 1
80 bd du Mandinet - LOGNES - 77432 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

ORC

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Notre site industriel appartient à un groupe de PME françaises associé à une multinationale leader dans un des secteurs de l'électromécanique et du bâtiment.

Pour faire face à notre croissance, nous devons effectuer notre restructuration industrielle.
Pour cela, nous recherchons :

2 membres de l'équipe dirigeante du site

L'ACHETEUR PROFESSIONNEL

Qui aura pour mission de définir et mettre en place la politique fournisseur pour les années à venir. De nombreux déplacements européens sont à prévoir, l'anglais est indispensable.

LE FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

Ses missions : prendre en charge l'équipe de comptabilité, maîtriser les prix de revient, pour ensuite élaborer et mettre en place avec les opérationnels les règles du contrôle de gestion ; ce dans un environnement informatique à renouveler.

Ces postes, de formation ingénieur ou équivalent, sont directement rattachés au directeur du site industriel, ainsi qu'au Directeur Financier du groupe pour le contrôleur de gestion ; et s'adressent à de jeunes candidats(es) confirmés(es) – 30/35 ans – désirant s'impliquer dans la gestion d'une PME.

et 2 jeunes collaborateurs (trices) rattachés(es) au Responsable du Développement Produit

UN INGÉNIEUR PRODUIT DÉBUTANT

Son objectif est d'élaborer des propositions concrètes de développement (industrialisation, coûts, plan de mise en œuvre) pour l'un des modules principaux du produit. Cette mission fait appel à la fois à des qualités de technicien et de « designer » industriel, et nécessitera de nombreux contacts avec la clientèle.

LE CHEF DE PROJET GPAO

De formation bac + 2 informatique, avec une première expérience GPAO souhaitée. La première mission pour ce poste : conduire le projet GPAO au sein de l'entreprise (finalisation du choix du système, élaboration des procédures, *mise en place).*

Ces postes, basés sur Poitiers, sont à pourvoir rapidement.
Merci d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite à
Corinne Pouzet, BP 29, 86280 Poitiers-Saint-Benoît.

Bourdais

CHARGE DE PROGRAMMES

BOURDAIS - Conseil en Immobilier d'Entreprise
CA : 193 M.F. - 270 collaborateurs - 13 implantations en France

Quand l'entreprise a besoin d'espace (bureaux, locaux d'activité, magasins), BOURDAIS analyse et propose la meilleure solution. Pour poursuivre le développement de notre activité de CONSEIL, nous souhaitons recruter un collaborateur de formation **architecte** ou **ingénieur** ayant réalisé une expérience en **PROGRAMMATION - MAITRISE D'OUVRAGE.**

Le poste évoluera vers la coordination d'une équipe.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite et photo, sous la référence CP à BOURDAIS - Roselyne TAISNE - 160, Bd Haussmann 75008 PARIS. **Discrétion assurée.**

Jourdan

CHEZ BOURDAIS, LE N°1 C'EST VOUS

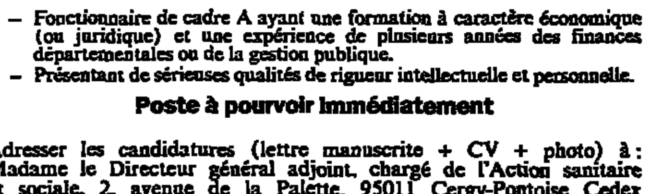
Le Conseil général du Val-d'Oise

recrute
pour sa direction générale de l'Action sanitaire et sociale

LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GENERALE

- **Missions**
  - Préparation, exécution et contrôle du budget des affaires sociales (1,6 milliard de francs).
  - Recrutement, gestion et formation des ressources humaines (800 agents).
  - Gestion des moyens matériels (parc automobile, équipement, entretien, *imprimerie, etc.*).
  - Encadrement du service informatique et du service d'information-communication.
- **Profil du candidat**
  - Fonctionnaire de cadre A ayant une formation à caractère économique (ou juridique) et une expérience de plusieurs années des finances départementales ou de la gestion publique.
  - Présentant de sérieuses qualités de rigueur intellectuelle et personnelle.

Poste à pourvoir immédiatement



Adresser les candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) à : Madame le Directeur général adjoint, chargé de l'Action sanitaire et sociale, 2, avenue de la Palette, 95011 Cergy-Pontoise Cedex jusqu'au 30 septembre 1990.

Tél. : **34-25-34-02**

ÉCOLE DES PARENTS
recrute

1) CHEF DE PUBLICATION DEUX REVUES
4/5e de temps

Expérience journalisme. Bon niveau sciences humaines et de l'éducation. Rédaction, rewriting.
Organisation et mise en œuvre. Politique éditoriale.

2) JOURNALISTE

Formé aux sciences humaines. 4/5e de temps.
Collaborateur du Rédacteur en Chef.

Pour chaque poste adresser lettre manuscrite + CV + photo à :
Président FNEPE, 5, impasse Bon-Secours, 75011 Paris

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Evoluer dans le Conseil à haut niveau

*Partenaire des entreprises de la région depuis plus de 12 ans, **HAY RHÔNE-ALPES** poursuit son développement*

Consultants confirmés

*Issu du Conseil, de la Formation ou de l'Entreprise, vous avez envie de rejoindre un groupe international prestigieux dans le domaine des **RESSOURCES HUMAINES.***

Selon votre compétence, vous travaillerez dans l'un des domaines suivants :

Structure et Organisation, Gestion des Ressources Humaines, Formation au Management, Recrutement.

Vous serez autonome dans la recherche et la négociation de vos contrats. Vous conduirez des projets seul ou en association avec d'autres consultants. Votre dynamisme et votre sens du résultat vous permettront d'atteindre vos objectifs.

Merci de nous envoyer une lettre de motivation, sous réf. 1003/M, en précisant le domaine choisi.
Christian PHELIP, Directeur, traitera votre candidature, en toute confidentialité.

Hay Managers
5 place Charles Béraudier, 69428 Lyon Cedex 03

CGA - HBS
Cie Générale d'Automatisme

Notre Société, qui a pour vocation de concevoir, développer et mettre en application de nombreux systèmes mettant en œuvre de multiples techniques dont l'électronique, l'automatique et l'informatique, recherche :

RESPONSABLE FORMATION-DOCUMENTATION

Il aura en charge auprès de nos clients la formation des personnels d'exploitation et de maintenance des systèmes d'automatisme mis en œuvre par la Compagnie tels que : systèmes de péages et contrôle d'accès, systèmes d'aide à la circulation et à l'exploitation dans les transports publics, etc.

Formation : Ingénieur diplômé grande école d'Electronique, parfaitement bilingue Anglais.

Expérience 4/5 ans comme animateur et préparateur de formation ou poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature sous référence LM/RFD à
CGA-HBS - Centre du Bois des Bordes -
BP 57 - 91229 BRETIGNY SUR ORGE Cedex.



CONTESSE

Société implantée dans le Sud-Ouest
Filiale d'un grand groupe industriel
recrute

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES
(ENSAM, ETP, INSA ou équivalent)

débutant ou ayant quelques années d'expérience.
Il aura en charge la conception et la réalisation de divers projets d'installations gazières ou de transport.

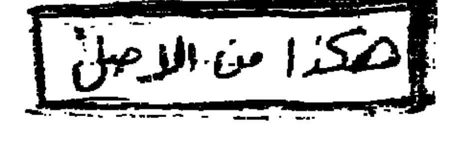
Ecrire sous n° 8 013 – Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy – 75007 PARIS

AGENCE D'URBANISME DE LA RÉGION GRENOBLOISE
recherche

UN INGÉNIEUR TRANSPORTS

6 ans d'expérience minimum dans domaine études *déplacements urbains.*
Capacité de traitement d'enquêtes, modélisation, pratique d'outil techniques correspondants. Habitude contact collectivités publiques appréciée.
Rémunération brute 180 000 F, plus si compétences.
Les fonctions seraient à pourvoir à partir du 15 octobre 1990.

Adresser candidature (CV détaillé et photo), avant le 20 septembre 1990 à : AURG – 21, rue Lesdiguières – 38000 Grenoble – Tél. 76-46-38-72.



Le Monde des Cadres

Organisateur senior

Moteur de notre développement social

(1) 42.27.40.27

Brasseries Kronenbourg

N° 1 français sur le marché de la bière, CA de 5,3 Mds, 2200 personnes.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, à 30 ans environ vous possédez 2 à 3 ans d'expérience acquise soit en organisation, soit dans un poste opérationnel en usine.
Au sein de notre Direction des Relations Humaines et Sociales, vous prenez en charge nos projets d'organisation à dominante industrielle ou logistique depuis l'animation de l'étude jusqu'à la réalisation. Innover, anticiper les évolutions technologiques, améliorer la productivité et le professionnalisme des hommes: vos objectifs sont multiples pour mener à bien vos chantiers.
En contribuant efficacement à notre développement social, vous vous ouvrirez les portes de nouvelles opportunités chez KRONENBOURG ou dans le Groupe.
Poste basé à Strasbourg.

Vous voulez en savoir plus sur ce poste, appelez le (1) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature sous réf. EP 118M2 à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Important organisme de Construction et de Gestion Locative (80 p. C.A. : 400 MF. 25 000 Logements), nous recherchons un

RESPONSABLE COMMUNICATION

A la tête d'une cellule de 3 personnes, vous assisterez le DG en proposant et en mettant en œuvre une politique globale de Communication ; *votre mission est de promouvoir notre image de marque* ainsi que la qualité de notre Savoir-Faire auprès d'une clientèle actuelle et potentielle, des élus Locaux et de nos partenaires : Publication de journaux, Lettres d'informations relations avec La Presse et les agences de Publicité, organisation de Colloques, Relations avec les élus...

De formation Supérieure (ENS, IEP, Maîtrise de Lettres...) votre créativité est bien soutenue par vos qualités de rigueur et d'organisation.

Une première expérience significative en entreprise vous conduit aujourd'hui à vouloir prouver votre professionnalisme au travers d'une création de fonction offrant autonomie, initiative et responsabilité. Le poste à pourvoir est basé à Beauvais. Avantages statutaires liés au poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération à
P. MENASSIER qui étudiera votre dossier en toute discrétion sous référence 5077
CEGOS Division Recrutement
Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos — Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

Membre de Syntec

EUROSEPT ASSOCIES

Société de Conseil en Gestion, Organisation et Systèmes d'Information

Recrute

Consultants Confirmés

— 28 ans minimum
— Expérience souhaitée en société de conseil activité : Administration/Service Publique/Industrie ou au sein du département organisation d'une entreprise
— Connaissance d'une seconde langue européenne appréciée.

Merci d'adresser votre candidature (réf. PM) à :

**Nathalie VETTESE, EUROSEPT ASSOCIES,
98, route de la Reine
92513 BOULOGNE Cedex.**

RESPONSABLE MARKETING

Notre groupe représente aujoud'hui 8 milliards de C.A. et 35 000 personnes et *notre activité restauration* collective nous positionne parmi les leaders mondiaux de ce secteur. Dans le cadre de notre fort développement, une de nos filiales françaises (500 MF de CA, 3500 personnes) recherche un chef de marchés.

■ Au sein d'une équipe directement rattachée au Directeur Marketing, vous avez en charge :
- la réalisation des études prospectives sur l'évolution du marché,
- la *responsabilité des enquêtes marketing* concernant les attentes des clients et des convives,
- l'élaboration et la conception de nouveaux produits.

■ Interlocuteur privilégié de notre clientèle, vous travaillez en étroite liaison avec les responsables commerciaux et l'équipe de gestion.
A 25-30 ans, de formation supérieure (ESC option Marketing, Agro.), vous avez une 1ère expérience en marketing (2 à 5 ans) de préférence dans l'agro alimentaire et aimeriez travailler dans le milieu de l'enseignement et des collectivités territoriales.

Pour ce poste basé en banlieue Ouest de Paris, merci d'adresser CV. + lettre manuscrite + prétentions sous réf. LM 254 MAR à SODEXHO, Patrick TORDJMANN - *BP 67 - 78185 SAINT QUENTIN EN YVELINES* Cedex.

SODEXHO — Là où vivent les hommes.

CONTESSE

MSD — MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Premier Groupe pharmaceutique international, 33.000 personnes, C.A. 1989 : 6 milliards de $
Première filiale en France avec un C.A. de 4,2 milliards de francs et 2.000 personnes.

Un contexte international...
Un dynamisme prouvé par un fort développement remarqué sur le marché...
Une recherche de qualité qui s'attache aussi bien aux produits qu'aux ressources humaines.
Voici de quoi tenter des professionnels motivés pour devenir

HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT MANAGER

400 KF + — ***PARIS*** *(Réf K/DM/LM)*

Pour l'ensemble du Groupe en France.

Proche collaborateur du Directeur des Affaires Sociales, vous couvrirez dans une fonction stratégique de *réflexion, d'étude et d'anticipation*, tous les aspects du développement des politiques sociales du Groupe en France, et vous assurerez avec votre équipe de leur parfaite mise en oeuvre.

En étroite relation avec les responsables opérationnels de la Direction des Affaires Sociales, vous conduirez toutes les études liées à l'évolution de la politique des Ressources Humaines.

Dans cette fonction, vous exercerez également une mission de conseil auprès des chefs du personnel et responsables d'unités et de départements, dans un environnement interne diversifié (siège, réseaux commerciaux, 4 sites de production, un centre de recherche).

Fort d'une expérience réussie de responsable opérationnel du personnel, vous aspirez pour évoluer, à un poste plus large et plus stratégique au sein d'une *Direction des Ressources Humaines.*

PLANT PERSONNEL MANAGER

300 KF + — ***CLERMONT-FERRAND*** *(Réf K/PPM/LM)*

D'un site industriel de 500 pers. (production et centre de recherche).

Sous l'autorité du Directeur des Affaires Sociales, vous assurerez avec une large autonomie l'intégralité de la fonction Gestion des Ressources Humaines/Relations Sociales.

Vous participerez à une large opération de refonte de la classification des emplois. Vous serez étroitement associé à l'élaboration d'une politique sociale Groupe avancée, auprès d'un Directeur qui pratique avec conviction la délégation.

Professionnel de la fonction, vous vous imposerez par la qualité de vos prestations, votre clairvoyance, votre sens relationnel auprès de catégories professionnelles diversifiées.

Notre position dans l'international nécessite bien sûr une bonne maîtrise de l'anglais. Si l'un ou l'autre de ces deux postes évolutifs vous intéresse, rencontrons-nous !
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), à notre Conseil Pierre CHAUSSEMIER en indiquant la référence choisie à :

RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

ISOVER SAINT-GOBAIN

n°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique

Nous recherchons pour notre usine d'Orange (84) un :

Ingénieur, responsable de son service achats

Rattaché au Directeur de l'Usine, et dans le cadre de la politique Achats définie par le Directeur des Achats, vous contribuerez aux résultats financiers de la société en assurant la négociation et le suivi des marchés dont vous serez responsable, en définissant les règles locales d'approvisionnement, en intervenant systématiquement et personnellement au niveau du site dans vos domaines de compétence.
Vous coordonnerez l'activité d'un service d'une quinzaine de personnes pour lequel vous aurez à proposer une organisation nouvelle.
Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR de formation spécialisée ACHATS (type ESAP ou M.A.I) avec 5 à 10 ans d'expérience dans une fonction similaire, et parlant Anglais.
Votre succès dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions en précisant la référence A 09 12 à notre Conseil, Madame Claude Favereau qui vous garantit réponse et confidentialité, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS



SAINT-GOBAIN

PROGRESS, un des leaders européens du Conseil en recherche de dirigeants crée, pour accompagner son développement, le poste de

DOCUMENTALISTE

De formation 3ème cycle (INDT ou DESS d'information et de documentation) vous possédez une première expérience de la gestion documentaire.

Vous constituerez, à la demande, des dossiers documentaires et mènerez des études de fond pour nos associés à Paris et en Europe.

Vous gérerez et enrichirez le fonds documentaire du groupe en utilisant l'outil informatique et des banques de données extérieures.

Une connaissance de la micro-informatique est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Si cette opportunité vous intéresse, envoyez votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. DOC/SB à Martine BOURNERIAS Consultant-Associé de PROGRESS 57, avenue F.D. Roosevelt 75008 PARIS

KPMG fIDAL

Une équipe à taille humaine... La structure du 1er Cabinet de Conseil Européen en Droit des Affaires

Nous recherchons pour renforcer notre équipe de **TROYES**

CONSEIL D'ENTREPRISE EN DROIT DES SOCIETES

Rémunération élevée — **HF**

De formation supérieure, grandes écoles ou universitaire, expérience mini de 5 ans en Cabinet, DAF ou organisme financier. Vous maîtrisez le droit des affaires et le financement des entreprises.
Vous possédez les qualités d'écoute et de communication qui font de vous un interlocuteur influent auprès des dirigeants d'entreprises.
Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature à M. GROSJEAN - **KPMG FIDAL - 33, rue Voltaire 10000 TROYES** ou de contacter Mme PREVOST au (16) 25.74.89.23, qui répondra confidentiellement à votre demande.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL



fait la rentrée à Nantes avec une nouvelle adresse.

PATRICK MEVEL et son équipe vous accueillent désormais au :
10, rue Charles Brunellière - 44100 NANTES
TEL : 40.69.74.74 - FAX : 40.69.60.89

GMV conseil

Recherche pour compléter son équipe de 25 consultants

DEUX CONSULTANTS MARKETING

— 1 confirmé : 4 à 5 ans d'expérience
— 1 *débutant : au moins 2 ans d'expérience*

- Formation grande école de gestion ou d'ingénieurs
- Maîtrise de l'anglais nécessaire
- Allemand, espagnol ou italien appréciés.

Vous trouverez auprès de notre société :
– La possibilité d'acquérir une expérience diversifiée dans le domaine du marketing ;
– Une formation pratique approfondie aux techniques modernes ;
– Un travail en équipe, dans une ambiance jeune et dynamique.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
GMV Conseil, 64-66, rue Escudier
92100 BOULOGNE

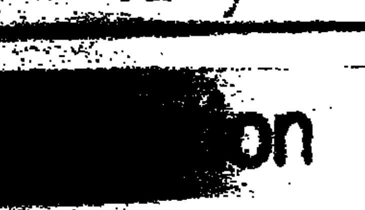
une société CGI
SYNTEC, ADETEM, EUREQUIP.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde des



Le Monde des Cadres



Gestion de patrimoine.

Diplômé(e) Sciences Po, ESC, Sciences Eco..., vous avez acquis en quelques années de métier au sein d'une *banque de renom des connaissances solides en* matière de bourse, fiscalité, assurance, immobilier, droit des successions... Vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un contexte très professionnel, qui bénéficie d'une image de haute compétence et s'appuie sur un réseau international.

Importante Banque présente dans 65 pays, *nous considérons* la gestion de patrimoine comme l'un de nos métiers fondamentaux, à côté des "marchés" et des opérations de haut de bilan. Venez rejoindre notre équipe de conseillers, véritables ambassadeurs de la Banque auprès d'une clientèle d'investisseurs privés fortunés. Vous aurez à participer au développement de notre activité et à fidéliser le portefeuille de clients *résidents* ou non-résidents.

Intégré dans un premier temps à l'équipe de notre succursale de Nice, vous aurez la perspective d'évoluer soit géographiquement en France et à l'étranger, soit dans un autre secteur de la Banque. Votre anglais est opérationnel. Elizabeth Morin, associée de Sirca, notre conseil, attend votre dossier de candidature, sous référence 192 582 LM au 140 Bd Haussmann, 75008 Paris. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec



TOBACCOR
Division Tabac du Groupe Bolloré Technologies

2 800 personnes
1,6 Milliard de CA
140 Millions de Résultat Net

Nous sommes un groupe Industriel installé en Afrique et dans l'Océan Indien où nous gérons 10 usines de tabac.
Nos perspectives de développement sont exceptionnelles et nos implantations vont s'étendre prochainement à d'autres pays du monde.

AFRIQUE CENTRALE — *Directeur Administratif et Financier expatrié*

Rattaché hiérarchiquement au DG de notre filiale et en fonctionnel au Directeur Financier Division, vous avez une formation Comptable supérieure.

Une formation généraliste complémentaire serait un atout.

Grâce à une solide expérience, de préférence africaine, vous avez acquis le recul et la maturité nécessaires à cette mission - de deux ans minimum - pour prendre en charge la gestion comptable et financière de la filiale.

Votre rigueur, votre goût pour l'autonomie et votre esprit de "battant" seront la garantie de votre succès.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite et photo) sous référence DG/CD/LM, à : A. BINET - TOBACCOR - 9, rue Salomon de Rothschild - 92150 SURESNES.

MARKETING TELEMATIQUE

Paris - La direction des particuliers et des professionnels (*artisans, commerçants, professions libérales*) du Crédit Lyonnais renforce ses équipes ; à cet effet, elle recherche le futur responsable marketing de Télélion, le service télématique de la banque. Destiné aux particuliers et aux professionnels, Télélion (environ 300.000 clients connectés) comporte de très nombreuses fonctionnalités (interrogations diverses, passation d'ordres de bourse...). La personne recherchée assurera la responsabilité de la politique marketing de ce service télématique. Elle sera assistée d'un collaborateur et travaillera en relation constante avec les autres membres de l'équipe marketing. *Ce poste s'adresse à un candidat de* formation supérieure (école de commerce ou école d'ingénieurs), âgé de 32 ans minimum et ayant acquis une solide expérience dans le domaine du marketing des services. Sans être indispensable, la connaissance du secteur financier et/ou de la télématique serait très appréciée. Ecrire à C. BUSO en indiquant vos prétentions ainsi que la référence *A/F9792M* - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.12.** (PA Minitel 36.15 code PA)

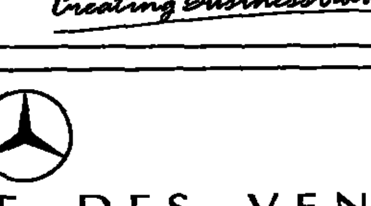




DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT ET DE LA LOGISTIQUE

Paris Nord - Cette société est la jeune filiale d'un très important groupe britannique, numéro *un dans la distribution en gros de fournitures et* équipements de bureau. Elle a construit sa réputation grâce à d'excellents services personnalisés aux distributeurs et à des livraisons très rapides. Pour accompagner son plan d'expansion très ambitieux, elle recherche aujourd'hui son directeur du développement et de la logistique. Rattaché directement au directeur général France, il *optimisera l'efficacité et la rentabilité de la* distribution. Il établira un plan de développement des implantations régionales, choisira l'emplacement des nouveaux magasins, élaborera les projets qu'il suivra jusqu'à la livraison des locaux. Ce poste s'adresse à un candidat de formation *supérieure, ayant une expérience d'au moins* 4 ans dans un poste similaire, dans la grande distribution par exemple. La connaissance des méthodes de distribution, de stockage et des transports et l'expérience de la gestion de projets d'envergure sont nécessaires. La rémunération est à la hauteur des responsabilités. Ecrire à J. MOLLER en précisant la référence *A/R9789M* - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.** (PA Minitel 36.15 code PA)





RESPONSABLE DES VENTES

Au sein de la Direction du Contentieux

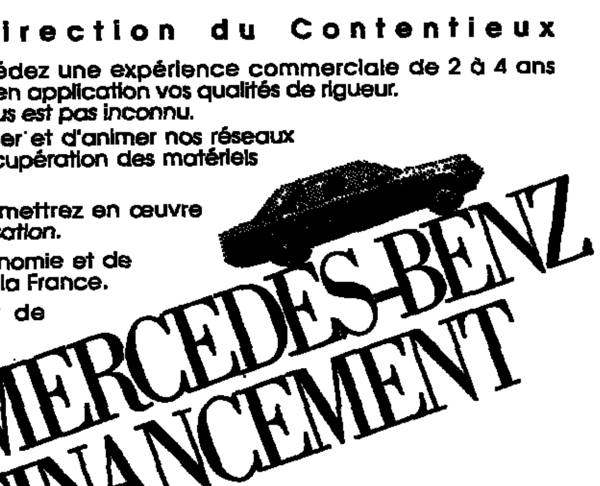
De formation BAC + 4, vous possédez une expérience commerciale de 2 à 4 ans au cours de laquelle vous avez mis en application vos qualités de rigueur. De plus, le domaine *juridique ne vous est pas inconnu.*

Nous vous proposons de développer et d'animer nos réseaux de professionnels chargés de la récupération des matériels contentieux.

Responsable de leur vente, vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires à *leur valorisation.*

Ce poste nécessite une large autonomie et de *nombreux déplacements à travers* la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. RC/M01 à
MERCEDES-BENZ FINANCEMENT
Service Recrutement - BP 114
78153 LE CHESNAY CEDEX.



ARTHUR ANDERSEN, important cabinet de conseil en Management et en Informatique, nous recherchons un (e)

Documentaliste informatique



De formation DUT, CAFB ou équivalent, vous possédez une première expérience de la documentation technique, informatique si possible.

Nous vous proposons une fonction de documentation classique et très variée : classement, indexation et mise à jour des dossiers, *revues de presse, recherches documentaires,* gestion des abonnements...
Vous aurez beaucoup de contacts avec nos differents services ; disponibilité, sens du service et pratique de l'anglais sont indispensables.
Ce poste à durée indéterminée est à pourvoir à la Défense.

Merci d'adresser votre candidature à MURIEL LAURENT,
ARTHUR ANDERSEN & ASSOCIES
Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2.



ARTHUR ANDERSEN & ASSOCIES

SPECIALISTES DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES pour L'AMERIQUE LATINE ET L'ASIE

Vous aurez pour mission de mener à bien des projets de coopération ou de transfert de technologies entre entreprises françaises et étrangères.

A environ 30 ans, de formation supérieure, vous avez, si possible, été VSNA ou VSNE et disposez de 3 ans d'expérience en entreprise.

Vous possédez une grande souplesse d'adaptation et un excellent contact humain.

Anglais et/ou Espagnol courants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. **264** à
CK - 23 bis, rue Pierre Guérin 75016 Paris

CK *Chantal Kenvyn*

Vous êtes de formation ingénieur textile, vous avez une expérience de plusieurs années d'une fonction commerciale (achat ou vente) dans une entreprise textile, vous parlez l'anglais couramment.

CACHAREL
Vous propose le poste de
DIRECTEUR DES ACHATS

En relation avec le service style avec lequel vous établirez le cahier des charges, vous serez plus particulièrement chargé de la recherche des fournisseurs (tissus - fournitures) ainsi que de la négociation (qualité - prix - délais).

Vous serez rattaché à la Direction Industrielle. Le poste est basé à Nimes et nécessite de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressé, adressez votre Curriculum Vitae à Régine DESPRETS - CACHAREL - B.P. 2036 - 30004 NIMES Cédex - France

(cacharel)

Ingénieur d'applications

UCAR Division Gaz Industriels

Dans le cadre de notre expansion, nous souhaitons compléter notre équipe par un Ingénieur débutant qui aura pour mission de développer nos ventes par le biais de la technique auprès *d'utilisateurs industriels de gaz de l'air.*

Ingénieur de formation, il est autonome, motivé par la fonction commerciale, convaincant et capable , après formation, de bâtir une argumentation technique solide.

Basé en banlieue sud auprès d'une petite équipe très performante, il sera amené à effectuer de fréquents et courts déplacements en France.

Détails sur ce poste Minitel : 36.15 code CAPFOR.

Merci d'adresser votre CV accompagné d'une lettre de motivation *manuscrite et d'une photo sous réf.* EG 290890 *à notre Conseil :*

CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR
PARIS - AIX / MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NIORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

Le Monde des Cadres





international

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

Paris 9ème recherche pour sa direction des affaires économiques un

CHARGE D'ETUDES

Jeune diplôme de Sciences Po. Sciences Eco ou Ecole de Commerce.

Bonnes connaissances informatiques.

Dynamique. inventif. créatif. il aura. par son esprit de synthèse. à concrétiser ses connaissances en économie et en gestion par une grande finesse de rédaction.

Merci d'adresser lettre manuscrite. CV et photo sous référence FD9 à



HELP INTERNATIONAL
8, rue de Louvois - 75002 PARIS

Le N° 1 du Tourisme Associatif en Europe



CA 750 MF - 650 permanents (âge moyen 35 ans) - 3 600 saisonniers - 150 sites - 65 000 lits - Siège Tour Maine-Montparnasse.

Relevez notre défi : le marketing est déterminant pour notre développement.

DIRECTEUR MARKETING

32 ans minimum, de formation supérieure, vous avez une expérience confirmée dans le marketing et une bonne connaissance de l'anglais.

Relevant du DG, vous bénéficierez d'une large autonomie et animerez une équipe de 10 personnes. Vous serez responsable de la TOTALITE de la fonction Marketing : études des marchés, analyse de la concurrence, stratégie marchés-produits, moyens destinés à développer la commercialisation (promotion, salons, argumentaires, brochures, catalogues, etc.), conception et mise en place de nouveaux produits.

De plus, vous serez responsable de la qualité des produits et créerez, organiserez et superviserez une cellule centrale d'achats (consommables, entretien, mobilier, etc.).

POSSIBILITES CERTAINES D'ELARGISSEMENT DE RESPONSABILITES DANS LE GROUPE.

Merci d'écrire, sous réf VVF/DIR.MARK/4 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil Richard BÉNATOUIL - **GROUPE BBC Conseil** - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. **Discrétion absolue et réponse assurées.**

COMMUNE DE SAINT-BON-COURCHEVEL

Pour faire face à notre développement et renforcer nos services, nous recherchons un

Attaché territorial

Vous prendrez en charge les secteurs Finances, Personnel et Administration Générale de la Commune.

Vous pourrez de plus recevoir des missions spécifiques.

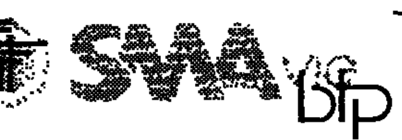
Nous souhaitons rencontrer une personnalité rigoureuse mais ouverte ayant une maîtrise de droit public de préférence et une expérience dans les domaines visés.

Le recrutement se fait selon les dispositions statutaires.



Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo) sous réf. A/09/22 à notre Conseil Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FAVEREAU CONSULTANTS



L'Assureur Vie des Constructeurs

Une entreprise en pleine expansion : 480 millions en 1989, une progression de + 54 % en un an et des objectifs encore plus ambitieux pour l'avenir, recherche un

CHARGÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES

Diplômé ENSAE, ISUP ou Institut d'Actuariat

Le Poste
- Développement et élaboration de produits nouveaux
- Soutien technique au réseau commercial
- *Analyse des résultats du portefeuille et ajustement de notre* politique de tarification
- Etude des produits de la concurrence.

Une première expérience de 2 à 3 ans dans le Service **Actuariat** d'une Société d'Assurane Vie serait un atout décisif.

Ce poste s'adresse à un candidat rigoureux, novateur et dynamique, capable de s'intégrer dans une petite equipe, tout en faisant preuve d'autonomie.

Merci d'adresser dossier de candidature et prétentions sous réf. CETV à SMA-Vie-BTP - Service Recrutement 114, av. Emile Zola - 75739 PARIS CEDEX 15.

Grand Editeur de livres et périodiques

Responsable INFORMATIQUE DES OPERATIONS VPC

Après avoir achevé la mise en place de notre nouveau *système informatique, vous prenez en charge*, avec votre équipe, les traitements informatiques, l'enrichissement des fichiers, le suivi des campagnes et l'analyse des résultats en établissant le tableau de bord synthétique de l'activité.

Rattaché au président de notre société commerciale et en liaison avec les différents responsables produits, vous développez les techniques concourant à augmenter le nombre d'abonnés à nos périodiques et le chiffre d'affaires généré par la VPC livres.

30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Informatique appliquée, commercial ...), doté d'une expérience de plus de 3 ans dans la VPC, vous maîtrisez les systèmes informatiques de fichiers et de base de données (serveur + Macintosh).

Poste basé à Paris VI.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence E 637 à notre conseil ORNICAR 6, rue Halévy 75009 PARIS.

ornicar



Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer
l'IFREMER recrute

un (e) Economiste, Doctorat ou Ph. D.

Au sein d'une équipe de recherche bien insérée dans la Communauté Scientifique Internationale, vous aurez à prendre en charge les travaux en économie de ressources renouvelables et économie maritime.

La conduite de ces recherches nécessite que vous ayez une bonne pratique des méthodes quantitatives, un usage courant de l'informatique et un goût pour les relations institutionnelles et professionnelles.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et CV à **IFREMER** - DRS - 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS



JDEdwards®
SOFTWARE THAT ENDURES

Groupe international d'origine américaine J.D Edwards développe et distribue des produits software pour IBM A/400. Nous ouvrons notre filiale française à Paris-la-Défense et recrutons des :

TRADUCTEURS

• 2 anglais / français • 2 anglais / italien • 2 anglais/allemand

Votre mission *: traduire nos logiciels de finance et comptabilité de l'anglais dans votre langue maternelle.*

Votre profil *: • bon niveau d'études supérieures : langue, gestion, comptabilité... • une expérience professionnelle acquise de préférence dans l'un de ces domaines.*

Nous vous offrons *: • un environnement international • une rémunération à la hauteur de votre professionnalisme.*

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions à MERCURI URVAL, 14bis, rue Daru 75008 PARIS sous réf. 60.4055-LM.

Mercuri Urval

SOCIETE DE GESTION DU PREMIER RESEAU FRANCAIS DE STATIONS D'AUTOROUTE
recherche son

RESPONSABLE FORMATION ET MERCHANDISING

Rattaché à la Direction Générale, il participe à l'optimisation de la gestion des ressources humaines par l'élaboration du plan de formation et du budget, par la négociation avec les organismes extérieurs et par l'animation et la coordination des formateurs internes.

Il participe à la définition de la politique commerciale de la société et à la négociation avec les fournisseurs nationaux, et coordonne la mise en oeuvre des actions de marketing par l'animation des merchandisers.

A 30/40 ans, de formation initiale école de commerce ou Bac + 4, il est rompu aux techniques de merchandising en GMS et possède une solide experience de la formation en tant qu'animateur.

Son sens de l'écoute, son esprit de synthèse, son pragmatisme et son sens du contact lui permettront de mener à bien cette mission.

Le poste, basé à Levallois-Perret, nécessite de courts mais fréquents déplacements en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence RFM 25 à notre Conseil :
MTL - 85 bis avenue Albert 1er - 92500 RUEIL MALMAISON.

MTL CONSEIL

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIES

Société de **Conseil** et de **Formation**, nous intervenons dans les domaines du management, de la communication, du marketing et de la vente.

Nos clients sont des grandes entreprises françaises et internationales.

Notre développement nous conduit à agrandir notre équipe en recrutant :

un consultant formateur

ayant plusieurs années d'expérience dans le conseil et la formation (management et/ou vente et marketing). Il sera chargé d'analyser les besoins de nos clients et d'y répondre en concevant, vendant et animant différentes interventions.

un animateur

capable d'assurer des stages et des sessions déjà conçus par notre équipe. Nous lui apporterons la formation nécessaire à sa progression professionnelle.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. à
Catherine HELFENBAUM
Développement technologies
61, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BELFORT

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Belfort recrute le

RESPONSABLE du SERVICE ACCUEIL et DÉVELOPPEMENT des ENTREPRISES

Chargé de la direction et de l'animation d'une équipe de plusieurs conseillers en entreprises, vous concevez, réalisez des opérations collectives en complément des actions de conseil individuel. Vous assurez aussi les relations de travail avec les pouvoirs publics, les collectivités, les groupements professionnels. Pour gérer cette mission, vous mettez en place un système d'auto-financement partiel du service. Vous intégrez votre action dans le cadre des axes stratégiques de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Vous avez une formation supérieure et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience significative en entreprise qui vous a permis d'acquérir de bonnes connaissances en gestion. Organisé, vous avez prouvé vos qualités d'animateur et savez vous imposer par une autorité naturelle. La maîtrise de l'Anglais est indispensable, la connaissance d'une seconde langue serait appréciée.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 09/01 à Jean BABOUOT CONSULTANTS - BP 914 - 25021 BESANÇON CEDEX.

JEAN BABOUOT CONSULTANT
PARIS ● MONTREAL

MEMBRE CSNCR ◆ FORCE ◆ 5 ◆



GROUPE FRANCOM

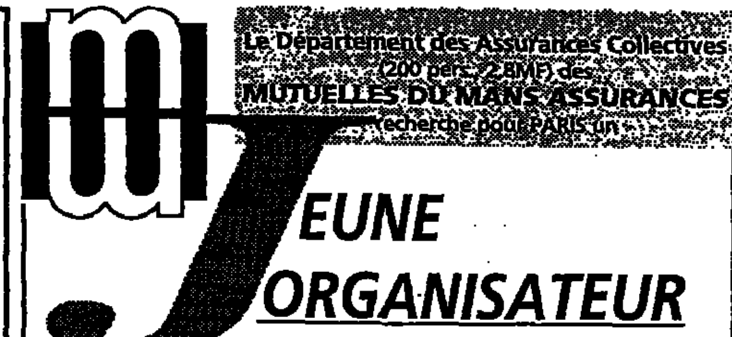
Le Groupe Francom, implanté dans dix villes en France, est leader de la **communication d'entreprise.**
200 collaborateurs, honoraires 1990 : 100 MF

Sa filiale **Bernard Emsellem Consultants,**
société d'études
et de conseil en marketing et en communication, recherche
Deux collaborateurs ayant acquis au sein d'un institut, la maîtrise des études qualitatives marketing notamment dans le domaine des services et des biens d'équipement :

UN CONSULTANT SENIOR
(7-8 ans d'expérience)

UN CONSULTANT JUNIOR
(2-3 ans d'expérience)

Merci d'adresser votre dossier de candidature,
CV + photo + prétentions à :
Marie-Christine Gout, Groupe Francom,
6, rue Paul Cézanne, 93360 Neuilly-Plaisance



JEUNE ORGANISATEUR

De formation supérieure (BAC + 4, Maîtrise de gestion, d'économie...), vous êtes débutant, et souhaitez vous investir dans une fonction exigeant de la rigueur, d'excellentes qualités relationnelles, d'analyse et de synthèse.

Intégré au service Organisation et Micro-Informatique, vous prendrez en charge, en collaboration avec les informaticiens et les responsables opérationnels, la définition et le recensement des besoins du département, interviendrez dans le choix des moyens (organisation, procédures, outils informatiques) et dans leur mise en place.

Adressez votre candidature à
Catherine LECHANGEUR, sous réf. CL/OR
à la Gestion du Personnel
BP 342-09 75428 PARIS CEDEX 09.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde de la Fonction Commerciale





Avec nous, relevez le défi des années 90

PSA : 153 milliards de francs de Chiffre d'Affaires et 159.000 personnes, la volonté et les moyens de devenir le premier constructeur européen.

CADRES GRANDES ÉCOLES

Créatif, enthousiaste, animé de l'esprit de compétition, vous êtes à la fois homme de terrain et de marketing.

Vous voulez exercer des responsabilités correspondant à votre formation et à vos aspirations.

Vous recherchez une société dynamique offrant une grande variété de postes formateurs dans un environnement professionnel stimulant. ***Alors, rejoignez notre***

DIRECTION COMMERCIALE

L'animation du réseau, les développements marketing ou l'organisation de la logistique et de nouveaux services à la clientèle constitueront votre première expérience.

Vos perspectives d'évolution seront à la mesure des objectifs ambitieux que nous nous fixons.

Venez gagner avec nous, écrivez-nous :

AUTOMOBILES PEUGEOT
DCP/CDC/RES - Réf LM/DC
75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris

Négocier avec les entreprises

GROUPE FINANCIER de premier plan, nous avons créé en 1986 une société d'Assurance spécialisée dans les montages financiers sur mesure dans le domaine de l'évolution et du financement des engagements à long terme dans les entreprises. Nous occupons un positionnement de haute technicité avec des produits d'épargne diversifiés et très pointus adaptés aux besoins spécifiques des entreprises. Nous souhaitons intégrer à notre équipe commerciale un

Jeune diplômé
école de commerce, d'ingénieurs...

Formé et assisté par une équipe technique de spécialistes (juristes, actuaires, fiscalistes...) vous serez chargé, sur la région Parisienne essentiellement, de la négociation et de la vente de contrats auprès de responsables d'entreprises (Présidents, Directeurs Financiers, DRH). Notre démarche commerciale exigeante comporte une importante dimension de conseil et d'audit des systèmes de retraite.

Vous êtes débutant ou avez une petite expérience de la vente de services aux entreprises (produits d'assurance, bancaires, financiers...).

Vous trouverez au sein d'un groupe financier en pleine évolution une formation très personnalisée, la possibilité d'exprimer au mieux vos aptitudes commerciales et de conseil et de réelles opportunités de progression.

Merci d'adresser votre candidature sous ref. 0097 M à notre Conseil SENANQUE - 103 rue La Fayette - 75010 Paris.

*INFORMATION MINITEL : 3616 CODE UGE * PLBADE*

Sénanque

SOURCES

FORMATION PROFESSIONNELLE

Un 3e cycle professionnel unique : CONSULTANT.

Vous souhaitez acquérir la **parfaite maîtrise des méthodes et techniques du conseil**, intégrez notre 3ème cycle d'enseignement supérieur en **octobre 1990.**

Le secteur passionnant du conseil s'ouvre à vous :

- ***Un programme d'enseignement novateur,*** avec une large ouverture européenne et nord-américaine : vision de l'entreprise et de son environnement évolutif - processus de la consultation - savoir-être du consultant.
- ***Des méthodes actives et participatives,*** avec un parrainage de professionnels de haut niveau : expériences partagées avec dirigeants d'entreprises et consultants - transfert de savoir-faire - travaux de recherche - missions et projets sur le terrain - intégration professionnelle par séjours d'application.
- ***Acquisition d'un réel professionnalisme :*** une éthique, un partenariat, un réseau européen.

Profil des candidatures sélectionnées : titulaire d'un diplôme de second cycle (école d'ingénieurs, de gestion, de commerce, maîtrise, IEP...), jeunes cadres.

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE

Statut étudiant et/ou stagiaire de la formation professionnelle.
Autre possibilité : formation en alternance (nous consulter).

APPEL GRATUIT : 05.41.49.49

IDCE - ECOLE DES CONSULTANTS
106, rue de Frémur
49006 ANGERS CEDEX 01.

Organisation et Publicité

DEVENEZ RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

IPREX Cycle intensif de Commerce International
Durée : 15 semaines
Prochaine session : le 10 octobre 1990
Sélection : 15 jours avant le début de la session
Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat

CDM
Centre de Développement du Management
23, Avenue Guy de Collongue
BP 174
69132 ECULLY CEDEX
Tél. (16 - 1) 72 20 25 21

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

IPREX

☐ Je désire recevoir un dossier d'inscription

Nom, Prénom :

Adresse :

Tél :

FORMATION INDIVIDUALISÉE MULTIMÉDIAS
Formation à l'Ingénierie Pédagogique

Objectifs :

- Concevoir des systèmes pédagogiques multi-ressources permettant d'individualiser la formation.
- Gérer ces systèmes en fonction de paramètres caractérisant les destinataires, le projet d'individualisation et le contexte de mise en œuvre.

Durée : Formation-action : 20 jours d'octobre 1990 à juin 1991.

Renseignements :
INFREP, 14, rue du Général-Humbert - 75014 Paris
Tél : 45-39-22-47

DIPLOME D'UNIVERSITÉ MANAGEMENT DE L'EXPORTATION

Une formation à temps plein permettant de maîtriser les aspects commerciaux, financiers, administratifs et économiques de l'activité internationale des entreprises.

Public concerné : Bac + 2, 3 ans d'expérience professionnelle et niveau moyen en anglais.
- Salariés en Plan ou en Congé individuel de formation
- Demandeurs d'emploi : rémunération régionale possible

Début de la formation : 15 octobre 1990 pour une durée de 7 mois 1/2. Inscription immédiate

Informations et Dossiers d'inscription
Odette Hanouille - Téléphone : 47-04-53-22 - Place du Maréchal de Lattre de Tassigny - 75775 - Paris Cedex 16

SOURCES



DEPARTEMENT D'ÉDUCATION PERMANENTE

FORMATION PROMOTIONNELLE AU DIPLÔME D'INGÉNIEUR EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

POUR TECHNICIENS SUPÉRIEURS

■ **ADMISSION :** DUT/BTS + 3 ans d'expérience professionnelle au 31/7/92 en électronique, informatique, télécommunications.

■ **INSCRIPTIONS :** avant le 31/12/90



École Nationale Supérieure des Télécommunications de Bretagne
BP 832 - 29285 BREST Cedex ☎ 98 00 13 30

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
CEPRIM

DEMAIN... INGÉNIEUR MANAGER
UN PROFIL RECHERCHÉ PAR L'ENTREPRISE

INGÉNIEUR ou SCIENTIFIQUE, vous pouvez élargir vos perspectives de carrière, tout en continuant à exercer votre activité.

Le CEPRIM a conçu pour vous une formation générale au Management donnant lieu à la délivrance d'un diplôme.

De novembre à juin, sur 2 ans, le vendredi toute la journée et certains samedis matin.

Nombre de places limité.

Renseignements et documentation auprès du :

CENTRE DE PRÉPARATION DE L'INGÉNIEUR AU MANAGEMENT
2, rue Conté - 75141 PARIS Cedex 03
Téléphone : (1) 40.27.25.59

CEPRIM

DMV Communication

INSTITUT RÉGIONAL DE TRAVAIL SOCIAL - PARIS (INSTITUT PARMENTIER)

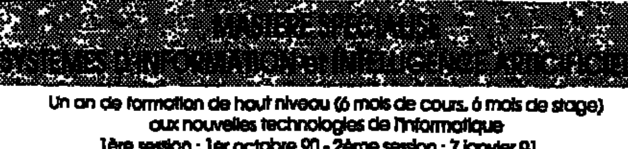
Formation DIPLOMÉ SUPÉRIEUR DE TRAVAIL SOCIAL jumelé avec le DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES APPLIQUÉES (Niveau II) du CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
(chaire administration et gestion du personnel)
Pour tous renseignements et obtention du dossier d'inscription, s'adresser à Madame DARNET, 42-03-08-31.
Institut Parmentier
145, avenue Parmentier
75010 PARIS
Début des cours : 15 octobre pour Paris et province.



la liaison permanente entre les entreprises et l'enseignement supérieur

Ecole des Mines d'Alès

A AIX-EN-PROVENCE



Un an de formation de haut niveau (6 mois de cours, 6 mois de stage) aux nouvelles technologies de l'informatique
1ère session : 1er octobre 90 - 2ème session : 7 janvier 91

Carrières :
ARCHITECTE ET CONCEPTEUR DE SYSTEMES D'INFORMATION, CHEF DE PROJET, COGNITICIEN, INGÉNIEUR DEVELOPPEMENT

Candidats :
diplômés des Grandes Ecoles - Bac + 5, cadres en activité - Bac + 4 + expérience professionnelle. Admission : sur dossier, entretien et jury.

Possibilités de bourses d'études

Renseignements : SYSTEMIA - Domaine St-Hilaire, Pichaury, Les Milles, 13290 Aix-en-Provence - Tél (16) 42 24 24 84

L'ÉDITION RECRUTE 15 JEUNES EN CONTRAT DE QUALIFICATION SUR 2 ANS

Rémunéré (60 à 75 % du SMIC), vous recevrez une formation qui vous conduira au métier de TECHNICIEN DE FABRICATION.

Conditions d'accès
18 à 26 ans, bac minimum, grand intérêt pour un métier technique.

Candidatures
Lettre de motivation, C.V., dossier scolaire et éventuellement nature des études supérieures suivies.

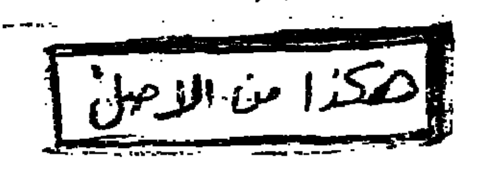
Adresser avant le 30 septembre à :
ASFORED, 21, rue Charles-Fourier — 75013 PARIS

DEVENEZ : TECHNICO-COMMERCIAL
Par le biais du stage : CHARGE D'AFFAIRES INTERNATIONALES

- Vous avez le niveau BAC + 2 avec une expérience professionnelle,
- Vous avez un acquis technologique,
- Vous souhaitez développer vos connaissances commerciales.

L'Institut de Formation au Commerce Extérieur de DUNKERQUE vous y prépare à travers son stage financé par l'état et rémunéré selon les textes en vigueur.
Stage également accessible au congé individuel de formation.
Journée de sélection le 26/09/90 à 9 heures.
Pour de plus amples renseignements contacter l'IFCE, Melle DEREEPER au 28 66 29 37.

IFCE
Quai de la Citadelle - 59140 DUNKERQUE.
Organisme dépendant de la Chambre de Commerce de Dunkerque.



هكذا من الأصل

Le Monde des Cadres

Importante société d'ingénierie

souhaitant renforcer
sa Direction Administrative et Financière,
recherche pour ses activités internationales :

UN CADRE SUPÉRIEUR

ayant 5 à 10 ans d'expérience et ayant pratiqué :
- la négociation des contrats internationaux d'études et de travaux ;
- les méthodes de financement des grands projets ;
- les mécanismes français d'assurance et d'aide à l'exportation.

Profil :
- Diplômé HEC, ESSEC *ou équivalent* ;
- Anglais courant, allemand apprécié ;
- Aptitude à l'organisation et au commandement ;
- Goût des déplacements à l'étranger et des contacts commerciaux ;
- Connaissances solides en droit international et en comptabilité.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous nº 8017
Le Monde Publicité - 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris.

IMPORTANT ORGANISME DE PROTECTION SOCIALE

recrute

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE DE PRESSE

au sein du département Communication

PROFIL DU POSTE :
- Relations média à haut niveau.
- Capacités rédactionnelles affirmées.
- Animation d'une équipe.

4 à 5 ans d'expérience professionnelle similaire exigée.
Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions à :
CNAMTS, 66, avenue du Maine - 75694 Paris Cedex 14

Biofutur recherche son

REDACTEUR EN CHEF ADJOINT (H/F)

D'une formation de haut niveau (universitaire/grande école), passionné par les implications scientifiques, techniques, économiques, éthiques des biotechnologies, il a le sens de l'écriture et du travail d'équipe.
Une expérience dans la presse serait appréciée.
Adresser lettre de candidature, CV photo et prétentions sous réf. *Biof-CN* à :



Editions Scientifiques
E L S E V I E R
29, rue Buffon, 75005 Paris.

CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS
recrute

UN PROFESSEUR DE MATHS-SCIENCES

Titulaire d'une maît. pour enseigner en BP peinture (niveau IV).
Poste à temps complet.

Envoyer C.V. avec photo au : C.F.A., 42, rue de Romainville, 75019 Paris.

L'ASSOC. FRANÇAISE D'INFORMATION ET DE RECHERCHE SUR L'ENFANCE MALTRAITÉE,
recherche

SON DÉLÉGUÉ PERMANENT

(mi-temps)

CONDITIONS : convention collective de l'enfance inadaptée.

Ecrire à : AFIREM
hôpital des Enfants Malades
149, r. de Sèvres,
75015 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION
Filiale du groupe HACHETTE
recherche pour la durée de réalisation d'un programme encyclopédique

SECRÉTAIRE D'ÉDITION SENIOR (H./F.)

ayant une formation supérieure en géographie.
Expérience de l'édition et travail d'équipe indispensable.
Pratique de la micro-informatique et de l'anglais souhaitée.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions s/réf. :
SE/GÉO à J. de Poix,
LE LIVRE DE PARIS
3-5, avenue de Garlande
92220 BAGNEUX.

Commune de GARGES-LES-GONESSE
+ 40 000 habitants
nord-est de Paris
recrute

UN CADRE

contractuel ou attaché responsable du conseil municipal, préparation du conseil et rédaction des actes.

UN CADRE

responsable du service retraités. Diplôme requis : licence en droit.
Envoyer C.V. et lettre :
Monsieur le Maire, 8, place de l'Hôtel-de-Ville, 95140 GARGES-LES-GONESSE.

Cabinet Formation conseil
recherche

CONSULTANTS FORMATEURS

en
DROIT-FISCALITÉ
ECO-GESTION
Titulaire d'un diplôme d'études supérieures et expérience pédagogique.
Adresser C.V. sous nº 8023 au Monde Publicité,
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (91305 MASSY)

recrute

UN MAITRE-ASSISTANT EN AUTOMATIQUE

(doctorat nécessaire)
Contact : G. TRYSTRAM
Tél. : (1) 69-20-05-23.

Cabinet méthodes, gestion et simulation
cherche

ÉTUDIANT (E)

intéressé (e) par la micro-informatique
Travail à temps partiel
déplacements à prévoir

Envoyer c.v. à :
M.G.S. - 6, bis rue Pierre-Brossolette
94130 Nogent-sur-Marne
A l'attention de Mme DELAFOSSE

Cabinet méthodes, gestion et simulation
cherche

ÉTUDIANT (E)

en psycho pour vacation d'animation.

Envoyer C.V. à :
M.G.S. - 6, bis rue Pierre-Brossolette
94130 Nogent-sur-Marne
A l'attention de Mme DELAFOSSE

COLLÈGE - LYCÉE
privé sous contrat avec l'État
recherche

SURVEILLANT(E)S D'INTERNAT OU DE CARRIÈRES

Bac + 3

PROFESSEURS LYCÉE-COLLÈGE

Français, Maths, Anglais, Musique

Envoyer c.v. + photo à
« ERMITAGE »
46, avenue Eglé
78600 Maisons-Laffitte
ou tél. : 39-62-04-02

VILLE DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800)
30 000 habitants
Agglomération rouennaise (76)
recrute
au service financier

UN CHEF DE SERVICE

sur emploi d'attaché vacant.
Mutation ou jeune diplômé(e) titulaire maîtrise ou équivalent 3e cycle.

Profil du poste :
- coordination de l'activité du service comptabilité (5 agents dont 1 rédacteur) ;
- participation à l'élaboration de la politique financière et budgétaire de la ville ;
- développement des procédures de contrôle de gestion, comptabilité analytique, gestion financière, dette, emprunts, trésorerie.

Connaissances informatiques souhaitées.

Adresser candidature et C.V. à
Monsieur le Maire,
mairie, BP 458,
76806 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY CEDEX.

Dans le cadre de son projet d'entreprise
groupe privé assurances
recrute

2 CHARGÉS DE RECRUTEMENT

1 poste R.P. Champagne-Ardenne, base R.P., réf. R 806 A
1 poste Poitou-Charentes, base Poitiers, réf. R 806 B.
Profil : 30/35 ans, connaissance des entreprises de services, formation psycho du travail appréciée, indispensable pour poste R 806 A.

2 CHARGÉS DE FORMATION

1 poste Picardie (AMIENS) Réf. F 806 C
1 poste Nord-Pas-de-Calais. Réf. F 806 D.
Profil : 30/40 ans, connaissance assurances ou banques avec suivi de clientèle indispensable.
Bac + 2 mini.
Adresser C.V. en indiquant réf. du poste à :
PRÉVOIR recrutement nº 806, 20, *rue* d'Aumale, 75009 PARIS.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

recherche

COLLABORATEURS EXTÉRIEURS

niveau maîtrise sc. éco. pour TRADUCTION textes anglais et allemands.

Envoyer C.V. à :
La Documentation française,
Problèmes économiques,
29, quai Voltaire,
75007 Paris.

Recherchons

JOURNALISTE

passionné VÉLO-VTT
en particulier
pour revue spécialisée
Responsabilité plein temps
Disponibilité
Compétences photo

Envoyer CV et motivations à Mme SARRAZIN - 40, rue Louis-Eterlet, 77500 Chelles *qui transmettra.*

GROUPE DE PRESSE

recherche dans le cadre de son expansion

JOURNALISTE

H/F

Pour sa revue
Logistique - Transport
Des connaissances techniques, économiques et en distribution de marchandises sont nécessaires.
Une première expérience ainsi qu'une parfaite maîtrise de *l'écriture* sont requises.

Merci d'envoyer CV et lettre manuscrite à Mme BERGER - DEB'S
103, rue Jouffroy
75017 PARIS

LABO SPATIAL du CNRS

recrute par concours

2 INGÉNIEURS

de recherche en optique et informatique

1 INGÉNIEUR

d'étude en mécanique,
travail en R.P.
sur des projets spatiaux en coopération internationale.

Date limite de candidature :
14 septembre 1990.
Tél. : 64-47-43-06
ou 64-47-43-13.

CHERCHE ÉTUDIANTE
pour sortie d'école et surveillance des devoirs et *jeux* d'un garçon de 9 ans, de 16 h 30 à 18 h 30, 4 jours par semaine, quartier Tuileries. T. de 19 h à 21 h, 42-66-08-58.

Le C.N.R.S. recrute

UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

responsable de la mise au point et des essais sur le télescope solaire Thémis, spécialiste en micro-inform., tps réel, électro. num., système UNIX, CAO.
Lieu de travail :
région parisienne, puis site définitif du télescope.
Renseignements et retrait des dossiers auprès du service du personnel,
I.N.S.U., 77 avenue Denfert-Rochereau,
75014 PARIS.
Tél. : 40-51-20-26 ou dans les délégations régionales du C.N.R.S. dépôt des candidatures avant le 17/09/1990.

Economiste rédacteur

25 à 30 ans, deux à cinq ans exp. prof.
Format. économie, gestion ou droit des affaires.

ANGLAIS/ALLEMAND

Capacités rédact. et de synthèse. Mobilité
C.V.
et lettre manus.

I2S SA

75, av. Parmentier,
75011 PARIS.

ORGANISME DE FORMATION ET DE CONSEIL

recherche

FORMATEURS CONSULTANTS

Pour vacations en :
- Management des ressources humaines.
- Management des unités de travail.
- Formation de formateurs.

Etudes sup. sciences humaines : 8 ans minimum expérience formation et interv. en entreprises.
Adresser CV à :
DEFC
3, rue de Liège
75009 PARIS.

ASSOCIATION 95, rech.

PSYCHOTHÉRAPEUTE

travail de soutien psy., pour élaboration de projet concret d'insertion pour demandeur d'emploi en difficulté. Tél. 30-38-97-28.

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ, PARIS
recherche pour vacations

1 PROFESSEUR FISCALITÉ
1 PROFESSEUR MARKETING

grande distribution et/ou commerce international.

Diplômés 3e cycle, expérience enseignement et pratique professionnelle des matières enseignées. Adressez lettre + C.V. à PROMO J, 15, rue de Paris, 92100 BOULOGNE qui transmettra sous réf. LM1209 sur env.

Les ressources humaines vous passionnent, vous aimez négocier.
Relevez ce challenge : rencontrons-nous !
Notre cabinet recherche

4 CONSULTANTS

H./F., 27 ans minimum, bonne culture générale.
Env. C.V. + lettre + photo sous réf. 0050/90 à

STUDY CONSEILS

14, r. du Dessous-des-Berges, 75013 PARIS.
Tél. : 45-84-07-14.

Société de conseil en média et achat *d'espace publicitaire, filiale* du 1er groupe européen,
recherche :
UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES (MÉDIA) DÉBUTANT(E)
NIVEAU MAITRISE OU BAC + 2
Ce poste demande une forte motivation pour les médias, les statistiques et les études quantitatives.
Envoyer C.V. + photo
sous réf. 6048
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
Paris-7e.

enseignement

I.E.M.S. INSTITUT EUROPÉEN DE MANAGEMENT SOCIAL

3e CYCLE D'APPLICATION ANGOULÊME
CRÉÉ PAR L'UNION PATRONALE ET LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CHARENTE

FINALITÉS
- Assurer la formation de praticiens de la fonction personnel.
- *Promouvoir et développer* en entreprise le concept de management stratégique des ressources humaines.

DURÉE
- 210 jours, d'octobre 1990 à juin 1991.

PROGRAMME
- Un enseignement fondamental : 60 jours.
- Un enseignement d'application : 70 jours.
- Des « chantiers » en entreprise : 80 jours.

ACCÈS
- Bac + 4 minimum (université, écoles de commerce et de gestion, écoles d'ingé*nieurs*).

ADMISSION
- Sur dossier et entretien.

RENSEIGNEMENTS :
INSTITUT EUROPÉEN DU MANAGEMENT SOCIAL
33, rue de l'Arsenal
16021 ANGOULÊME CEDEX
Tél. : 45-95-15-51.

formation professionnelle

ARCHITECTURE ET SCÉNOGRAPHIE

STAGE PROFESSIONNEL
rémunéré pour jeunes architectes diplômés.
La formation est gratuite, pendant un an en alternance théorique et pratique.

Ecrire ou tél. :
EALR, J. COCHET,
179, rue de l'Esperou,
34090 Montpellier.
Tél. : 67-63-34-30.

Organisme recherche

ASSISTANTE DOCUMENTALISTE

ayant de bonnes connais. en architecture et urbanisme de Paris pour travailler dans centre documentaire ouvert au public.

Ecrire sous nº 8025
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

GROUPE SCETA

recherche

pour sa division
Aménagement-Parkings
Conception, financement, construction et exploitation de parkings publics.

UN CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

Responsable promotion du développement.
Ecole de commerce, ingénieur ou équivalent.
Débutant ou 1 à 2 années d'expérience.

Env. C.V. + photo à
SCETA Parc
7, rue Pablo-Neruda,
92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

Entreprise cherche

JEUNE ARCHITECTE DYNAMIQUE

ayant le sens du contact et sachant écrire, pour assurer secrétariat de rédaction et mise en place d'expositions.
Ecrire sous nº 8024
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICES EN PLEINE EXPANSION ET LEADER DANS SON SECTEUR SUR PARIS ET SA RÉGION
RECRUTE SON

DIRECTEUR COMMERCIAL ET DE MARKETING

VOUS ÊTES DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE DE COMMERCE ET VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DE 2 ANS MINI.
VOUS AVEZ LE SENS DU TRAVAIL EN ÉQUIPE,
LE GOUT DES CONTACTS ET UNE CONNAISSANCE DU TÉLÉMARKETING.

NOUS VOUS PROPOSONS DE :
- ANIMER UNE ÉQUIPE DE VENTES PAR TÉLÉMARKETING
- DÉVELOPPER ET SUIVRE NOTRE IMPLANTATION COMMERCIALE SUR PARIS ET SA RÉGION.

MERCI D'ADRESSER CANDIDATURE, LETTRE MANUSCRITE, C.V., PHOTO, A/C, 67 BD DE PICPUS, 75012 PARIS.

Organisme de prévoyance Porte Maillot
recherche pour superviser, à terme, un service *de 50 personnes.*

UN DOCTEUR EN DROIT PRIVÉ

H./F. 35-40 ANS

Une bonne connaissance du droit de la sécurité sociale serait appréciée, l'expérience de direction d'un service administratif ou contentieux est souhaitable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 71903 à
CONTESSE, 38, rue de Villiers, 92532
LEVALLOIS-PERRET CEDEX
qui transmettra.

MÉDECIN
cherche secrétaire, assistante, bonne présentation, expérience souhaitée, motivée. Envoyer C.V., photo, prétentions.
Lettre manuscrite.
Dr BENADI
7, rue du Boccador
75008 Paris.

Fédération régionale de Basse-Normandie, recrute

Directeur et adjoint de direction MJC (14.72)

expérience exigée DEFA ou équivalent

Adresser CV + lettre de motivation à l'UNMJC
24-26, rue Paul-Toutain
14000 CAEN

conseils en carrière

Dirigeants prêts à changer

d'activité ou d'entreprise...

DEPUIS 15 ans, plus de 5 000 dirigeants et cadres supérieures se sont fait conseiller dans leur statégie d'évolution personnelle et professionnelle par des consultants de Forgeot, Weeks.

La clé du succès ? Une réflexion personnalisée précédant la prospection de la face cachée du marché international qui recouvre généralement plus de 2/3 des opportunités.

Prenez rendez-vous pour un premier entretien confidentiel.

Forgeot, Weeks
PERSONAL CAREER CONSULTANTS
Paris : 3, rue du Fg St Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49
Bureau associé : Londres

LM 09 90

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune homme, 24 ans, 4 ans exp., rech. emploi maintenance téléphonique.
Tél. : 48-77-32-47

Egyptienne, 49 ans, parle et écrit couramment franç., angl., arabe, 28 ans exp. secrétaire direction administrative exécutive, demande poste en France correspondant à son expérience. Accepte période d'essai et contrat durée limitée. Ecrire Demande d'emploi, BP 1335, Cairo, Egypt ou téléfax : 74-29-95 Cairo.

H. 46 ans, 22 a. exp. adminis. et financière, sens discret. et relat. hum., licencié en droit, cherche poste cadre.
Ecrire sous nº 8950
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS.

H. 29 a., formation expert comptable + ESC, exp. multinationale France/étr., langues : angl., japonais, cherche *filiale à créer et/ou* diriger. Ecrire sous nº 8026,
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy,
75007 Paris.

FISCALISTE

Expér. 30 ans (administ. et cabinet). Propose collab. « ht de gamme » à domicile. *Temps plein ou partiel. Tél.* : (16-1) 45-39-99-95 (matin).

J.F. DESS droit social, 5 ans d'exp., ch. poste à responsab. et contacts.
Tél. : 39-97-92-58.

CADRE ASSURANCE

Responsable branche maritime et transports de compagnie et de cabinet de courtage, 12 ans d'expérience souscription, sinistres, corps et facultés animation d'une équipe et gestion d'un service, bonnes connaissances micro-informatique, rech. poste similaire. Tél. : 34-22-02-76.

H. 34 ans, bien souhaite chgt d'activité prof., ouvert sens équipe, dynamique, facult. *facilité d'adapt. Prêt* format. Étudie ttes prop. sérieuses. 92-83-61-95. Ap. 17 h

---

J.H. 25 a. travaillant dans labo photo prof., ch. travail à l'étranger.
Ecrire sous nº 8019
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris

Cadre 49 ans. Inspect*eur*. Ventes actuel. D1. Équipe de 9 VRP. 20 ans exp. sur le terrain. Maîtrise l'encadrement. Recrutement. Rech. poste simil. « mobile ».
46-82-69-55 répondeur.

J.F. 33 ans. Autrichienne avec carte de travail, allem., français, anglais, ital. cherche emploi stable !
Exp. comm. 69-20-49-76.

H. 43 a., étude sup. gestion et admin., 21 a. exp. contrôle gestion et audit pluridiscip., aisance tech. et relation, rigueur et fibre sociale, négociateur, animateur, rech. poste direction entreprise Paris ou rég. T. : 42-70-91-53
de 14 h à 19 h.

J.F. 44 a., exp. des relations humaines et sociales (18 années) recherche poste à responsabilités de la communication. 43-57-54-85.

Homme 31 ans, directeur commercial, niveau maîtrise d'éco., aptitude à motiver, cherche à donner nouvelle impulsion à sa carrière. Etudie ttes propositions sérieuses. Ecrire sous réf. M/11 à HYPERBOLE, 2, bd de Magenta, 75010 qui transmettra.

J.H. 29 ans. Nat. française, statisticien-économiste. ENSAE + 4 ans exp. banque étrangère, ch. poste. Tél. au 48-03-27-12, matin ou soir.

RESPONSABLE COMMUNICATION

EXTERNE ET INTERNE
ALLEMAND/ANGLAIS COURANT

Recommandations stratégiques en communication externe et interne

- Maîtrisant l'ensemble des techniques de communication : Edition, Média, Marketing direct, Relation presse Exposition
- Créative et organisée, expérience groupes internationaux

Souhaite prendre en charge la gestion de l'image d'une entreprise

Ecrire sous nº 8 031
Le Monde Publicité
5, rue de Monttessuy
75007 PARIS

PROFESSEUR CERTIFIÉ
éducation musicale, maîtrise de musicologie, 42 ans, désire mettre ses talents, son enthous., son exp. *au service d'un secteur de promotion culturelle.*
Très motivé.
Ecrire sous nº 8033
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy
75007 Paris.

J.F. BAC + 4

Trilingue GB/E
2 ans d'expérience agence de publicité, cherche poste
ASSISTANTE CHEF DE PRODUIT OU MARKETING
Mobilité géographique
Ecr. s/réf. 5 064 à
RSCG CARRIÈRES
2, rue Rouget-de-Lisle
92130 *ISSY-LES-MOULINEAUX*
qui transmettra.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix, « que des affaires exceptionnelles », écrit le guide Paris pas cher, en alliances, brillants, solitaires, etc., bagues, rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argenterie.

PERRONO OPÉRA

Angle bld des Italiens
4, Chaussée-d'Antin
Achat tous bijoux ou échanges
Autre magasin autre gd choix.
ETOILE
37, avenue Victor-Hugo.

Cours

COURS D'ARABE

JOURNÉE, SOIR, SAMEDI.
AFAC 42-72-20-88

Vacances
Tourisme
Loisirs

Château du Pullachar (34) classé, restauré, calme, 35 km mer, 15 km lac, chbre dble, petit déjeuner, *250 F/nuit.*
(16) 67-98-74-35.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

Vend 205 GT 87
70 000 km. 35 000 F.
5 portes, jantes allu.
Vert foncé.
Tél. : (16) 37-23-02-54
CRETON - après 19 h.

R5 Baccara 7 CV modèle 87
Brun Arabica, intérieur cuir direction assistée, roues antivol, tatouage vitres, galerie porte-vélo
48 000 F
Tél. bureau M. Clément
49-86-09-00
Domicile après 20 heures :
47-98-84-76

A VENDRE
MAZDA 1991 MX-5
GT IL, USA
Tél. : 19-1-602 - 423-0050
Fax : 19-1-602 - 423-0067

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

4e arrdt

ILE DE LA CITÉ
Rare s/square, archevêché. Appt raffiné ss vis-à-vis. Séj. cheminée, 2 chbres. Soleil. Px 5 800 000 F. Serge KAYSER 43-29-60-60.

5e arrdt

PRÈS COLLÈGE DE FRANCE. Bel appt classique s/balcs. Plein soleil, parquet, cheminée. 6 P (3 chbres). Bains, s. d'eau. Cuis. aménagée, chf indiv. Chbre serv. Cave. 5 000 000 F. SERGE KAYSER 43-29-60-60.

7e arrdt

PRÈS VANEAU

RUE PRESTIGIEUSE
5e ét. asc. RAVISSANT pied-à-terre. 58 m². Liv. + chbre, cuis., s. de bns. e n t i è r - meublé et décoré. Tél. au 45-24-75-26 ou 45-53-24-03.

9e arrdt

QUARTIER AFFAIRES

Beau 200 m², standing, possible bureaux.
42-62-46-98.

16e arrdt

Mo JASMIN

Imm. pierre de t. tt cft. Liv. dble, 1 chbre, entrée, cuis., bains, 4e ét. s/rue, calme. 92 m², chauffage cent. indiv. Possibilité parking.
33, av. Théophile-Gautier. Visite mardi de 14 h à 17 h.

17e arrdt

METRO ROME

Imm. p. de taille. Asc., 90 m², balcon. Poss. PROF. LIB. 2 800 000 F. - 43-54-25-70.

GUY-MOQUET Part. vd ds imm. mod. 2 p., 43 m² sur jardin, refait neuf. Asc. 925 000 F + poss. prof. lib., park. *T. : 46-45-72-77*

18e arrdt

ABBESSES

Studio, parfait état, 29 m².
42-62-46-98.

Mo ABBESSES, RUE DES MARTYRS, BEAU STUDIO. cuis. équipée, s. de b., w.-c. 470 000 F. CRÉDIT TOTAL POSSIBLE. 48-04-85-85.

78-Yvelines

A VENDRE : A Montesson village (78), F3 de 65 m² avec balcon-loggia de 7,2 m², 2e ét. dans résid. calme de 4 ét. sans asc. Séchoir, rangements, cave, park. Près comm., écoles et bus. Chges *réduites* (RER Sartrouville ou Le Vésinet-Le Pecq à 10 mn).
680 000 F. Tél. ap. 18 h :
39-62-52-90 ou 48-47-53-26.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS. préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même soir.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS, HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST.
Tél. : (1) 45-62-78-99.

RÉSIDENCE CITY

URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons LUXUEUX APPARTEMENTS QUARTIERS RÉSIDENTIELS et MAISONS OUEST-EST.

TÉL. : (1) 45-27-12-19

maisons individuelles

80 km de Paris, autoroute Chartres-Orléans, au cœur du village de Denonville, maison ancienne de 170 m² (4 chambres, salon, mezzanine, salle de bains) + grenier, chauffage central + 3 cheminées, toiture récente, cour commune + jardin. Beaucoup de charme.
Prix : 515 000 F.
Tél. : 48-76-19-93 le soir.

pavillons

FOSSES (95)

30 mn Châtelet-Les Halles par RER, 15 mn Roissy par la route. Quartier calme, proche R.E.R. et lycée, pavillon F5, 3 chambres, dressing + mezzanine, séjour double 32 m² avec grande cheminée, cuisine équipée, 2 salles de bains, 2 w.-c., sous-sol total, garage 2 voitures. Terrain clos de 280 m². 117 m² habitables. 800 000 F.
(1) 34-72-24-06 et/ou
(1) 34-72-99-50.

bureaux

Locations

DOMICILIATION
BUREAUX, TÉLEX, TÉLÉCOPIE.

AGECO 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques

43-55-17-50

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ETOILE

16e CHAMPS-ELYSÉES
ou AVENUE VICTOR-HUGO
Burx, secrét., tél., télex, fax.
Domicil. : 170 à 390 F/m.

CIDES 47-23-84-21

A PARTIR DE 50 F HT/mois, votre ADRESSE COMMERCIALE PARIS 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e.
LOCATION DE BUREAUX.
CREADOM 42-87-05-99.

MARCHÉS FINANCIERS

Justifiant le resserrement du crédit intervenu à Tokyo

Le gouverneur de la Banque du Japon n'exclut pas une nouvelle hausse du taux de l'escompte

N'excluant nullement un nouveau durcissement de la politique monétaire japonaise si la situation l'exigeait, le gouverneur de la Banque du Japon, M. Yasushi Mieno, a défendu lundi 10 septembre devant la presse étrangère à Tokyo le dernier relèvement du taux d'escompte officiel japonais, porté le 30 août dernier à 6 %.

TOKYO

(correspondance)

Confirmant sa réputation d'homme d'abord soucieux de la situation interne de son pays, M. Mieno a réaffirmé qu'à ses yeux la lutte contre *l'inflation passait avant toute autre* considération. Même si jusqu'à présent elle a pu être contenue, la menace existe. L'actuelle expansion de l'économie japonaise, qui dure déjà depuis trois ans, provoque des tiraillements entre l'offre et la demande en produits et de nouvelles tensions sur le marché de l'emploi. Ce dernier point est de toute évidence le plus inquiétant pour la banque centrale. En continuelle aggravation, le manque de main-d'œuvre se traduit par des dérapages salariaux qui minent la stabilité des prix.

C'est dans ce contexte de tensions internes qu'est arrivée une troisième « source de préoccupation », la flambée des cours du pétrole provoquée par l'invasion du Koweït par l'Irak. Il convenait donc, soutient M. Mieno, de prendre immédiatement des mesures afin d'éviter que le renchérissement du brut ne renforce les pressions sur les prix en tirant l'*« inflation faite à la maison »*.

Récusant les objections qui soulignent qu'une hausse des taux d'escompte n'a pas d'effet direct sur le manque de main-d'œuvre et sur les cours du pétrole, M. Mieno rétorque en substance qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Se référant à l'expérience traumatisante du « choc pétrolier » de 1973 où, ayant tardé a serrer les boulons, le gouvernement japonais s'était ensuite débattu avec une inflation de 20 %, il a rappelé qu'au contraire la mise en place « rapide » d'une politique « ferme » durant le second choc de 1979 avait permis au Japon de surmonter l'épreuve sans secousses graves. En contenant chez lui l'inflation, le Japon remplit ses *obligations internationales, a défendu* M. Mieno. En alignant son loyer de l'argent sur les taux pratiqués par le marché, la Banque du Japon n'a fait que suivre le mouvement et non l'initier. Ce qui permet a M. Mieno d'estimer qu'il n'y a pas à redouter de voir s'amorcer à la suite de la décision japonaise une spirale de resserrement du crédit à travers le monde : *« contrôler la stabilité des prix au Japon revient à contribuer à la stabilité mondiale, vu la taille de l'économie japonaise »*. Conscient que le *« comportement du Japon peut être un facteur majeur de déstabilisation de l'économie mondiale »*, le gouverneur de la banque centrale japonaise a réaffirmé cependant que *« le plus important est que chaque pays décide de sa politique monétaire et gère sa stabilité des prix en accord avec sa situation particulière »*.

BRUNO BIROLLI

Le groupe Worms ouvre son capital

Pechelbronn cède 7 % de son capital au groupe Agnelli

L'IFIL, holding contrôlé par la famille Agnelli, est entré à hauteur de 7 % dans le capital de Pechelbronn, un conglomérat financier présent dans la banque, l'assurance et l'industrie. M. Nicholas Clive Worms, PDG de Pechelbronn (filiale du groupe Worms), a indiqué qu'il n'était pas exclu que l'IFIL porte à 10 % sa participation. M. Umberto Agnelli, président d'IFIL, va siéger au conseil d'administration de Pechelbronn. La transaction se serait effectuée au prix de 260 milliards de lires, soit 1,2 milliard de francs.

Cet accord franco-italien est le point d'orgue d'une épopée financière où les AGF avaient joué le rôle du prédateur. Dans le courant de 1989, par grignotages boursiers successifs, le groupe présidé par Michel Colbert s'était adjugé 24 % du capital de Pechelbronn. Pour conserver le contrôle de son holding, M Nicholas Clive Worms avait obtenu l'autorisation, en décembre 1989, de transformer Pechelbronn en commandite par actions. Cette transformation juridique qui vise à priver les porteurs minoritaires de tout pouvoir sur la gestion avait pour but de désintéresser les AGF de poursuivre leur action. Au terme d'âpres négociations, les AGF passaient alors de 24 % à 10 %, dégageant au passage une belle plus-value. Il ne restait plus alors au PDG de Pechelbronn qu'à reclasser les titres.

M. Clive Worms a précisé que l'arrivée des Agnelli n'était pas celle d'un investisseur financier mais d'un *« allié »*. Les deux partenaires envisagent d'investir ensemble dans l'industrie agro-alimentaire notamment. *M. Clive Worms a rappelé* que le groupe Agnelli était très présent en Espagne, là où sa filiale Saint Louis (sucre, surgelés, plats cuisinés et papier) vient d'acquérir 60 % du capital de Frudesa, leader espagnol des surgelés.

Les groupes Worms et Agnelli ont déjà créé une filiale immobilière commune, Arc-Union Italie, qui construit des centres commerciaux en Italie.

EN BREF

□ **Sursis temporaire pour la Sedri.** – L'audience du tribunal de commerce de Nanterre qui devait prononcer mardi 11 septembre la mise en liquidation de cette société de service informatique, ancienne *vedette du second marché de Paris*, a été reportée, un certain nombre de représentants du personnel ne s'étant pas présenté. Après Bernard Tapie Finance et le groupe britannique Elitetech, France Télécom, qui s'était intéressé au dossier via *sa filiale Cogecom, a finalement* déclaré forfait lundi 10 septembre. Les difficultés de la Sedri remontent à plus d'un an. La société qui a vendu sous forme de crédit-bail des consoles télématiques diffusant des images de publicité à un réseau *de vingt-cinq mille commerçants a*, semble-t-il, mal évalué la portée financière d'engagements pris dans le cadre d'une politique commerciale agressive.

□ **Nec va produire des micro-ordinateurs en Allemagne.** – Le premier constructeur informatique japonais Nec produira dès 1993 des micro-ordinateurs en Europe. L'usine sera installée en Allemagne. *Cette annonce pourrait* modifier sensiblement les relations que le groupe nippon entretient avec le français Bull. Du partenaire qu'il était jusqu'à présent (Nec fournit de grands systèmes à Bull et détient 15 % du capital de Bull-*HN, filiale américaine du groupe)*, il devient concurrent sur le marché des micro-ordinateurs. Il s'agit là d'un créneau sur lequel Bull avait renforcé ses positions il y a un an, en achetant l'américain Zenith.

□ **SAS vend sa filiale suédoise.** – La compagnie scandinave SAS a vendu pour 475 millions de francs au groupe Bilspedition les 50 % des actions qu'elle détenait dans le capital de la compagnie intérieure *suédoise Linjeflyg (vingt Fokker-28* et trois Boeing-737). Cette cession s'explique par les importants besoins de liquidités qu'éprouve SAS confrontée à une diminution de ses bénéfices et à des investissements d'une quarantaine de milliards de francs pour le renouvellement de sa flotte. D'autre part, la déréglementation aérienne mettra en concurrence, à partir de 1990, SAS et Linjeflyg sur les lignes intérieures suédoises.

NEW-YORK, 10 septembre ↓

Repli en clôture

La brusque remontée des cours du pétrole en cours de journée a pesé sur la Bourse de New-York, qui après une sensible hausse à l'ouverture a terminé la séance sur une note négative lundi.

Les résultats positifs de la rencontre Bush-Gorbatchev avaient été bien accueillis par la communauté financière, mais le renversement de tendance sur les marchés pétroliers et la remontée des taux d'intérêt qui s'est ensuivie, a remis en cause cette reprise. Après avoir gagné jusqu'à 30 points à l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé *à 2 815,59 en baisse de 3,96 (- 0,15 %)*.

Quelque 119 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des valeurs en hausse a légèrement dépassé celui des baisses : 759 contre 726. 473 titres sont restés inchangés. Sur le marché obligataire, les bons du Trésor à trente ans s'établissaient à 8,98 % en fin d'après-midi contre 8,91 % vendredi soir. Walt Disney a perdu 2-1/8 à 99-3/4, Atlantic Richfield 1-3/8 à 137-1/8 et Royal Dutch 1-3/8 à 82. UAL a gagné 2 à 102-1/4, Mc Donnell Douglas 1-1/8 à 48-3/4 et American Petrofina 1/2 à 72-3/4.

VALEURS	Cours du 7 septembre	Cours du 10 septembre
Alcoa	66 3/4	67
ATT	31 1/8	30 1/2
Boeing	46 7/8	47 3/8
Chase Manhattan Bank	17 5/8	17 7/8
Du Pont de Nemours	35 5/8	35 1/2
Eastman Kodak	40 1/2	40 7/8
Exxon	50 7/8	50 1/2
Ford	34 7/8	34 7/8
General Electric	60 5/8	61 1/8
General Motors	37 1/2	37 3/4
Goodyear	21	21
IBM	105 1/2	105 7/8
ITT	52	52 1/2
Mobil Oil	66 1/2	65 3/8
Pfizer	71 1/8	71
Schlumberger	65 3/8	65 3/8
Texaco	64 5/8	63 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	100 1/4	102 1/4
Union Carbide	16	16
USX	33 7/8	33 5/8
Westinghouse	32 1/4	32 3/4
Xerox Corp.	40 1/4	39 3/4

LONDRES, 10 septembre ↑

Reprise technique

Les teneurs de marchés ont profité du début du nouveau terme boursier et de l'optimisme créé sur les marchés financiers par le sommet d'Helsinki pour relever leurs cotations lundi au London Stock Exchange. Cependant la reprise a été technique et les acheteurs ont continué à être rares. Stimulé par une chute de 1,6 % des ventes de détail en août et par une baisse des cours du brut, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 24,1 points à 2 147 points (+ 1,1 %). Quelques 296 millions de titres ont été échangés contre 332 millions vendredi.

La majorité des secteurs ont progressé, en particulier les internationales et les valeurs d'exportation, encouragées par une baisse de la livre. Les pétrolières ont fait exception à la tendance en raison de la morosité des cours pétroliers, le brent repassant en-dessous de 30 dollars. Dans le secteur des assurances, General Accident s'est déprécié après une recommandation de vente du courtier Barclays de Zoete Wedd. Les grandes valeurs internationales ont mené la hausse, en particulier ICI, Glaxo Holdings, Hanson et Cable and Wireless. Ferranti International a progressé à l'annonce de possibles nouveaux contrats dus à la crise du Golfe. Le club de football Tottenham Hotspur, l'un des trois clubs britanniques cotés en Bourse, s'est apprécié dans l'anticipation d'une OPA de M. Robert Maxwell.

PARIS, 11 septembre ↓

Effritement

L'hésitation de Wall Street lundi (– 0,15 %), seule des grandes places internationales à ne pas saluer la rencontre Bush-Gorbatchev d'Helsinki, et la forte baisse de Tokyo dans la matinée de mardi (– 1,90 %) ont contribué à l'effritement de l'ensemble des marchés européens. Si à Londres, dès l'ouverture, l'indice Footsie perdait 0,3 %, à Francfort, le DAX se dépréciait de 1,3 %. A Paris, le recul était également sensible lors des premiers échanges. L'indice CAC 40 perdait 1 % en début de séance. En fin de matinée, les pertes étaient ramenées à – 0,76 % avant de s'inscrire à – 0,55 % en milieu d'après-midi peu avant le début de la séance à la Bourse de New-York. La veille, la reprise avait été sensible rue Vivienne avec une progression de 2,63 % en moyenne des valeurs. Néanmoins, comme à l'accoutumée, le volume des échanges est demeuré faible atteignant à peine 1,7 milliard de francs sur le marché à règlement mensuel. Outre les prises de bénéfices après cette petite flambée, le recul observé mardi s'explique également par la remontée des cours du pétrole et la crainte des intervenants d'une alliance entre l'Iran et l'Irak contre les Occidentaux dans le conflit du Golfe.

Dans ce contexte, les plus fortes baisses oscillaient entre – 6 % et – 3 % emmenées par Skis Rossignol, Fromageries Bel, CCFTP, Ingénico et Midland Bank. Du côté des hausses on notait Centrest, Nouvelles Galeries, Scoa et Vallourec. La BAFIP devrait prochainement être la cible d'une OPA par Altus Finance. En effet cette filiale du Crédit lyonnais a récemment, grâce à une offre d'achat, pris le contrôle de Calciphos et détient, depuis 30,9 %, du capital de la BAFIP et 38,1 % des droits de vote. La nouvelle réglementation boursière devrait conduire au lancement d'une offre d'achat sur cette banque de marché.

TOKYO, 11 septembre ↓

Revirement à la baisse

Après la vive hausse de la veille, la Bourse de Tokyo a reviré à la baisse mardi dans un marché préoccupé par l'évolution des marchés obligataires notamment.

L'indice Nikkei a dès l'ouverture cédé 200 points avant d'afficher en clôture un repli de 476,24 points soit 1,90 % à 24 604,66. Pour de nombreux investisseurs, la forte hausse de lundi (4,7 %) a été l'occasion de dégager des bénéfices, déclaraient les courtiers. Ces prises de bénéfice ont été encouragées par la faiblesse de Wall Street quelques heures auparavant et la remontée des cours du pétrole aux Etats Unis.

En fin de matinée, les échanges portaient sur 200 millions de titres contre 140 millions d'actions lundi matin.

VALEURS	Cours du 10 septembre	Cours du 11 septembre
Akai	670	650
Bridgestone	1 240	1 210
Canon	1 680	1 680
Fuji Bank	2 270	2 270
Honda Motors	1 550	1 480
Matsushita Electric	1 810	1 790
Mitsubishi Heavy	802	789
Sony Corp.	7 180	7 040
Toyota Motors	1 970	1 960

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Prêt de l'Eximbank japonaise à Michelin.** – L'Eximbank of Japan, une banque publique japonaise spécialisée dans le financement du commerce extérieur, et la Société générale (Tokyo) ont accordé un prêt de 7 milliards de yen (250 millions de francs) à une filiale japonaise du fabricant français de pneumatiques Michelin. Ce prêt doit permettre à la Michelin Okamoto Tire Corp. de doubler la capacité de production de son usine de Gunma, au nord de Tokyo. Cette filiale avait été créée en 1988 en association avec Okamoto, un fabricant local de pneumatiques. Le *communiqué publié lundi 10 septembre* à Paris par l'Eximbank précise que c'est la première fois qu'une société française bénéficie d'un tel prêt. – (AFP.)

□ **NTT : pas de ventes de titres pour l'année fiscale 1990/1991.** – Le ministère japonais des finances a renoncé à vendre 1,95 million d'actions du groupe de télécommunication privé, Nippon Telegraph and Telephone Corp. (NTT), au cours de l'année fiscale 1990 prenant fin en mars 1991, en raison de la chute brutale des cours du groupe, ont indiqué lundi 10 septembre des responsables du ministère. Depuis que la compagnie a été placée sous gestion privée en 1985, 5,4 millions des 15,6 millions *de titres NTT détenus par le ministère* ont été mis en vente en trois étapes – 1,95 million en 1986, 1,95 million en 1987 et 1,5 million en 1988.

□ **EIEI s'étend aux Fidji.** – Le groupe japonais Electronic and Industrial Enterprise International (EIEI), qui possède déjà, aux Fidji, plusieurs installa*tions hôtelières ainsi qu'une participa*tion de 7,5 % dans le capital de la compagnie aérienne nationale Air Pacific, vient d'y racheter le complexe touristique de luxe Sheraton Fidji Resort, comptant 300 chambres et construit en 1987, à la société australienne Essington, a annoncé vendredi 7 septembre le directeur du complexe. Le montant de la transaction n'est pas connu.

□ **Airship Industries (dirigeables) sous administration judiciaire.** – L'unique fabricant britannique de dirigeables, Airship Industries, a été placé sous administration judiciaire, avec un passif de 500 millions de francs environ. Cette société, qui a vendu ou loué douze dirigeables aux forces de police pour la surveillance des Jeux olympiques de Los Angeles ou des festivités du Bicentenaire à Paris, ainsi qu'à des firmes pour l'affichage de leurs messages publicitaires, est une filiale du groupe Bond, qui cherchait à s'en défaire et à récupérer une créance de 350 millions de francs.

□ ***L'Air liquide* : distribution d'actions gratuites.** – L'Air liquide (gaz industriels) a procédé, lundi 10 septembre, à une distribution gratuite d'actions, à raison d'une action nouvelle pour dix anciennes. Cette opération pourrait entraîner, par dilution des bénéfices, une baisse du cours de l'action pouvant mathématiquement atteindre 10 %. Une telle évolution serait toutefois sans rapport avec l'évolution du titre sur les marchés boursiers. Elle ne pourrait être interprétée comme découlant de la situation dans le Golfe, précise-t-on au siège du groupe. Les actions créées en juillet lors du paiement du dividende en actions bénéficient également de cette *distribution gratuite, 83 %* des actionnaires avaient alors choisi ce mode de rémunération.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	405	405	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	128	129
B.A.C.	185	190	Loca investis.	307	306
Bqe Tarneaud	170	....	Locamic	106	105
B.I.C.M.	820	820	Matra Comm.	150	148
Boiron (Ly)	389	400	Métal.Minière	189	190
Boisset (Lyon)	205	....	Molex	186	187
Câbles de Lyon	2876	2990	Navale-Delmas	825	801
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1119	1111	Olivetti Logabax	590	599
Calberson	435	430	Om. Gest. Fin.	592	592
Cardif	504	485	Presbourg	90	90
C.E.E.	360	362	Présence Assur.	359 80	....
C.E.G.E.P.	260	260	Publ.Filipacchi	495	495
C.F.P.I.	246 70	244	Razel	570	576
Ciments d'Origny	560	547	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	319	319
C.N.I.M.	1060	1092 d	St-H. Matignon	224	217 50
Codetour	295	299	S.C.G.P.M.	486	499
Comareg	310	302	Segin (Ly)	291	292
Conforama	833	831	Select Invest (Ly)	103	103
Creeks	317	315	Serbo	450	450
Dalsa	210 50	....	S.M.T. Goupil	204 80	200
Dauphin	564	560	Sopra	185	197
Demachy Worms Cie	575	550	Supra	186	189
Desquenne et Giral	247	....	TF1	267	266
Devanlay	906	942	Thermador H. (Ly)	249	250
Deville	468	451	Unilog	174 90	....
Dollsos	171	176 10	Union Fin. de Fr.	400	411
Editions Belfond	254	246 40	Viel et Cie	138	....
Elysée Invest.	11 80	12 30 d	Y. St-Laurent Groupe	829	840
Europ. Propulsion	372	361			
Finacor	170	160			
Garonor	850	865			
GFF (group.fon.f.)	384	385			
Grand Livre	429	429			
Gravograph	190	194 70			
Guintoli	820	820			
I.C.C.	234	240 50			
IDIA	318	314			
Idianova	133 90	134			
I.M.S.	1000	990			

Marché des options négociables le 10 sept. 1990

Nombre de contrats : 16 647

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	560	–	–	49,50	–
CGE	520	24,50	45	9,80	26
Elf-Aquitaine	720	3,50	23	–	55
Eurotunnel SA-PLC	50	0,70	3,46	5,50	6,50
Euro Disneyland SC	100	–	4,50	–	–
Havas	600	–	14,50	–	–
Lafarge-Coppée	360	–	21,50	–	25
Michelin	130	–	–	–	58
Midi	1 000	–	43	–	–
Paribas	480	32	50	7,50	–
Pernod-Ricard	1 300	–	30	–	–
Peugeot SA	560	13	65	30	52
Rhône-Poulenc CI	300	–	–	–	57
Saint-Gobain	480	1	9	80	–
Source Perrier	1 300	60	–	14	–
Société générale	480	7,10	32,50	–	–
Suez Financière	320	21	32	8	–
Thomson-CSF	100	2,50	7,50	5	9,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 10 sept. 1990

Nombre de contrats : 83 813.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	98,36	98,36	98,32
Précédent	97,50	97,50	97,46

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS D'ACHAT Mars 91	OPTIONS DE VENTE Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Mars 91
99	1,10	1,58	0,94	1,36

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,3420 F ↑

Le dollar s'inscrivait de nouveau en hausse mardi 11 septembre, dans la lignée de la bonne tenue des Bourses mondiales. Il s'échangeait à Paris à 5,3420 francs contre 5,2800 francs la veille à la cotation officielle. Le dollar regagnait même du terrain à Tokyo pour la première fois depuis plusieurs séances.

FRANCFORT	10 sept.	11 sept.
Dollar (en DM)	1,5759	1,5960

TOKYO	10 sept.	11 sept.
Dollar (en yens)	139,43	139,85

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (11 septembre) .... 9 5/8-9 3/4 %
New-York (10 septembre) .... 8-8 1/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	7 sept.	10 sept.
Valeurs françaises	77,40	79,50
Valeurs étrangères	84,20	85,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	438,32	454,24
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 619,16	1 661,76

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	7 sept.	10 sept.
Industrielles	2 619,55	2 615,59

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	7 sept.	10 sept.
Industrielles	1 638,50	1 655,10
Mines d'or	194,60	195,40
Fonds d'Etat	78,07	78,27

TOKYO

	10 sept.	11 sept.
Nikkei Dow Jones	25 080,90	24 604,66
Indice général	1 983,28	1 880,70

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

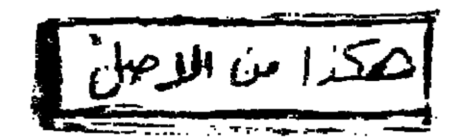
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2950	5,2970	+ 86	+ 96	+ 175	+ 195	+ 570	+ 630
$ can.	4,5404	4,5460	– 120	– 73	– 218	– 144	– 429	– 247
Yen (100)	3,7857	3,7898	+ 52	+ 65	+ 101	+ 126	+ 304	+ 358
DM	3,3470	3,3498	+ 44	+ 59	+ 89	+ 113	+ 243	+ 302
Florin	2,9697	2,9725	+ 38	+ 51	+ 78	+ 96	+ 224	+ 273
FB (100)	16,2873	16,3035	+ 14	+ 195	+ 137	+ 374	+ 597	+ 1131
FS	4,0236	4,0281	+ 65	+ 82	+ 115	+ 142	+ 331	+ 402
L (1 000)	4,4873	4,4928	+ 16	+ 43	– 17	+ 26	– 217	– 134
£	9,8196	9,8286	– 435	– 390	– 796	– 728	– 2036	– 1876

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8	8 1/8	8	8 1/8
Yen	7 9/16	7 13/16	8 5/16	8 7/16	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 5/8
DM	7 15/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
Florin	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 11/16	8 13/16
F.B.(100)	8 7/8	9 1/8	8 15/16	9 3/16	9	9 1/4	9 1/4	9 1/2
F.S.	7 3/8	7 5/8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 5/8
L(1000)	2	4	9 1/4	9 3/4	10	10 1/2	11	11 1/2
£	14 13/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 15/16	15 1/16	14 13/16	14 15/16
Ffranç.	9 3/4	10	9 15/16	10 1/16	10 1/16	10 3/16	10 3/8	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الاصل



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 11 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 29

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3760	C.N.E 3%	3760	3748	3735	- 0 66
960	B.N.P. T.P.	986	985	985	- 0 10
1140	C.C.F. T.P.	1185	1132	1132	- 4 47
1100	Cr.Lyon. T.P.	1091	1090	1090	- 0 09
1750	Renault T.P.	1660	1650	1631	- 1 75
1900	Rhone Poul. T.P.	1879	1870	1870	- 0 48
1080	Saint Gobain T.P.	1091	1091	1091	....
1100	Thomson T.P.	1120	1120	1120	....
755	ACCOR	785	780	778	- 0 89
610	Air Liquide	643	632	630	- 2 02
1400	Ala.Superm.	1540	1570	1525	- 0 97
370	A L S P I	403 20	396 60	397	- 1 54
1570	Arjom. Prioux	1707	1690	1690	- 1 00
960	AGF Sté Centrale	969	965	963	- 0 62
925	Ass. Entrepr.	928	927	921	- 0 54
270	Avenir H. Média	269 90	275	263	- 2 56
181	Axa Midi Ass.	186	185	184	- 1 08
245	Bafip	246 80	245 50	246 50	- 0 12
179	Bail-Equipem.	210	202	212	+ 0 95
885	Bail Investiss.	875	880	880	+ 0 57
440	Bancaire	429	416	419	- 2 33
550	Bazar H.-V.	610	600	612	+ 0 33
710	Beghin-Say	796	795	787	- 1 13
1030	Berger (M)	1070	1060	1065	- 0 47
480	Bic	562	558	560	- 0 36
780	B.I.P.	760	760	760	....
420	BIS	408	402 90	386	- 5 62
346	B N P (CI)	377	376	375 10	- 0 50
900	Bolloré Tech.	960	950	945	- 1 56
2780	Bongrain	2949	2960	2960	+ 0 37
760	Bon-Marché	785	770	768	- 2 17
470	Bouygues	502	498	500	- 0 40
104	BP France	116 10	118	117	+ 0 78
720	B S N	806	803	802	- 0 50
800	Canal Plus	930	923	931	+ 0 11
385	Cap Gem.S.	410	409	408	- 0 49
3200	Carrefour	3295	3290	3280	- 0 46
106	Casino	129	121 60	127	- 1 55
96	Casino ADP	103 10	103 10	102 50	- 0 58
955	Castorama D.I.	990	990	985	- 0 51
151	C.C.F.	172 90	170	171	- 1 10
85	CCMC Ly.	85 70	85 70	85 70	....
340	C.D.M.E.	374	374	365	- 2 41
410	C.E.G.I.D.	430	430	433	+ 0 70
250	Cerus (Ny)	220	235	235	+ 6 82
485	C.E.P. Comm.	505	505	507	+ 0 40
210	Cerus	211	216	210 80	- 0 09
420	Cetelem	397	392 10	395	- 0 50
410	C F A O	426	420	412	- 3 29
375	CF Im.	379	379	377	- 0 53
490	C G E	531	523	526	- 0 94
315	CGI Info.	311 60	309	300	- 3 72
1000	C G I P	1017	1000	998	- 1 87
495	CGP	510	500	508	- 0 39
750	Chargeurs S A	826	812	819	- 0 85
675	C I C A (M)	637	629	630	- 1 10
1300	Ciments franc.	1271	1290	1279	+ 0 63
405	Club Méditer.	430 40	430	431 50	+ 0 26
120	CMB Packa.	130	128 50	128 10	- 1 46
121	Codetel	117	118	118	+ 0 85
540	Colas	516	510	511	- 0 97

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
245	Cpt. Entrep.	249	249	258	+ 3 61
1030	Compt Mod.	1065	1040	1030	- 3 29
260	Concept S.A.	150 50	148	150	- 0 33
....	CPR (Paris Rés.)	371	358 20	360	- 2 96
960	Créd. Foncier	992	1000	1000	+ 0 81
800	Cr Lyon.(CI)	583	575	584	+ 0 15
1000	Credit Nat.	1153	1133	1138	- 1 30
285	CSEE	268 70	268 90	265	- 1 38
2650	Damart	2620	2620	2620	....
425	Dassault Aviation	530	520	520	- 1 89
285	Dassault Electr.	310	309	308 90	- 0 35
1540	De Dietrich	1482	1450	1450	- 2 16
195	Dév.P.d.C.(Li)	200	203	203	+ 1 50
260	Dév.R.Sud-Est	281	280	280	- 0 36
375	D M C	417	417	410	- 1 68
2800	Docks France	3406	3449	3415	+ 0 26
550	Dumez	633	627	632	- 0 16
2060	Eaux (Gle)	2277	2280	2265	- 0 53
375	Ecco	380	388	379	- 0 26
645	Elf Aquitaine	665	659	663	- 0 30
450	- (Certific.)	490	490	490	....
925	Epeda B.-F.	998	960	960	- 3 90
360	Essilor	406	407	422	+ 3 94
165	Essil.Int.(DP)	200	198	200	....
575	Esso	700	693	696	- 0 57
1300	Eurafrance	1463	1431	1450	- 0 89
1400	Eurocom	1700	1700	1699	- 0 06
84	Eurodisneyland	89 50	89 10	89 50	....
3290	Euromarché	3160	3010	3140	- 0 63
870	Europe 1	980	980	970	- 1 02
43	Eurotunnel	44 80	45	45	+ 0 45
1300	Exor	1468	1460	1430	- 2 59
1140	Facom	1392	1401	1401	+ 0 65
168	Finextel	169	168 90	169	....
215	Fives Lille	268 90	265	261	- 2 94
1700	Fromager. Bel	2020	1995	1880	- 6 93
1580	Gal.Lafayette	1815	1801	1812	- 0 17
1650	G.A.N.	1891	1891	1910	+ 1 00
320	Gascogne (B)	350	350	348	- 0 57
1300	Gaz et Eaux	1260	1264	1255	- 0 40
1280	Geophysique	1302	1330	1306	+ 0 31
435	Gerland Ly.	447	441	440	- 1 57
710	Groupe Cité	710	708	720	+ 1 41
1450	GTM-Entrep.	1450	1450	1475	+ 1 72
860	Guyenne-Gas.	955	945	945	- 1 05
205	Hachette	218	218	212	- 2 76
460	Havas	513	516	516	+ 0 58
490	Hénin (La)	508	503	507	- 0 20
820	Hutchinson	810	810	805	- 0 62
260	Imétal	260	260	256	- 1 54
87	Immob. Phénix	98 95	99	99	+ 0 05
98	Ingénico	104 90	100 50	100 30	- 4 39
3600	Inst. Mérieux	3480	3480	3325	- 4 73
415	Interbail	435	435	440	+ 1 15
1040	Intertechnique	1100	1100	1097	- 0 27
770	J. Lefebvre	790	771	775	- 1 90
815	Labinal	875	881	875	....
2100	Lab. Bellon	2480	2460	2460	- 1 21

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
355	Lafarge	344	342	345	+ 0 29
940	Lebon	1130	1120	1120	- 0 88
3530	Legrand	3440	3450	3400	- 1 16
2000	Legrand (DP)	2149	2120	2140	- 0 42
635	Legris Industries	580	585	585	+ 0 86
800	Locabail Imm.	773	774	777	+ 0 52
415	Locafrance	425	430	429	+ 0 94
780	Locindus	750	765	760	+ 1 33
360	Luchaire	411	415	415	+ 0 97
3200	L.V.M.H.	3660	3510	3677	+ 0 48
450	Lyonn. Eaux	488	483	487	- 0 20
250	Majorette Ly.	251	250	245	- 2 39
336	Mar. Wendel	349	341	343	- 1 72
250	Matra	260	263	262	+ 0 77
490	Merlin-Gerin	516	510	507	- 1 74
93	Metaleurop	104 90	102 50	106 80	+ 1 81
124	Métrologie In.	135	137 80	134	- 0 74
72	Michelin	73 10	72 80	73 20	+ 0 14
870	Midi (Cie)	912	915	902	- 1 10
92	Midl. Bk Sa *	110 90	103	106 10	- 4 33
405	Min. Salsig.(Mé)	356	351	355	- 0 28
103	MMB	112	110	109	- 2 68
77	Moulinex	85 20	85 50	83 80	- 1 64
1370	Navig. Mixte	1420	1418	1419	- 0 07
135	Nord-Est	146 10	147	149	+ 1 98
400	Nordon (Ny)	450	458	458	+ 1 78
580	Nouv Galeries	589	589	591	+ 0 34
585	Occid. (Gle)	585	580	589	+ 0 71
1400	Omn. f. Paris	1370	1370	1365	- 0 36
315	Olipar	315	310	310	- 1 59
435	Oréal	504	496	500	- 0 79
460	Paribas	498	490	496	- 0 40
1350	Pechelbronn	1444	1444	1420	- 1 66
103	Pechiney Int.	118 50	115	117	- 1 27
245	Pechiney (CIP)	235 60	232 20	233	- 1 10
510	Penhoet	499	490	490	- 1 80
915	Pernod Ricard	1092	1070	1085	- 0 64
515	Peugeot	524	513	531	+ 1 34
430	Pinault	432	430	429 90	- 0 49
290	Plastic-Omn.	307	305	300	- 2 28
450	Poliet	495	495	495	....
990	Présbail-Sic.	1038	1040	1050	+ 1 16
580	Primagaz	660	620	655	- 0 76
495	Printemps	525	525	525	....
1820	Promodès	1909	1900	1897	- 0 63
480	Radiotechn.	498	495	495	- 0 60
199	Raff. D.Total	268	267	267 50	- 0 19
2510	Redoute (La)	2550	2570	2500	- 1 96
320	Rémy et Associés	301	304 80	301	....
280	R. Poulenc CIP	240	238	235 50	- 1 88
295	Robur Financ.	324 50	324 50	323	- 0 46
47	Rochette(La)	50 50	52 50	50 60	+ 0 20
1740	Roussel Uclaf	2000	2030	2010	+ 0 50
3700	R. Impér.Ly *	3700	3630	3700	....
183	Sade (Ny)	193	190	190	- 1 55
1620	Sagem	1480	1466	1460	- 1 35
375	Saint Gobain	398	392	395	- 0 75
1050	Saint Louis	1220	1195	1210	- 0 82

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1240	Salomon Ly.	1429	1400	1351	- 5 46
380	Salvepar (Ny)	410	410	419	+ 2 20
800	Sanofi	780	760	781	+ 0 13
1700	S A T	1765	1750	1750	- 0 85
235	Saul. Chât.	248	250	250	+ 0 81
950	Saupiquet (Ns)	1076	1060	1093	+ 1 58
730	Schneider	796	790	781	- 1 88
15	SCOA	17 30	17 20	17 30	....
1060	S.E.B.	1134	1122	1120	- 1 23
430	Sefimeg	429	433 50	432	+ 0 70
545	Sextant A.	545	540	545	....
1300	S F I M	1287	1245	1275	- 0 93
168	S.G.E.	194 20	190 10	192 50	- 0 88
545	Simco	550	559	556	+ 1 09
980	Sk. Rossignol	985	985	965	- 2 03
900	Sligos	910	905	910	....
420	Société Géné.	465	458	457 10	- 1 70
111	Sodecco(B)	115	116 30	116 30	+ 1 13
150	Sodero(Ns)	152	....	...	....
520	Sodexho	460	450	440	- 4 35
90	Sogenal(Ny)	93	93	93	....
470	Sogerap	444	441	440	- 0 90
1160	Sommer-Allib.	1260	1248	1220	- 3 17
1250	Source Perrier	1347	1331	1333	- 1 04
570	Sovac	510	496	499	- 2 16
460	SPEP	480	479	465	- 3 13
480	Spie-Batignol.	485	485	467	- 3 71
1010	Strafor	1180	1150	1130	- 4 24
310	Suez	327	326	327 40	+ 0 12
495	Synthélabo	541	543	544	+ 0 55
95	Thomson	95 20	93	94 70	- 0 53
605	Total	668	684	671	+ 0 45
96	- (certif.)	106	105	107	+ 0 94
300	Trailfaut Fin.	297 50	289	291	- 2 18
465	U.A.P.	508	502	495	- 2 17
290	U F B Locab.	265	269 50	267	+ 0 75
950	U I C	962	995	965	+ 0 31
580	U I F	575	590	571	- 0 70
820	U I S	836	830	834	- 0 12
785	Unibail	818	813	804	- 1 71
205	U.C.B.	197	189	194 50	- 1 27
370	Valéo	370	374	355	- 4 05
198	Vallourec	293	292	300	+ 2 39
365	Via Banque	390	390	390	...
990	Zodiac	989	985	995	- 0 40
1820	Elf Gabon	1820	1810	1813	- 0 38
123	Amax	132	129	129 50	- 1 89
117	Amer. Express	127 10	127 80	127 80	+ 0 55
165	A.T.T.	167 20	162	162	- 3 11
150	Anglo Amer.C.	138 50	138 10	138 10	- 0 29
495	Amgold	430 50	421	421	- 2 21
205	Banco Santander	227	222	222 90	- 1 81
755	B.A.S.F.	752	747	748	- 0 53
785	Bayer	781	785	768	- 1 66
90	Buffelsfont.	88	86 05	86 05	- 2 22
89	Chase Manh.	97 30	94 50	96	- 1 34
99	De Beers	103	103 50	103 50	+ 0 49
2160	Deutsche Bank	2271	2240	2240	- 1 37

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1290	Dresdner Bank	1357	1349	1349	- 0 59
72	Driefontein	63 40	62 70	63	- 0 63
185	Du Pont-Nem.	191 50	189 60	189 60	- 0 99
196	Eastman Kodak	218 50	218 60	218 60	+ 0 05
28	East Rand	22 90	22 30	22 50	- 1 75
80	Echo Bay	68	66 50	66 50	- 2 21
166	Electrolux	164	164	164	..
970	Ericsson	1048	1028	1028	- 1 91
270	Exxon Corp.	267	269	269	+ 0 75
179	Ford Motor	187	186	185	- 1 07
62	Freegold	53	52	52	- 1 89
14	Gencor	13 40	13 30	13 30	- 0 75
305	Gén. Elect.	324 20	325 50	324	- 0 06
187	Gén. Motors	199	199	199	..
425	Gén. Belgique	428	420	420	- 1 87
54	Gd. Métropol.	57	54 80	54 80	- 3 86
64	Guinness	68 80	69	68 90	+ 0 15
20	Hanson PLC	20 50	20 20	20 20	- 1 46
57	Harmony Gold	46 15	45 80	45 80	- 0 76
180	Hewlett Packard	187 50	183 20	182	- 2 93
44	Hitachi	49 90	49 05	49 05	- 1 70
750	Hoechst	769	755	750	- 2 47
122	Homestake	102 30	102 10	101 90	- 0 39
90	Imp. Chemical	89	88	88 80	- 0 22
510	I.B.M.	563	565	566	+ 0 53
265	I.T.T.	279 50	280	280	+ 0 18
111	Ito Yokado	129 50	127	127	- 1 93
61	Matsushita	67 50	67 20	67 20	- 0 44
17	Maxwell	16 50	16 40	16 40	- 0 61
139	Mc Donald's	148	147 50	147 50	- 0 34
400	Merck	437	434	434	- 0 69
400	Minnesota M.	415	420	420	+ 1 20
340	Mobil corp	348 80	348	348	- 0 23
164	Morgan J.P.	180	181 50	181 50	+ 0 83
29400	Nestlé	30400	30050	30050	- 1 15
950	Nixdorf	956	948	948	- 0 84
200	Norsk Hydro	205 40	206 50	206 50	+ 0 54
144	OFSI	122	118 50	118 50	- 2 87
1630	Pétrofina	1754	1761	1761	+ 0 40
215	Philip Morris	241 50	241 20	241 20	- 0 12
70	Philips	74 60	73	73 50	- 1 47
101	Placer Dome	87 50	88 30	88 30	+ 0 91
240	Quilmès	275	275	275	...
34	Randfontein	28	27 80	27 80	- 0 71
425	Royal Dutch	437 50	434 50	434 50	- 0 69
46	R T Z	45 05	45	45	- 0 11
5 50	Saat.& Saatchi	5 60	5 60	5 50	- 1 79
59	St Helena	53 50	53	53	- 0 93
325	Schlumberger	349 20	350 10	350 10	+ 0 26
47	Shell transp.	48 20	47 80	47 80	- 0 83
1930	Siemens	2065	2028	2028	- 1 79
245	Sony	276	270 60	270	- 2 17
84	Sumitomo Bank	69 90	68 50	67 90	- 2 86
205	T.D.K.	217 10	218 50	219	+ 0 88
43	Telefonica	44 50	44 50	44 50	....
31	Toshiba	35 60	35 20	35 20	- 1 12
415	Unilever	431 50	429	429	- 0 58
245	Unit.Techn.	264	267	267	+ 1 14
480	Vaal Reefs	409	406	408	- 0 73
280	Volvo	286	286	286	....
215	West. Deep.	193	187	187	- 3 11
199	Xerox Corp.	218 30	217	217	- 0 60
81	Yamanouchi	100 30	102 70	102 70	+ 2 39
2 50	Zambia Cop.	1 95	1 90	1 93	- 1 03

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	117 60	2 67
Emp.Etat 9,8%78	99	1 63
10,80% 79/94	100 80	0 20
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp.Etat 14,6% 83	101 65	8 06
Emp.Etat 13,4%83	109 30	9 69
Emp.Etat 12,2% 84	103 65	11 29
Emp.Etat 11% 85	103 75	6 06
10,26% mars 86	99 74	5 14
OAT 10% 5/2000	98 40	2 93
OAT 9,9% 12/1997	98 90	7 37
OAT 9,8% 1/1996	98 50	6 01
PTT 11,2% 85	101 65	8
CFF 10,30% 86	96 20	5 94
CNB Bques 5000F	99 82	1 90
CNB Paribas 5000F	100 15	1 90
CNB Suez 5000F	100 15	1 90
CNE 11,5% 85	101 11	2 83
CNI 1/82 5000F	99 82	1 90
CNT 9 % 88	....	3 48
CRH 10,90% déc.85	100 90	6 85
CHARB FCE 3% 100	142	....
CNCA	1050	....
Cacos	1980	....
CGE 6 janv. 89/99	530	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1080	1033
Applications Hydr.	1201	....
Arbel	800	829
Asserg	285	....
Bains C.Monaco	1001	1036
B.Hypoth.Europ.	350	....
B.N.P. Intercont.	245 50	251 90
Beghin-Say (C I)	840	....
Bénédictine	3900	....
Blanzy Ouest	2899	2985
B T P	85	85 90
Cambodge	721	711
Carbone Lorraine	800	800
Case Pochin	21 75	21
C.E.G.F (Frigor.)	405	390
Centenaire Blanzy	542	540
Cerabati	119	114 20o
Champex Ny	135	132
CIC (CIP)	194	201
C.I.M.	735	745
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	449	....
Cofimeg	296	293
Cofradel	1200	....
Cogifi	390 90	398
Comiphos	586	550
Cie Industrielle	4810	4810
Cpt Lyon Alemand	530	527
Concorde	840	840
Constr.Méc.Prov.	34	32 60o
Crédit Gén.Ind.	415	415
Cr Universel (Cie)	640	654
Créditel	128	125 20
Darblay	705	....
Degremont	1449	1429
Delalande	2150	2099
Delmas Vieljeux	4100	4100
Didot Bottin	1250	1256
Eaux Bassin Vichy	2225	2189
Eaux Vittel	922	918
Ecia	256	....
Electro-Financ.	774	....
Electro-Banque	325	325
E.L.M. Leblanc	631	631
Eneli Bretagne	522	....
Ent.Mag. Paris	4000	....
Etex (ex. Eternit)	1910	1891
Europ Soutres Ind.	64	48 30o
Finalens	270	270
F.I.P.P.	156 50	163
F.N.A.C.	2010	2090
Foncière (Cie)	690	....
Fonc.Lyonnaise	865	....
Foncina	470	480
Fougerolle	665	665
France I.A.R.D.	841	875 d
France SA (La)	1643	1640
From. Paul-Renard	2374	....
Gaumont	885	899
Genefim	290	291
Gévelot	510	510
G.F.C.	431	431
G.F.I.I.	307	302
Grds Moulins Paris	1471	....
Groupe Victoire	1465	1470
G.T.I (Transport)	544	529
Immobail	361 10	370
Immobanque	780	770
Im.Marseillaise	5950	6000
Imm. Plaine-Monceau	446 10	445
Immofice	475	475
Invest.(Sté Cle.)	3100	3008
Jaeger	74	72 20
Lambert Frères	333 10	277 20o
Lille Bonnières	1553	1555
Loca-Expansion	291 30	292
Locafinancière	475	480
Locasal	305	....
Louis Vuitton	740	740
Louvre	4136	4180
Lucia	1940	1920
Machines Bull	47 60	....
Mag.Uniprix	166	162 10
Magnant	625	650
Métal Déployé	510	511
Mors	157	160
Navigation (Nle)	267	268
Nozal	160	....
Optorg	345	340
Oriél (CI)	235	235
Origny-Desvroise	1300	1300
Palais Nouveauté	1074	1089
Paluel Marmont	639	639
Parfinance	200	197
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	197	200
Paris Orléans	250	247
Parthena Invest.	400	405 80
Pathé Cinéma	1014	....
Piper Heidsieck	2150	2155
P.L.M.	332	328 90
Porcher	645	645
Promodès (CI)	795	872 d
Publicis	735	740
Rochefortaise	155	156 60
Rosario	268	....
Rougier	400	400
S.A.C.E.R.	413	441
S.A.F.A.A.	475	....
S.A.F.I.C Alcan	405	....
SAFT	1680	1690
Saga	207	205
Salins du Midi	590	600
Saurm	112 50	108
Savoisienne M.	160	....
S.C.A.C.	785	785
Senelle Maubeuge	421	426
S.Ettel.Parc (M)	179	....
Silic	738	735
Simnor	374	385
S.I.P.H.	381	382
Sofal	685	680
Soffo	490	....
Soficol	1075	1078
Soficomi	586	603
S O F I P (M)	460	442
Sofragi	1430	....
Sophie-Bail	415	417
Sopagé	179	179 60
Soudure Autogène	828	830
Sovabail	505	503
Stami	728	....
Suez (CIP)	283	280
Taittinger	4400	4268
Télémécanique Elect.	4400	4400
Testut-Aequitas	880	....
Tour Eiffel	298	270 10
Ufiner	980	980
U.T.A.	2150	2442
Vicat	389	389
Viniprix	1790	1850
Virax	175	175
Waterman	1500	....
Maroc Sté Brasserie	281	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	820	825
Akzo Nv Sico	286	288
Alcan Aluminium	116	117 90
Algemene B.Ned.	102	95
American Brands	329	352
Arbed	645	....
Asturienne Mines	176	194 d
Banco Popular Espa.	410	430
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	31000	31000
Can.Pacifique	80 10	81
Chrysler Corp.	66 10	....
C I R	16 10	16 50
Commerzbank	884	876
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	217 50	216
GBL (Brux Lamb.)	564	554
Gevaert	1310	....
Glaxo Holdings Ltd	74	74 50
Goodyear Tire	120	121
Grace and Co (WR)	130	129
GTE Corp	125	125
Honeywell Inc.	506	515
Johannesburg	1445	....
Kubota	32	28 50
Laconia	310	310
Midland Bank	23 50	....
Noranda Mines	78	80
Olivetti priv.	14 40	13 70
Pakhoed hold.	600	590
Pfizer Inc.	374 80	379
Procter Gamble	420	398
Ricoh	30	....
Robeco	289 30	286
Rodamco NV	220 50	220 30
Rolinco	267 80	257
Saipem	7 90	7 70
Sema Group	51 40	51 20
SKF Aktiebolaget	108	....
Tenneco Inc.	300	....
Thorn Electrical	58 50	59
Toray Ind.	22 10	23 20
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1500	1550
West Rand Cons.	13 20	12 10
Whitman Corp.	104 50	105 50

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	300	....
Baroni	815	....
Calciphos	191	192
C G H Cogenhor	101	100
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	685	705
Drouot Assurances	185	....
Elf Antargaz	1901	....
Europ. Accum.	66 20	....
Gechot S.A.	78 80	76
Guy Degrenne	436	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	312	337 6
Marlo Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Paternelle RD	800	864 6
Particip. Perrier	350	...
Rorento N.V.	175	174 80
St-Gobain-Emballage	1995	....
Sema Metra	310	....
S.E.P.R.	1522	....
Sicli	378	....
S.P.R. act. B	354	382
Ufinex	380	....
Wonder	988	755 o

SICAV (sélection) 10/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1007 01	982 45
Actilion	210 88	205 25
Agepargne	743 68	711 86
Ageplacement	8927 30	8927 30
Agepremière	105 82	105 50
AGF Actions ex CIP	1074 75	1048 54
A.G.F. 5000	616 24	601 21
AGF ECU	1008 46	998 48
AGF Foncier	115 89	113 06
AGF Invest Sicav	109 29	106 62
AGF Interfonds	407 45	397 51
AGF Oblig	1070 47	1065 14
AGF Sécurité Sicav	10867 42	10867 42
A.G.F.I.M.O.	641 43	625 79
AMERI-GAN	5821 86	5597 94
Amplitude	596 76	579 37
Arbitrages Court.T.	6139 57	6127 30
Associc.	1115 29	1115 29
Atout Futur	344 21	335 81
Aurecic	1264 80	1227 96
Avenir Alizes	1547 65	1517 30
Avenir CIC	102 96	99 96
Axa Capital	140 63	134 57
Axa Europe	118 64	113 53
Axa Investissements	114 53	109 60
Axa NPI	102 10	97 70
Axa Valeurs PER	119 36	114 22
Capimonétaire	5432 22	5426 79
Capioblig	5541 70	5459 80
Capracic	1105 62	1089 28
Capital-Monde	355 94	347 26
Carden Pierre	31 41	30 64
Convis	1124 87	1097 43
Compavalor	6003 71	5994 72
Convertimmo	380 26	365 63
Credinter	458 77	445 41
Credit Mutuel Capital	1098 23	1076 70
Diese	1134 56	1106 89
Drouot France	783 38	749 65
Drouot Investiss.	952 40	911 39
Drouot Sécurité	236 27	226 10
Drouot Sélection	137 04	131 14
Ecucic	1052 42	1036 87 •
Ecuper	120 61	115 42
Ecureuil Capitalisation	2159 60	2138 12
Ecureuil Invest	363 49	352 90 •
Ecureuil Monépremière	57070 31	57070 31
Ecureuil Monétaire	33631 92	33631 92
Ecureuil Trésorerie	2086 98	2086 98
Ecureuil Trimestr.	1943 78	1924 53
Elicash	374504 13	374504 13
Energia	285 28	272 34
Eparcic	3069 87	3069 87
Eparcourt-Sicav	4280 51	4269 84
Epargne Associat.	24826 17	24786 99
Epargne Capital	8921 36	8833 03
Epargne Court Terme	579 52	579 52
Epargne Croissance	1527 19	1486 32
Epargne Industrie	89 72	87 32
Epargne J.	59754 57	59754 57
Epargne Long Terme	187 07	182 06
Epargne Monde	1198 19	1166 12
Epargne Obligat.	185 43	180 47
Epargne Première	12407 73	12315 36
Epargne Quatre	1092 56	1063 32
Epargne-Unie	1264 55	1233 71
Epargne Valeurs	421 70	410 41
Epsilon	1158 58	1147 11
Eufinvest	616 41	598 46 •
Eurocic Leaders	991 21	962 34
Eurodyn	1111 61	1084 50
Euro Gan	6871 66	6807 37
Euromat	26 86	26 27
Fonsicav	12232 04	12232 04
FRANCE-GAN	8862 67	8521 80
France Garantie	259 34	258 82
France Investiss.	439 89	428 97 •
France Oblig	449 39	444 94
Francic	425 40	413 01
Francic Pierre	109 50	106 31
Franco-Regions	1221 10	1185 53
Fructi-Association	30 51	30 51
Fructi-Capi	35 33	34 81
Fructi Court.	121392 99	121392 99
Fructidor	230 97	227 56
Fructi-Ecu	550	541 87 •
Fructi-Epargne	28 96	28 25
Fructifrance	815 64	795 75
Fructimmo	29 83	29 10
Fructi-Premier	10291 31	10139 22
Fructivar	4662 58	4650 95
Fructoblig	1201 10	1171 80
Gestilion	12483 31	12452 18
Gest.Associations	150 97	147 65
Gest. F. Sécur.	10252 44	10201 43
Horizon	1124 34	1091 59
Interépar	102183 20	99206 98
Interoblig	11822 23	11367 53
Intersélection Fce	511 92	497 01
Japacic	159 92	155 26
Jeunépargne	248 38	244 71
Laffitte Amérique	194 04	185 24
Laffitte Europe	260 96	249 13
Laffitte Expan.	253 21	241 73
Laffitte France	313 84	299 61
Laffitte Immobil.	238 48	227 67
Laffitte Japon	413 49	394 74
Laffitte Oblig.	134 56	128 46
Laffitte Rendement	176 88	168 84
Laffitte Tokyo	357 42	341 21
Latitude	5803 07	5794 38
Leumi C.T.	10822 65	10822 65
Leumi L.T.	5942 06	5768 99
Lion Association	11303 49	11303 49
Lion Institution	24681 98	24620 43
Lionplus	824 74	808 57
Lion Trésor	2090 41	2089 71
Lion 20 000	22636 62	22636 62
Livret Bourse Inv.	490 09	475 82 •
Livret Portefeuil.	661 80	632 62
Méditerranée	176 08	168 50
Mensuel CIC	10061 10	9960 49
Mondial Investissem.	392 70	374 89
Monecic	5396 58	5396 58
Monedor	57676 70	57676 70 •
Mone.J.	62327 07	62327 07
Monévalor	70105 45	70105 45
Mutualité dépôts	11552 29	11529 23
Mutuelle Unie Sol.	143 65	137 46
Natio Court Terme	242139 00	242139
Natio-Epargne	14961 59	14813 46
Natio-Ep. Ret.	115 04	111 96
Natio Epargne Trésor	8627 36	8614 13
Natio-Imm.	1175 97	1144 50
Natio-Inter	1158 40	1127 40
Natio-Monétaire	21831 45	21831 45
Natio Obligations	600 19	486 80
Natio-Patrimoine	1394 72	1357 39
Natio-Placements	65290 04	65290 04
Natio-Revenu	988 75	978 96
Natio Sécurité	12130 44	12130 44
Natio-Valeurs	786 25	765 21
Nippon-Gan	5733 58	5613 06
Nord Sud Dévelop.	1278 29	1275 74
Obli-Associations	124	122 77
Oblicic-Mondial	2308 05	2273 94
Oblicic-Régions	1002 58	987 78
Oblig. ctes cat.	152 05	149 80
Oblilion	1118 30	1107 23
Oblisécurité	10996 70	10996 70
Optimar	31558 83	30639 64
Orsalion	1073 31	1047 13
Orvalor	6091 61	5871 43
Paribas Epargne	17737 70	17702 30
Paribas Opportunités	113 79	109 15
Paribas Patrimoine	515 91	494 88
Paribas Revenus	88 59	87 71
Patrimoine Retraite	188 46	184 76
Pervalor	630 16	611 81
Phenix Placement	283 91	275 64
Pierre Investissements	717 11	699 52
Placement A	1192 88	1169 49
Placements C.T.	7657 98	7642 69
Placement J.	6176 01	6163 68
Placement Premier	5614 19	5602 98
Plénitude	116 96	113 83
Poste Gestion	55965 35	55965 35
Première Oblig.	10729 84	10719 12
Prév. Ecureuil	108 73	105 82
Prévoassociation	25176 64	25176 64
Proficic	1049 72	1024 12
Quartz	121 50	118 54
Réalvalor	884 90	859 13
Rentacic	158 40	156 06
Revenus Trimestr.	5220 61	5168 92
Revenu-Vert	1126 39	1109 74
St Honoré Bio-Alim.	855 34	816 55
St Honoré Global	243 51	232 47
St Honoré Mat. Plac.	210 62	201 07
St Honoré Pacifique	575 33	549 24
St Honoré PME	500 13	477 45
St Honoré Réel	12833 74	12782 61
St Honoré Services	473 42	455 21
St Honoré Techno.	720 07	687 42
Sécuritec	1504 47	1504 47
Sécuri-Gan	13034 50	12778 92
Sécuri-Taux	1196 55	1196 55
Scasdea	690 24	680 04
Sicav Associations	1590 95	1588 57
S.F.I. fr. et étr.	639 21	620 59
Sicav 5.000	386 21	375 87 •
Sicav C.T.A. Plus	......	...... •
S.I. Est	1390 70	1321 24
Silvafrance	626 98	612 15 •
Silvam	401 63	390 88
Silvarente	204 26	200 25
Silvinter	412 36	401 32
S.N.I.	1148 49	1115 04
Sogépargne	340 91	328 59
Sogéroc	53407 46	51851 90
Sogevar	1015 96	969 89
Sogintar	1230 11	1174 33
Soleil Investissements	504 22	484 83
Solstice	2059 93	2054 79
Stratégie Actions	888 22	854 06
Stratégie Rendements	1204 88	1166 76
Technocic	1016 32	986 72
Techno-Gan	5593 53	5378 39
Thesora	554 91	549 42
Transplus	131 91	126 23
Trésor Avenir	104 87	103 63
Trésor Plus	1090 10	1079 31
Trésor Réel	12289 56	12289 56
Trésoricic	110279 79	110279 79
Trilion	5111 80	5061 19
U.A.P.Investisc.	433 99	418 30
U.A.P. Act. F.	550 68	530 78
U.A.P. Act. Sél.	596 43	574 87
U.A.P Actifi	615 67	593 61
U.A.P. Altafi	198 13	190 97
U.A.P Alto	162 83	156 94
UAP Moyen Terme	117 64	113 39
Uni-Associations	117 11	117 11
Uni-Foncier	1342 82	1310 07
Unifrance	547 12	533 78
Uni-Garantie	1304 89	1281 82
Uni Régions	1462 28	1426 61
Unirente	2408 84	2350 08
Univar	205 32	205 32
Univers Actions	1213 44	1183 84
Univers-Obligations	1631 79	1591 99
Valorem	510 75	498 29
Valorg	1782 36	1780 60
Valrexl	45681 78	45658 95
Vauban	24715 58	24690 86 •

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 280	5 342	5 020	5 470
Ecu	6 933	6 933	....	....
Allemagne (100 dm)	334 890	334 980	324 500	345 500
Belgique (100 F)	16 298	16 296	15 750	16 850
Pays-Bas (100 fl)	297 200	297 220	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 491	4 494	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 710	87 700	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 854	9 829	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 397	....	4 050	4 050
Suisse (100 f)	401 070	400 530	390	416
Suède (100 krs)	91 280	91 550	86 600	94 500
Norvège (100 k)	86 700	86 820	82	90
Autriche (100 sch)	47 600	47 620	46 100	49 200
Espagne (100 pes)	5 329	5 336	5 150	5 750
Portugal (100 esc)	3 779	3 787	3 600	4 300
Canada (1 $ can)	4 530	4 566	4 380	4 760
Japon (100 yens)	3 796	3 810	3 680	3 680

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/9
Or fin (kilo en barre)	65350	65100
Or fin (en lingot)	65500	65200
Napoléon (20f)	410	403
Pièce Fr (10 f)	380	.....
Pièce Suisse (20 f)	476	459
Pièce Latine (20 f)	385	377
Souverain	480	479
Pièce 20 dollars	2280	2200
Pièce 10 dollars	1320	1310
Pièce 5 dollars	835	.....
Pièce 50 pesos	2450	2455
Pièce 10 florins	384	380

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

ALGÉRIE

L'armée sort de son silence

Muette durant près de trente ans, l'armée algérienne vient de sortir de son silence avec un long entretien accordé à l'agence Algérie presse service (APS) par le tout nouveau ministre algérien de la défense nationale, le général-major Khaled Nezzar. Le ton de l'interview ne laisse aucun doute : c'est bien le *représentant* **de l'armée au sein du gouvernement qui s'exprime et non pas le ministre, représentant du pouvoir civil auprès des forces armées.**

ALGER

de notre correspondant

Rien de ce que déclare le ministre de la défense nationale ne ferait sursauter le classique chef d'état-major que fut le général Nezzar avant de prendre ses *actuelles fonctions*. Comme nombre de ses anciens collègues de par le monde il est opposé à la diminution de la durée du service militaire, estime que son pays doit *« continuer à consentir des sacrifices pour ses forces de défense »*, ne trouve rien à redire au principe d'une justice militaire hors du droit commun, ne se montre guère enthousiaste à l'égard d'éventuelles structures de débats à l'intérieur des forces armées.

En bon tacticien, le général-ministre évite également de répondre aux questions financières qui tentent d'évaluer le poids des dettes d'origine militaire dans la dette nationale globale. En somme, rien d'inhabituel dans un pays où depuis l'indépendance, l'armée, étroitement imbriquée au pouvoir politique, n'a jamais eu de comptes à rendre qu'à elle même.

Un petit événement

L'interview du général Nezzar n'en constitue pas moins un petit événement qui sera décrypté à la *loupe par ses concitoyens*. C'est en effet la première fois qu'un haut responsable militaire algérien répond à une interview et ce seul fait sera déjà amplement commenté. Mieux, le général Nezzar a accepté d'aborder les questions strictement militaires comme les sujets plus politiques même si, sur ce dernier point, il ne dit rien d'extraordinaire.

« L'armée nationale populaire (ANP), assure-t-il, *s'interdit toute immixtion dans les fonctions dévolues aux autres autorités publiques »* ; elle n'est ni *« réticente »* ni *« opposée »* aux *« réformes politiques en cours »* ; elle *« souhaite que les élections se déroulent dans le calme et la paix, sans aucune atteinte aux droits inaliénables des citoyens »*. Dans le cas contraire, *« elle se tient prête* à *répondre à toute éventualité »* puisque la *« défense de la nation, confiée par la Constitution à l'ANP, implique pour elle qu'elle soit en mesure de faire échec aux dangers provenant soit de l'extérieur, soit de l'intérieur »*.

Selon ses convictions, chacun mettra évidemment un nom différent sur la nature de cette *« menace intérieure »*. Le général Nezzar parle-t-il du FIS *« qui serait grandi en condamnant et en combattant (...) toutes attitudes extrémistes »* ou, plus subtilement, évoque-t-il l'ancien président Ahmed Ben Bella ? Ce dernier n'est jamais nommé, mais son retour est annoncé pour le 27 septembre, et c'est l'armée qui, commandée par le colonel Boumediène, l'avait, vingt-cinq ans plus tôt, destitué.

GEORGES MARION

L'accord sur la réduction des forces américaines et soviétiques stationnées en Europe est « dépassé »

estime le secrétaire d'Etat américain

M. James Baker a estimé lundi 10 septembre à Bruxelles que l'accord américano-soviétique d'Ottawa prévoyant la limitation à 195 000 hommes des effectifs militaires soviétiques et américains en Europe centrale, est *« dépassé par les événements »* et que les nouveaux plafonds pourraient être fixés beaucoup plus bas.

L'accord d'Ottawa devait s'inscrire dans le traité de réduction des armes conventionnelles, actuellement négocié à Vienne par les seize membres de l'alliance atlantique et les sept du pacte de Varsovie. Les responsables américains estiment désormais que les plafonds peuvent être fixés plus bas en raison de la diminution de la menace militaire en Europe et du large mouvement de retrait des troupes soviétiques stationnées dans les pays voisins. M. James Baker, qui était attendu à Moscou mardi pour la réunion de la conférence « 2 + 4 » sur l'Allemagne, devrait s'entretenir de cette question avec son homologue soviétique, M. Chevardnadze. – *(AP.)*

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

A qui se fier ?

J'AI une copine un peu snobinarde sur les bords, mais très évoluée, très large d'idées. Son fils, elle l'a voulu, et elle l'a élevé toute seule. C'est l'amour, l'ambition et la chance de sa vie. Il est hyper beau et il fait vaguement dans la pub et le cinéma, des petits boulots, devant ou derrière la caméra, il sait pas trop. Comme dit sa mère, il cherche sa voie. Ce matin, elle m'appelle :

– Tu peux pas imaginer ce qui m'arrive avec Patrice, une vraie cata. Enfin, tu le connais, si doué, tellement artiste. Tout petit, déjà, il dessinait des robes sur son cahier d'écolier, il jouait de la guitare, du piano... Je le voyais...

– Oui, je sais, tout en haut de l'affiche de l'Olympia.

– Ou sur la griffe de sa maison de couture ou présentateur à la télé... En couverture de *Paris-Match*, quoi ! D'autant qu'il n'avait pas l'air de s'intéresser aux filles. Il m'en a jamais ramené une seule à la maison.

– Je vois pas le rapport.

– Enfin, voyons, je ne lui ai pas demandé, j'allais pas me mêler de sa vie privée, mais, de ce côté-là au moins, je me faisais pas de bile, j'étais persuadée qu'il était pour hommes. Dans ces milieux, quand tu veux percer... Et puis, hier soir à la télé, ils passent une émission là-dessus, justement : Si votre fils était un homosexuel, comment vous réagiriez ? Ils parlaient d'un garçon en ménage avec un monsieur très bien, la soixantaine, belle situation et bon, ça, son crétin de père supportait pas. J'étais indignée. *Là-dessus*, le mien rentre et, pour le mettre à l'aise, paraît que souvent ils osent pas l'avouer et que ça les fait souffrir, je lui dis : Chéri, je t'en prie, parle-moi de lui, ça me ferait plaisir de le rencontrer. Il a eu l'air stupéfait : Qui, lui ? Et là, il m'a tout *sorti*. C'est pas lui, c'est elle, figure-toi, et c'est épouvantable !

– Pourquoi ?

– D'abord, elle a dix ans de plus que lui et...

– Oui, bon, ça encore, à notre époque... Qu'est-ce qu'elle fait dans la vie ? Elle dirige une agence, une maison de production, un journal ? Elle peut l'aider à faire carrière ?

– Non, justement, elle est... Ecoute, je peux pas te le dire, si jamais ça se savait j'oserais plus sortir en ville. Elle est caissière au Prisu des Champs, et ils veulent se marier en blanc !

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 11 septembre 1990 a été tiré à 561 627 exemplaires.

Les négociations de Djakarta sur le Cambodge

Les factions khmères ont formé un Conseil national suprême

Les quatre factions khmères ont formé, lundi 10 septembre, un Conseil national suprême (CNS) de douze membres qui doit représenter leur pays à l'étranger. La veille, elles avaient entériné le plan de paix proposé, le 27 août, par les Cinq.

La pression internationale qui s'exerçait sur les Cambodgiens pour qu'ils trouvent un terrain d'entente entre eux finit par porter des fruits même s'il n'est pas encore question de faire taire les armes. A Djakarta, en effet, les Khmers rouges, les sihanoukistes et le Front de M. Son Sann se sont entendus avec leur adversaire, le régime de Phnom-Penh, sur la composition d'un CNS de douze membres (deux membres par faction de la coalition et six pour le régime de Phnom-Penh) qui représentera le Cambodge et *« déléguera aux Nations unies les pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de l'accord global »* dont le cadre a été défini par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

Chaque faction a désigné ses représentants au sein du CNS. M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, figure en tête des six représentants de son régime. Les deux Khmers rouges sont *MM. Khieu Samphan*, chef nominal du mouvement, et Son Sen, l'un de ses dirigeants militaires. M. Son Sann et un autre délégué représentent le FNLPK (Front national de libération du Kampuchéa). Le prince Sihanouk, absent de Djakarta et qui a annoncé prendre un *« congé de maladie »* de six mois, y est représenté par son fils, le prince Ranariddh, chef de son armée, et un ancien parlementaire. Mais l'accord prévoit que les douze membres du CNS peuvent élire à sa présidence un treizième membre, ce qui laisse la porte ouverte à une participation de l'ancien monarque, si ce dernier change d'avis.

Satisfaction à Paris et à Washington

« Nous sommes très contents car il n'y avait pas d'accord évident au départ. En outre, nous avons l'impression que Djakarta marque le début d'un nouveau processus », nous a déclaré, mardi par téléphone, Mme Edwige Avice, ministre délégué aux affaires étrangères, qui a été chargée, au nom des Cinq, de négocier cet accord en compagnie de M. Ali Alatas, ministre indonésien des affaires étrangères. La France et l'Indonésie sont coprésidentes de la Conférence internationale de Paris, dont M. Roland Dumas a estimé, lundi dans la capitale française, qu'elle pourrait reprendre ses travaux *« à brève échéance »*. Tout en se félicitant de l'accord de Djakarta, le ministre français a également annoncé qu'un membre du gouvernement – M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales – *« pourrait se rendre à Phnom-Penh dans les tout prochains jours »* pour y inaugurer l'Alliance française.

Américains, Britanniques et Vietnamiens se sont également félicités des résultats obtenus à Djakarta. Washington envisagerait déjà une première réunion du CNS au siège des Nations unies à New-York, avant que l'assemblée générale de l'ONU aborde son débat annuel sur la représentation du Cambodge. Il faudra aussi organiser un cessez-le-feu et l'envoi sur place de « casques bleus » et de fonctionnaires des Nations unies, des opérations beaucoup plus délicates. Mais, comme l'a résumé M. Dumas, le résultat de Djakarta *« n'a pu être acquis que grâce au retrait des troupes vietnamiennes, à l'évolution de la position américaine, au travail des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et à l'excellente préparation de la réunion de Djakarta par les coprésidences de la Conférence de Paris »*. On devrait également ajouter : grâce à l'amorce d'un dégel entre Hanoï et Pékin, qui pourrait se confirmer assez rapidement et serait, alors, le meilleur garant d'une pacification du Cambodge.

J.-C. P.

EN BREF

□ **ESPAGNE : bombe au siège du PSOE.** – Un attentat à l'explosif a été commis, lundi 10 septembre, contre le siège du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à Barcelone sans faire de victime. Deux individus armés de pistolets se réclamant des Groupes révolutionnaires antifascistes du premier octobre (GRAPO) ont déposé un paquet contenant une bombe et annoncé que celle-ci exploserait sous peu. Huit personnes au moins ont également été blessées dans la nuit du lundi 10 au mardi 11 septembre à Carthagène (province de Murcie), par l'explosion d'une voiture piégée dans une caserne de la garde civile. – *(AFP.)*

□ **GRANDE-BRETAGNE : l'argent des mineurs.** – Le syndicat des mineurs britanniques (National Union Mineworkers-NUM) et l'Organisation internationale des mineurs (OIM) sont parvenus à un accord, lundi 10 septembre, dans le différend financier qui les opposent *(le Monde* du 7 septembre). *« Il a été convenu que l'OIM allait apporter son aide au NUM en lui accordant un don tiré de son fonds international de solidarité »*, a déclaré M. Alain Simon, secrétaire général de l'OIM.

□ **TCHAD-LIBYE : la Cour de La Haye est saisie.** – La Cour internationale de justice de La Haye vient d'être saisie par la Libye et le Tchad du différend territorial qui les oppose au sujet de la bande d'Aouzou. Introduites respectivement les 31 août et 3 septembre, les requêtes de Tripoli et de N'Djamena s'appuient sur l'accord-cadre signé le 31 août 1989 par les deux Etats.

□ **Arrestation de colleurs d'affiches du FN après une agression.** – Plusieurs jeunes gens qui collaient des affiches du Front national et peignaient des slogans favorables à M. Jean-Marie Le Pen ont été interpellés, dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 septembre à Savigny-sur-Orge (Essonne), *après avoir agressé deux Africains* qui sortaient de la gare SNCF. L'une des victimes a dû recevoir des soins à l'hôpital.

□ **Fête de *l'Humanité* : les « reconstructeurs » du PCF s'opposent à la présence de communistes chinois.** – Les « reconstructeurs communistes » ont demandé, lundi 10 septembre, à la direction du PCF de renoncer à inviter les responsables communistes chinois à la Fête de *l'Humanité*, le week-end prochain, *estimant qu'elle se « déconsidère en couvrant ceux dont les mains sont maculées du sang des leurs »*.

Problèmes techniques sur un canal du satellite TDF 1

Des anomalies sur un des tubes émetteurs (canal 17) du satellite de télévision TDF 1, découvertes fin juillet, sont susceptibles d'affecter la durée de vie de ce tube. Aussi Télédiffusion de France (TDF) a-t-elle décidé, dès le mois d'août, de transférer sur le satellite TDF 2 les émissions de Canal Plus et de Radio-France Internationale, qui occupaient le canal 17.

Dans l'immédiat, cette panne partielle n'affecte donc pas le système, puisque TDF 2, satellite jumeau lancé en juillet, assure la continuité du service. Mais, après la panne complète qui a déjà mis hors d'état de fonctionner un des canaux de TDF 1 (*le Monde* du 29 septembre 1989), le système TDF 1-TDF 2 est une nouvelle fois fragilisé. Le tube défectueux ne pouvant plus garantir un secours complet à Canal Plus et RFI, les contrats qui lient ces opérateurs à TDF pourraient être revus.

RUGBY : la direction de l'équipe de France

Serge Blanco assistera Daniel Dubroca

Serge Blanco sera l'adjoint de Daniel Dubroca à la tête de l'équipe de France de rugby. L'arrière biarrot, qui ne renoncera pas pour autant à sa carrière de joueur, sera chargé de la préparation des lignes arrière dans l'optique de la prochaine Coupe du monde en juin 1991.

Un moment pressenti pour devenir l'entraîneur du XV de France après la démission de Jacques Fouroux *(le Monde* du 11 septembre), l'ancien demi de mêlée Jérôme Gallion n'a pas accepté, pour des raisons professionnelles, le poste que lui proposait Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby.